# Hitler parle à ses généraux

## Conférences militaires au QG du Führer (1942-1945)

Présentées par Paul Villatoux

nouveau monde
éditions

# HITLER
# PARLE À SES GÉNÉRAUX

© Nouveau Monde éditions, 2013

21, square St Charles – 75012 Paris
ISBN : 978-2-36583-388-2
Dépôt légal : mars 2013
Imprimé en France par Dupli-Print
Première édition française : Albin Michel, 1964
Édition originale allemande parue sous le titre *Hitlers Lagebesprechungen (Die Protokollfragmente seiner militärischen Konferenzen, 1942-1945), Deutsche Verlag Anstalt, Stuttgart, 1962.*

# HITLER
# PARLE À SES GÉNÉRAUX

Comptes rendus sténographiques
des rapports journaliers au QG
du Führer (1942-1945)

*Traduit de l'allemand par Raymond Henry*

*Présenté et commenté par Paul Villatoux*

nouveau monde éditions

# Introduction

## Hitler et ses généraux : mythes et réalités

« On devrait écrire sur ma tombe : il a été la victime de ses généraux[1]. » Telle est, dans la nuit du 28 au 29 avril 1945, peu avant son suicide, la confidence qu'Hitler fait à Hans Baur, son pilote personnel. Pourtant, cinq ans plus tôt, le 17 juin 1940, à l'annonce de la demande d'armistice de la France, le Führer est célébré par le général Keitel, chef du haut-commandement de la Wehrmacht, comme « le plus grand général en chef de tous les temps[2] ». Pour peu qu'elle soit partagée par une majorité de hauts dignitaires de l'armée allemande, cette assertion contraste alors fortement avec le jugement porté sur le personnage dès 1932 par le maréchal Hindenburg, président de la République de Weimar et figure la plus respectée de la caste militaire prussienne, qui déclare n'avoir que mépris pour ce « caporal bohémien » tout juste bon, selon lui, à occuper la fonction de « ministre des Postes[3] ». Ce n'est donc pas le fait du hasard si, parmi toutes les controverses que suscite l'étude de l'Allemagne hitlérienne, celle qui concerne les rapports entre la « Generalität » (corps des officiers généraux) et Hitler continue d'alimenter de vifs débats entre historiens. Faut-il dissocier les actions de ce dernier de celles de ses grands subordonnés militaires ? Quelle influence les instances supérieures de l'armée ont-elles eu sur les décisions prises par le Führer ? L'opposition militaire au dictateur demeura-t-elle limitée ou concerna-t-elle de manière plus ou moins active les plus hauts échelons de la Wehrmacht ? Quel fut, au final, le degré d'adhésion des généraux au régime du III$^{e}$ Reich ? Autant de questions que soulève en filigrane la réédition de ce livre rassemblant une partie des comptes rendus sténographiques des conférences tenues par Hitler à son quartier général de 1942 à 1945, c'est-à-dire au cours d'une période particulièrement dramatique pour les forces allemandes qui reculent sur à peu près tous les fronts.

## Hitler, chef de guerre autodidacte

Celui qui à partir de 1938 cumule les fonctions de chancelier et celles de commandant suprême des armées du Reich n'a pourtant reçu aucune instruction militaire et ignore à peu près tout des subtils rouages du travail d'état-major. À plusieurs reprises, Hitler prétendra avoir développé son génie militaire « à la dure école de la guerre[4] », lançant même à ses généraux, peu après le début de l'attaque sur l'Union soviétique : « Je connais la guerre pour avoir participé pendant quatre ans à la puissante lutte de 1914 à 1918[5]. » Cette affirmation ne résiste guère à l'épreuve des faits : simple caporal au 16e régiment d'infanterie bavarois, il sert comme estafette, son grade et sa fonction ne lui offrant aucun accès aux discussions stratégiques ou tactiques. À bien des égards, Hitler est un représentant presque banal de cette génération qui, pour avoir vécu l'horreur des tranchées, n'a que mépris et colère à l'égard des officiers d'état-major, ces « m'as-tu-vu dans leurs pantalons à parements rouges[6] », manœuvrant sur des cartes des unités et des hommes dont les souffrances leur sont totalement étrangères. Le journaliste Raymond Cartier, qui fut observateur au procès de Nuremberg, souligne ainsi qu'« il y avait chez Hitler, conquérant et chef d'armée, quelque chose de l'antimilitarisme à la vieille mode : la rancune du pousse-caillou contre les galonnés[7] ».

Il n'en demeure pas moins qu'Hitler est un autodidacte parfois surprenant, capable de réciter par cœur la liste et les caractéristiques précises des navires de combat ou des avions de guerre du monde entier apprises dans des almanachs spécialisés qu'il collectionne. Le général Halder, l'un de ses plus proches collaborateurs militaires jusqu'en septembre 1942, témoigne ainsi de cette mémoire pour le moins étonnante : « Toute référence à la puissance matérielle de l'armée russe, en particulier à leurs dix mille chars d'assaut, déclenchait de sa part une tirade d'un quart d'heure dans laquelle s'égrenaient les chiffres de la production annuelle des Russes depuis deux décennies[8]. » Une étude précise de sa bibliothèque privée témoigne de cette appétence pour les affaires militaires en faisant apparaître que près de la moitié de sa collection – soit près de sept mille volumes – traite de ces questions. En outre, cet intérêt est ancien, Hitler ayant semble-t-il

développé avant même la Grande Guerre une passion pour l'histoire des guerres des Hohenzollern et notamment pour les conceptions stratégiques audacieuses développées par Frédéric II de Prusse[9]. Il est également, au moins depuis 1924 et ses treize mois d'emprisonnement consécutifs au putsch manqué de l'année précédente[10], un lecteur assidu de Clausewitz ainsi que des exégètes des grands militaires prussiens von Moltke et von Schlieffen[11]. Par la suite, il se tient continuellement au courant des idées stratégiques nouvelles, Albert Speer, architecte personnel du Führer et coordinateur de l'effort économique de guerre allemand, relatant dans ses mémoires cette confidence faite par Hitler en 1940 : « J'ai lu à plusieurs reprises le livre du colonel de Gaulle sur les possibilités qu'offrent dans les combats modernes des unités entièrement motorisées et j'ai beaucoup appris[12]. »

Un autodidacte fait-il pour autant un bon chef de guerre ? La question divise les historiens comme elle a divisé les généraux allemands, les uns mettant en avant l'image d'un amateur brouillon et incompétent, les autres reconnaissant chez lui des intuitions fulgurantes et une sûreté de jugement incontestable, mais altérée par une affectivité pathologique. Ces différentes prises de position ne sont bien évidemment pas innocentes et dépendent généralement du degré de proximité avec le dictateur mais aussi de facteurs plus complexes. C'est ainsi que les nombreux mémoires publiés après-guerre par les généraux allemands[13] comme les témoignages accordés par ces derniers aux autorités alliées[14], notamment lors du procès de Nuremberg, apparaissent bien souvent comme des plaidoyers *pro domo* destinés à dédouaner les chefs de la Wehrmacht de la défaite et à rejeter sur Hitler les erreurs tactiques et stratégiques dues à son supposé amateurisme. Halder considère Hitler comme un « mystique qui faisait peu de cas des règles de la stratégie ou même les négligeait totalement », tandis que le général Fromm, chef de l'Ersatzheer (armée de Terre de réserve), se montre plus sévère encore, assurant « qu'un civil aurait peut-être fait un meilleur général en chef qu'un caporal[15] ». À l'inverse, Jodl, homme de confiance du Führer, voit en lui « le plus grand homme d'État que nous ayons eu depuis Bismarck[16] », Keitel allant jusqu'à louer ses « intuitions de génie. Il

s'était forgé lui-même et il avait étudié seul la tactique et la stratégie. Nous, les généraux, étions devant lui, non comme des maîtres, mais comme des élèves[17] ». Toutefois, l'un comme l'autre ont toujours fait preuve d'une soumission inconditionnelle à la personne de Hitler, cette docilité valant même à Keitel le surnom peu flatteur de « Lakeitel » (le laquais). Le général Hasso von Manteuffel, spécialiste de l'arme blindée, se montre quant à lui plus mesuré et souligne : « S'il comprenait le maniement d'une division, celui de toute une armée lui était étranger. Il avait un véritable flair, il excellait dans les manœuvres de surprise mais il lui manquait les éléments techniques de base, indispensables pour leur application efficace. Il avait tendance en outre à se griser de chiffres et de quantités[18]. »

## Le ralliement des généraux au régime

Lorsque Hitler accède au pouvoir en janvier 1933, l'armée de la République de Weimar – la Reichswehr – ne rassemble que quelque 100 000 hommes, dont 4 000 officiers, tous sélectionnés au mérite et engagés volontaires à long terme. Conformément aux clauses du traité de Versailles de 1919, la puissance militaire allemande dispose de faibles moyens et de capacités d'action très limitées. Pour autant, une réflexion doctrinale fondée sur les enseignements du conflit précédent est rapidement entreprise tandis que sont ébauchées, tout au long des années 1920, les conditions d'un réarmement clandestin, notamment par le biais de prototypes fabriqués secrètement en Union soviétique, ainsi qu'en Suède, en Suisse, en Espagne et aux Pays-Bas[19]. Le caractère professionnel de cette armée et son format pour le moins réduit la rendent également davantage perméable aux idées nouvelles et aux innovations technologiques, les études étant coordonnées au niveau du « Truppenamt » (service des troupes) qui remplace de manière camouflée le grand état-major officiellement démantelé après guerre[20]. Le nouveau chancelier bénéficie donc d'un acquis loin d'être négligeable dans le cadre de son projet de réarmement de grande envergure.

Le développement de l'armée allemande ne constitue pourtant pas en 1933 la priorité d'un régime accaparé pendant de longs mois par des préoccupations politiques internes[21]. Éprouvant à leur égard des sentiments

mitigés, entre admiration et méfiance, Hitler est ainsi parfaitement conscient du fait que la soumission des chefs militaires au nouveau pouvoir est un objectif qui demande du temps et de la patience. Véritable caste aristocratique et conservatrice fermée sur elle-même, très attachée à l'Empire et à la personne de l'Empereur, le corps des officiers allemands se cantonne lui aussi dans une position d'attente, même si l'instauration d'un régime d'autorité n'est pas pour déplaire à la majorité d'entre eux. Les généraux de la Reichwehr partagent en effet avec les nouveaux dirigeants un certain nombre de valeurs communes fondées sur un anticommunisme virulent et une opposition radicale au libéralisme et au pluralisme politique, tous principes fondateurs d'une république de Weimar jugée décadente et faible. En outre, ils adhèrent sans réserve à la politique militaire prônée par les chefs du parti nazi qui souhaitent une révision radicale du traité de Versailles et la mise en œuvre d'un réarmement massif, conditions nécessaires au rétablissement des frontières du Reich de 1914, voire même de celles de mars 1918, faisant suite au traité de Brest-Litovsk[22]. Cette communauté de valeurs et d'intérêts ne doit cependant pas être assimilée à une adhésion pure et simple à l'idéologie nazie qui ne semble concerner, à l'origine, qu'un nombre relativement faible d'officiers supérieurs. Beaucoup d'entre eux, à l'image du futur général Walter von Seydlitz-Kurzbach, ne voient ainsi dans la prise de pouvoir de 1933 qu'une simple « restauration de la souveraineté de l'Allemagne[23] ».

En juin 1934, l'élimination de la direction de la SA (Section d'assaut), principale force paramilitaire du parti rassemblant 400 000 hommes qui ont pour ambition de se substituer à l'armée régulière, lors de la Nuit des longs couteaux, est un gage important concédé par Hitler au corps des généraux. Dans le même temps, certains éléments antinazis de l'armée, tels les généraux monarchistes von Schleicher et von Bredow, sont abattus, cette épuration ayant été patiemment préparée par Himmler, chef de la SS, qui a fait espionner les membres du haut commandement dès la prise de pouvoir de janvier 1933. La mort du maréchal Hindenburg le 2 août 1934 laisse enfin les coudées franches à Hitler pour cumuler, à l'issue d'un référendum, les fonctions de chef de l'État et de chancelier sous le titre de « Reichsführer » (guide de l'Empire) auquel chaque soldat, chaque officier doit désormais prêter serment. Par le « Fahneneid » (serment au drapeau),

exigeant l'obéissance jusqu'à la mort[24] à la manière de l'ancien usage des chevaliers teutoniques, le chef du III^e^ Reich s'assure ainsi du ralliement de la très grande majorité des généraux dont le code d'honneur, fondé sur le respect de la parole donnée, rend très difficile toute forme de parjure.

C'est en 1935 que l'impulsion décisive est donnée au développement de l'armée allemande en s'affranchissant des contraintes imposées par le traité de Versailles avec le rétablissement du service militaire obligatoire d'un an (porté à deux ans en 1936), la décision de porter l'effectif de l'armée allemande à 36 divisions et la création officielle, par un décret du 16 mars, de la Wehrmacht qui coiffe les trois grandes composantes terrestre (Heer), aérienne (Luftwaffe) et maritime (Kriegsmarine) des forces armées. Simultanément, le grand état-major et l'école de guerre (Kriegsakademie) sont recréés, renforçant un peu plus l'emprise de Hitler sur une armée qui s'impose de fait comme le deuxième pilier du III^e^ Reich aux côtés du parti nazi, tandis que l'ultime entrave imposée à la souveraineté militaire allemande est levée en mars 1936 avec la remilitarisation de Rhénanie[25]. Cette croissance rapide est particulièrement favorable à la Generalität qui aspire à des promotions jusqu'alors très limitées du fait de la taille réduite de la Reichswehr, et se voit du même coup accorder des gratifications et avantages financiers non négligeables[26].

## Une subordination organisationnelle

Il n'en reste pas moins que la conduite des opérations militaires comme la conduite générale de la guerre sont traditionnellement des domaines réservés du haut commandement de l'armée allemande qui a toujours bénéficié, aussi bien sous l'Empire que tout au long de la République de Weimar, d'une grande autonomie vis-à-vis du pouvoir politique. Ce principe n'est apparemment pas remis en question lors de l'arrivée au pouvoir des nazis, alors que le commandement des forces armées repose entre les mains de trois hommes, le général von Blomberg, ministre de la Guerre, le général von Fritsch, commandant en chef de l'armée, et le général Beck, chef de l'état-major général. Généraux de tradition, respectés au sein de l'armée, ils ont initialement la confiance du Führer et jouent un rôle non négligeable dans le ralliement de l'armée au régime, Blomberg

étant même hissé au rang de Feldmarschall après la remilitarisation de la Rhénanie. Pourtant, en novembre 1937, une crise éclate à l'occasion d'une réunion secrète au cours de laquelle Hitler fait part au haut commandement de ses projets d'expansion territoriale sur l'Autriche et la Tchécoslovaquie d'abord, puis la Pologne et l'URSS dans un second temps. Ayant émis de sérieuses mises en garde, notamment quant à la crainte d'une aventure militaire pouvant déboucher sur un conflit généralisé, Blomberg et Fritsch sont acculés à la démission le 4 février 1938 sous des prétextes fallacieux exploitant de sombres affaires de mœurs. Beck, quant à lui, est écarté quelques mois plus tard, à l'été 1938, non sans avoir tenté de susciter – mais en vain – une protestation collective de la Generalität, tandis qu'une trentaine de généraux suspectés de tiédeur sont mis à la retraite d'office ou simplement évincés.

La structure du commandement militaire s'en trouve profondément bouleversée, Hitler rompant avec toutes les traditions militaires allemandes antérieures en décidant de prendre lui-même les rênes du ministère de la Guerre dans le cadre de la création d'une nouvelle structure interarmées, le haut commandement des forces armées (Oberkommando der Wehrmacht ou OKW). Cette subordination de l'appareil militaire s'accompagne de la promotion de personnalités fidèles au régime, véritable « élite fonctionnelle[27] » dévouée à la personne du Führer qui – fait exceptionnel – demeure en poste jusqu'en 1945. Le général Keitel devient ainsi chef d'état-major de l'OKW tandis que Jodl, considéré comme « la meilleure tête pensante de la Wehrmacht », hérite du bureau des opérations. À la tête de l'armée de Terre (Oberkommando des Heeres ou OKH), le général von Brauchitsch, marié à une nazie, présente lui aussi toutes les garanties d'une fidélité sans faille, son chef d'état-major, le général Halder, se montrant quant à lui plus critique. Nommé Feldmarschall et seul officier d'active à porter ce titre depuis l'éviction de Blomberg, Göring conserve pour sa part la haute main sur la Luftwaffe, de même que l'amiral Raeder sur la Kriegsmarine, deux personnalités en qui Hitler a toute confiance.

Cette réorganisation s'accompagne enfin d'une volonté de promouvoir un nouveau type de chef militaire éloigné des canons traditionnels de l'aristocratie prussienne ou de la vieille école issue de l'état-major général, et dont les qualités opérationnelles font la part belle à l'audace et à

l’agressivité. Parmi les représentants les plus emblématiques de cette « jeune garde », composée d’officiers issus du peuple[28], le très médiatique Erwin Rommel, promu major-général peu avant le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale après avoir commandé le bataillon de la garde personnelle du Führer[29], et le discret mais efficace Friedrich Paulus, officier talentueux aux idées novatrices[30], dans la lignée d’un Guderian qui, bien que fils d’un officier prussien, est longtemps en but au scepticisme de ses supérieurs en raison de ses conceptions audacieuses à l’origine de la théorie du Blitzkrieg, avant de recevoir le soutien du régime. Pour autant, la croissance de l’armée allemande s’avère trop rapide pour promouvoir, à la fin des années trente, un nombre suffisant de cadres de haut niveau et Hitler ne peut pas se passer de l’expérience des généraux formés à la vieille école prussienne. Il n’aura cependant de cesse de fustiger « l’esprit de Zossen » (siège de l’OKH), stigmatisant les conseils de prudence de la « Generalität », synonymes selon lui de défaitisme, de manque de caractère, voire de lâcheté.

## Hitler et la planification opérationnelle

Privés de toute influence quant aux choix et décisions stratégiques, les généraux allemands sont-ils dès lors réduits au rôle de simples exécutants ? La réponse continue de faire débat, d’autant qu’est venue se greffer sur ce problème particulièrement épineux une interprétation dite « apologétique » faisant des généraux allemands les victimes de la politique nazie et selon laquelle ces derniers ne se seraient jamais contentés que de conduire des campagnes militaires décidées, souvent contre leur gré, par le pouvoir nazi. Cette vision purement technicienne, qui a prédominé au cours de la guerre froide pour des raisons qui tiennent essentiellement aux impératifs du réarmement allemand et à la réinsertion d’anciens officiers dans la nouvelle Bundeswehr, est désormais largement battue en brèche, notamment à la faveur de l’ouverture des archives soviétiques dans les années 1990[31].

Selon toute évidence, Hitler passe par différentes étapes dans l’exercice de sa fonction de commandant suprême des forces armées. Il semblerait ainsi que, dans un premier temps, il ne se soit guère mêlé de la planification opérationnelle, son rôle sur le champ de bataille étant même qualifié de

« purement décoratif » au début de la guerre : « Omniprésent pour l'édification du public, surtout quand les caméras des actualités tournaient, conférant avec ses généraux, étudiant des cartes, parcourant le terrain, poussant jusqu'au front, bavardant avec des soldats épuisés mais ivres de leurs victoires. Quand il s'agissait de matières opérationnelles, toutefois, les généraux gardaient leurs distances[32]. »

Le plan d'invasion de la Tchécoslovaquie, connu sous le nom de « plan vert », est ainsi élaboré par l'OKH puis soumis à Hitler qui formule un certain nombre de remarques et exige plusieurs aménagements qui font l'objet de vifs débats, notamment avec Halder. L'affaire prend finalement fin à la suite des accords de Munich qui rendent l'opération projetée inutile. La campagne de Pologne est également planifiée par le haut commandement en accord avec Hitler mais ce dernier s'abstient de toute intervention directe, et ce bien que sa fonction de chef suprême de la Wehrmacht lui en donne à tout moment la possibilité. Dans ses mémoires, Keitel souligne même que le Führer « se borna à échanger opinions, rencontres et suggestions avec le chef de l'état-major, sans jamais formuler de nouveaux ordres formels[33] ». La campagne de France marque à cet égard un premier tournant important. Si un plan d'offensive à l'Ouest, reprenant dans ses grandes lignes, et sans grande originalité, la manœuvre Schlieffen de 1914, est effectivement dressé dans la deuxième quinzaine d'octobre 1939 par un OKH inquiet et loin d'être convaincu qu'une victoire décisive sur les Alliés serait possible[34], Hitler impose à l'état-major général un concept opérationnel très différent et beaucoup plus audacieux, connu sous l'expression « coup de faucille » et élaboré par le général von Manstein[35]. De même, en mars-avril 1940, il s'implique personnellement dans l'opération visant à envahir la Norvège qui échappe à l'OKH, ce dont témoignera plus tard le général von Falkenhorst, chargé du commandement et de la préparation du corps expéditionnaire : « Il s'est entretenu avec chacun des généraux et chacun des amiraux… jusqu'aux commandants des navires avec qui il a discuté de la question de savoir s'ils débarqueraient les hommes à gauche ou à droite d'un objectif donné. Il n'a rien laissé au hasard ; c'était son idée, c'était son plan, c'était sa guerre[36]. »

Enfin, au cours des opérations, le dictateur n'hésite pas à intervenir directement sur le champ de bataille en ordonnant le 24 mai 1940, une fois encore contre l'avis de l'état-major général, l'arrêt (Haltbehfel) des blindés allemands dans leur ruée victorieuse vers Dunkerque. Cette décision, qui laisse un répit de trois jours inespéré aux Britanniques, continue de faire l'objet d'interminables controverses à grand renfort d'explications diplomatiques, politiques et militaires parmi lesquelles la possible volonté du Führer de renforcer son autorité sur ses généraux en leur infligeant un véritable affront[37].

La victoire sur la France confère à Hitler une aura militaire incontestable, d'autant plus qu'il a dû faire face au scepticisme, voire à l'hostilité de ses principaux collaborateurs militaires, majoritairement loin de penser qu'une victoire aussi complète pourrait intervenir en un laps de temps aussi court. Convaincu de détenir tous les attributs du « Oberste Kriegsherr » (chef de guerre) et de « bénéficier d'une supériorité fondamentale vis-à-vis de son entourage[38] », le dirigeant nazi n'en oublie pas moins, à l'image d'un Napoléon, de récompenser sa Generalität, le bâton de maréchal étant accordé à douze généraux[39], soit davantage que pendant toute la période de la Première Guerre mondiale. S'il s'intéresse fort peu aux projets de débarquement sur la Grande-Bretagne, il a déjà, à l'été 1940, les yeux rivés sur l'Union soviétique tout en engageant des troupes en Méditerranée contre l'avis de l'OKH qui est dessaisi de toute responsabilité sur ce théâtre considéré par Hitler comme secondaire. Son implication personnelle dans la conduite des opérations prend dès lors une tournure beaucoup plus marquée dont témoigne sa décision de déplacer son grand quartier général (GQG) au plus près des combats, dans le « Wolfsschanze » (tanière du loup), dans la forêt à l'est de Rastenburg en Prusse orientale, et par intermittence à Vinnytsia, en Ukraine. Son intervention sans cesse croissante dans le déroulement des opérations militaires s'étend même peu à peu au domaine tactique, y compris lorsqu'il s'agit par exemple de déplacer une simple division sur le front.

En décembre 1941, alors que la Wehrmacht est bloquée aux portes de Moscou, mettant un terme à une avancée spectaculaire depuis le déclenchement en juin de l'opération Barbarossa, Hitler donne l'ordre de ne pas reculer, contre l'avis de ses généraux qui le pressent de faire retraite.

Cette décision, justifiée après coup par les événements, est à l'origine de l'une des crises de confiance les plus graves à laquelle est confronté le haut commandement allemand pendant la guerre tandis qu'elle ne fait que renforcer le mépris du Führer pour la caste militaire allemande. Une trentaine de généraux sont ainsi privés de leur commandement, parmi lesquels les spécialistes des blindés Guderian et Hoepner[40] et certains dignitaires comme von Rundstedt, von Bock et von Brauchitsch, tous trois contraints à la démission. Ce dernier n'est pas remplacé, Hitler s'octroyant le poste de chef de l'OKH afin de parachever la concentration des pouvoirs militaires entre ses mains. La valse des généraux s'accélère enfin dans les dernières années du conflit, l'éviction des maréchaux von Witzleben et List ainsi que du général Halder intervenant dès la fin de l'été et le début de l'automne 1942, et celle des maréchaux von Küchler, von Manstein, von Kleist, Busch, von Rundstedt (une seconde fois) et du général Zietzler, successeur de Halder, au cours de l'année 1944.

Ce qui pourrait apparaître comme un processus presque normal de renouvellement de l'élite militaire allemande marque en réalité un isolement de plus en plus grand du chef du III$^{e}$ Reich qui supporte de moins en moins toute forme de contestation, voire une simple observation, sur le plan militaire et qui souhaite s'entourer de conseillers fidèles abondant dans son sens et appuyant ses propositions en s'abstenant d'émettre la moindre critique. Une nouvelle génération de chefs militaires est ainsi promue, tels les généraux Schörner, de Rendulic, de Weichs, de Manteuffel ou de Model. Témoin de cette évolution, le général von Senger und Etterlin rapporte qu'un « autre spécimen de chef était poussé au premier rang, celui de l'officier inféodé au régime, optimiste à tous crins, casse-cou et libéré de tout complexe politique. Ces individus dénués de scrupules avaient plus de succès que les autres. Ils se faisaient remarquer favorablement et atteignaient ensuite plus vite les échelons supérieurs[41] ».

Alors que les états-majors des trois armées ne sont plus conçus que comme des courroies de transmission de ses ordres, Hitler passe de plus en plus de temps à étudier dans leurs moindres détails les champs de bataille, avouant même à un médecin militaire en février 1945 : « Je continue à voir des cartes d'état-major dans le noir et mon cerveau continue à fonctionner et il me faut des heures pour m'endormir. À ce moment-là, si j'allume la

lumière, je suis capable d'indiquer exactement sur un schéma l'emplacement de chaque division à Stalingrad. Cela continue ainsi pendant des heures et des heures, jusqu'à ce que je m'endorme vers 5 ou 6 heures du matin[42]. »

## Les conférences et les méthodes de travail du haut commandement

Le haut commandement de l'armée allemande est un édifice complexe marqué par une autonomie très marquée entre les trois armées et une gestion des théâtres d'opérations peu rationnelle avec un OKW gardant sous son contrôle certaines zones d'opérations (notamment le Nord de l'Europe, l'Afrique du Nord ou bien encore la guerre à l'Ouest à partir de mars 1941) et un commandement de l'armée de Terre (OKH) prenant à son compte le front de l'Est qui absorbe rapidement près des deux tiers du potentiel de guerre. Tout est conçu pour remonter au sommet et à la seule personne d'Hitler qui décide par ordre verbal ou par message écrit d'une opération militaire, à charge pour Keitel ou Jodl de relayer cet ordre à l'OKH ou l'OKW – selon le théâtre d'opérations considéré – chargé de la planification. Pour autant, cette méthode de travail demeure toute théorique, notamment à partir de l'hiver 1941 alors qu'Hitler se substitue à von Brauchitsch à la tête de l'OKH, qui perd peu à peu son autonomie face à un OKW omniprésent.

En réalité, les grandes décisions se prennent lors des deux longues conférences quotidiennes auxquelles s'astreint le Führer en compagnie de son grand quartier général. Ces réunions constituent, depuis le début du conflit, la base du travail mené par l'OKW dans la conduite de la guerre et le pivot du commandement militaire. À l'origine plutôt informelles, elles débutent généralement par un rapport, Hitler se faisant exposer la situation par Jodl, chef des opérations, en présence de Keitel, chef d'état-major, devant de larges cartes de 2,50 mètres sur 1,50 mètres. Les commandants en chef des groupes d'armées n'y assistent que dans la mesure où les conversations concernent leurs zones d'activité. À partir du début de la campagne contre l'Union soviétique, et plus encore après la prise en main par Hitler du commandement de l'OKH en décembre 1941, les grandes conférences d'état-major, dites « conférences de situation », prennent un

caractère plus systématique et mieux organisé. La première se tient généralement à la mi-journée et dure deux à trois heures, tandis que la seconde, ou « petite conférence », traitant des derniers déroulements, a lieu le soir, initialement vers 22 heures puis parfois au-delà de minuit à partir de 1944 alors que le Führer a adopté un rythme de vie très décalé. Les participants réguliers sont, outre Hitler, son aide de camp, Jodl et Keitel, les représentants de la Luftwaffe, ceux de la Kriegsmarine ainsi que le chef de la SS Himmler, ou l'un de ses collaborateurs, et l'historiographe militaire, le général Walter Scherff. Traditionnellement, c'est au cours de la conférence initiale qu'Hitler prend connaissance pour approbation et éventuelles corrections du projet de communiqué de la Wehrmacht. Pour autant, la grave crise de commandement qui éclate à la fin de l'été et au début de l'automne 1942 – aboutissant notamment aux limogeages des généraux Halder et List mais aussi à différents heurts avec Jodl – provoque un certain nombre de bouleversements, le Führer désirant que ses décisions mais aussi les propos tenus lors des conférences soient dorénavant consignés par des sténographes afin que subsistent des traces écrites de ce qu'il a souhaité. Loin d'être mue par un quelconque souci de postérité, cette décision répond donc initialement à un besoin, celui d'être au clair avec les décisions de Hitler, celui-ci estimant que ses généraux n'appliquent pas ses ordres avec suffisamment de rigueur.

Le service de sténographie comprend au total huit membres qui dépendent, tant du point de vue administratif que disciplinaire, de Martin Bormann, chef de la chancellerie du parti nazi. Ils ont pour tâche principale de prendre en notes les rapports journaliers par équipes de deux. La transcription s'effectue par dictée à la machine à écrire en triple exemplaire, l'un pour Hitler lui-même, le deuxième pour Scherff tandis que le dernier est entreposé dans le coffre-fort du service sténographique afin de servir comme exemplaire de travail. Leur activité, qui représente quelque 300 000 feuillets, prend officiellement fin le 20 avril 1945, six des huit sténographes enfermés dans le bunker de la chancellerie de Berlin étant évacués par avion pour Berchtesgaden. Après un dernier rapport, présidé par Hitler le lendemain, les deux sténographes restants partent à leur tour pour la résidence du Berghof où les procès-verbaux sont tous incinérés sur ordre – semble-t-il – du recteur Müller, conseiller particulier de Bormann.

Seules quelques épreuves fragmentaires, miraculeusement préservées des flammes, sont finalement retrouvées sur place par le sergent Allen de la 101e division aéroportée américaine avec l'aide d'anciens sténographes. Les documents présentés ci-après constituent ainsi une sélection de ces comptes rendus sténographiques ayant échappé à la destruction. Ils permettent de cerner au plus près les méthodes de travail du haut-commandement de la Wehrmacht en restituant l'atmosphère régnant au sein du QG du Führer lors des dernières années de la guerre et l'attitude des différents protagonistes conviés à ces conférences. Ils sont notamment un extraordinaire témoignage de la volonté d'Hitler de contrôler l'ensemble du spectre des affaires militaires, depuis la vision stratégique globale jusqu'aux détails tactiques les plus infimes sur lesquels il n'hésite pas à intervenir.

## Les généraux contre Hitler ?

Soumise à un contrôle croissant et à une subordination rendue d'autant plus stricte par le serment d'allégeance à la personne du Führer, la Generalität a-t-elle, à quelque degré que ce soit, été en mesure de s'opposer à Hitler ? L'a-t-elle même souhaité ? Tout porte à croire que les prises de distance vis-à-vis d'Hitler, pouvant aller parfois jusqu'à des actes de désobéissance, sont toujours restées très limitées au sein du corps des officiers généraux, le mieux informé pourtant des limites de la machine de guerre allemande. Dans sa grande majorité, la Generalität a souscrit et parfois même appuyé les mesures criminelles adoptées par le régime à l'égard notamment des Juifs ou dans le cadre de la guerre d'extermination à l'Est[43]. Il n'en reste pas moins qu'une opposition militaire, certes circonscrite à quelques hommes mais bien réelle, a continué à exister comme en témoignent les huit tentatives d'assassinat de Hitler organisées sous diverses formes entre 1943 et 1945. La plus importante d'entre elles, mise au point par le colonel von Stauffenberg le 20 juillet 1944, n'implique certes que cinq officiers généraux parmi les plus de 3 000 que compte alors l'armée allemande[44]. Cependant, quinze autres sont plus au moins parties prenantes de l'affaire, à des degrés divers, la répression touchant même vingt-six généraux, dont trois maréchaux, trois généraux d'armée et sept généraux de corps d'armée. Enfin, au sein même des instances supérieures

et intermédiaires de l'appareil militaire allemand, des formes d'oppositions se font jour et demeurent sans cesse latentes, qu'il s'agisse de l'Abwehr – service de renseignement – autour de l'amiral Canaris puis du général Oster, du groupe d'armées Centre-Russie autour du général von Tresckow, ou bien encore de l'OKH avec les généraux Wagner, Stieff et Fellgiebel[45].

En dernière analyse, si cette pluralité des comportements doit être prise en compte dans l'étude du corps des officiers généraux du III$^{e}$ Reich, elle ne peut cependant à elle seule masquer la coopération active dont fait preuve la Generalität tout au long de la guerre. La soumission des généraux au régime ne correspond ainsi pas nécessairement à une acceptation idéologique pure et simple de ces derniers au nazisme. Cependant, par tout un ensemble de mécanismes complexes, la haute hiérarchie de l'armée allemande s'est mise au service de l'ambition d'un homme sans jamais parvenir à infléchir un tant soit peu le cours d'un désastre militaire devenu quasiment inéluctable à fin de l'année 1942.

Paul Villatoux

1. Cité par Bruno Gaudiot, *Adolf Hitler, L'archaïsme déchaîné*, Paris, L'Harmattan, 2003, p. 178.
2. Cité par Stefan Martens, « La défaite française : une heureuse surprise allemande ? », Christine Levisse-Touzé (dir.), *La campagne de 1940*, Paris, Tallandier, 2001, p. 410.
3. Rapporté par François Delpla, *Hitler*, Paris, Grasset, 1999, chapitre 5.
4. François Kersaudy, *Hitler*, Paris, Perrin, 2011, p. 25.
5. Henry Vallotton, *Bismarck et Hitler*, Lausanne, L'Âge d'homme, 2003, p. 283.
6. Hitler cité par James L. Collins Jr. et al., *Les généraux de Hitler et leurs batailles*, Bruxelles, Elsevier Séquoia, 1980, p. 234.
7. Raymond Cartier, *Hitler et ses généraux. Les secrets de la guerre*, Paris, Arthème Fayard, 1962, p. 29.
8. Cité par Timothy W. Ryback, *Dans la bibliothèque privée d'Hitler*, Paris, Le Cherche-Midi, 2008, p. 271.
9. Cf. à ce sujet Philippe Richardot, *Hitler, ses généraux et ses armées*, Paris, Economica, 2008, p. 90.
10. François Delpla, « Hitler stratège ? », *Histoire de guerre thématique*, n° 6, juin 2002, consulté à l'adresse http://www.delpla.org/article.php3?id_article=92.
11. Ainsi Keitel soulignera lors du procès de Nuremberg : « Pendant les années que j'ai passées à son quartier général, j'ai pu constater qu'il consacrait ses nuits à étudier les gros ouvrages de doctrine militaire de Clausewitz, de Moltke, de Schlieffen. C'est en eux qu'il avait puisé les connaissances et les idées qui faisaient notre stupéfaction. », cité par Raymond Cartier, *op. cit.*, p. 31-32. Voir également à ce propos, les quelques allusions dans Jean-Jacques Langendorf, *La pensée militaire prussienne. Études de Frédéric Le Grand à Schlieffen*, Paris, Economica, 2012, 624 p.
12. Cité par Philippe Richardot, *op. cit.*, p. 96.
13. Cf. notamment Heinz Guderian, *Souvenirs d'un soldat*, Paris, Plon, 1954, 447 p. ; Erich Von Manstein, *Victoires Perdues*, Paris, Plon, 1958, 437 p. ; Andreas Hillgruber, *Les Entretiens secrets de*

*Hitler*, Paris, Fayard, 1969, 702 p. ; Franz Halder, *Hitler seigneur de la guerre*, Paris, Payot, 1950, 142 p.

14. L'ouvrage le plus représentatif de cet état d'esprit est incontestablement le fameux Sir Basil Henry Liddell Hart, *Les généraux allemands parlent : ascension et chute des généraux allemands*, Paris, Stock, 1949, 323 p.

15. Cité par Sir Basil Henry Liddell Hart, *op. cit.*, p. 58.

16. Cité par Philippe Masson, *Hitler chef de guerre*, Paris, Perrin, 2005, p. 36.

17. Cité par Raymond Cartier, *op. cit.*, p. 31.

18. Cité par Philippe Richardot, *op. cit.*, p. 101.

19. Benoît Lemay, « La guerre des généraux de la Wehrmacht : Hitler au service des ambitions de ses élites militaires ? », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 220, 2005, p. 88.

20. Cf. Philippe Masson, *Histoire de l'armée allemande, 1939-1945*, Paris, Perrin, 1994, p. 15.

21. Philippe Garraud, « Le développement de la puissance militaire allemande dans l'entre-deux-guerres : entre mythes et réalités », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 240, 2010, p. 27-28.

22. Cf. Benoît Lemay, art. cit., p. 86.

23. Claude Becquet-Lavoinne, « Itinéraire du général Walter von Seydlitz-Kurzbach (1888-1976) : un officier allemand face aux totalitarismes », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 218, 2005, p. 55.

24. Le texte est sans ambiguïté : « Je jure par Dieu une obéissance inconditionnelle à Adolf Hitler, Führer de la nation et du peuple germaniques, chef suprême des forces armées, et suis prêt comme un brave soldat à risquer ma vie à tout instant pour ce serment. »

25. Cf. Benoît Lemay, « La remilitarisation de la Rhénanie en 1936 : une réévaluation du rôle des généraux allemands (1933-1936) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 224, 2006, p. 35-46.

26. Philippe Garaud, « L'obéissance des généraux allemands au pouvoir nazi : un "faisceau de facteurs" singulier et sa possible remise en cause », in André Loez et Nicolas Mariot, *Obéir, désobéir*, Paris, La Découverte « Recherches », 2008, p. 219-220.

27. Le terme a été forgé par Klaus-Jürgen Müller, *Armee, Politik und Gesellschaft in Deutschland 1933-1945*, Paderborn, Schoningh, 1979, p. 44.

28. À titre de comparaison, la Reichswehr de 1920 compte 61% de généraux issus de l'aristocratie tandis que la Wehrmacht de janvier 1939 n'en compte plus que 27%, alors que dans le même temps le corps a été multiplié par six. Cf. à ce sujet David Schoenbaum, *La révolution brune. La société allemande sous le IIIe Reich*, Paris, Gallimard, 2000, 419 p.

29. Cf. Erwin Rommel, *La guerre sans haine*, édition préfacée par Maurice Vaïsse et commentée par Berna Günen, Paris, Nouveau Monde éditions, 2010, 475 p., ainsi que Benoît Lemay, *Erwin Rommel*, Paris, Perrin, 2009, 518 p.

30. Cf. Friedrich Paulus, *La bataille de Stalingrad*, édition présentée et annotée par Boris Laurent, Paris, Nouveau Monde éditions, 2012, 284 p.

31. Cf., parmi d'autres, les travaux de Omer Bartov, *L'armée d'Hitler. La Wehrmacht, les nazis et la guerre*, Paris, Hachette, 317 p., de Michel Solchany, « La lente dissipation d'une légende : la Wehrmacht sous le regard de l'histoire », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 47, avril-juin 2000, p. 323-353 et de Benoît Lemay, *Erich von Manstein. Le stratège de Hitler*, Paris, Perrin, 2006, 557 p.

32. Timothy W. Ryback, *op. cit.*, p. 265.

33. Cité par Timothy W. Ryback, *op. cit.*, p. 267.

34. Stefan Martens, *op. cit.*, p. 405.

35. Benoît Lemay, « Le Feld-maréchal Erich von Manstein : étude critique du stratège de Hitler », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 221, 2006, p. 71-82.
36. Cité par François Kersaudy, *op. cit.*, p. 112.
37. Cf. à ce propos John Costello, *Les dix jours qui ont sauvé l'Occident*, Paris, O. Orban, 1991, p. 117.
38. Philippe Masson, *Hitler, chef de guerre, op. cit.*, p. 102.
39. Il s'agit des maréchaux von Brauchitsch, Keitel, von Rundstedt, von Leeb, von Bock, von Kluge, List, von Witzleben, von Reichenau, Kesselring, Milch et Speerle.
40. Les deux hommes seront cependant rappelés au service par la suite, le second devenant chef d'état-major de l'OKH de juillet 1944 à mars 1945.
41. Cité par Philippe Masson, *Hitler chef de guerre, op. cit.*, p. 241.
42. Cité par *ibid*, p. 199.
43. Cf. à ce sujet l'étude très complète quoique un peu systématique de Benoît Lemay, « La guerre des généraux de la Wehrmacht… », *op. cit.*
44. *Ibid*, p. 95.
45. Philippe Garraud, « Les généraux allemands et le nazisme… », *op. cit.*, p. 21.

# Table chronologique

## 1942

24 sept. Zeitzler remplace Halder comme chef de l'état-major général de l'armée.
23 oct. Début de l'offensive britannique à El-Alamein.
7/8 nov. Débarquement des Alliés au Maroc et en Algérie.
11 nov. Les Allemands et les Italiens s'emparent de la zone non occupée de la France.
19 nov. Début de l'offensive soviétique à Stalingrad.
30 nov. Premier raid massif de la RAF sur Cologne.
12/25 déc. Début et échec de la tentative allemande pour dégager Stalingrad.
16/18 déc. Les troupes soviétiques percent le front de la 8e armée italienne sur le Don.

## 1943

14/25 janv. Roosevelt et Churchill, réunis à Casablanca, posent le principe de la capitulation allemande sans conditions.
14 janv. Les Russes percent le front de la 2e armée hongroise sur le Don.
18 janv. L'encerclement de Leningrad par les Allemands est brisé.
23 janv. Évacuation de Tripoli par les Germano-Italiens.
25 janv. Évacuation de Voronej par les Allemands.
27 janv. Premier raid diurne important de l'aviation américaine sur le territoire du Reich, à Wilhelmshafen.
31 janv. Dœnitz remplace Raeder au commandement en chef de la marine.
31 janv./2 févr. Capitulation de Stalingrad.
14 févr. Les Allemands évacuent Rostov.
13 mai Capitulation germano-italienne en Tunisie.
24 mai À la suite de graves échecs, l'Axe cesse d'attaquer les convois alliés en Méditerranée.
10 juin Début de la *Combined Bomber Offensive* [raids de jour de l'aviation américaine et raids de nuit de l'aviation britannique].

5/15 juill. Début et fin de la dernière offensive allemande à l'Est, l'opération « Citadelle » sur Koursk.
10 juill. Débarquement allié en Sicile.
24/25 juill. Début d'une série de puissantes attaques aériennes sur Hambourg.
25 juill. Mussolini est contraint de se retirer.
5 août Les Allemands évacuent Orel.
17 août Fin de l'évacuation de la Sicile par les troupes germano-italiennes.
18 août Suicide du général Jeschonnek, chef d'état-major de la Luftwaffe.
22 août Nouvelle et définitive évacuation de Kharkov par les Allemands.
3 sept. Débarquement des Alliés sur le continent européen, en Calabre.
3 sept. L'Italie signe l'armistice.
4 sept./7 oct. Les Allemands évacuent la tête de pont du Kouban.
7 sept. Évacuation de Stalino, signifiant l'abandon par les Allemands du bassin du Donetz.
8 sept. Annonce de la capitulation italienne.
9 sept. Débarquement allié à Salerne.
12 sept. Libération de Mussolini par un commando SS.
20 sept./5 oct. Fin de l'évacuation de la Sardaigne et de la Corse par les Allemands.
24 sept. Les Allemands évacuent Smolensk.
23 oct. Percée soviétique à Mélitopol en direction du Dniepr inférieur.
24 oct. Les Allemands évacuent Dniépropétrovsk.
1er nov. La Crimée, occupée par les Allemands, est coupée du territoire russe.
6 nov. Les Allemands évacuent Kiev.
18/19 nov. Début de la « bataille de Berlin » [raids aériens massifs effectués de nuit sur la capitale].
28 nov./1er déc. Conférence des Trois Grands à Téhéran.

## 1944

4 janv. L'armée rouge arrive en territoire polonais à Sarny.
14 janv. Début de l'offensive soviétique contre le groupe d'armées allemand du Nord.
22 janv. Débarquement allié à Anzio et Nettuno.

8 févr. Les Allemands évacuent Nikopol.
22 févr. Les Allemands évacuent Krivoï-Rog.
4 mars Début de l'offensive soviétique de printemps dans le secteur sud du front russe.
18/19 mars Occupation de la Hongrie par les troupes allemandes.
20 mars Les Allemands évacuent Winnitza.
8 avril L'armée rouge arrive en territoire tchécoslovaque.
8 avril Début de l'offensive soviétique en Crimée.
12 mai Fin de l'évacuation de la Crimée par les Allemands.
12 mai Début de l'offensive aérienne alliée contre les usines de carburants synthétiques.
18 mai Les Allemands évacuent le mont Cassin, après de furieux combats.
4 juin Les Allemands évacuent Rome.
6 juin Début du débarquement en Normandie.
12/13 juin Début des tirs allemands de V1 sur l'Angleterre.
18 juin Les Américains, débouchant de la tête de pont, percent en direction de la côte ouest du Cotentin.
22 juin Début de l'offensive soviétique d'été contre le groupe d'armées allemand du Centre, entre les marais du Pripet et la Duna.
26 juin Capitulation allemande à Cherbourg.
3 juill. Début de l'offensive soviétique d'été contre le groupe d'armées allemand d'Ukraine septentrionale.
18/19 juill. Les Allemands évacuent Ancône et Livourne.
20 juill. Attentat contre Hitler.
21 juill. Himmler est nommé commandant en chef de l'armée de réserve, et Guderian chef d'état-major général de l'armée.
25 juill. Gœbbels reçoit les pleins pouvoirs pour la mobilisation totale.
27/28 juill. Les Allemands évacuent Avranches ; la progression alliée au-delà de la tête de pont commence.
1er août/2 oct. Début et effondrement du soulèvement de Varsovie.
4 août Les Allemands évacuent Florence.
6 août Première tête de pont soviétique sur la Vistule, à Sandomierz.
15 août Débarquement allié dans le Midi de la France.
19 août Encerclement de la VII$^{e}$ armée allemande à Falaise.

20 août Début de l’offensive soviétique contre le groupe d’armées allemand d’Ukraine méridionale.
20 août Coup d’État en Roumanie, entraînant au début de septembre la défection de la Bulgarie.
25 août Entrée du général de Gaulle à Paris.
26 août Hitler donne l’ordre d’évacuer la Grèce.
2 sept. Défection de la Finlande.
3/4 sept. Les Alliés occupent Bruxelles et Anvers.
8 sept. Lancement du premier V2 sur l’Angleterre.
11 sept. Les Américains atteignent dans l’Eifel la frontière occidentale du Reich.
15 sept. Percée soviétique sur la Narova.
16 sept. Création de l’armée Wlassow, à la suite d’un accord Himmler-Wlassow.
17 sept. Offensive alliée par parachutages dans la région d’Arnheim et de Nimègue.
25 sept. Hitler donne l’ordre de mobiliser tous les hommes de seize à soixante ans pour former le Volkssturm.
5 oct. Encerclement du groupe d’armées allemand du Nord en Courlande.
10 oct. L’armée rouge atteint la frontière du Reich en Prusse orientale.
13 oct. Les Allemands évacuent Riga.
18 oct. Les Allemands évacuent Belgrade.
21 oct. Les Allemands évacuent Aix-la-Chapelle.
2 nov. Fin de l’évacuation de la Grèce par les Allemands.
23 nov. Les Allemands évacuent Strasbourg.
16 déc. Début de l’offensive allemande des Ardennes [définitivement stoppée le 23].
24 déc. Encerclement de Budapest par les Russes.

## 1945

1er janv. Nouvelle offensive allemande de moindre envergure dans le nord de l’Alsace.
12 janv. Début de l’offensive soviétique d’hiver sur la Vistule.
13 janv. Arrêt provisoire de la retraite allemande dans les Balkans sur la ligne Mostar-Visegrad-Drina.

17 janv. Les Allemands évacuent Varsovie.
20 janv. Entrée de l'armée rouge en Silésie.
23 janv. L'armée rouge atteint l'Oder en Basse-Silésie.
31 janv. Kœnigsberg coupé du reste de l'Allemagne pour la première fois.
4/11 févr. Conférence des Trois Grands à Yalta.
8 févr. Début de l'offensive britannique sur le Rhin inférieur.
12 févr. Les Allemands évacuent Elbing.
13 févr. Les Allemands évacuent les derniers quartiers de Budapest.
13/14 févr. Attaque massive d'avions alliés sur Dresde [de source allemande, on estime à 300 000 le nombre des victimes].
15 févr. Encerclement de Breslau.
23 févr. Début de l'offensive américaine dans la région du Limbourg.
26 févr. Percée soviétique par la Poméranie en direction de la Baltique.
2 mars Les Allemands évacuent Trèves.
5/7 mars Les Allemands évacuent Cologne.
7 mars Les Américains établissent une tête de pont sur le Rhin, à Remagen.
13 mars Les Russes établissent une tête de pont sur le Bas-Oder.
22 mars Les Allemands évacuent Mayence.
23 mars Le général Patton franchit le Rhin à Oppenheim.
23/24 mars Montgomery franchit le Rhin à Wesel.

# Liste alphabétique des participants

[Il va de soi que tous les personnages figurant sur cette liste n'assistaient pas à tous les rapports journaliers, mais chacun d'eux y a participé soit régulièrement, comme c'était le cas pour les collaborateurs militaires immédiats d'Hitler, soit une ou plusieurs fois à titre occasionnel.]

VON BELOW Nicolas, né en 1907, attaché de l'Air auprès du Führer colonel [depuis 1943], mort en 1983.

BODENSCHATZ Karl, né en 1890, officier de liaison de Gœring auprès du Führer, général de corps d'armée aérien, grièvement blessé lors de l'attentat du 20 juillet 1944, mort en 1979.

BORGMANN Heinrich, né en 1912, attaché de l'armée de terre auprès du Führer, lieutenant-colonel [depuis 1944], tué au front en avril 1945.

BREUER Bruno, général de division ayant commandé les troupes allemandes en Crète de 1942 à 1944. Fusillé par les Grecs en 1945.

BRUDERMULLER Hermann, né en 1914, lieutenant-colonel, membre du bureau des opérations à l'état-major général.

BUCHS Herbert, né en 1913, commandant, membre de l'état-major général. Entré dans la Bundeswehr [armée de la République fédérale] en 1957, mort en 1996.

BUHLE Walter, né en 1894, général de corps d'armée [depuis 1944] et directeur des armements de la Wehrmacht. Mort en 1959.

BURGDORF Wilhelm, né en 1895, général de corps d'armée [depuis 1944], directeur du personnel. Disparu depuis le 2 mai 1945.

CHRISTIAN Eckhard, né en 1907, général de brigade [depuis 1944] et chef d'état-major de la Luftwaffe. Mort en 1985.

DARGES Fritz, né en 1913, Sturmbannführer SS, aide de camp personnel du Führer. Mort en 2009.

DŒNITZ Karl, né en 1891, grand-amiral et commandant en chef de la marine [depuis 1943], appelé par Hitler à lui succéder. Condamné à Nuremberg en 1946 à dix ans de prison. Libéré en 1956. Mort en 1980.

ENGEL Gerhard, né en 1906, général de division commandant la division d'infanterie « Ulrich von Hütten ». Mort en 1976.

FEGELEIN Hermann, né en 1906, officier de liaison des Waffen SS auprès du Führer, fiancé à la sœur de Hitler. Dégradé pour désertion le 27 avril 1945 et fusillé sur l'ordre de son futur beau-frère.

GŒHLER Johannes, né en 1918, aide de camp du précédent. Mort en 2003.

GŒRING Hermann, maréchal du Reich et commandant en chef de la Luftwaffe. Relevé de ses fonctions et de ses dignités par Hitler et arrêté le 23 avril 1945. Condamné à mort à Nuremberg en 1946 ; mort par suicide à la veille de l'exécution.

GUDERIAN Heinz, né en 1888, créateur de l'arme blindée dans la Wehrmacht, inspecteur général des troupes blindées [depuis 1943], général d'armée, chef d'état-major général de l'armée de terre depuis juillet 1944, mis en congé forcé par Hitler le 1er avril 1945. Mort en 1954.

GUNSCHE Otto, né en 1917, Orsturmführer S., S., aide de camp personnel du Führer. Mort en 2003.

HEUSINGER Adolf, né en 1897, général de division, représentant au Q. G. le chef d'état-major général de l'armée de terre. Arrêté par la Gestapo après l'attentat contre Hitler. Conseiller militaire du ministre de la Défense de la République fédérale en 1952. Inspecteur général de la Bundeswehr à partir de 1957. Mort en 1982.

HEWEL Walther, né en 1904, conseiller d'ambassade, représentant permanent du ministre des Affaires étrangères auprès de Hitler. Disparu le 2 mai 1945 à Berlin.

HIMMLER Heinrich, né en 1900, Reichsführer SS, directeur des armements pour l'armée de terre, commandant en chef de l'armée de réserve, de janvier à mars 1945 commandant du groupe d'armées de la Vistule. Fait prisonnier par les Anglais et mort par suicide le 23 mai 1945.

JESCHONNEK Hans, né en 1899, général d'armée aérienne [depuis 1942], chef d'état-major de la Luftwaffe. Mort par suicide le 18 août 1943.

JODL Alfred, né en 1890, général d'armée [depuis 1944], chef d'état-major de la Wehrmacht. Condamné à mort à Nuremberg en 1946 et exécuté.

JOHANNMEYER Willy, né en 1915, officier d'ordonnance de Hitler. Mort en 1970.

JUNGE Wolf, né en 1903, capitaine de vaisseau commandant le *Tir-pitz*, puis premier officier de l'état-major de la Marine au Q. G. du Führer.

KEITEL Wilhelm, né en 1882, feld-maréchal [depuis 1940], chef d'état-major général. Condamné à mort à Nuremberg et exécuté en 1946.

VON KLUGE Günther, né en 1882, feld-maréchal [depuis 1940] commandant le groupe d'armées du Centre sur le front russe, puis commandant en chef sur le front ouest à partir du 2 juillet 1944. Convoqué par Hitler au Q. G. et soupçonné d'avoir ménagé les auteurs de l'attentat du 20 juillet, se donna la mort.

KRANCKE Theodor, né en 1893, vice-amiral [depuis 1942] représentant permanent du commandant en chef de la Marine auprès du Führer. Mort en 1973.

KREBS Hans, né en 1898, général de corps d'armée [depuis 1944], chef d'état-major du groupe d'armées B [septembre 1944], puis nommé au Q. G. du Führer comme remplaçant du général Wenck. Disparu à Berlin au début de mai 1945.

VON KUCHLER Georg, né en 1881, feld-maréchal [depuis 1942] et commandant le groupe d'armées du Centre sur le front russe. Condamné en 1946 à Nuremberg à vingt ans de prison. Libéré en 1953. Mort en 1968.

LINGE Heinz, né en 1913, Sturmbannführer SS, valet de chambre de Hitler. Mort en 1980.

LOHR Alexander, né en 1885, officier autrichien, général d'armée [depuis 1941], commandant le groupe d'armées des Balkans. Condamné à mort par les Yougoslaves et exécuté en 1947.

DE MAIZIÈRE Ulrich, né en 1912, lieutenant-colonel, chef du bureau des opérations à l'état-major général de l'armée de terre. Entré dans la Bundeswehr en 1955. Mort en 2006.

VON NEURATH Constantin, né en 1902, fils de l'ex-ministre des Affaires étrangères, délégué SS du ministère des Affaires étrangères auprès de l'armée Rommel en Afrique du Nord. Mort en 1981.

VON PUTTKAMER Karl-Jesko, né en 1900, contre-amiral [depuis 1943], aide de camp délégué par la Marine auprès du Führer. Mort en 1981.

ROMMEL Erwin, né en 1891, feld-maréchal [depuis 1942], commandant en chef de l'Afrika Korps, commandant en chef du groupe d'armées B [1943] opérant d'abord dans le Nord de l'Italie, puis dans le Nord de la France. Grièvement blessé le 17 juillet 1944. Convoqué au Q. G. du

Führer pour participation au complot du 20 juillet, s'est suicidé sur ordre de Hitler le 14 octobre 1944.

VON RUNDSTEDT Gerd, né en 1875, feld-maréchal [depuis 1940] commandant le groupe d'armées du Sud sur le front russe [1941], puis commandant en chef sur le front ouest. Mort en 1953.

SCHERFF Walter, né en 1898, général de brigade, chef du bureau d'historiographie de la guerre au Q. G. et historiographe de Hitler. Fait prisonnier par les Américains, se donna la mort en mai 1945.

SCHMUNDT Rudolf, né en 1896, général de division [depuis 1943], chef du bureau du personnel à l'état-major de l'armée de terre, décédé à la suite des blessures reçues lors de l'attentat du 20 juillet 1944.

VON SONNLEITHNER Franz, né en 1905, ministre de 1re classe, adjoint de Hewel. Mort en 1981.

SPEER Albert, né en 1905, ministre de l'Armement et chef de l'Organisation Todt. Condamné à vingt ans de prison à Nuremberg. Libéré en 1966. Mort en 1981.

Voss Hans-Erich, né en 1897, vice-amiral [depuis 1944], commandant du croiseur de bataille *Prinz Eugen* en 1942. Mort en 1969.

WAIZENEGGER Heinz, né en 1913, lieutenant-colonel à l'état-major général. Mort en 1986.

WARLIMONT Walter, né en 1894, général de corps d'armée [depuis 1944], chef des services de défense du territoire au Q. G. Condamné à Nuremberg à la détention à perpétuité. Libéré en 1954. Mort en 1976.

WESTPHAL Siegfried, né en 1902, général de division [depuis 1944], chef d'état-major du commandant en chef sur le front ouest. Mort en 1982.

ZANDER Wilhelm, né en 1911, Standartenführer SS, adjoint de Bormann à la direction du secrétariat du parti national-socialiste. Mort en 1974.

ZEITZLER Kurt, né en 1895, général d'armée [depuis 1944], chef d'état-major de l'armée de terre. Mis à la retraite en janvier 1945. Mort en 1963.

# Hitler parle à ses généraux

*En novembre 1942, les forces allemandes reculent sur tous les fronts, qu'il s'agisse de l'Afrique du Nord où Rommel est contraint de se retirer d'El-Alamein, quelques jours seulement avant le débarquement américain sur Alger et le Maroc, et en Union soviétique où la VI$^{e}$ armée du général Paulus est encerclée dans Stalingrad.*

*Le rapport du soir ci-dessous, en date du 1$^{er}$ décembre 1942, évoque notamment la situation de la France, à la suite de l'invasion par les troupes allemandes de la zone non occupée.*

JODL. — Le commandant en chef de nos forces en France rend compte de la journée d'hier, qui a été assez calme. Pas de changement visible dans l'attitude de la population. Pas d'incidents de la part des soldats français démobilisés. Un acte de banditisme contre une mairie de Saône-et-Loire. La police française a pu arrêter six des auteurs de l'attentat, qui étaient armés et qui appartiennent tous à une organisation terroriste.

HITLER. — Bien ! Bravo pour la police ! Nous allons l'atteler à notre char et ne plus travailler qu'avec elle. Himmler connaît bien sa police. Il use de moyens condamnables et, petit à petit, il peut ainsi tenir les gens en laisse. Nous allons faire alliance avec la police.

JODL. — Elle produit la meilleure impression.

HITLER. — La police est plus haïe en France que n'importe quoi d'autre, et elle cherche à s'appuyer sur une autorité plus puissante que ne l'est son propre gouvernement. Eh bien ! cette autorité, c'est nous. Le jour viendra où cette police insistera pour que nous ne quittions pas la France.

JODL. — Le nombre des ouvriers français assignés au travail en Allemagne a dépassé deux cent mille ces jours derniers.

HITLER. — Cela ne fera qu'augmenter. D'abord, ces gens-là ne possèdent rien ; et ensuite, ils se disent qu'ils échappent tout au moins au danger de guerre. Ils ne veulent pas de guerre, parbleu ! Pourquoi faire ? Ils ont tous le sentiment que, quoi qu'il arrive, toute cette guerre aura été une folie.

## Tunisie

JODL. — À propos du problème du commandement en Afrique, j'indiquerai encore que c'est un problème d'organisation. Les Italiens considèrent ça comme une chasse réservée. Avant longtemps, ils diront qu'il leur faut naturellement exercer le commandement sur ce théâtre d'opérations. Jusqu'ici, cependant, ils se sont tenus tranquilles à ce propos.

HITLER. — *Primo*, jusqu'ici, c'est nous qui avons tout fait. *Secundo,* s'il y a une offensive en Afrique, pas un Italien n'y participera, c'est sûr.

JODL. — C'est d'ailleurs la raison pour laquelle ils se gardent de dire que c'est nous, tacitement, qui commandons là-bas. Ils n'en ont jamais soufflé mot.

HITLER. — Ils ne le peuvent pas, quand nous allons avoir là-bas au moins 4 de nos divisions motorisées. Une division s'y trouve pratiquement déjà, si l'on tient compte des chasseurs parachutistes, etc. Cela fera alors 5 divisions, 7 avec les 2 divisions d'infanterie. De toute manière, avec 7 divisions, c'est nous seuls qui faisons la guerre ; ce ne sont quand même pas les Italiens. C'est nous aussi qui la faisons à nous seuls du point de vue matériel. L'Italie, il est vrai, assure les transports par mer ; mais, dans ce domaine, nous apportons notre contribution en tonnage, nous aussi, depuis que nous avons vaincu la France. Ce tonnage, nous ne l'aurions pas si nous ne l'avions pas vaincue. Quand cette affaire de *là-haut*[46] sera réglée…

KRANCKE. — …nous pourrons donner Tunis aux Italiens, et prendre l'Algérie pour nous.

HITLER. — Oui, ils pourront alors prendre entièrement la Tunisie sous leur administration.

BODENSCHATZ. — Il n'y a que la protection aérienne que nous devrons assurer nous-mêmes.

KEITEL. — Et aussi le ravitaillement et les renforts.

## Projet d'une instruction concernant la lutte contre les partisans

Je dois également revenir sur la lutte contre ces bandes de partisans. Hier, très brièvement, et au milieu d'une foule d'autres choses, un ordre a été donné à ce propos.

HITLER. — Je considère quand même comme nécessaire qu'il y ait une sorte de préambule : le principe est que, dans la lutte contre ces bandes, — et il faut que chacun se mette bien ça dans la tête, — tout ce qui conduit au succès est bon. Voici ce qui importe avant tout : si tel ou tel fait une chose qui ne corresponde pas aux instructions données, mais peut exciper d'une réussite absolue, ou bien si quelqu'un se trouve acculé à une situation à laquelle il ne puisse faire face que par les solutions les plus radicales,

alors, tous les moyens sont bons qui permettent de réussir. Le but doit être d'anéantir les bandes et de faire régner l'ordre. Faute de quoi, nous nous retrouverions dans la même situation qui résulta naguère, dans notre politique intérieure, des dispositions législatives sur la prétendue légitime défense. Ces dispositions avaient abouti à ceci que finalement, en Allemagne, pas un policier et pas un soldat non plus n'osaient plus faire usage de ses armes. Car c'était un texte tellement élastique que l'intéressé ne pouvait faire autrement que de se dire : « Si, par malheur, je tue l'autre, je me mets dans un mauvais cas ; et si c'est lui qui me tue, je m'y mets également. Mais comment m'arranger de façon à le mettre hors de combat sans lui faire de mal et sans être moi-même mis hors de combat ? » Tel était ce fameux article en caoutchouc sur le droit de légitime défense, qui a conduit à ceci qu'en fait, le représentant de l'ordre était toujours le dindon, qu'il soit policier ou militaire. L'exemple le plus frappant en a été donné par les incidents de Saverne. Mais, en ce qui concerne la police, le cas s'est reproduit constamment. Il y avait d'un côté l'ordre : « Tu dois le faire », et, de l'autre, l'infraction au droit de légitime défense. C'est pourquoi je crois qu'il faut faire précéder le texte d'un préambule qui dirait : Sans préjudice de tout le reste, le devoir suprême est d'anéantir les bandes. En définitive, par conséquent, tout ce qui aura contribué à l'anéantissement des bandes sera considéré comme bon, et, au contraire, sera considéré comme mauvais tout ce qui ne servira pas à cet anéantissement. De cette manière, chacun aura sa liberté d'action. Comment voulez-vous, autrement, qu'il se tire d'affaire, dans de nombreux cas ? Quelle conduite tenir, si ces salauds se font précéder de femmes et d'enfants ? C'est une expérience que j'ai moi-même vécue à Chemnitz, où ces cochons de marxistes nous crachaient à la figure, tout en plaçant des enfants devant eux. Nous étions totalement désarmés, et malheur à nous, si nous avions touché à ces enfants ! Il en va de même en ce qui concerne la lutte contre les partisans. Si ces gens-là poussent devant eux des femmes et des enfants, il faut que l'officier ou le sous-officier ait la possibilité de tirer dessus sans aucun ménagement. La seule chose essentielle est qu'il s'ouvre un passage et qu'il extermine la bande. Il faut que le militaire se sente absolument garanti. On peut lui donner des instructions d'ensemble ; mais, pour le reste, il faut de toute nécessité le couvrir, pour que le pauvre diable ne soit pas obligé de se dire : « Ensuite, c'est « encore moi qu'on rendra responsable ! » Que fera-t-il

lorsque ces salauds se barricadent dans une maison où il y a aussi des femmes et des enfants ? Lui sera-t-il permis ou non de mettre le feu à la maison ? Si oui, il livrera aux flammes des innocents pêle-mêle avec les autres. Eh bien ! il ne doit pas y avoir de problème : il a l'obligation de mettre le feu. Qu'on ne vienne pas dire : « Il n'avait pas le droit de le faire ; seul, un officier "avait ce droit." Pas du tout ! Si ce pauvre diable se trouve là avec six ou sept hommes, que voulez-vous qu'il fasse ? Le drame de la police a été précisément que ces choses-là ne relevaient que d'un officier. Quand donc un policier a-t-il eu un officier à côté de lui ? Le malheureux représentant de l'ordre a toujours été désespérément seul. Voilà pourquoi le policier français se joint à notre police allemande, parce que, pour la première fois, il se trouve couvert. C'est une chose que la police française n'avait jamais connue. Quand il y a eu des troubles à Paris et que des coups de feu ont été tirés, les policiers français ont été cassés et traînés en justice[47]. D'une part, ils avaient ordre de protéger la Chambre et de marcher sur les manifestants. Mais comment protéger la Chambre, si ce sont les manifestants qui marchaient sur eux ? Si, les manifestants marchant sur eux, ils n'avaient pas protégé la Chambre, ils auraient été punis pour ne l'avoir pas fait. Or, ayant tiré, ils ont été punis pour avoir tiré. En ces sortes d'affaires, il faut faire extrêmement attention à ne pas frapper le lampiste. On doit toujours aussi se représenter l'état d'esprit du combattant. Ici, autour du tapis vert, il nous est loisible de dire que la raison doit décider en dernier ressort. « Comment avez-vous pu vous montrer si peu raisonnable ? Vous n'avez donc pas réfléchi à ce que vous faisiez, mon garçon ? » Mais le pauvre diable ne peut guère réfléchir : il combat pour sa vie, pour être ou cesser d'être ! Et c'est justement le subalterne, le petit sous-officier, qui a tenté de s'ouvrir un chemin, qui a tiré et abattu je ne sais combien de femmes, parce qu'il ne croyait pas pouvoir passer autrement.

JODL. — Le texte ne contient aucune disposition limitative à cet égard. Dans le combat, nos troupes peuvent faire ce qu'elles veulent : pendre les partisans, les pendre même la tête en bas ou les écarteler ; le texte ne dit rien là-dessus. La seule restriction concerne les représailles après le combat, sur les territoires où ont séjourné des bandes, et c'est là une affaire sur laquelle le Reichsführer[48] lui-même (se montre) prudent, car il dit : « Il me faut être sûr de ne pas multiplier les secteurs où se trouvent des bandes, par

des représailles qui (chasseraient) toute la population masculine. Car la nouvelle se transmettrait de village en village, et il y aurait deux mille hommes de plus qui iraient rejoindre les bandes. » À part cela, il n'y a pas un mot dans le texte sur ce qui est permis ou défendu. Il résume uniquement l'expérience requise en matière d'opérations de reconnaissance et d'intervention.

HITLER. — Oui, mais, par principe, il faut inscrire là-dedans que lorsque l'homme croit devoir user des moyens les plus énergiques dans l'exécution de son devoir, il est absolument dans son droit et qu'il sera ensuite couvert dans tous les cas.

JODL. — C'est plutôt au commandement que cela devrait s'adresser, étant donné que, de toute manière, ce sont les SS qui ont le plus d'expérience dans la pratique.

HITLER. — Ils ont en effet le plus d'expérience. Mais écoutez donc un peu ce que l'on dit d'eux, parce qu'ils ont de l'expérience. On raconte toujours qu'ils procèdent avec brutalité.

JODL. — Ce n'est absolument pas vrai. Ils agissent très habilement ; en toutes choses, ils usent du morceau de sucre et de la cravache, comme cela se fait partout dans le monde.

HITLER. — On leur pardonne le sucre, mais non la cravache.

KEITEL. — On ne parle guère de tout ça dans les secteurs où il y a des partisans. Nous nous félicitons de ce que tout le monde collabore à présent si bien. Tout se fait en commun et est placé sous un commandement homogène. Toutes les opérations exécutées par Bach-Zelewski, c'est lui seul qui les a organisées, aussi bien en ce qui concerne les (forces de police) que les troupes appartenant à la division militaire de l'endroit.

HITLER. — Bach-Zelewski est un des hommes les plus (adroits) que je connaisse. Déjà dans le parti, je l'employais toujours, mais seulement pour les affaires les plus difficiles. Quand l'opposition communiste était presque impossible à briser quelque part, je l'y envoyais, et il les mettait en compote !

## France. Problèmes techniques

KEITEL. — Je n'ai plus à rendre compte que d'une chose : je viens de câbler à Paris l'ordre de confisquer tout le matériel[49] et de nous l'envoyer

immédiatement pour l’Afrique du Nord.

*L’opération « Orage d’hiver », destinée à dégager Stalingrad, est lancée le 12 décembre 1942, dans le secteur méridional du front russe par le groupe d’armées Hoth. La conférence de mi-journée du même jour présente les premiers rapports relatifs à cette opération.*

HITLER. — S’est-il passé des choses catastrophiques ?

ZEITZLER. — Non, mon Führer. Le feld-maréchal von Manstein est arrivé dans le secteur et tient un pont. Il n’y a d’attaques que sur les Italiens. Le régiment de chez nous qui a été alerté dans la nuit s’est présenté au P. C. de combat à 10 heures. C’était une bonne chose, car les Italiens avaient déjà jeté tous leurs bataillons de réserve dans la bataille.

HITLER. — Cette affaire me fait passer plus de nuits blanches que la situation dans le Sud. On ne sait pas ce qui se passe.

BUHLE. — On ne peut pas compter sur les Italiens.

ZEITZLER. — Dans ces cas-là, il faut entreprendre quelque chose le plus vite possible, comme nous l’avons fait hier soir. Si les Russes avaient profité de l’occasion, l’affaire aurait pu tourner à la catastrophe au cours de la nuit. Le groupe d’armées ne voulait mettre en route le régiment en question qu’aux premières heures de la matinée ; tandis que, comme ça, nous l’avions sur place à 10 heures. À la 17e armée, il ne s’est pas passé grand-chose. Nous recommençons à recevoir de nos agents des informations parlant d’un débarquement en Crimée ; les Russes voudraient choisir un jour de temps détestable, bourrasques de neige, etc.

HITLER. — C’est probable. Est-ce que notre marine peut, elle aussi, choisir un temps analogue pour opérer ?

JODL. — On ne peut pas débarquer dans ces conditions-là.

HITLER. — Les Russes le font pourtant et arrivent à passer. Nous, nous ne débarquerions pas sous des tourmentes de neige et tout le reste, je le reconnais. Mais j’en crois les Russes capables.

KRANCKE. — Si le temps n’est pas trop désastreux. Quand il gèle et que la glace recouvre tout, c’est mauvais. Mais s’il n’y a que des bourrasques de neige autour de 0°, ça peut aller.

HITLER. — Cela va sans difficulté. C’est comme par temps de brouillard, où les Russes débarquent aussi.

ZEITZLER. — *Ici*[50], il y a eu d’assez fortes attaques, menées à l’effectif d’un bataillon. C’est là que, pour la première fois, sont signalés des cas de

mort par épuisement, quatorze en six jours. Je me suis fait de nouveau renseigner de façon précise sur l'aspect que présente *ce saillant*[51], pour le cas où l'on se trouverait dans l'obligation de réduire ce saillant. En le supprimant, on économiserait, à mon avis, près d'une division. Il y a là-dedans une énorme quantité de bataillons, car la position est bonne, avec une grande densité d'effectifs. *Par ici*, *en bas*, nous ne pourrons quand même pas attaquer au cours des semaines à venir, et, pour ce qui est du ravitaillement, il reste toujours possible que nous nous retrouvions un jour dans une situation aussi mauvaise qu'elle l'est actuellement.

HITLER. — Cela dépend de savoir s'ils[52] pourront amener *ici* quelque chose de définitif, et, ensuite, il faut qu'ils aménagent une position définitive.

ZEITZLER. — À supposer que le temps soit favorable et qu'on réduise ce saillant, on aurait une division libre. *Là-bas*, la 1re armée blindée me donne de gros soucis : je crains qu'on ne soit obligé de lui expédier des renforts quelconques ; et ces renforts, pour commencer, nous pouvons les prélever *ici*. L'autre, le régiment de montagne, ne pourra pas être *là* avant le 20, et la Luftwaffe pourrait bien n'arriver que plus tard encore, de sorte que pour le moment, nous n'avons pas grand-chose de disponible.

HITLER. — Je crains seulement que si l'on recule maintenant, tout le matériel ne soit perdu. Alors, nous n'aurions plus rien.

ZEITZLER. — Non ; il faut naturellement que cela soit préparé de façon méthodique.

HITLER. — Il est probable que l'ennemi avancera, si nous n'avons pas de position en cet endroit.

ZEITZLER. — C'est une colossale usure de forces. Quand on voit *là* cette masse de bataillons, c'est effrayant.

JODL. — Ils n'ont avec eux que des pièces de montagne. Une fois, ils ont pu amener une batterie de D. C. A. et une batterie lourde.

HITLER. — Il faut voir ce qu'ils ont comme matériel.

ZEITZLER. — Je pense que dans le courant de l'hiver, la même situation peut se reproduire *ici*.

HITLER. — *Ici*, au sud[53], ce n'est pas très brillant. Il faut qu'ils aménagent une position.

ZEITZLER. — Il faut en tout cas qu'ils y travaillent.

HITLER. — Alors, il sera toujours temps ensuite de réduire ce saillant. Ah ! je voulais parler aussi de ces bataillons géorgiens ou de cette compagnie. Je ne sais pas, mais je dois dire franchement que les Géorgiens ne sont pas des mahométans. Par conséquent, il ne faut pas les qualifier de bataillons turkmènes. Les Géorgiens ne font pas partie des peuples turkmènes. C'est une souche caucasienne qui n'a rien à voir en soi avec les Turkmènes. Je ne considère comme sûrs que les mahométans. Tous les autres, je ne les tiens pas pour sûrs. Il faut être extrêmement prudent. Je trouve très risqué de mettre sur pied des bataillons formés avec ces populations purement caucasiennes, tandis que je ne vois aucun danger à recruter effectivement des unités purement mahométanes. Ces gens-là iront toujours à l'assaut.

ZEITZLER. — J'ai adressé *là-bas* un certain nombre de questions pour recueillir des informations. Baltitz a interrogé au sujet des Géorgiens un général russe très disposé à parler. Il a répondu : « Nous ne tirons des Géorgiens ni avantages ni désavantages, mais vous non plus. »

HITLER. — Je le crois. Ils n'ont qu'une pensée : se libérer de toute attache. En outre, à ce qu'on dit, ils sont très peu sûrs à tous égards. Et j'imagine fort bien, étant donné que Staline lui-même est Géorgien, que beaucoup d'entre eux flirtent résolument avec les communistes. Ils ont possédé une sorte d'autonomie. Les véritables Turkmènes sont les mahométans. Les Géorgiens ne sont pas des Turkmènes, mais une souche purement caucasienne, vraisemblablement même avec un peu de sang nordique. Par conséquent, et malgré toutes les déclarations qui me sont faites, tant par Rosenberg que par les militaires, je ne me fie pas non plus aux Arméniens. Je tiens les unités arméniennes pour tout aussi dangereuses et peu sûres. Les seuls que je tienne pour sûrs sont les mahométans purs, donc les véritables peuples turkmènes. Quant à savoir s'ils ont tous une valeur militaire, c'est une autre question dont je ne puis juger.

[…]

## Offensive sur Stalingrad

*(Exposé de situation)*

ZEITZLER. — *Ici*[54], la situation a évolué de la façon suivante : ce matin, le feld-maréchal von Manstein m'a appelé au téléphone. Il tient le pont situé près de *cette localité-ci*. Une légère pression commence déjà à s'exercer

contre la 23e division blindée. C'est sans doute le fait des renforts amenés par l'ennemi. *Ici*, la résistance n'a pas été trop forte. À part cela, au cours de la journée, de très violents combats se sont cependant engagés. L'ennemi a pris Rytchkov, ce qui est fort gênant à cause du pont, qui devait assurer la liaison que l'on voulait établir. L'attaque a continué de se développer jusqu'à *ce point-ci*, tandis que là, dans l'ensemble, elle a diminué d'intensité. Nous avons capté un message radio du 8e corps de cavalerie[55] disant qu'ils veulent passer à la défensive. *En haut, par ici*, on ne voit pas encore très bien ce que fait au juste l'ennemi. On peut considérer que c'est là une réaction à nos échanges de communications par T. S. F., qui ont été particulièrement intenses ces jours-ci, avant le début de notre opération. Mais on peut aussi considérer cela comme prouvant que les Russes se proposent d'entreprendre quelque chose. Dans le secteur de la 6e armée, les attaques ont essentiellement porté sur *ce point-ci*. Le feld-maréchal von Manstein a téléphoné aujourd'hui pour demander qu'on envoie de quoi alimenter cette offensive[56], et il a renouvelé cette demande en la couchant et en l'expédiant par écrit.

*(Exposé de situation)*

HITLER. — Il tient une ligne de 80 kilomètres à vol d'oiseau.

ZEITZLER. — Il a envoyé une lettre que vous pourriez peut-être lire à l'occasion. La 16e n'est pas en discussion. Si l'on retire la 16e, tout le front roumain s'écroule, et l'on ne pourra jamais le rétablir. Il croit peut-être que, du fait qu'une brèche existe, l'armée blindée pourrait envoyer quelques éléments. Je m'étonne d'ailleurs qu'il en vienne à faire une proposition comme celle-là.

HITLER. — Pour les forces dont il dispose *là*, il convient d'attendre. Il a *là* deux divisions qui sont quand même puissantes : l'une a 95 chars et l'autre 138.

ZEITZLER. — Il y a naturellement un risque à retirer deux divisions.

HITLER. — Je ne fais pas difficulté de le reconnaître. Mais il a aussi sous ses ordres des formations de la Luftwaffe, et il faut qu'il lui en parvienne quelque chose. Quand arrive la prochaine division d'infanterie ?

ZEITZLER. — C’est très long ; il faut huit jours pour qu’elle soit sur place. Nous avions espéré que la 11e division blindée pourrait se rendre là-bas ; c’est un effort que nous pourrions encore faire. Si elle ne peut pas y aller, la situation des deux divisions blindées[57] sera telle qu’elles se trouveront immobilisées. Cette 23e est accrochée de flanc et il en sera de même pour elle. Il ne restera alors que la 6e. C’est une situation difficile, surtout s’il se produit des contre-attaques et si la liaison doit être maintenue. Si nous enlevons la 17e de *là-haut*, c’est également un risque à courir. Mais cette offensive de deux divisions blindées peut être stoppée, et il est possible qu’au bout de deux jours on se trouve malgré tout contraint de faire intervenir la 17e, et l’on aurait alors peut-être perdu un jour.

HITLER. — La 17e, il voulait la mettre *là*.

ZEITZLER. — Celle-là, il voulait s’en servir *ici* et amener l’autre.

HITLER. — La 17e n’a aucune valeur.

ZEITZLER. — Alors, la 11e.

HITLER. — Elle n’a que 45 chars.

ZEITZLER. — Elle en avait 49 jusqu’à présent. Elle n’en a pas perdu beaucoup. Elle a une fraction de ses effectifs immobilisée *là-haut* et, à titre d’expédient, on pourrait envoyer un régiment de la 306e.

HITLER. — Quand donc la 11e a-t-elle perdu tant de chars ? Quand elle était *là-haut*, elle en avait 70 ou 80.

ZEITZLER. — Autant que je sache, elle était descendue dans le secteur avec 49 chars.

HITLER. — Il y en a qui manquent, une fois de plus.

ZEITZLER. — Évidemment, il y en a chaque fois qui manquent à l’effectif. Le lendemain, avec un temps comme celui-ci, le chiffre augmente encore.

HEUSINGER. — La 11e division blindée en a eu à un moment 57 *ici en bas*.

HITLER. — Elle est partie *de là-haut* avec 73 ou 75 chars.

ZEITZLER. — Je vais de nouveau vérifier cela. Je n’ai pas le chiffre présent à l’esprit. Avec ce temps, et d’après les expériences que j’ai faites, il faut toujours compter sur 10 à 20 chars qui ne marchent pas.

HITLER. — Je veux d'abord un exposé d'ensemble de la situation. Je reviendrai sur la question à la fin du rapport.

## Front du Don

ZEITZLER. — *Ici*, dans l'ensemble, rien de nouveau.

Hier, sur le front tenu par les Italiens, ils[58] ont quand même percé et ouvert une brèche de 1.200 mètres. Là-dessus, ils[59] ont été acheminés en marche de nuit, sont arrivés à 10 heures et sont prêts à intervenir s'il se passe quoi que ce soit. La situation paraît être à peu près en ordre. Si, ce matin, des attaques se produisent *ici*, on pourra se féliciter d'y avoir ce régiment. L'ennemi a continué d'attaquer ; hier, il nous a quelque peu tâtés *ici*, et, ce matin, *là*. Sur *ce point-ci*, il a effectué une pénétration dans nos lignes. Sur quoi le groupe d'armées, agissant rapidement de sa propre initiative, a fait monter en ligne un régiment de la 385e division et remis le commandement à la 385e dans *ce secteur étroit*, de sorte que la « Cosseria[60] » se trouve libre. Je trouve qu'on a bien fait. *Là*, il n'y a eu que des attaques de peu d'envergure. À l'ouest de Swoboda, les Russes ont porté un coup qui a pénétré dans nos lignes, et ils en ont été chassés ensuite. On a l'impression, en ce moment, qu'ils n'ont pas encore tout à fait fini leur opération. Il se pourrait d'ailleurs qu'ils cherchent simplement à nous fixer. Seulement, avec les Italiens, on ne sait jamais ce qu'il en sortira. Les Russes peuvent lancer une petite offensive tactique et obtenir quand même un succès.

HITLER. — *Là*, ont-ils été partout repoussés ?

ZEITZLER. — Sur ce point seulement. Il y a là un régiment de la 385e division, et c'est la 385e qui a pris le commandement.

HITLER. — Mais il y a *là* un versant abrupt.

ZEITZLER. — En effet. Ce versant était en fait impraticable aux chars. On n'a d'ailleurs pas signalé que l'ennemi ait engagé des chars sur ce point.

HITLER. — Si nous avions eu quinze jours devant nous, ces unités auraient été là. Je voulais donner ces chars aux Italiens. C'est tout simplement, en fait, un retard de quinze jours. Mais, d'autre part, envoyer encore dans *ce secteur-ci* trois divisions allemandes, voyez-vous, tant que les chemins de

fer ne fonctionnent pas mieux, il sera difficile d'alimenter une opération comme celle-là.

ZEITZLER. — La situation en matière de ravitaillement commence déjà à être quelque peu tendue. Nous avons déjà connu une autre époque où elle a été difficile. Maintenant, nous avons des transports de troupes à effectuer *là*. Il faut en somme chaque soir se livrer à des acrobaties avec le major-général pour savoir si on aura des trains.

HITLER. — Est-ce que *cet* embranchement de voies est fait ?

ZEITZLER. — La ligne est achevée.

HITLER. — Complètement achevée ?

ZEITZLER. — Oui.

HITLER. — Jusqu'au bout ?

ZEITZLER. — Mais oui, et elle est déjà en service. Elle a bien quelques petites imperfections ! Elle n'est pas encore entièrement recouverte de ballast. On tire de la situation tout ce qui peut en être tiré. Dans beaucoup de transports de troupes par voie ferrée, j'ai intercalé des trains de ravitaillement ayant même horaire que les transports de troupes. Ils arrivent donc en même temps que les troupes transportées.

HITLER. — Si l'on considère tous les facteurs de danger, le plus grave reste, aujourd'hui comme hier, *celui-ci*[61]. L'Italie est notre alliée la plus faible : c'est comme ça. Et il n'y a en partie presque rien derrière elle. La brigade Schulte va maintenant arriver, puis notre bataillon d'accompagnement. On imbriquera la brigade Schulte dans le dispositif de telle manière qu'elle puisse au moins tenir *là-bas*. Ce sera toujours un petit verrou. Mais si les Italiens plient même devant des attaques d'infanterie sans accompagnement de chars, et cela sur un terrain où ils semblent bien placés, étant donné les colossales forces d'artillerie dont ils disposent, il me faut bien voir les choses en noir. Maintenant, de quoi se compose la division « Cosseria » ?

ZEITZLER. — Six bataillons, pour autant que je sache.

JODL. — Division normale, qui vient d'arriver. Elle n'a pas encore été engagée.

HITLER. — Et la « Cuneense » ?

JODL. — C'est la division alpine.

HEUSINGER. — Cela fait trois divisions alpines.

HITLER. — Elles seront sans doute meilleures que les autres. Et la « Celere » ?

JODL. — « Celere », « Torino » et « Pasubio » sont les divisions qui étaient déjà là. La division « 3 Mars » est composée de fascistes.

ZEITZLER. — Il y a une division « 3 Janvier » et une division « 3 Mars ».

JODL. — Ce sont des divisions fascistes.

HITLER. — Est-ce qu'elles ont été retirées, ou bien sont-elles sur le front ?

JODL. — Les Italiens les ont en réserve, et, *ici*, ils ont engagé des bataillons de réserve.

ZEITZLER. — La 27e division blindée n'a pas non plus des effectifs très gonflés. Il ne faut pas en attendre grand-chose. Sur la carte, la situation paraît meilleure qu'elle n'est en réalité.

HITLER. — Je pense à une chose. Sur *ce point-ci*, il n'y a plus rien. Si les Russes attaquent, ils n'auront personne devant eux.

ZEITZLER. — On peut tout au plus y mettre un régiment de la 305e division. C'est la seule ressource. Le groupe d'armées avait proposé de faire descendre *jusqu'ici* un des groupes régimentaires. Cela permettrait d'avoir *ici* quelques effectifs pour demain, et, *ici*, il faudrait amener *ce* régiment.

## Offensive sur Stalingrad et front italien du Don

HITLER. — La 17e division blindée a combien de chars ?

ZEITZLER. — Elle n'en a pas beaucoup non plus : 58, tous à canons courts.

HITLER. — C'est sans aucune valeur, surtout *là*. Ils peuvent tout au plus tirer des obus à charge creuse.

ZEITZLER. — La 11e a 30 chars à canons longs.

HITLER. — Elle ne peut agir que contre de l'infanterie et des T. 34, peut-être avec des obus à charge creuse. Combien a-t-elle de canons courts ?

ZEITZLER. — Elle a en tout 19 IV courts et 29 III courts.

HITLER. — Elle peut naturellement tirer avec des obus à charge creuse, mais, pour l'attaque, la 11e division blindée est la seule qui vaille quelque chose.

ZEITZLER. — Oui, et c'est précisément celle-là qu'il ne croit pas pouvoir libérer. Moi aussi, j'aurais été heureux que la 11e fût tant soit peu libre. On

pourrait l’amener en lui faisant passer le pont.

HITLER. — Maintenant, il ne pourra plus le lui faire passer. Quand nous aurons perdu le patelin, le pont sera lui aussi perdu.

ZEITZLER. — On ne peut pas dire comment les choses vont évoluer aujourd’hui. C’est un secteur de 3 à 4 kilomètres. *Ceci,* ce sont des chars de la 14e division blindée, *là*, il y a quelques-uns des éléments de cette 14e division blindée qui ont été séparés du gros, et *cela*, c’est ce groupe qui se trouve *ici*.

HITLER. — Quand va donc arriver la brigade Schulte ?

HEUSINGER. — Elle arrive. Le premier train sera là aujourd’hui.

HITLER. — Où arrive-t-il ?

HEUSINGER. — On l’amène à Millerovo, d’où l’on doit le faire remonter.

HITLER. — Et où arrive notre bataillon d’accompagnement du Führer ?

ZEITZLER. — Il doit rejoindre le 17e division blindée ; c’est compris dans le même mouvement.

HEUSINGER. — Ce mouvement, s’il s’exécute selon le programme, doit être terminé le 18.

HITLER. — Alors, bien entendu, on n’aura rien *ici* pour mettre en ligne. À moins que, le cas échéant, on puisse grouper ensemble cette brigade-ci et ce bataillon-*là* ?

JODL. — En l’adjoignant à la 11e ou à la 17e division blindée.

HITLER. — Pour créer sur ce point une réserve mobile. Alors, il faut y réfléchir. Ce bataillon dispose en tout cas d’armes modernes. Il y aurait encore une autre possibilité : ce serait de donner ça à la 17e, pour la renforcer ; car la 17e ne peut pas faire grand-chose. J’ai pensé aussi que, le cas échéant, on pourrait laisser la 17e *là* ou bien l’amener *ici* provisoirement et mettre dans *ce* secteur cette nouvelle brigade refondue et renforcée. Elle a 21 chars. En tout cas, elle est assez mobile et pourrait intervenir sur *ce point-ci*.

ZEITZLER. — Il semble qu’il n’y ait pas présentement de péril *ici ;* ce sera pour plus tard.

HITLER. — L’ennemi arrive avec la rapidité de la foudre. Il nous tombera dessus soudainement, et nous n’aurons rien *ici* pour y parer. Tout ce qui est *là* n’est qu’illusoire. On peut dire, naturellement, qu’on va faire venir un

régiment de la 306e division. Il faudrait le faire de toute façon ; ce serait le minimum. Mais, avec ce seul régiment, on ne pourra pas consolider d'une façon sûre. Si donc l'on amène *ici* la 17e pour pouvoir retirer la 11e… À propos, comment est-elle, la 11e division blindée ?

ZEITZLER. — La 11e est bonne, elle s'est très bien battue, elle a mis de nombreux coups au but. Elle a en tout 5 bataillons, 1 puissant et 4 moyennement forts ; 29 canons antichars de moyen calibre, 6 batteries légères, 3 batteries lourdes, tout cela cent pour cent mobile. Son taux de consommation est d'environ 3 %. Elle a, de plus, 7 chars III à canons courts, 30 chars III à canons longs, 5 chars IV à canons longs, 45 chars. Note de valeur combative : 2.

HITLER. — Il faut à présent faire encore quelque chose. C'est une idée qui m'est venue en raison des réflexions précédentes. Quand on parle de valeur combative, il faut distinguer deux choses, à savoir la valeur combative intrinsèque d'une unité et l'état dans lequel se trouve cette unité. Ces deux notions sont totalement différentes.

SCHMUNDT. — Tout à l'heure, il s'agissait de l'état dans lequel se trouvait l'unité.

HITLER. — Autrement, il pourrait arriver qu'une division pleine de bravoure se saigne à blanc et soit notée comme division de deuxième catégorie, uniquement parce qu'elle s'est battue courageusement, tandis qu'une autre, installée sur une position fortifiée, serait notée comme bonne, parce que ses effectifs seraient encore intacts. Il faut distinguer entre l'état matériel et la qualité.

ZEITZLER. — C'est aussi, en gros, la façon dont sont établis les rapports de Küchler[62]. Au sujet de la division de police[63], j'ai fait demander comment il en est venu au jugement qu'il a porté. Voici ce qu'il me répond.

*(Exposé de situation)*

HITLER. — Note : 4. Il faut classer d'après la valeur de base de la troupe, sa tenue d'ensemble et ses chefs. Alors, on arrive à peu près à se faire une idée. Commandement et tenue de la troupe, fermeté de son caractère, et, ensuite, il faut y ajouter l'état matériel. Sinon, l'image se brouille. En passant, je dois dire une chose : j'aime encore mieux une troupe dont l'état

matériel est momentanément défectueux, mais dont le moral est tout à fait à la hauteur et qui est conduite par des chefs à poigne, qu'une troupe dont l'état matériel est bon, mais qui est sans valeur morale. Voyez, *ici :* ces troupes-là[64] sont en parfait état, elles n'ont même pas encore combattu. Et pourtant, je serais rudement content si j'avais à leur place une de nos braves divisions fatiguées, usées, mais ayant un moral élevé, même si elles ne représentaient que 30 % des effectifs qu'ont les autres. Voilà l'élément décisif, voilà sur quoi il faut se guider. Il y en a une[65] qui est très bonne. Et puis, il faut toujours se dire que ça fait quand même une présence. En tout cas, il y a *là* trois divisions : la 297$^{e}$, la 29$^{e}$ et la 3$^{e}$. Ces trois divisions entrent aussi en ligne de compte dans cette affaire.

ZEITZLER. — Ce qui me préoccupe surtout, pour les prochains jours, c'est la question de pouvoir tenir, si l'ennemi parvient réellement jusqu'*ici*. Il avance. Et il n'arrivera de renforts *ici* que deux à trois jours plus tard.

HITLER. — Tout cela va naturellement s'arranger. Si l'affaire réussit, ça s'arrangera. Mais qu'il y ait dans tout ça un facteur de crise, c'est évident. Toutefois, la situation présente aussi des difficultés pour l'adversaire, du fait qu'il effectue son mouvement de descente loin de toute voie ferrée.

ZEITZLER. — *Cette* voie de chemin de fer l'amène maintenant jusqu'*ici*. Il a toujours tenu ce bout de ligne avec des locomotives. Je m'étonnais aussi de ce que cela aille si vite.

HITLER. — Ces deux ou trois ponts-*là*, la Luftwaffe devrait vraiment les démolir. Christian[66], cette voie ferrée doit à tout prix être mise en miettes, pour que les Russes ne puissent pas aller et venir dessus. Zeitzler, j'ai réfléchi à quelque chose, d'un point de vue général : il ne faut à aucun prix lâcher Stalingrad, car nous ne le reprendrions plus. Ce que cela signifie, nous le savons. Je ne puis pas non plus lancer une opération-surprise. Cette fois, malheureusement, nous sommes encore arrivés trop tard. Les choses auraient marché plus vite si l'on n'avait pas été retenus si longtemps devant Woronej[67]. Alors, on aurait peut-être passé du premier coup et déboulé jusqu'en bas. Mais s'imaginer refaire cela une seconde fois, alors qu'on bat en retraite et que le matériel est laissé sur place, c'est ridicule. On ne peut pas tout emporter. Les chevaux sont fourbus et n'ont plus la force de tirer. Je ne peux pas nourrir un cheval en lui en donnant un autre. S'il s'agissait de Russes, je dirais qu'un Russe dévore l'autre. Mais je ne peux pas faire

manger un cheval par un autre cheval. Il n’y a rien à faire : tout ça est perdu. On ne peut pas dire non plus : « D’ici quarante-huit heures, les choses vont changer. Donnez-moi donc une ration d’avoine. » D’ici quarante-huit heures, les chevaux n’iront pas mieux. Ce qu’on ne peut pas évacuer par véhicules motorisés reste sur place. Il y a *là-bas*[68] tellement de mortiers lourds ! Tout cela est perdu.

ZEITZLER. — Nous avons là une énorme quantité d’artillerie d’armée.

HITLER. — Nous ne pourrons jamais remplacer tout ce que nous y avons. Si nous abandonnons *ça*[69], nous abandonnons du même coup l’esprit même de cette campagne. Se figurer que je reviendrai jusque-là une autre fois, c’est folie. À l’heure actuelle, pendant l’hiver, nous pouvons construire une position verrou avec les forces dont nous disposons. L’ennemi a la possibilité d’effectuer des transports sur sa ligne de chemin de fer. Si le dégel vient, il aura la Volga à sa disposition et pourra s’en servir pour ses transports. Il connaît l’importance de l’enjeu. Par conséquent, nous ne reviendrons plus *ici*. C’est pourquoi aussi nous ne devons pas nous en aller. En outre, il y a eu trop de sang répandu. Considérant tout cela comme allant de soi, j’envisagerais de ne procéder aux opérations de nettoyage intérieur que lorsque viendront les inondations au printemps ; car toute la région est alors submergée. Il vient une période, qui dure de longues semaines, où tout est absolument sous l’eau. *Ces* prairies peuvent, dit-on, être inondées sur vingt ou trente kilomètres de largeur, et *là*, plus bas, sur une étendue plus grande encore ; et les îles également. On le voit : à proximité de la ville, il n’y a pas de cultures ; sauf un îlot. Tout le reste n’est certainement que broussailles, et sous l’eau au printemps.

KRANCKE. — Surtout quand la glace fond.

HITLER. — C’est alors qu’on pourra procéder aux opérations de nettoyage. Alors aussi, l’artillerie sera refoulée des creux. Il n’a aucunement à s’en soucier. Mais l’essentiel est de ne pas lâcher. Seulement, bien entendu, il faut en tout état de cause effectuer le nettoyage. Si l’on tient *ça* et quand je me représente cette poche, je la comparerais volontiers à l’affaire de Kharkov. Telle est la poche qui est en train de se former. Celle de Kharkov allait presque jusqu’à Krasnograd.

HEUSINGER. — Elle descendait *de ce côté*, passait ensuite *ici* et se prolongeait *jusque-là*.

HITLER. — Celle d'aujourd'hui est peut-être un peu plus importante. Mais en tout cas, c'est une situation à peu près analogue. Le seul avantage que l'adversaire ait sur nous, c'est précisément d'avoir *ici* cette ligne de chemin de fer. Du reste, il y a *cette* voie ferrée qui a été construite pour aller rejoindre les lignes italiennes. Celle-là ne se trouve pas touchée par la création de la poche.

ZEITZLER. — Celle-là, non, et c'est la seule. Je voulais amener demain au rapport un technicien des chemins de fer ainsi que le major-général, pour discuter cette question.

CHRISTIAN. — Ce qui nous a créé de grosses difficultés à Kharkov, à l'époque, c'est que nous avions détruit les ponts. Cette fois-ci encore, les Russes ont construit de nombreux ponts. C'est leur destruction qui avait provoqué alors un embouteillage monstre.

HITLER. — Comment se présentait toute l'affaire, c'est ce qui ressort du fait qu'on avait d'abord cru ne pas pouvoir boucler le cul-de-sac. À considérer les choses en gros, j'engagerais *là* une formation allemande, dont le but serait de porter un coup de boutoir pour régler cette affaire. Ce serait là, en somme, le prochain coup décisif. Mais, pour savoir s'il est exécutable, il convient d'attendre. Il est possible que cela ne puisse absolument pas se faire parce que l'ennemi s'y attendra probablement, de sorte qu'il ne restera pas d'autre solution que de rééditer la vieille offensive avec nos forces principales, de s'arrêter *là* et de voir ce que les Russes font à l'intérieur de la poche. Ils s'attendent sans doute que nous les prenions en tenaille. La question est de savoir si nous le pouvons. Amener jusque-là des unités, ce serait somme toute possible, à condition que nous puissions pousser la voie ferrée assez loin pour qu'on puisse les ravitailler. On pourrait établir là quelques groupes de chars. Je crois que la première chose à faire serait d'abord de crever cette poche et de reprendre ensuite l'offensive comme précédemment. Si l'on avance dans *cette* direction, il faudra bien que les Russes se retirent de la poche. On verrait alors dans quelle mesure on peut pousser jusqu'à *ce point-ci*. Quant à faire davantage, on ne le pourra pas, mais il va de soi que les Russes s'attendront à une opération en tenaille. La première chose à quoi ils s'attendront, c'est que nous avancions *par ici*. C'est pourquoi il me semblerait bon de porter d'abord un coup du sud au nord, en remontant, pour crever cette poche et l'enfoncer en détail et de ne poursuivre qu'ensuite l'offensive en direction

de l’est. Mais ça, c’est pour l’orchestration future. Pour l’instant, il s’agit de chercher à libérer les forces nécessaires à cette opération. Bien entendu, ce qui est décisif, c’est la façon dont se passera la journée d’aujourd’hui chez les Italiens[70]. Seulement, je ne sais pas, Jodl, dans les circonstances actuelles, si c’est une responsabilité qu’on peut prendre de me laisser partir d’ici. Je puis naturellement tout décommander.

JODL. — C’est qu’il y a d’autre part tant d’autres problèmes qui vont rester en plan si vous partez !

HITLER. — Je le reconnais. Les choses peuvent à présent se précipiter d’une heure à l’autre. Une fois dans le train, quand obtiendrons-nous la communication ?

JODL. — En général toutes les deux heures. Il est rare qu’il se passe trois heures sans que la liaison soit établie ; elle l’est en principe toutes les deux heures, quelquefois plus souvent.

BODENSCHATZ. — Si l’on procède par radiotélégraphie, la liaison peut également être maintenue.

HITLER. — Mais pouvons-nous, par radio, nous faire donner une idée de la situation ? Est-ce possible, et en combien de temps ? Il faut bien quand même que tous les messages soient chiffrés. Combien de temps faut-il pour élucider un tout petit problème ?

JODL. — Ce n’est pas faisable.

HEWEL. — On ne peut téléphoner que des gares.

HITLER. — De toutes les gares ?

JODL. — Dans d’un peu moins bonnes conditions des gares improvisées que des gares régulières. Mais, en tout cas, la liaison sera assurée.

HITLER. — Si je me décide à partir, je supprimerai Berlin de mon programme. Nous verrons cela aujourd’hui et demain.

ZEITZLER. — Des jours très graves vont venir, avec des développements très graves.

[…]

## Afrique du Nord et Méditerranée

HITLER. — J’ai encore reçu un rapport disant que Rommel recule.

JODL. — Oui il a déjà reculé. Il n’est pas douteux que l’ennemi ait déclenché là sa première offensive importante, qu’il voulait sans doute

poursuivre le 13. La reconnaissance aérienne confirme que l'aviation adverse était prête et les bases de départ portées en avant. L'ennemi a son principal groupement de chasse au nord d'Agedabia, avec 130 appareils monomoteurs et 120 bimoteurs, et, dans le secteur situé entre Sollum et (Marina), 100 monomoteurs et 4 bimoteurs. De même, toute l'interprétation de la radio prouve que l'ennemi, comme avant l'offensive contre la position de Rommel à El-Alamein, était prêt à attaquer, de sorte que l'aviation elle aussi, en la personne de son commandant en chef en Afrique du Nord, a estimé que l'offensive britannique ayant pour but Tripoli va se déclencher dans les tout prochains jours. Quant à nos propres forces capables de s'y opposer, elles sont faibles — alors que le gros est en Sicile — et se trouvent pour la plupart en arrière de la position définitive[71].

HITLER. — Qui donc dit que ce soit définitif ?

JODL. — C'est un ordre du Duce.

HITLER. — L'entretien qu'a eu le maréchal du Reich[72] avec lui n'était pas du tout aussi net.

JODL. — C'est aussi ce que dit Rommel dans son télégramme.

HITLER. — Que dit-il ?

JODL. — Il dit ceci : « Les […] qui restaient encore dans le secteur ont été ramenés sur la position définitive. » C'est là que se trouvait le mot « définitif ». La situation d'ensemble était par conséquent telle que Rommel pouvait compter là-dessus. Il dit encore qu'il a repoussé les attaques dans la journée d'hier compris celles venant du sud, mais qu'elles vont sans aucun doute se poursuivre aujourd'hui et qu'il ne doit pas laisser les choses en venir au point que toutes ses forces s'épuisent au combat, étant donné surtout que l'ennemi lance également des attaques au sud, bien qu'avec de faibles effectifs et que lui-même, Rommel, en raison du manque de ravitaillement en essence, n'est pas en mesure de se battre de façon offensive et mobile, ses réserves de carburant ne lui permettant que de se replier sur cette position. Alors, il faut qu'il y reste jusqu'au 15, afin de recouvrer sa mobilité. Il ne peut par conséquent se lancer dans aucune entreprise. Si sa situation en matière de carburant est telle, cela est compréhensible : s'il pouvait se mouvoir à sa guise, il pourrait aller et venir à son gré et échapper à tout encerclement.

HITLER. — Je dois quand même observer qu'une gigantesque armée, pourvue de carburant, a reculé à ce moment-là de la position d'El-Alamein *jusqu'ici.* Ils n'ont quand même pas effectué ce repli avec de l'eau dans les réservoirs ! Durant tout le temps qu'il a duré, ils n'ont pour ainsi dire pas reçu d'essence. S'ils s'étaient servi de celle qu'ils avaient pour aller de l'avant, au lieu de reculer, ils auraient pu entreprendre des opérations avancées. Cela ne fait aucun doute, car il aurait été plus simple d'aller de l'avant avec quelques divisions. En définitive, ce ne sont jamais que des chars et un peu d'artillerie. Or, ils ont battu en retraite sur 1.500 kilomètres avec tout leur matériel, s'étant chargés en outre d'ustensiles de ménage et de tout ce qu'ils avaient pu trouver et emporter. Sur les hommes que nous avons perdus dans l'affaire, il y en a à coup sûr 50 % qui l'ont été du fait de cette retraite, de sorte que les pertes réelles, à l'avant, ont vraisemblablement été extrêmement légères. Il n'est pas douteux que c'était déjà une faute de ne pas pousser la première offensive à fond, parce qu'on s'était laissé impressionner par la perte de ce navire de 4.000 tonnes. C'est aussi l'opinion de Kesselring et de Ramcke[73] qui dit : « Il nous est incompréhensible que nous ne nous soyons pas avancés plus loin : les Anglais étaient en pleine fuite ; il suffisait de suivre et de leur rentrer dedans d'un côté ou de l'autre. » Je crois vraiment qu'il ne faut pas laisser quelqu'un trop longtemps dans un poste comportant de très lourdes responsabilités. Avec le temps, cela le démoralise au point de vue nerveux. Ce n'est pas la même chose que lorsqu'on se trouve à l'arrière, loin des lignes. Tandis que comme ça, les nerfs des gens finissent par s'user. Il faut donc s'en tenir au principe de ne pas laisser quelqu'un trop longtemps sur le théâtre des opérations. Cela ne rime à rien. Il vaut mieux assurer sa relève. Alors, il en vient un nouveau tout frais, qui veut cueillir des lauriers, ou un autre qui est relativement plus frais. C'est pourquoi aussi je suis décidé à relever à présent, dès que la première vague sera passée, une série de généraux qui, en eux-mêmes, sont fort bons, et à leur imposer — il y a même parmi eux un feld-maréchal — un congé de plusieurs mois pour qu'ils puissent revenir sur le front ayant été complètement mis au vert. Il faut se représenter la situation. Voilà un homme[74] qui se bat constamment à coups de poing, là-bas, en n'ayant avec lui que quelques misérables éléments. Pas étonnant, dans ces conditions, qu'il perde peu à peu le

contrôle de ses nerfs, en deux ans de ce régime, et qu'il en vienne à dire : « J'arrête » […] Alors, les choses qui ne semblent pas aussi formidables à ceux de l'arrière ne lui paraissent plus, à lui, possibles à supporter. Nous avons vu, l'hiver de l'année dernière, que les nerfs des gens du front ont lâché sous le seul effet des catastrophes climatologiques auxquelles ils assistaient, disant : « Il leur est facile de parler à ceux de l'arrière : ils ne subissent pas le même temps que nous. » Et c'est juste. Mais il est fatal que tout le monde ne soit pas exposé durablement aux mêmes influences. Si j'expose un haut état-major à un feu de mortiers de trois semaines, il ne faudra pas m'étonner si ses nerfs lâchent. D'où la nécessité pour le grand chef de se placer sur une hauteur. En dehors de quelques cas exceptionnels décisifs, où un général était obligé de se saisir du drapeau, parce qu'il s'agissait d'être ou de ne pas être, le chef doit être loin en arrière. On ne peut pas commander de façon durable dans la mêlée du combat. Il est certain que, sur son espace relativement restreint, le chef doit pouvoir embrasser presque tout le terrain d'un seul coup d'œil. Il[75] n'a pas non plus la possibilité d'être renseigné ; il y faut de l'instinct. Mais quand un chef a fait cela pendant deux ans, il finit par avoir les nerfs brisés. C'est aussi l'impression de Gœring. Il dit que Rommel est absolument à bout de nerfs. À cela s'ajoutent les tragiques épisodes concomitants du côté italien, avec cette éternelle insécurité. Nous nous ressentons de tout cela, nous aussi. Je n'ai pas dormi de la nuit : c'est ce sentiment d'insécurité. Si j'avais un front tenu par des Allemands, il se pourrait également qu'il arrive quelque chose, mais on aurait alors le sentiment que, d'une façon ou d'une autre, le trou serait colmaté. En tout cas, une armée entière ne s'effondre pas en un jour. Les Russes ont déclaré avoir fait 94.000 prisonniers appartenant aux forces de l'Axe ; mais ce ne sont que des Roumains, et pour ainsi dire pas d'Allemands. Les premiers renseignements de l'aviation signalent aussi que d'immenses colonnes grises défilent, des prisonniers vraisemblablement, tandis que d'autres reculent sans qu'on sache non plus si ce sont des Russes ou aussi des Roumains. Quand une troupe se met à fuir, l'obéissance et l'ordre se dissolvent rapidement du même coup, s'il ne règne pas une discipline de fer. Il est mille fois plus facile de lancer une armée à l'attaque et de remporter des victoires avec elle que de lui faire reprendre une attitude correcte après un échec ou une défaite. L'action la plus valeureuse, en 1914,

fut peut-être, après la sottise de la Marne, de ramener l'armée et de lui faire faire demi-tour jusqu'à une ligne déterminée pour la remettre en forme. C'est peut-être là un des actes les plus grands. Ça ne peut se faire qu'avec des troupes excellentes et disciplinées.

JODL. — C'est ce qu'on a également réussi à faire ici avec les forces allemandes.

HITLER. — On y a réussi avec des Allemands, mais on n'y a pas réussi, et on n'y réussira jamais, avec des Italiens. Et c'est pourquoi la situation est telle : si l'ennemi ouvre une brèche sur un point quelconque, cela tournera à la catastrophe. Quand un homme subit sans arrêt une pareille tension nerveuse, il finit, avec le temps, par être démoli.

JODL. — C'est qu'en effet, chez nous[76], nous ne tenons pas seulement, comme la 8e armée italienne, un petit secteur du front, mais le front tout entier.

HITLER. — Il aurait peut-être mieux valu le[77] rappeler tout de suite et mettre là-bas n'importe quel autre molosse, avec ordre strict de tenir sur place.

JODL. — Dans le cas présent, je crois qu'on ne peut contester ça ; c'est l'histoire d'un homme qu'on maintiendrait en vie avec un peu de lait et de pain : on ne pourra pas lui demander de participer aux Jeux Olympiques. Rommel n'a rien reçu depuis des semaines, alors que sur le front russe, ils poussent déjà des cris quand il leur arrive deux trains de ravitaillement en moins. Il a l'intention — et il y est contraint par sa situation en carburant — de retraiter pas à pas, pour gagner le temps nécessaire à la mise en état de *cette* position. Il y avait encore ici des éléments du 21e corps, qui ont à présent reçu l'ordre de se porter sur les lieux. Rommel attendra *là* jusqu'à ce que les Anglais aient édifié leurs nouvelles positions. Ils ont à les construire de fond en comble, à faire venir de l'artillerie ; cela prendra sans doute quelques jours.

HITLER. — Espérons-le.

JODL. — Bien entendu, les Anglais savent eux aussi qu'une grande partie de nos forces a décroché pour venir s'établir *ici*. C'est peut-être ce qui les a même incités à attaquer *là* un peu plus tôt.

HITLER. — Mais, sur ce nombre énorme de colonnes allemandes, combien donc Rommel en mettra-t-il à l'intérieur de cette position ? Est-ce que tout

cela se dirige sur Tripoli ?

JODL. — Non, au contraire ; il a signalé, il y a six ou sept jours environ, qu'il avait passé toutes ces colonnes au peigne fin[78], autant que possible, et qu'il les avait amenées sur la position.

HITLER. — En effet, si, sur une position comme celle-là, il y a 10.000 ou 20.000 Allemands, insérés entre les Italiens, cela forme un petit point d'arrêt. Avec les Italiens seuls, c'est impossible.

[…]

JODL. — Voici maintenant des renseignements d'un de nos agents sur les opérations possibles des Anglais en Méditerranée orientale. Il aboutit à cette conclusion — en recueillant les bruits qui courent et les nombreux avis qu'il entend — que les Alliés feraient un coup sur la Crète et les îles de la mer Égée, en utilisant Chypre, la Syrie ou l'Égypte, et il transmet à ce sujet les données suivantes, fondées sur tous les rapports d'agents particulièrement sûrs. Il dit qu'une tentative anglaise sur la Crète au printemps de 1943 est extrêmement improbable.

HITLER. — Moi non plus, je n'y crois plus, à présent.

JODL. — Il en donne pour raison la pénurie en gros navires de transport, le manque de bateaux de moindre tonnage, utilisés à plein pour le ravitaillement de la 8$^{e}$ armée britannique[79], le fait que Chypre se prête mal au rôle de place d'armes et que ses ports sont inadaptés, le manque de chasse aérienne pour assurer la protection, étant donné qu'aucun porte-avions n'est disponible, et le temps peu propice des mois de novembre et de mars.

HITLER. — De novembre à mars, ou seulement mars et novembre ?

JODL. — De novembre à mars. Septièmement enfin, il se fonde sur le fait que la 8$^{e}$ armée britannique est pour l'instant engagée en Cyrénaïque. Il conclut en conséquence que les renseignements relatifs à de prochaines opérations étaient des trompe-l'œil destinés à nous faire retirer des troupes des autres théâtres de guerre. Il expose cela très en détail ; mais peut-être puis-je m'en tenir là.

HITLER. — Moi aussi, ces jours derniers, je n'ai cessé de penser à ce problème. Peu importe l'endroit où l'ennemi débarquera : en fin de compte, il aura, sur l'île où il aura débarqué, un total d'hommes et de moyens auquel s'opposera, pour la défense, un autre total d'hommes et de moyens. Si

l’adversaire effectue un débarquement totalement dispersé, si l’on dit : « Mais il peut débarquer sur cent points différents », alors, il disperse du même coup sa puissance de débarquement, mais il ne disperse pas plus notre capacité de résistance qu’il ne disperse cette puissance de débarquement elle-même. Cela n’a aucune importance. La question décisive, c’est : « Combien d’hommes l’ennemi peut-il débarquer sur ce point, et en combien de temps ? » Il faudrait en fait un débarquement de 60.000 à 70.000 hommes pour prendre possession des îles ; cela nécessiterait un très gros tonnage. Sur ce tonnage, dans une opération sur la Crète, et étant donné que la Crète est couverte de nos avions de combat, il y en aurait relativement beaucoup qui irait par le fond. L’ennemi ne peut pas ne se servir que de petits navires pour se rendre en Crète ; cela, il ne le peut pas. Il ne peut pas se le permettre ; avec la masse du matériel à transporter, il lui faut avoir de gros bateaux. Nous en faisons nous-mêmes l’expérience. Les prames sont insuffisantes[80]. S’il veut amener 70.000 hommes, il lui faut leur donner les moyens de se mouvoir et qu’ils emportent leurs armes, même pour 50.000…

JODL. — Cela exigerait le tiers du tonnage engagé en Afrique du Nord.

HITLER. — L’ennemi aurait alors des pertes fantastiques. Et il n’est pas dit du tout qu’une fois là, il puisse s’y maintenir. Il sait que nous y avons des forces nombreuses. C’est pourquoi je ne crois pas beaucoup à un débarquement en Crète. S’il y en a un, ce serait tout au plus dans le Dodécanèse, ou plutôt même dans quelque secteur où l’ennemi suppose que la population lui apportera immédiatement une aide quelconque. Mais cela aussi comporte des risques. Il se trouverait contraint de s’engager dans le canal d’Otrante, de passer à proximité de nos champs d’aviation et d’exposer ses navires. Quand on voit avec quelle lâcheté il fait demi-tour et se tient bien loin du rayon d’action de nos avions de combat je ne crois pas qu’il vienne leur défiler sous le nez à 100 kilomètres de distance. Non, je ne suis pas disposé à le croire. Je pense plutôt que s’il récupère sa 8$^{e}$ armée, il la fera passer en Syrie et essaiera de prendre l’offensive de ce côté-là.

JODL. — Ces informations que j’ai rapportées tout à l’heure paraissent pleines de sens. Notre agent conclut ainsi : « Il n’y a pas de perspective de voir l’ennemi risquer la partie d’ici au printemps 1943. Son action dépendra entièrement de la situation militaire, et un déplacement de forces vers la

Syrie paraît plus probable que vers les îles de la mer Égée […] la Crète était certainement le point le plus indiqué, ne fût-ce que pour des raisons préventives.

*(Lecture.)*

HITLER. — C'est absolument mon avis.

KRANCKE. — D'ici au printemps, ils feront encore tout au plus des raids plus ou moins importants.

## France

JODL. — Le commandant en chef de nos forces en France signale que le nombre des ouvriers français appelés à travailler dans le Reich a maintenant dépassé 220.000 depuis le 1er juin. Il y a à Berlin environ 110.000 spécialistes. Un accord a été conclu avec le gouvernement français, qui nous remet une raffinerie de pétrole d'une capacité de 500.000 tonnes. En outre, le gouvernement français s'est déclaré prêt à mettre d'autres usines à notre disposition, si nous en avons besoin.

*(Lecture.)*

À part cela, rien à signaler en France. Le départ et le transport des 121e et 304e divisions se sont effectués dans de bonnes conditions, l'une par plus de 30 trains, l'autre par 46 environ.

## Balkans

*Là, en bas*, dans les Balkans, le nettoyage est en cours près de Jajcé. Là où l'adversaire s'est dérobé, il est poursuivi. La région montagneuse, *ici*, est calme. Près de […] pris l'offensive en franchissant la ligne de démarcation[81], ont rejeté l'ennemi. Celui-ci a attaqué de nuit sur *ce point*, laissant 37 morts sur le terrain. À Belgrade, les arrestations sont constantes. On peut dire qu'entre 15 et 30 partisans de Mihaïlovitch sont quotidiennement fusillés. *Ici, en haut*, la pression est devenue un peu plus vive, à l'endroit où les Italiens commencent à décrocher. Il y a *sur ce point* des rassemblements, *là*, de temps en temps, des destructions de voies ferrées, de même que *dans ce secteur*, où la pression de l'adversaire se

renforce quelque peu contre *cette* ligne italienne envisagée. *Ici, en bas*, les Italiens procèdent à une nouvelle opération de nettoyage.

## Finlande

En Finlande, le calme a été total, même après les pseudo-attaques d'avant-hier.

## Situation aérienne

CHRISTIAN. — L'ennemi a effectué hier deux gros raids de jour sur la France. Au moyen de plusieurs groupes d'avions, il a d'abord joué cette sorte de jeu de barres contre nos formations aériennes ; puis, avec 17 appareils, il a survolé la région de Rouen jusqu'au sud de Paris, par un plafond relativement bas, ce qui lui a permis de repartir avec le gros de ses appareils. Deux avions quadrimoteurs ont été abattus par la chasse près de Paris, et, en outre, 3 *Spitfire*. Il n'y a eu de dégâts qu'à Rouen, où, entre autres, un jardin d'enfants a été touché ; les victimes appartiennent exclusivement à la population civile.

HITLER. — Voilà bien ces dignes alliés ! On n'y peut rien.

JODL. — Il serait bon de communiquer le fait à la presse française.

CHRISTIAN. — Dans *ce* secteur, quelques attaques de harcèlement de nuit, et uniquement par des *avions isolés*, sans que des dommages quelconques soient signalés. La plupart du temps, il n'y a même pas eu largage de bombes. Un appareil a été abattu *en ce point*. On signale après coup, à propos de notre raid sur Sunderland […].

HITLER. — Les Anglais disent que 6 appareils ont survolé la ville. Ils ont le toupet de donner cette information comme un fait certain !

CHRISTIAN. — 16 avions de combat, à des altitudes variant de 700 à 2.000 mètres, participaient à cette action. 3 bombes de 1.000 kilos du type SC ont été larguées […] 48 grosses bombes incendiaires explosives et 840 bombes incendiaires simples sur la ville ; trois vastes incendies dans la région de […] chantier naval.

HITLER. — Que les Anglais mentent, je le crois volontiers ; mais quand une grosse attaque comme celle-là a lieu, qu'ils viennent dire sans sourciller que 6 appareils seulement y prenaient part et qu'il n'y a eu aucun dégât, voilà ce qui me paraît inimaginable.

CHRISTIAN. — 16 appareils, ce n’est pas beaucoup.

HITLER. — Mais ils prétendent qu’il n’y en avait que 6 !

JODL. — Ce qui importe, c’est de savoir s’ils feront passer cette information dans la presse étrangère ou dans la leur. Chez eux, ils ne peuvent guère garder la chose secrète.

HITLER. — Jusqu’à présent, ils ne l’ont pas fait. Ils n’ont pas nié les dégâts. Ce n’est d’ailleurs pas possible. On ne peut plus se permettre de se risquer à cela. Chez nous, au début de la guerre, mais par la suite aussi, deux ou trois fois, quand les communiqués de la Luftwaffe ont fait état de dommages très minimes, alors qu’ils étaient en réalité très graves, cette façon de minimiser les choses a provoqué une vive émotion. Je ne sais pas quel effet local cela a produit en Rhénanie, où la Luftwaffe elle-même a publié des informations de ce genre. À présent, cette pratique est abolie : on ne tient plus compte que des nouvelles exactes. À Cologne, en particulier, la chose crevait les yeux. Les gens sont capables de tout supporter, mais quand, dans le communiqué officiel de la Wehrmacht, il est dit qu’il n’y a aucun dégât, ou seulement des dégâts minimes, alors que 9. 000 maisons ont été détruites ou endommagées, c’est naturellement quelque chose d’absurde. Là aussi, le principe est qu’il faut éduquer tout le monde à connaître la vérité la plus brutale. Car la vérité la plus brutale, si laide qu’elle soit, est plus facile à supporter qu’un mensonge enjolivé qui ne correspond à rien de réel.

*Le texte ci-dessous est un fragment du procès-verbal sténographique du rapport de mi-journée du 1er février 1943, soit le lendemain de la capitulation du général Paulus à Stalingrad.*

## Front est

ZEITZLER. — Dans l’ensemble, il apparaît que, sur le Don, la manœuvre d’encerclement se déclenche à présent contre l’aile nord, avec une formation de chars comprenant (plusieurs) corps blindés. Cela se passe *là-haut*, dans *cette* région. Manstein y fait monter la 7e division blindée. Il amène également les 3e et 11e divisions blindées. La 3e se dirige sur Rostov […]. Il se peut, naturellement, que là-haut l’affaire soit très chaude. Et puis, sur *ce point-ci*, les Russes effectuent encore une opération annexe. *Il est naturellement possible qu’elle soit liée à* l’autre, comme il est possible qu’elle échoue. Si je suis arrivé en avance, c’est parce que je désirais

m’entretenir encore une fois avec vous de cette grosse affaire. La situation d’ensemble, à l’heure actuelle, se caractérise par le fait que notre dispositif offensif dans la région de Kharkov est en voie de formation. L’une des divisions sera bientôt prête à être engagée, (l’autre) le sera le 12. Nous nous les étions constituées pour foncer *ici, en bas*, afin de régler cette affaire et de (nous soulager). (Il se peut que, maintenant), nous soyons obligés de les faire remonter *là-haut*, tout au moins l’une des deux. Ce ne serait pas une chose souhaitable. Tout dépend de ceci : d’abord, on a amené ici d’énormes quantités de carburant […] l’important, à présent, c’est que si l’on est obligé d’envoyer ces divisions *là-haut*, ce saillant *d’en bas* se trouvera naturellement (en danger) […] ce saillant à titre provisoire, bien entendu ; mais, *là-haut*, il arrivera alors aussi une affaire fâcheuse […].
[…]

ZEITZLER. — C’est toujours ce qui a été mon grand souci. Ça a très bien marché avec la 3e division blindée et tout ce qu’on fait entrer est, évidemment, d’une valeur inappréciable.

HITLER. — Et comment se présentent maintenant les choses, en ce qui concerne la 13e ?

ZEITZLER. — *Là, en bas*, il semble que les mouvements s’effectuent très bien et que les arrivées se fassent relativement vite. La 3e doit à présent s’approcher *jusqu’ici*, et ce sera ensuite le tour de la 13e. La […] arrive ce soir jusque dans ces parages et doit ensuite, d’un seul trait, se porter *jusque là-haut*.

HITLER. — Celle-là, il faudra voir comment […].

ZEITZLER. — Oui ! En tout cas, je considère qu’il est bon de s’efforcer de la regonfler.

HITLER. — Il vient de *ce côté-ci* avec la 7e division de chars ?

ZEITZLER. — Oui, il vient *de ce côté* avec la 7e division de chars.

HITLER. — Il est maintenant arrivé 16 trains de la 335e division ?

ZEITZLER. — Oui. Ils ont été de nouveau retardés en route à la suite de dégâts causés par les bombes. À présent, il se pose précisément encore, pour *là-haut*, la question […] relever […] le corps de cavalerie. Alors, nous aurions *en bas* quelques éléments de couverture.

HITLER. — Les relèves prennent plus de temps qu'il n'en faut pour amener des unités fraîches.

ZEITZLER. — […] Mais la situation reste en tout cas très tendue, et je voulais vous demander […]. Cela n'affecterait pas le programme économique.

HITLER. — J'y réfléchirai. Mais je puis dire une chose : c'est qu'alors, il ne sera plus possible de mettre fin par l'offensive à la guerre sur le front est. Nous devons nous en rendre compte clairement.

ZEITZLER. — Parfaitement !

HITLER. — Car, sans le matériel, je ne peux pas le faire. Et je ne peux pas le faire rien qu'avec des hommes. Si nous nous retirons du bassin du Donetz, j'aurai bien les hommes, mais je n'aurai plus le matériel. La question est de savoir ce que nous voulons. Nous tenons (à présent), il est vrai, un front de 5 kilomètres[82], mais je peux fournir aux hommes des canons et des munitions. Certes, après l'opération envisagée, ce front ne serait plus que de 3 kilomètres, mais je n'aurais plus de canons ni de munitions. Si l'on estime qu'il est plus facile de se battre (sans munitions) sur un front de 3 kilomètres que sur un front de 5 kilomètres avec des munitions, alors, le calcul qu'on fait est juste.

ZEITZLER. — Oui, c'est un problème. Ça ne joue pas de rôle pour le moment, mais ça en jouera un plus tard.

HITLER. — Non ! Plus tard et tout de suite ! Dès l'instant où nous aurons lâché, tout le programme d'armement sera par terre. Tout notre programme de chars sera immédiatement fichu […] fondé sur l'électro-acier […]. Notre programme de canons (également). Au lieu de 600 canons par mois, on ne pourra plus en fabriquer que 150. Tout le vaste programme de munitions (s'écroulera) aussitôt, lui aussi. Actuellement, il baisse *a tempo*. (La baisse ne se manifeste pas petit à petit) ; elle s'accentue au contraire avec une grande rapidité.

[…]

En faisant cela, je ne gagnerais rien. Si je me repliais, je perdrais le […] ; il se produirait une confusion irrémédiable, et l'ennemi se lancerait à nos trousses. Nous avons, chez nous aussi, fait l'expérience des retraites.

ZEITZLER. — Je comprends très bien. Mais si nous n'avions pas battu en retraite, les choses seraient devenues encore pires. Il a fallu reculer *ici*, et *en*

*bas, là*, dans le secteur de l'armée blindée.

HITLER. — Je l'ai dit depuis le début, et c'était parfaitement clair dans mon esprit : si l'on ne peut mener à bien cette affaire-ci, il ne restera que les deux têtes de pont. Cela va de soi. Si (l'on avait procédé) comme le voulait le brave Manstein, ce n'est pas une retraite qui se serait produite, mais une catastrophe totale. Si j'avais cédé à Manstein, ils ne (seraient jamais revenus). […] (Il n'aurait) plus d'armée blindée et il n'aurait pas ramené la 17e armée : tout se serait effondré […]. Mon souci a toujours été qu'il reste trop longtemps *là* […].

[…]

(ZEITZLER). — À présent, j'ai (pensé) que, derrière la 4e division blindée, nous pourrions immédiatement faire venir de France la 337e division, et, accessoirement, une partie de la 78e, afin de commencer *ici* à former un petit bloc. Maintenant, il faut voir où nous allons faire porter l'offensive des formations SS Si nous envoyons la « Reich[83] » *là-haut*, elle rétablira la situation, bien entendu. Mais ce sera long […]. Je crois plutôt que nous sommes purement et simplement obligés de l'engager *en bas*.

HITLER. — Nous verrons. Tout dépend de savoir quand arrivera la 4e division blindée. Si la 4e division blindée marche tant soit peu bien…

ZEITZLER. — Il y a 15 trains (en route. C'est lent), parce que l'ennemi a tout démoli par ses bombardements. Il doit arriver 7 trains aujourd'hui.

HITLER. — Quand la 3e division blindée arrivera, (cela nous fera toujours une unité). Ensuite viendra la 337e division. Cela nous fera encore une unité. Puis, il y aurait aussi la 78e division. Avec cela, nous aurions (un groupement de forces avec lequel) on pourrait (peut-être) stopper (l'offensive russe). Il faut attendre pour voir. Si, avec ces effectifs, nous arrivons à la stopper, ce sera […].

[…]

Ils se sont purement et simplement rendus. Autrement, on se serre les coudes, on forme un hérisson, et, de sa dernière cartouche, on se fait sauter la cervelle. Quand on pense qu'une femme a eu la fierté, pour avoir entendu quelques paroles offensantes, de sortir de la pièce, d'aller s'enfermer et de se suicider séance tenante, je ne peux éprouver d'estime pour un soldat qui

craint de se donner la mort et préfère aller en captivité. Je ne puis dire qu'une chose : (je comprends cela dans un cas) comme celui du général Giraud : nous sommes sur place, il descend de sa voiture et se trouve cueilli immédiatement. Mais…

ZEITZLER. — Je trouve également cela inconcevable. Je reste d'avis que la nouvelle (est sans doute) fausse et que Paulus gît peut-être, très grièvement blessé.

HITLER. — Non, la nouvelle est exacte. Les Russes, à présent, vont directement […]. On va les[84] diriger immédiatement sur Moscou, les conduire à la Guépéou, et on leur extorquera des ordres pour inciter la poche d'encerclement nord à se rendre elle aussi. Le Schmidt signera tout ce qu'on voudra. Celui qui n'a pas le courage de prendre le chemin que tout homme doit prendre un jour, celui-là n'a pas non plus la force de résister. Il s'abandonne à ce martyre moral. (Chez nous), on a trop cultivé l'intellect, et trop peu la fermeté de caractère […].

ZEITZLER. — On ne s'explique pas du tout comment cela a pu arriver.

HITLER. — Ne dites pas ça ! J'ai vu une lettre […]. C'est Below[85] qui l'a reçue. Je peux *vous la montrer*. L'expéditeur disait : « J'en suis arrivé à porter sur ces gens-là le jugement suivant », puis venaient ces mots : « Paulus, point d'interrogation ; Seydlitz, à fusiller ; Schmidt, à fusiller. »

ZEITZLER. — J'ai également entendu des propos défavorables sur Seydlitz.

HITLER. — Et plus loin : « Hube, voilà un homme ! » Bien sûr, on pourrait dire qu'il vaudrait mieux que Hube soit resté dans la poche d'encerclement et que les autres en soient sortis. Mais, étant donné que la valeur des individus compte encore pour quelque chose et que, dans toute cette guerre, nous avons besoin d'hommes comme celui-là, mon avis formel est que Hube quitte Stalingrad. En temps de paix, en Allemagne, 18. 000 à 20.000 personnes par an choisissaient le suicide, sans être le moins du monde dans une situation comme celle-là. Et voici un homme qui voit 50.000 ou 60.000 de ses soldats mourir et se défendre avec courage jusqu'au dernier ; comment peut-il alors se rendre aux bolcheviks ? Ah ! cela, c'est !…

ZEITZLER. — C'est une chose qu'on n'arrive pas à concevoir.

HITLER. — Mais le premier (doute était déjà né dans mon esprit il y a quelque temps). C'était au moment où l'on est venu me dire qu'il demandait ce qu'il devait faire. Comment pouvait-il poser une pareille

question ? Donc, à l'avenir, quand une place forte sera assiégée et que (son commandant sera invité à se rendre), il commencera par demander : « Que dois-je faire à présent ? » […]

[…]

Comme il s'est facilité les choses ! Voyez Becker ayant mis son service sens dessus dessous, il a fait […] et s'est ensuite tué. Quand on a un revolver, c'est pourtant facile ! Quelle lâcheté il faut avoir pour reculer devant un pareil geste ! Ah ! plutôt se laisser enterrer vivant ! Et cela dans une situation où il[86] savait parfaitement que sa mort conditionnerait la résistance de l'autre poche d'encerclement. Car, lorsqu'on donne (l'exemple qu'il a donné), il ne faut pas s'attendre que les hommes poursuivent le combat.

ZEITZLER. — Il n'y a là aucune excuse. Quand on sent que les nerfs vous lâchent, il faut se faire sauter la cervelle avant.

HITLER. — Quand les nerfs lâchent, il n'y a plus d'autre solution (que de dire) : « Je n'en pouvais plus », et se tuer. On peut dire aussi : cet homme a le devoir de se tuer, de même que (les chefs, autrefois) se précipitaient sur leur épée, quand ils voyaient leur cause perdue. Cela va de soi. Même un Varus a ordonné à son esclave : « Et maintenant, tue-moi ! »

ZEITZLER. — Je continue de penser que c'est peut-être ainsi qu'ils ont agi et (que les Russes racontent seulement) qu'ils se sont tous rendus.

HITLER. — Non !

ENGEL. — Le fait étrange — si je peux me permettre cette remarque — est qu'ils n'aient pas prétendu (que Paulus avait été capturé grièvement blessé). Ils pourraient alors annoncer demain qu'il a succombé à ses blessures.

HITLER. — A-t-on des informations précises sur la blessure ? […] La tragédie est désormais consommée. Que ce nous soit un avertissement.

ENGEL. — Il ne se peut pas que ces noms de généraux soient tous exacts.

HITLER. — Personne ne sera plus promu maréchal au cours de cette guerre. Tout cela ne sera fait qu'après la fin de la guerre. On ne doit pas faire l'éloge du jour avant le soir.

ZEITZLER. — On était si fermement convaincu de la manière dont les choses se termineraient qu'on pouvait bien lui donner cette dernière joie [..].

HITLER. — Force était d'admettre que la fin serait héroïque.

ZEITZLER. — On ne pouvait pas penser autre chose.

HITLER. — Quand on est au milieu de ses hommes, comment peut-on agir autrement ? Dans ces conditions, je dois dire que tout soldat qui expose sa vie, qui l'expose sans cesse est un idiot. Qu'un pauvre diable se laisse aller, je comprends encore ça.

ZEITZLER. — Pour le titulaire d'un commandement, les choses sont beaucoup plus faciles. Tous les yeux sont dirigés sur lui. Se tuer est pour lui aisé. Pour le simple soldat, c'est difficile.

HITLER. — Que le vermisseau qui prend tous les coups dise en pareil cas, […] et se laisse capturer, je le comprends. Mais il faut dire avec quel héroïsme se sont […]. C'est un fait incontestable. Et beaucoup d'Allemands aussi, bien entendu […].

[…]

et que nous n'y arrivons pas, avec nos chefs qui sont vraiment d'une si haute qualité, nos soldats si valeureux et notre armement quand même supérieur, en définitive, à celui des Russes ! Et pourtant, si je fais abstraction de Stalingrad, nous avons toujours eu le dessus. Quand j'ai appris la nouvelle, cette nuit, j'ai immédiatement envoyé Puttkamer voir si elle était déjà sortie. Si la radio (ne l'avait pas déjà passée), je l'aurais arrêtée aussitôt. Ce qui me fait tant de peine dans tout cela, c'est que l'héroïsme de tant de soldats va se trouver effacé par une seule chiffe molle manquant de caractère, et c'est à cela que va aboutir ce type-là. Imaginez-le arrivant à Moscou, et représentez-vous la cage à rats[87]. Il signera alors tout ce qu'on voudra. Il fera des aveux, il lancera des proclamations. Vous verrez : ils iront jusqu'au bout de la faiblesse de caractère et de l'abaissement. C'est le moment de dire qu'une mauvaise action engendre indéfiniment le mal.

ENGEL. — Une question : le commandant von Zitzewitz doit tenir demain (une conférence de presse sur Stalingrad) devant les journalistes allemands et étrangers. Faut-il la décommander ?

HITLER. — Non […].

ENGEL. — Si j'en parle, c'est parce que, naturellement, des questions ont déjà été posées, une question en particulier […]. Le mieux serait de rester dans les généralités.

[…]

(HITLER). — […] On ne sait pas au juste si quelqu'un sait quelque chose : on ne peut pas s'en rendre compte. Mais, pour le soldat, ce qui prime tout, c'est la fermeté de caractère, et si nous ne leur mettons pas ça dans la tête, si nous ne produisons que de purs acrobates et athlètes intellectuels, des athlètes de l'esprit, nous n'obtiendrons jamais la race qui est seule véritablement capable de faire face aux grands chocs du destin. Cela est décisif.

ZEITZLER. — Oui, il en va de même pour l'état-major. J'ai pour la première fois conféré les insignes d'officier de l'état-major général à un officier d'ordonnance qui n'avait pas eu la formation requise, parce qu'il avait magnifiquement préparé, et tout à fait en officier de l'état-major général, la retraite de sa division. Peu importe qu'il ait suivi deux mois de cours. L'effet a été immédiat : j'ai aussitôt communiqué à tous les services qu'il était, à dater de ce jour, officier de l'état-major général.

HITLER. — Oui, il faut prendre des gens braves et hardis, prêts à (exposer leur vie) comme tout soldat expose la sienne. Et puis, qu'est-ce que ça signifie, « la vie » ? La vie […] la nation ; l'individu ne peut échapper à la mort. Ce qui reste vivant au-dessus de l'individu, c'est la nation. Mais comment un homme peut-il avoir peur de cet instant grâce auquel (il peut se libérer) de l'affliction, (à moins que) le devoir ne le retienne dans cette vallée de misère ! Allons donc ! […].

[…]

Les Russes donnent aussi Paulus comme fait prisonnier. Je veux une liste séparée des prisonniers et des disparus. Comme ça, si les Russes pénètrent dans une position et la prennent sans combat, on saura que les occupants se sont rendus. Les autres, il faudrait alors les porter disparus […].

ZEITZLER. — […] Les attaques ne se sont pas poursuivies aujourd'hui. Le rapport de […] sur le repli et l'ordre qu'il a donné à ce propos sont pleins de bon sens. Il a également sérié les problèmes avec beaucoup de sagesse. Bien sûr, il a envoyé un peu trop de paperasses, comme ils font tous ; mais il a pensé à tout. Je ne sais pas si cela vous intéresse. Si oui, je peux vous laisser ce rapport. Il a divisé l'opération en plusieurs étapes ; c'est sûrement une bonne chose. Et il a aussi (prévu avec justesse) les mesures immédiates : l'opération bénéficiant d'une énorme couverture, les munitions allant *ici*, et également *là*, mais avant tout ce qui vient d'*ici* […] ne devant à aucun prix aller *là*. Si vous voulez, je vous le laisse.

HITLER. — Je me demande comment procéder dans l'affaire Paulus. (Il faut donner au général commandant la poche d'encerclement nord l'ordre de tenir à tout prix. Il faut tenir la position jusqu'au dernier homme […].

[…]

(ZEITZLER. — Alors, vous êtes d'accord) pour que j'agisse dans ce sens ?

HITLER. — Parfaitement. Je reviens encore sur cette idée. Le général roumain Lascar s'est fait tuer avec ses hommes. Je suis heureux de lui avoir conféré la couronne de chêne[88]. Comment pareille chose a-t-elle pu arriver ? Quand je l'ai apprise cette nuit, j'ai immédiatement convoqué Puttkamer, pour qu'il aille voir (si la radio avait déjà diffusé la nouvelle. Les Russes annonçaient en effet) avoir fait prisonniers le maréchal Paulus et tout son état-major. Tout l'état-major s'est rendu. Maintenant, les Russes vont entamer la poursuite…

ZEITZLER. — Je l'avais prévu ! Je pensais qu'ils allaient faire étalage de la charogne de Paulus mort. Et voilà que c'est pire encore !

HITLER. — Il va parler incessamment à la radio, vous allez voir. Le Seydlitz et le Schmidt y parleront également. Les Russes vont les enfermer dans une cave à rats, et au bout de deux jours, ils seront matés et ils prendront la parole devant le micro. Alors qu'une si jolie femme, vraiment une beauté de premier ordre, qui n'a été (offensée que par un seul mot, riposte) — et pour une bêtise — : « Dans ces conditions, je puis donc partir, je suis inutile… », (et s'entendant répondre) : « Eh bien ! pars ! », sort de la pièce, va écrire des lettres d'adieu et se tue.

[…]

Est-ce que la blessure est antérieure ou postérieure au départ par avion de Jaenecke[89] ?

ZEITZLER. — Je vais vérifier. Je vais l'appeler au téléphone. Si c'était avant son départ, il devrait le savoir.

HITLER. — Il faut que nous soyons fixés là-dessus. Et puis, il faudrait soutenir que les états-majors, eux aussi, ont combattu jusqu'au bout, et que c'est seulement lorsqu'ils ont été blessés et submergés qu'ils ont succombé devant la supériorité du nombre (et ont été faits prisonniers).

ZEITZLER. — C'est certainement ce qu'a fait la plus grande partie des états-majors.

HITLER. — Il faudra dire : « Ils n’ont pas capitulé, mais ont été accablés par le nombre. »

ZEITZLER. — On pourrait ajouter au texte : « Les Russes présenteront les choses sous un jour différent », et il faudrait faire en sorte de devancer l’adversaire pour que la presse mondiale tienne de nous ses premières informations.

HITLER. — (Il faut indiquer aussi) qu’ils n’étaient pas ravitaillés depuis des mois et que (c’est pour cela que les Russes) ont réussi à triompher de beaucoup d’entre eux.

ZEITZLER. — Je crois aussi que cette ligne de conduite est la bonne.

HITLER. — Ce n’est que le début. J’estime que dans huit jours au plus tard…

[…]

JODL. — En ce qui concerne le communiqué soviétique, nous sommes précisément en train de le regarder de près, pour voir s’il ne contient pas quelque erreur. Car une seule erreur — le nom d’un général qui ne pouvait pas se trouver sur les lieux — prouverait que l’ensemble a été copié sur une liste qui leur serait tombée entre les mains je ne sais où et qu’ils auraient publiée.

HITLER. — (Les Russes annoncent) qu’ils ont fait prisonnier Paulus, ainsi que Schmidt et Seydlitz.

JODL. — Pour Seydlitz, je ne sais pas. On se demande s’il n’est pas dans la poche nord. Nous allons être fixés en posant par radio la question de savoir quels généraux sont dans cette poche nord.

HITLER. — Seydlitz était sûrement avec Paulus. Je vais vous dire quelque chose : je ne peux pas comprendre un être comme (Paulus), qui ne préfère pas se donner la mort. L’héroïsme de tant de dizaines de milliers d’hommes de troupe, d’officiers et de généraux se trouve effacé (par un homme comme celui-là), qui n’a pas la force de caractère de faire instantanément ce qu’a fait une faible femme.

JODL. — Oui, mais je ne suis pas encore sûr que la nouvelle soit exacte.

[…]

(HITLER). — […] Là, le mari et la femme étaient ensemble. Le mari est mort de sa maladie par la suite. Là-dessus, j’ai reçu une lettre de la femme, me priant de prendre soin de ses enfants. Elle disait qu’il ne lui était pas possible, malgré leur présence, de continuer de vivre […]. Et alors, elle a

pris un revolver et s’est tuée. Voilà ce qu’a fait une femme ; elle trouve la force de le faire, et des soldats ne la trouvent pas ! Vous allez voir : il ne se passera pas huit jours avant que Seydlitz, Schmidt et Paulus, lui aussi, parlent à la radio.

JODL. — Ça, j’en suis convaincu.

HITLER. — On va à présent les incarcérer dans la Lubianka, et ils y seront dévorés par les rats. Comment peut-on être (lâche à ce point) ! Je ne puis le concevoir.

JODL. — J’ai cependant encore des doutes.

HITLER. — Moi pas, malheureusement. Voyez-vous, je ne crois plus non plus à cette blessure que (Paulus aurait reçue). Cela ne me paraît pas être vrai non plus. Car ils disent pourtant s’attendre que […].

[…]

Que peut-on faire ? Personnellement, ce qui me fait le plus de peine, c’est de l’avoir encore promu maréchal. Je voulais lui donner cette ultime (joie). Mais c’est le dernier maréchal que je (nomme au cours de cette guerre). On ne doit vanter le jour qu’une fois le soir venu. Je ne peux pas comprendre ça. Quand on voit mourir tant (d’hommes), je ne peux m’empêcher de dire qu’il a été bien facile à notre […] il n’a même pensé à rien. C’est aussi ridicule que possible. Tant d’hommes sont condamnés à mourir, et voilà que s’amène un type qui souille, à la dernière minute, l’héroïsme de tant d’autres. (Il pouvait) se libérer (de toutes les misères) et entrer dans l’éternité, dans l’immortalité nationale. Au lieu de ça, il préfère aller à Moscou. Comme s’il pouvait y avoir un choix ! C’est quelque chose d’insensé.

JODL. — C’est bien pourquoi je conserve toujours un doute […].

[…]

(HITLER). — Exactement comme si je disais aujourd’hui que je confie une position fortifiée au général Förster. Je serais sûr qu’il serait (le premier à) amener le drapeau. Il y en a d’autres qui ne le feraient pas. C’est une chose tragique de voir en un instant (souiller) un pareil héroïsme.

JESCHONNEK. — Je tiens malgré tout pour possible que les Russes aient sciemment (lancé une fausse nouvelle). Leurs méthodes sont tellement raffinées !

HITLER. — Ils parleront à la radio dans huit jours.

JESCHONNEK. — Les Russes sont capables aussi de faire parler (quelqu'un d'autre).

HITLER. — Non, c'est eux-mêmes qui parleront à la radio. Vous ne tarderez pas à les entendre. Ils prendront en personne le micro, tous. Ils commenceront par inviter les troupes encerclées dans la poche à se rendre, et ils proféreront les plus odieuses vilenies contre la Wehrmacht. Il faut bien vous rendre compte d'une chose : (on va les amener) à la Lubianka, à Moscou, et, là, on va les « traiter ». Si un homme n'a pas le courage, dans un moment pareil […].

[…]

J'ai d'ailleurs déjà dit à Zeitzler de transmettre à Heitz l'ordre de tenir dans la poche nord.

KEITEL. — Il était dans la poche sud, et Heitz n'est pas nommé.

HITLER. — Alors, s'il n'est pas nommé, c'est qu'il est mort.

JODL. — Oui, et c'est pourquoi il faut (questionner) et savoir au juste qui se trouve actuellement dans la poche nord. S'il y a dans le communiqué russe des noms de gens qui sont dans la poche nord, c'est qu'il s'agit d'une liste que l'ennemi a trouvée je ne sais où et qu'il a publiée. D'autre part, une chose (est déjà sûre) : les Russes n'ont pas cité le nom de quelqu'un qui a certainement été tué et qui se trouvait dans la poche sud : Hartmann.

KEITEL. — Il a été tué il y a quatre jours.

JODL. — Effectivement.

HITLER. — Si Heitz était dans la poche sud et n'est pas cité dans le communiqué […]. Je suis certain que tout l'état-major s'est bravement et gentiment rendu […].

*Le rapport du soir du 4 mars 1943 aborde le problème de la détérioration de la situation des troupes germano-italiennes en Afrique du Nord.*

HITLER. — J'ai examiné avec Schmundt (la question de savoir) si nous pouvons personnellement accéder à cette demande. Nous donnons (des armes) aux Italiens, et ces armes tombent aux mains de gens qui les remettent aux mains de l'ennemi, et, au bout de peu de temps, elles servent à nous tirer dessus. Peu importe qu'il s'agisse d'armes conquises sur les Russes ou sur d'autres : en tout cas, ce sont des armes qui se tournent bientôt contre nous. J'ai dit à Schmidt que si nous pouvions le faire, je proposerais le cas échéant au Duce — à condition que je le rencontre — de

lever six divisions fascistes en les prélevant sur les divisions M[90], de les mettre sur pied, de les organiser et de les instruire en Allemagne pour qu'elles soient fin prêtes ; il n'y entrerait que des fascistes éprouvés, que nous pourrions éventuellement aider aussi en matière de commandement, et ces divisions recevraient des armes de nous. Ce disant, c'est aussi à l'Italie que je pense, car, pour lui[91], deux divisions de cette sorte, une à Rome et une (dans le nord de l'Italie), seraient tout autant que Dieu sait ce qu'il peut avoir […]. Nous verrons. Le Duce […] réfléchir. De toute manière, il faut que nous (fournissions) constamment des armes. (Continuer comme on a fait) jusqu'ici ne rime à rien. Je puis parler (avec le Duce) à cœur ouvert, car il a déjà […] demandé que je lui dise toute la vérité quant (aux pertes) sur le front est. Je lui dirai : « Si vous […] voulez tout réorganiser à neuf, vous n'arriverez plus à rien. » (On peut) tout réparer, à une condition : avoir (un) bon corps d'officiers. Mais quand cette condition n'est pas remplie, (et) si l'on ne reprend pas les choses par la base, réorganiser est d'avance impossible. Il faut réellement repartir d'(Adam et) d'Ève ; sinon cela n'a pas de sens. Il[92] a bien en(tendu, de bons) éléments dans le tas ; mais ils ne peuvent pas empêcher tout le […]. Ils ont amalgamé les bataillons M dans les diverses divisions ; ils s'y usent, ne servent à rien et n'ont aucune influence. Cela changera dès le moment où il lèvera lui-même 6 divisions d'abord, puis 8, 10, 12. Si nous devons en tout état de cause leur fournir les armes, donnons-les de préférence pour ces unités-là, qui seront alors brillamment armées, et lui-même aura du même coup un soutien dans son propre pays. Quand il disposera seulement de 4 divisions comme celles-là, il pourra aussi s'imposer, et il pourra alors se mettre à dissoudre petit à petit ces misérables divisions ou leur donner un autre corps d'officiers […] provoquer peu à peu une amélioration. (S'il n'a pas) cela, il ne peut rien faire. (La chose est dans) notre intérêt. Si, en Afrique du Nord, (il y avait des unités) fascistes formées et instruites par nous, cela vaudrait mieux pour nous que 4 divi(sions) de ce genre, (qui, par suite) de l'insuffisance de leurs officiers et de leur […], fichent le camp au premier coup de canon. […] a dit aussi, qu'on voit dans le peuple de magnifiques […] parmi les masses ; mais on n'a pas réussi à les […] extraire ; tout cela flanche de toutes parts […] et n'a aucun zèle pour le service. Les officiers n'ont (pas) le sens des responsabilités, et leur seule idée est d'aller (au) café.

*Le rapport de la mi-journée du 5 mars 1943 aborde le problème de la guerre en Extrême-Orient et dans le Pacifique.*

JODL. — Notre attaché militaire à Tokyo donne un aperçu sur la répartition des forces japonaises.

HITLER. — Il semble, si la nouvelle est exacte, que les Japonais n'aient pas eu de veine avec ce grand convoi. Il semble que le convoi ait été détruit.

JODL. — Notre attaché militaire rapporte que l'ensemble des forces s'élève à 63 divisions, 6 brigades d'infanterie, 2 divisions cuirassées, 4 brigades motorisées et 18 divisions tenues en réserve à l'intérieur. Les forces du groupes d'armées du Kouan-Toung ont manifestement été diminuées. En tout cas, nous pensions naguère qu'elles étaient plus nombreuses. *Ici,* sur le front nord-est, il y a 15 divisions et 2 divisions cuirassées ; *plus au sud,* il y a encore une autre armée, dont font partie les divisions mandchouriennes, 2 divisions d'infanterie, 2 brigades d'infanterie, 1 division de cavalerie, 1 brigade motorisée.

HITLER. — Et *ces* trois-là ?

JODL. — Ces trois-là font partie des effectifs pour la Corée. P*ar conséquent, cette […] on peut* en même temps faire appel à l'armée de Corée et à l'armée de Pékin.

HITLER. — Cela fait donc quand même 20 divisions.

JODL. — Oui. Mais nous avions toujours cru à un chiffre plus élevé, à savoir […] divisions.

HITLER. — À combien évalue-t-on cela ?

JODL. — On estime qu'il y a 20 divisions de tirailleurs : 4 brigades […] divisions de cavalerie, 2 brigades cuirassées et 3 brigades motorisées.

HITLER. — C'est ce que les Japonais ont de meilleur.

JODL. — Ce sont des divisions excellentes. *Ici,* il y a ce groupe d'armées de Chine avec le groupe Sud, avec 14 divisions d'infanterie. Certaines ne sont que des brigades. Puis il y a l'armée nationale chinoise, qui est intégrée à l'ensemble et ne représente qu'une faible valeur combative. *Là,* il y a 8 divisions et 2 brigades d'infanterie stationnées dans la partie nord. En outre, l'armée du Kouan-Toung, avec 4 divisions d'infanterie et 2 brigades d'infanterie, est rattachée au groupe d'armées de Chine. Dans l'ensemble du secteur, cela fait 1 million 1/2 d'hommes de troupe de Tchoung-king. Puis vient le groupe d'armées du Sud, qui a à Rangoon une armée qui comprenait 5 divisions et qui a été portée à 6 divisions. *Plus en arrière,* il y

a des forces protégeant le dispositif (et) 5 divisions thaïlandaises. En Indochine, 1 division composée de forces assez minimes ; puis 1 division à Singapour. Les autres îles, les Japonais les ont occupées d'une façon relativement faible. Il y a 2 divisions à Sumatra, et plus d'une division de forces d'occupation à Java. Faibles effectifs d'occupation à Bornéo et aux Célèbes. À Manille, une armée de 2 divisions. Maintenant, *là*, il y a la formation à Rabaul du nouveau groupe d'armées du Sud-Est, comprenant deux armées qui, pour l'essentiel, ont été formées au moyen des forces qui se trouvent *ici* et qui vont être amenées *là*. Il semble que l'évacuation de Guadalcanal ait bien réussi, et l'on va constituer *ici* un nouveau front Est, pour lequel, d'ailleurs, les Japonais se livrent encore à quelques opérations offensives pour rejeter l'ennemi qui se trouve en Nouvelle-Guinée. L'ennemi a en Nouvelle-Guinée 2 divisions américaines, 2 divisions australiennes, et, dans l'ensemble des groupes d'îles à l'est, 5 divisions américaines, 1 division de débarquement de marine et 1 division néo-zélandaise. Aux Nouvelles-Hébrides, il y a 3 divisions américaines et 1 division néo-zélandaise.

HITLER. — Cela fait au total de 14 à 15 divisions américaines.

JODL. — Dans les îles Aléoutiennes également, l'adversaire a établi des forces assez importantes. Les Japonais se sont contentés de laisser *là-haut* un régiment renforcé. Mais ils n'ont pas de terrain d'atterrissage. Les forces aériennes dont ils font état chez l'adversaire ne sont pas non plus très considérables. En face de la Birmanie, il y a 8 divisions britanniques avec environ 350 avions et 2 divisions de Tchoung-king, dans les îles Salomon environ 250 avions, en Nouvelle-Guinée 350 avions, en Australie 500 avions, à […] 200 avions et 100 avions aux Nouvelles-Hébrides. Les Japonais sont convaincus qu'en 1943, le centre de gravité continuera à se situer sur le théâtre d'opérations européen.

HITLER. — Cela ne nous enchante pas tellement.

JODL. — L'évacuation de Guadalcanal a réussi.

HITLER. — Il ne faut pas se fier à ce que disent les Japonais. Je n'en crois pas un mot.

JODL. — On ne peut les croire en rien, parce que ce sont les seuls qui vous racontent n'importe quoi de l'air le plus pénétré et le plus sincère du monde.

HITLER. — Ils mentent gros comme eux et toute leur façon de présenter la situation est calculée de manière à faire croire à une chose qui se révèle ensuite être une tromperie.

HEWEL. — Dans l'opinion publique américaine, il y a une forte tendance à croire que c'est dans le Pacifique que se situe le théâtre d'opérations principal.

HITLER. — J'ai lu une note de Dieckhoff. Il le conteste absolument. Il n'y a pas trace de vérité là-dedans. Si l'on veut la sympathie des Américains, il suffit de dire : 1° la guerre est faite dans l'intérêt de l'Amérique ; 2° liquidation de l'Empire britannique ; 3° l'ennemi n° 1 est le Japon. Alors, on a l'écrasante (majorité) avec soi. Les Juifs sont contre, mais ils ont l'écrasante majorité. D'ailleurs, les Anglais commencent à se lamenter de plus (en plus) au sujet de l'évolution politique, dont ils craignent énormément qu'elle ne tourne contre leur Empire.

HEWEL. — Il serait intéressant de savoir comment sont les divisions américaines en Afrique du Nord. Neurath[93] est revenu (hier) soir de Tunis. Ce qu'il raconte est intéressant. Il a procédé à l'interrogatoire de prisonniers américains et (dit) que c'est une chose insensée. La plupart déclarent avoir franchi l'Atlantique pour gagner de l'argent ou pour vivre une aventure ou pour voir autre chose et participer à quelque chose. D'un but politique quelconque, pas question. Ce sont des gens sans feu ni lieu qui prennent la fuite immédiatement ; ils ne résisteraient pas à un coup dur. Il dit avoir parlé à des centaines d'entre eux, et que pas un seul n'a une conviction politique, un grand idéal.

HITLER. — Ce ne sera jamais Rome. Jamais l'Amérique ne deviendra la Rome de l'avenir. Rome était un État paysan.

HEWEL. — Les Américains possèdent néanmoins je ne sais où du bon matériel humain.

JODL. — En apparence seulement.

HITLER. — Ils en ont moins qu'on ne l'imagine. Les bons éléments sont tassés dans quelques régions qui tirent l'œil de l'Européen. Mais il n'y en a en aucun cas dans les grands […] centres. Les fermiers sont tellement misérables. J'ai vu des photographies. Leurs fermiers sont quelque chose de si lamentable que c'est un ramassis de gens totalement déracinés errant deçà delà.

CHRISTIAN. — Il n’y a là ni intelligence ni (force) d’âme.

JODL. — Ça n’existe même pas.

HEWEL. — Il suffit de regarder les affiches qu’ils utilisent pour leur propagande de guerre. C’est quelque chose d’invraisemblable.

HITLER. — Il est hors de doute que, parmi les Anglo-Saxons, les meilleurs sont les Anglais.

JODL. — Avec les Anglais, on a l’impression qu’ils se battent pour leur pays et leur Empire. Avec les Américains, on n’a pas cette impression.

HITLER. — C’est peut-être pour cela que les Anglais disent qu’ils viendront toujours à bout des Américains.

HEWEL. — Ils jugent à la légère. Ils n’en viendront pas à bout, notamment parce qu’ils dépendent d’eux économiquement et dans tous les domaines. Mais ils se sentent politiquement et militairement tellement supérieurs aux Américains qu’ils disent : « Nous rattraperons cela en dix ans. » C’est ce qu’on entend dire par beaucoup d’Anglais. C’est, dans les conditions présentes, juger très légèrement.

HITLER. — Mais il y a aussi une chose qui apparaît, Jodl, c’est la force qui réside non pas seulement dans le chiffre de la population, mais tout simplement dans l’espace territorial d’un État. Il suffit de regarder l’Empire chinois. On s’y bat depuis cinq ans. Une partie du pays est occupée, mais l’ensemble du bloc est (encore) debout.

JODL. — Il se tient debout presque de lui-même, sans armes.

HITLER. — Si nous n’agrandissons pas notre espace vital, ce sera du même coup la fin irrévocable. L’espace est un des principaux facteurs militaires. On ne peut entreprendre des opérations que si l’on dispose d’espace. Ne pourront surmonter les guerres de l’avenir que ceux qui auront de l’espace. Ç’a été le malheur de la France. En une seule offensive, l’année dernière, nous avons occupé beaucoup plus de territoire que dans l’ensemble de nos offensives à l’ouest. C’est ce qui fait que le sort de la France a été réglé en six semaines, alors qu’*ici*, un espace gigantesque permet de tenir le coup. Si nous avions connu une crise pareille sur notre ancienne frontière, dans le coude Oder-Warthe, ç’en eût été fait de l’Allemagne. *Ici*, à l’est, on peut absorber le choc. Nous avons là un champ de bataille qui permet les opérations.

JODL. — Les choses changent : à l’époque des guerres romaines, l’Allemagne était un vaste espace ; au Moyen âge, on la traversait à pied en

long et en large ; et aujourd'hui, à l'ère des chars et des avions…

HITLER. — Avec un appareil rapide, on survole en effet tout l'ancien territoire du Reich en une heure un quart.

JODL. — Alors que l'espace russe est un espace tel que l'avion lui-même n'est plus à la mesure. C'est ce qu'on voit pour le bassin industriel de l'Oural. Là, on n'y arrive plus.

CHRISTIAN. — De Cologne à Königsberg, il y a deux heures et demie de vol.

HITLER. — Si votre avion fait 600 kilomètres à l'heure, vous mettez une heure et quart pour aller de Stettin à Munich. L'Allemagne, au temps d'avant-guerre, n'était qu'une succession de Schleiz, de Greiz[94], etc., dans l'émiettement de l'Allemagne. Une histoire grotesque, quand on la compare au monde. Voilà des continents entiers : l'Amérique, l'Extrême-Orient, ou encore la Russie. Et l'Australie, donc ! Ses 7 millions d'habitants ont tout un continent pour eux. Elle fut l'objet de la plus extraordinaire proposition : le prince de Windsor a dit naguère qu'en somme, c'est nous, Allemands, qui devrions coloniser l'Australie du Nord. Il a toujours plaidé pour que nous l'obtenions. Alors, nous l'aurions colonisée, et puis, un beau jour, les Anglais l'auraient mise dans leur poche.

HEWEL. — Toute l'agriculture australienne est allemande, quand même. L'élément allemand a été de loin le plus créateur en Australie.

HITLER. — C'est clair. C'est la raison pour laquelle ils veulent le ravoir là-bas. J'ai répondu : « Non, ce n'est pas à cela que nous attacherions beaucoup de prix. L'Australie aux Australiens ! » Quant à cette histoire que racontent les Japonais, je n'y crois guère.

JODL. — Leurs indications ne permettent pas de voir clair dans ce qu'ils font. D'autre part, ils disent que Vladivostok serait intenable à la longue. Ce ne serait que pour éviter la dispersion des forces que les Japonais n'entreprendraient pas encore d'offensive contre l'Extrême-Orient soviétique, sauf si des points d'appui américains y étaient installés ou si l'Union Soviétique s'effondrait. Toujours est-il que l'économie de guerre japonaise se prépare à une guerre longue. Il[95] dit qu'on[96] ne croit pas que 1943 soit déjà l'année de la décision.

HITLER. — S'ils se préparent à une guerre longue, il faut qu'ils prennent pied là-bas, car les Américains y construisent certainement des bases.

HEWEL. — Il leur faut aller en Australie du Nord.

HITLER. — La gifle que Staline a récemment donnée aux Américains est quand même étonnante.

HEWEL. — Je ne crois pas non plus que Churchill ait félicité Staline.

JODL. — Il faut qu'ils y entrent[97].

HEWEL. — Oui, c'est leur grand centre de matières premières, leur richesse, et tant qu'il en sera ainsi, c'est toujours là que se préparera constamment une nouvelle attaque.

HITLER. — Quels résultats ont obtenus les Japonais en si peu de temps ! Qu'on se représente cela ! Il est ridicule de croire que le Japon ne peut pas lever plus de 30 divisions d'infanterie. Le Japon compte plus d'habitants que l'Allemagne, du moins plus que n'en comptait le Reich dans ses anciennes frontières. Ils peuvent lever 120 divisions. On ne sait d'ailleurs pas combien ils en ont réellement. Et il est compréhensible qu'ils ne le disent pas, (pour) se couvrir complètement. Puis, tout à coup, il apparaît qu'ils ont là-haut non pas 15, mais 30 divisions d'infanterie.

JODL. — C'est ce qu'on ne peut jamais savoir avec les Japonais.

HEWEL. — Somme toute, s'ils déclenchaient une opération sur ce point, ce ne serait pas une dispersion de leurs forces. Les deux théâtres sont absolument indépendants l'un de l'autre.

HITLER. — La seule chose qui constitue pour eux un problème dont je ne puis pas juger, c'est le problème des chars. Ont-ils ou n'ont-ils pas un char moderne ? Qu'est-ce qu'Oshima a répondu à ce sujet ? On le lui a demandé, pourtant.

HEWEL. — Il ne me l'a pas dit.

HITLER. — Il a dit, je crois, qu'ils auraient déjà des chars modernes.

CHRISTIAN. — Il n'est pas informé par son gouvernement. Ils n'ont pas plus donné de renseignements sur les chars que sur les avions.

HITLER. — Ils n'en ont pas donné non plus sur leur marine, et ils se sont subitement présentés avec les plus gros navires existant au monde. Ils n'ont pas parlé de porte-avions, et l'on apprend soudain que c'est eux qui en possèdent le plus. Il est vrai qu'après la guerre, ils pourront faire embaumer leurs gros bateaux de guerre, étant donné que rien ne se fera plus que par avion. Chez ceux d'en face aussi, l'avion est au centre de tout.

HEWEL. — Les Japonais en ont pris déjà deux ou trois fois un bon coup avec leurs avions, aux Midway et *là en bas*. Ils s'y étaient frottés de trop près.

HITLER. — Personne, à présent, ne se risque plus à sortir avec de gros bateaux. Ce qui pourrait les gêner, ce serait de ne pas mettre rapidement la main *là-dessus*, car ce pourrait devenir un point d'appui pour la guerre sous-marine. Je suis toutefois persuadé que les Japonais vont construire *ici* une base complètement achevée avant de se lancer *par là*. Il est possible aussi qu'ils ne fassent pas *là* de trafic maritime, mais qu'ils commenceront par établir un blocus. Il n'est pas sûr que nous en soyons informés. Ces gens-là envoient à Washington un premier ambassadeur, puis un second, pour pleurnicher, et qui n'ont aucune idée de ce qui se prépare. Je vois encore le brave Kurusu se rendre là-bas en se dandinant. Il ignore tout et, quand il arrive à la Maison Blanche, il est accueilli par une bordée d'injures : « Vous faites là une belle saloperie ! » Le petit Japonais est ahuri d'apprendre que son pays a attaqué Pearl Harbor. Les Japonais ont bouche cousue. J'aurai bouche cousue moi aussi.

HEWEL. — Peut-être ont-ils été forcés de voir qu'il leur fallait d'abord se construire une armée blindée.

CHRISTIAN. — Dans la jungle, ils ne peuvent pas non plus utiliser de chars lourds.

HITLER. — Nous non plus, nous n'allons pas promener nos chars les plus lourds en Yougoslavie. Pourquoi irais-je employer des chars « Tigre » pour descendre un tireur isolé ? Il est parfaitement concevable que les Japonais aient construit des chars du type le plus lourd et que, étant donné leur mutisme et leur malice immenses en la matière, ils gardent ces chars totalement cachés, qu'ils ne les fassent pas voir, et que le Russe, lui non plus, ne s'aperçoive de rien. Puis, un beau jour, on les verra apparaître. Donc, il ne faut pas prendre au tragique le fait qu'il y ait *là* deux brigades de chars et deux divisions de chars, car il est facile d'imaginer ce que les Russes ont de leur côté. Ils les ont déjà nettoyés de trois à cinq fois.

JODL. — Alors que le Japon a les forces les meilleures.

HITLER. — Oui, et la Russie sera nettoyée. Quand ça se déclenchera subitement, on serait tenté de penser que la grêle de coups se succédera plus vite que n'importe quoi. Peut-être d'ailleurs procéderont-ils tout autrement, en frappant *de ce côté-là*.

CHRISTIAN. — Dans les histoires de frontières qu'ils ont eues avec les Russes, ils ont toutefois reçu des horions.

HITLER. — Une seule fois. C'est Staline qui […]. En l'occurrence, ils étaient encerclés.

CHRISTIAN. — Dans les airs aussi, ils ont été quelque peu éprouvés.

HITLER. — Ça, je ne sais pas. Lors des attaques […] ils ont tout repoussé. Il n'y a que cette seule affaire-là : ils étaient tombés dans un guet-apens. Et Staline a d'ailleurs dit : « Je ne veux pas de guerre avec le Japon, mais, si ce sont les Japonais qui commencent, ils se trompent à notre égard ; nous sommes prêts, nous aussi. »

CHRISTIAN. — Mais c'était encore la vieille armée russe d'Extrême-Orient.

HITLER. — C'était encore une des meilleures. Normalement, les Japonais ont toujours battu les Russes, et il en sera encore de même, si l'armement s'équivaut à peu près. Ils ont fait la guerre à la Chine. Le navire qu'ils avaient pour cela était l'*Itsomu*, lancé en 1899, donc un très vieux rafiot. C'était le vaisseau amiral. Ils n'avaient que des bateaux excessivement âgés. Ils n'ont pas attaqué un seul navire. Leur vraie bonne flotte, ils la gardaient tout entière en réserve. Nous non plus, après tout, nous n'avons pas bombardé la Westernplatte[98] avec nos navires les plus modernes.

JODL. — Il[99] écrit encore au sujet de l'armement :

*(Lecture.)*

HITLER. — S'ils projettent réellement quelque chose, nous n'en saurons jamais rien. Et s'ils indiquent qu'ils ont l'intention de déclencher une opération dans le Sud, je serais plutôt tenté de croire que ce serait dans le Nord qu'ils feraient quelque chose plutôt que de le faire dans le Sud. J'ai dit au ministre des Affaires étrangères : « Mon cher Ribbentrop, ils font ce qu'ils peuvent, et ce qu'ils peuvent, ils le font. Ils laisseront faire le temps. Ils seraient fous de ne pas en profiter. Tant qu'ils voient l'adversaire retirer des forces[100], ils disent avec […] une malice asiatique : laissons-le se saigner à blanc. Mais à partir du moment où ils s'apercevront que l'affaire pourrait se stabiliser et que des renforts pourraient être acheminés à l'est, on verra avec quelle rapidité ils se manifesteront et qu'ils seront là en temps voulu. »

*Au cours de la conférence du 20 mai 1943, Hitler reçoit Constantin von Neurath, fils de l'ancien ministre des Affaires étrangères, et agent de liaison du ministère des Affaires étrangères*

*avec l'armée Rommel en Afrique du Nord. Les forces allemandes ont capitulé en Tunisie huit jours plus tôt.*

HITLER. — Vous étiez en Sicile ?

NEURATH. — Oui, mon Führer, j'étais là-bas, et j'ai causé avec Roatta[101], que je connais bien depuis le temps où il était encore chef du groupe des attachés militaires à Rome, où je l'ai rencontré à l'époque. Il m'a raconté, entre autres choses, qu'il n'avait pas trop grande confiance en la possibilité de défendre la Sicile. Il dit qu'il est trop faible ; que l'équipement de ses troupes est insuffisant ; que, surtout, il n'a qu'une division motorisée, le reste étant des troupes peu mobiles. Les Anglais démolissent chaque jour avec beaucoup de zèle les locomotives des chemins de fer siciliens, et sans doute savent-ils que les transports de nuit et l'approvisionnement en matériel de locomotives ne sont presque plus possibles, voire tout à fait impossibles. De plus, mon impression, durant le transbordement entre Giovanni et Messine, a été que l'on peut considérer en somme presque tout le trafic comme entièrement paralysé sur ce bref parcours. Sur les bacs qui existaient — je crois qu'il y en avait six — il n'en reste qu'un. Celui-là jouissait d'une protection spéciale comme « objet de musée », comme ils me l'ont déclaré ; on s'en sert en le ménageant le plus possible et en cherchant à le garder pour de meilleures utilisations.

HITLER. — Quelles sont ces « meilleures utilisations » ?

NEURATH. — Eh bien ! mon Führer, c'est d'une part, « quand la guerre sera finie », comme disent très souvent les Italiens, et ils disent d'autre part : « On ne sait pas ce qui peut encore arriver. » Toujours est-il que ce bac unique n'était pas en service à ce moment-là. Il se peut aussi qu'il ait subi une légère avarie. Mais les Allemands avec qui j'ai parlé là-bas prétendaient qu'il n'existait pas. Les troupes allemandes stationnées en Sicile ont sans aucun doute fini par être assez peu aimées. Cela s'explique d'ailleurs très facilement, le Sicilien partant de l'idée que nous lui avons amené la guerre dans le pays, que nous lui avons plus ou moins volontiers mangé ce qu'il avait, et que, par-dessus le marché, nous allons maintenant aider les Anglais eux-mêmes à venir, — ce qui, en gros, je suis obligé de le constater continuellement est précisément vu d'un bon œil par le paysan sicilien ; il en déduit que ce serait alors bientôt la fin de ses épreuves. Pour le simple paysan, à première vue, cela peut certainement se comprendre, car il ne voit pas beaucoup plus loin, et il considère toujours comme étant le

plus proche l'objectif le plus commode. Si l'Anglais arrive, la guerre cesse ; l'opinion générale, largement répandue dans l'Italie du Sud, est que, lorsque l'Anglais arrivera, l'affaire finira plus rapidement que si les Allemands sont encore là en traînant à leur suite des événements fâcheux.

HITLER. — Que font les milieux officiels italiens pour combattre cette opinion ?

NEURATH. — Mon Führer, pour autant que je sache, je crois qu'il est fait peu de chose par les préfets et les organes gouvernementaux existants ; car sans doute voient-ils et entendent-ils, mais ils vous déclarent toujours — j'ai à plusieurs reprises attiré leur attention là-dessus et leur ai dit : « Alors, si un soldat allemand est publiquement insulté dans la rue comme s'il était un vaurien ou quelque chose du même genre, ce qu'on peut de temps en temps entendre dire à voix assez haute, surtout en Sicile, que fait-on là-contre ? C'est un état de choses qu'on ne peut tolérer à la longue. » Ils vous répondent toujours : « Que voulez-vous qu'on fasse ? C'est l'opinion populaire ; le peuple pense ainsi, c'est comme ça ; vous ne vous êtes pas fait aimer, vous avez procédé à des réquisitions et mangé les poulets jusqu'au dernier. — Nous ne sommes pas ici pour notre plaisir, en touristes, mais parce que c'est la guerre », réplique-t-on, mais il est toujours assez difficile de le leur faire comprendre. On vous dit tout simplement : « Nous ne pouvons rien, nous non plus, pour empêcher les faits que vous signalez, et les soldats allemands injurient, eux aussi, les soldats italiens. » Toutefois, à mon avis, il conviendrait souvent de montrer un peu plus de poigne, précisément du côté des autorités officielles, pour que, sous une forme ou sous une autre, dans les cas patents, elles se montrent plus rigoureuses que jusqu'à présent.

HITLER. — Elles manquent de poigne.

NEURATH. — C'est très difficile. On ne prend pas de mesures énergiques : c'est comme ça. Avec le tempérament sicilien, ce n'est jamais la même chose que peut-être avec le tempérament de l'Italien du Nord. Mais, dans l'ensemble, on éprouve un sentiment de nette amertume quand on voit qu'on laisse aller les choses de cette façon. La menace aérienne et la supériorité aérienne en Sicile sont gigantesques. Là-dessus, aucun doute n'est possible ; ce n'est pas, je pense, un fait nouveau que j'exprime là. Palerme est à peu près passée au rouleau compresseur, de larges quartiers de la ville et aussi beaucoup d'anciennes et belles bâtisses, le port surtout, et

l’on a l’impression, comme me l’ont dit différentes personnes, que ce port, en tout cas, a été arrangé par les Anglais de telle manière qu’il ne serait pas même utilisable pour eux tout de suite, tandis qu’il en est autrement, paraît-il, en ce qui concerne les bombardements aériens britanniques sur Cagliari, en Sardaigne. Là, il est frappant, m’a-t-on dit, de voir que la ville et les docks contigus sont comme balayés, alors que les installations portuaires et les môles en tant que tels sont relativement intacts.

HITLER. — C’est ce que rapporte…

WARLIMONT. — C’est ce que rapporte également l’amiral Ruge.

NEURATH. — Ensuite, mon Führer, il y a là-bas le prince héritier d’Italie, qui commande en chef les troupes italiennes ; mais là-dessus, je ne suis pas exactement renseigné : est-il commandant en chef des troupes italiennes en Sardaigne, ou en Sicile, ou en Sicile et dans l’Italie du Sud, ou seulement dans l’Italie du Sud ?

HITLER. — Quand êtes-vous arrivé ?

NEURATH. — J’étais dimanche à Berlin.

HITLER. — Qu’est-ce qui se passe en Sicile ?

NEURATH. — Il est frappant de constater qu’il[102] se livre là-bas à des inspections répétées, que le général Roatta s’occupe beaucoup de lui et que, dans l’état-major du général Roatta, il y a de très nombreux officiers — des officiers d’état-major italiens — qui sont connus comme étant assez anglophiles, dont les uns ont épousé des Anglaises, et dont les autres ont des relations anglaises sous une forme quelconque.

HITLER. — Qu’est-ce que j’ai toujours dit !

NEURATH. — Ce que je peux personnellement dire à ce sujet, c’est que, pour autant que je le[103] connais, je ne lui ferais pas confiance une seconde.

HITLER. — Non.

NEURATH. — Je l’ai toujours considéré comme très rusé.

HITLER. — Rusé ? Pour la révolution fasciste, c’est Fouché, un espion totalement dépourvu de caractère. C’est effectivement un espion.

NEURATH. — C’est un espion-né, le type même de l’espion. En tout cas, je suis personnellement convaincu qu’il joue là-bas je ne sais quel jeu. Il m’a été également confirmé, du côté allemand, qu’il était frappant de le voir de plus en plus se servir du prince héritier et essayer de plus en plus, avec celui-ci, de créer peut-être une plate-forme quelconque qui, si l’offensive

anglaise se produisait sur la Sicile, la lui ferait paraître acceptable. Je ne puis pas juger ; cela échappe à ma connaissance, je ne sais pas, mais je crois que, dès maintenant, on peut signaler à l'attention qu'il est sûrement un partenaire dangereux.

HITLER. — Absolument mon avis !

NEURATH. — Or, il est le maître absolu en Sicile, ce n'est pas douteux. Il a su y arriver. Il se tient à Enna où il a son quartier général. Il fait marcher tout le monde à la baguette, j'en ai toujours eu confirmation, et quand on parle du général Roatta, on dit : « Rien ne se fait sans son accord, sa permission, etc. »

HITLER. — Avez-vous parlé de cela avec Kesselring[104] ?

NEURATH. — Je l'ai dit au général von Rintelen, mon Führer.

HITLER. — Il faut être prudent. Kesselring est fantastiquement optimiste, et il faut prendre garde à ce que, dans son optimisme, il ne méconnaisse pas, disons, l'heure où l'optimisme n'est plus à sa place et où la rigueur est nécessaire.

NEURATH. — Il est certain que la Luftwaffe est actuellement en Sicile dans une situation très difficile, car les attaques ennemies sont si puissantes que là-bas aussi, à mon avis, les pertes sur les terrains d'aviation doivent être élevées à proportion. Certaines formations ne peuvent plus guère effectuer de sorties.

WARLIMONT. — Hier, le rapport était inverse […] : attaques avec 27 appareils, 7 abattus, pas de pertes de notre côté.

HITLER. — D'abord, il existe trop peu de terrains.

KEITEL. — Les formations sont trop les unes sur les autres.

NEURATH. — Elles sont serrées. À Rome même, l'état d'esprit varie, mon Führer. C'est très fâcheux : la clique des ploutocrates, dont nous savons, nous aussi, ce qu'elle pense, ne pense naturellement que selon la ligne anglaise. Quant au peuple, il voit certainement, dans les mesures que le Duce applique avec une grande énergie, une répartition plus équiSs charges de la guerre ; mais, d'autre part, il me semble que ces mesures arrivent peut-être un peu tard pour un début. Le marché noir et la spéculation qui se sont établis et se sont répandus sont tellement entrés dans les habitudes qu'il est terriblement difficile de les supprimer par une action d'envergure. Cette action ne contribue certainement pas à le[105] faire aimer.

HITLER. — Comment veut-on supprimer ça dans un pays où les dirigeants de l'armée, ceux de l'État et le tout ensemble ne forment qu'un foyer de corruption ? Avez-vous été aussi en Italie du Nord ?

NEURATH. — Non, mon Führer. Je n'ai fait que la traverser.

HITLER. — Combien de temps êtes-vous resté à Rome ?

NEURATH. — J'y ai passé sept jours.

HITLER. — Sept jours. Quelle est l'attitude des gens envers les Allemands, à Rome ?

NEURATH. — Elle est telle que, d'abord, le soldat allemand a disparu du spectacle de la rue. Le soldat demeure en uniforme dans le bureau qui règle les départs pour le front et à la gare, pour précisément, en vertu de tous ces accords que je ne connais pas exactement dans le détail et qui ont conduit à évacuer de la ville les postes de commandement pour (enlever) à la ville un caractère militaire…

WARLIMONT. — Cela date de l'époque…

NEURATH. — Non, ce n'est pas nouveau. C'était, je crois, un désir exprimé par le Vatican. À part cela, l'aspect de Rome même continue comme avant à être…

HITLER. — Le même qu'en temps de paix ?

NEURATH. — Le même qu'en temps de paix, parfaitement. Aucun doute à cet égard. On s'étonnait toujours, quand on arrivait d'Afrique du Nord et qu'on voyait ce spectacle de la rue, qu'il soit tel que comme si rien ne s'était passé depuis deux ans. Mais on vous donne invariablement l'explication suivante : « Nous sommes un pays pauvre, nous n'avons pas de vêtements et pas de chaussures pour habiller les soldats. Aussi vaut-il mieux que nous les laissions se promener dans la rue. »

HITLER. — Si seulement ils nous les avaient donnés comme main-d'œuvre ! Alors, ils auraient pu travailler.

ROMMEL. — Cela ne fait pas l'affaire des ploutocrates, qui trouvent qu'ils se gâteraient chez nous.

NEURATH. — Naturellement, de l'avis des Italiens, ces gens seraient complètement gâtés par notre législation sociale très en avance.

HITLER. — Combien de travailleurs avons-nous donc actuellement en Allemagne ? Savez-vous ça, Hewel ?

HEWEL. — Nous en avions 230.000. Ce chiffre devait décroître lentement à partir de juin.

HITLER. — À partir de juin ?

HEWEL. — Je ne sais pas au juste. Je peux me renseigner.

HITLER. — Vous pourrez le préciser tout à l'heure.

KEITEL. — Téléphonez à Sauckel : lui vous le dira exactement.

HITLER. — Et le Roatta lui-même ? En tout cas, mon avis est très net : cette guerre a été systématiquement sabotée dans ce pays dès le début, par certains milieux. Dès le début ! Elle a d'abord été sabotée en 1939. Par ce sabotage, ces gens-là ont réussi alors à empêcher l'entrée en guerre de l'Italie. C'est-à-dire que l'Italie n'aurait nullement eu besoin d'entrer en guerre : en effet, si elle avait déclaré, à cette époque, qu'elle se solidarisait avec l'Allemagne, comme elle y était engagée en vertu des traités, la guerre n'aurait pas éclaté ; les Anglais ne l'auraient pas commencée, ni les Français non plus. Car, pour les Anglais, il s'est passé ceci : deux heures après qu'eut été prise la décision italienne — immédiatement transmise à Londres — de ne pas participer à la guerre, on s'est empressé, en Angleterre, de signer le pacte d'assistance avec la Pologne. Jusque-là, il n'avait pas été signé. Il l'a été deux heures après la fin de cet entretien. Nous l'avons vu par nous-mêmes, plus tard : tous les mémorandums que j'adressais au Duce passaient aussitôt en Angleterre. C'est pourquoi je n'ai plus écrit que des choses qu'il était absolument nécessaire que l'Angleterre connût. C'était le meilleur moyen de les communiquer immédiatement à Londres.

NEURATH. — Ce fait joue aujourd'hui encore un grand rôle dans les communications avec l'Angleterre. Avant-hier soir, pendant que j'étais dans le train, les commandants de sous-marins stationnés à la Spezzia ont déclaré qu'ils avaient reçu la preuve que le croiseur de bataille *(Vittorio Veneto)* entrait en communication tous les matins de 8 à 10 avec Malte, et il paraît que lorsqu'un officier des services de renseignements est venu pour enquêter, il a découvert la chose, et, quand les autorités italiennes s'en sont aperçues, elles auraient elles-mêmes arrêté cet officier comme suspect d'espionnage. La chose est absolument certaine.

HITLER. — Il n'y a personne de la marine ici ? Ce n'est d'ailleurs pas nécessaire. Il faut quand même que nous veillions, ici, à ce que nos sous-marins dans la mer Égée […].

KEITEL. — J'ai déjà préparé une note à ce sujet. Nous y ferons entrer tout cela. Il y a toujours des détails et des idées qui vous viennent et auxquels on

n’avait pas pensé.

HITLER. — Les navires et tout ce qui s’ensuit, et surtout les sous-marins ?

KEITEL. — Tous les navires auxiliaires sont déjà inscrits dans nos notes.

WARLIMONT. — Sur les côtes méridionales de la France…

HITLER. — Pour autant qu’ils se trouvent sur les côtes méridionales de la France, ils peuvent y rester, mais pas dans les ports italiens, à la Spezzia, etc. Günsche, mesurez un peu sur la carte combien il y a de l’Angleterre à Munich, et la distance à vol d’oiseau de la Corse à Munich. Ce Roatta est quand même un espion !

NEURATH. — C’est la même chose pour la division « Hermann Gœring ». Le point sombre, c’est de pouvoir la ramener de Sicile, si ces messieurs nous lâchent.

HITLER. — Il faut alors, comme déjà dit, réfléchir sur le point de savoir si l’on doit la faire revenir. Je suis d’avis que, le cas échéant, on ne la ramène pas.

KEITEL. — Mon impression, de prime abord, est qu’il faudrait la maintenir en Italie du Sud.

ROMMEL. — Elle ne reviendrait pas. Je ne crois pas, contrairement à ce qu’a dit le feld-maréchal Kesselring, qu’elle puisse franchir le détroit sous la pression de l’ennemi. Il pourra revenir des isolés, mais pas le matériel ni le gros de la troupe. Tout cela serait fichu.

KEITEL. — Oui, tout serait fichu. Aussi, ma proposition était-elle de ramener tout tranquillement des éléments de la « Hermann Gœring » en Italie du Sud, afin de garder en main la division en tant que telle, mais de ne plus rien envoyer *là-bas*[106] de cette division. Peut-on remettre *ce bac* en état ?

NEURATH. — Ce ne doit pas être bien difficile, monsieur le Maréchal.

HITLER. — Eh bien alors !

NEURATH. — On peut également opérer sans un bac de ce genre.

HITLER. — Le fait est que les bacs ne sont pas l’élément décisif. L’élément décisif, c’est la volonté.

NEURATH. — C’est le seul facteur déterminant.

HITLER. — Si la volonté existe, on trouvera un bac. Nous avons pourtant vu que, sur les 20 ou 30 bacs utilisés, tant chez les Italiens que chez nous, il y en avait chez nous 60 % en état de marche, et 10 % chez les Italiens. Ils

avaient toujours une avarie quelconque. Cela a dû probablement être la même chose pour les chars. J'ai constaté que les chars italiens, à chaque engagement, fondaient avec la rapidité de l'éclair : deux ou trois jours plus tard, il n'y en avait presque plus un seul ; ils étaient tous en réparation. C'est malgré tout une question de volonté.

SCHMUNDT. — Il y a 1.000 kilomètres de l'Angleterre à Munich et 750 de la Corse à Munich.

HITLER. — Un autre point — écrivez ça — est celui-ci : la dotation en munitions de la D. C. A. que nous avons *là-bas*[107] doit se faire uniquement de façon à pouvoir à tout moment être stoppée, et de façon aussi qu'il n'y ait pas trop de stocks. Juste le strict nécessaire !

WARLIMONT. — Très bien. La D. C. A. que nous avons remise aux Italiens ?

HITLER. — Toute la D. C. A.

ROMMEL. — Ne serait-il pas possible, mon Führer, que les Italiens fassent passer plus de troupes en Sicile et la tiennent à notre place ?

HITLER. — Tout est possible, naturellement. La seule question est de savoir s'ils veulent la tenir. S'ils voulaient réellement la défendre, tout serait alors possible. Ce qui m'emplit de préoccupation, ce n'est pas le fait de ne pas pouvoir — car, si on le veut vraiment sérieusement, on peut défendre la Sicile, ce n'est pas douteux, et nous pourrions alors aussi y faire passer immédiatement des troupes, — non, ce qui m'emplit de préoccupation, c'est que ces gens-là ne veulent pas, et nous constatons ce non-vouloir. Le Duce peut bien avoir la meilleure volonté du monde, mais elle est sabotée. J'ai lu le discours de Bastianini[108]. Ce discours sent naturellement le pourri, il n'y a pas de doute. Ce discours est — je ne sais pas si vous l'avez lu…

KEITEL. — Non, je ne l'ai pas lu ; j'ai simplement vu ce matin une brève note disant qu'il avait parlé.

HITLER. — Une dépêche est arrivée. Elle est chez moi, de l'autre côté. Le ton du discours est à peu près celui-ci : l'Italie et l'Allemagne défendent la justice, les autres l'injustice, et, pour les Italiens, toute capitulation sans conditions serait inacceptable — voilà approximativement le style, — et l'Italie se serre autour de son roi et défendra son armée et son roi. Au mot « roi », il y a eu au Sénat, de la part de certains, des applaudissements ostentatoires. Alors ?

GÜNSCHE. — Mon Führer, de la pointe nord de la Corse à Munich, il y a 600 kilomètres, et de la côte sud-est de l'Angleterre à Munich, 800.

*(Exposé de situation par l'ambassadeur Hewel.)*

HITLER. — « Le sous-secrétaire d'État Bastianini a indiqué en commençant que…

*(Lecture[109].)*

Naguère, on parlait de *mare nostrum*, « etc.

*(Continuation de la lecture.)*

… pour but ». Ils auraient dominé la Croatie à eux seuls, et je ne sais qui encore ? Le « but », ils l'auraient bien ; il ne leur manque que de pouvoir l'atteindre. « Comme premier objectif en Europe, l'Italie aurait…

*(Continuation de la lecture.)*

… à laquelle nous croyons. » Les commandements de Dieu ! « En Crimée… »

WARLIMONT. — C'est une rétrospective historique.

HITLER. — En 1856, avec combien d'hommes les Italiens ont-ils combattu en Crimée ?

LÖHR. — Il y avait une division italienne.

HITLER. — Mais ça n'a pas été vite. « Ce but…

*(Reprise de la lecture.)*

… de défendre. (Vifs applaudissements des sénateurs. Cris "Vive le roi" !) » Devant les mesures de terreur de nos ennemis…

*(Continuation de la lecture.)*

… Ah ! C'était un autre état d'esprit ! « Nous n'avons pas l'intention d'anéantir ni d'humilier la France…

*(Continuation de la lecture.)*

… mais aussi le règlement des problèmes en suspens avec ses vainqueurs. » Prononcer encore des paroles semblables ! Les Français disent qu'ils n'ont pas été vaincus par l'Italie.

*(Continuation et fin de la lecture.)*

Dans l'ensemble, un discours pourri, un discours très pourri et qui ne fait que me renforcer dans le sentiment qu'une crise est possible là-bas à tout instant, et dans le sens que nous venons d'évoquer. Löhr, c'est désormais en vous inspirant de ce point de vue que vous devrez songer aux objectifs et aux problèmes qui sont les vôtres, et de telle sorte…

KEITEL. — Les idées que vous avez discutées à fond avec lui hier, et aussi, le document écrit que j'ai eu l'occasion de vous montrer hier, mon Führer, tout cela a été débattu à fond. Il connaît les idées.

LÖHR. — Certes oui.

HITLER. — Et vous aussi ?

BREUER. — Parfaitement.

HITLER. — Il faut être aux aguets comme une araignée sur sa toile, et, Dieu merci, j'ai toujours du nez pour toutes choses, de sorte que, la plupart du temps, j'ai flairé tout ce qui pouvait survenir avant que ça se déclenche.

KEITEL. — Les collaborateurs du général Löhr se sont de nouveau rendus hier dans nos services d'état-major pour discuter encore une fois dans tous les détails les questions qui nous préoccupent en matière de ravitaillement. Ils ont été voir aujourd'hui le major-général au sujet du manque de munitions, de sorte que l'on est exactement au courant. J'ai examiné à fond tous les problèmes avec ces messieurs. Ensuite, nous rendrons compte de nouveau de tout ce qui a été fait. Il faut, bien entendu, maintenant, que nous mettions le temps à profit. L'ennuyeux, c'est que le général Löhr m'a dit hier encore que les travaux d'amélioration des voies ferrées étaient encore en cours, aussi bien pour la ligne allant à Salonique que pour la ligne Salonique-Athènes. Cela durera jusqu'à la mi-juin.

HITLER. — Et cela permettra de renforcer la circulation des trains ?

LÖHR. — De 15 […] vers Salonique ; de 12 à 18 de Salonique…

HITLER. — Ça, c'est moins dangereux.

KEITEL. — Pour le moment, cela[110] constitue même une gêne pour les trains de matériel de construction ferroviaire, les trains de rails, etc.

HITLER. — Quand même, il faut supporter cette gêne et arriver à tout prix à bout de ce travail.

KEITEL. — Par tous les moyens ! J'ai d'ailleurs demandé si l'on ne pourrait pas faire encore quelque chose au point de vue main-d'œuvre. Il manque encore des ouvriers qu'on peut faire venir. En outre, je voulais

retirer au général Löhr son détachement de Service du Travail, qui devrait en principe être affecté le 1er juillet au service armé. Mais comme il ne s'agit que d'une ou deux sections, j'aimerais les laisser jusqu'à ce que cette construction de voies soit terminée. Il faudra que je donne un coup de téléphone pour reporter éventuellement cette date d'incorporation et pour que tout soit fait afin que les voies puissent être exploitées le plus tôt possible, pour alors acheminer le plus gros tonnage qu'il se pourra.

HITLER. — Jusqu'à présent, toute aggravation de la situation pour nous s'est quand même finalement traduite par une amélioration.

KEITEL. — Moi non plus, je n'éprouve aucune crainte. Mais il faut néanmoins l'aider[111], particulièrement pour la Crète, Rhodes et le ravitaillement vers le sud.

HITLER. — Tenir les Balkans est pour nous réellement essentiel : cuivre, bauxite, chrome et surtout l'assurance qu'il ne se produira pas là-bas, dirais-je, une faillite énorme le jour où l'Italie nous jouerait son tour.

LÖHR. — La difficulté consiste seulement dans le temps qu'il faudra avant que la 17e division soit prête à intervenir. Elle n'est pas encore sur place, et, en outre […] pas prête non plus.

HITLER. — On pourra peut-être, en attendant, faire descendre la 1re.

LÖHR. — Pourvu seulement qu'il y ait un peu de chars !

HITLER. — La 1re sera mise en route de telle façon qu'elle…

KEITEL. — L'échelon de combat ! Nous avons réglé cela, cette fois, d'une manière absolument précise, sur le modèle que nous avons appliqué sur le front est. Après quoi, il n'y a plus qu'une chose à dire au général Löhr : c'est que, en ce qui concerne les différents ordres et dispositions dont il n'y a pas à rendre compte, il ne sera autorisé à mettre dans la confidence que ceux qui doivent obligatoirement y être mis. Personne n'a besoin de savoir.

HITLER. — Personne n'a besoin de connaître le pourquoi des choses ; mais toutes les dispositions que vous prendrez, vous ne les prendrez qu'en vous inspirant de ce que vous savez vous-même. Personne n'a besoin d'en savoir plus qu'il ne lui en faut savoir pour sa tâche. Cela signifie que si quelqu'un cherche à savoir quelque chose au sujet de l'occupation, cela ne le regarde pas. Toute mesure doit être mûrement examinée du point de vue suivant : l'idée motrice doit toujours être qu'il nous faut être prudents, afin que s'il

venait à se produire un effondrement auquel nous devons nous attendre, nous puissions intervenir et apporter notre aide. Ce doit être là le grand leitmotiv, n'est-il pas vrai ?

LÖHR. — Assurément.

HITLER. — Bien entendu, les événements peuvent tourner de façon toute différente. Avez-vous encore autre chose ?

KEITEL. — Le Duce a été reçu ce matin par le roi et a remis Rintelen à plus tard.

HITLER. — Pour quelle heure Rintelen est-il convoqué[112] ?

WARLIMONT. — Il se proposait de rendre compte immédiatement, mon Führer, de l'heure où il serait reçu. Je lui ai parlé pour la dernière fois à onze heure un quart.

HITLER. — Quelle heure est-il à présent[113] ?

WARLIMONT. — Deux heures.

HITLER. — Quand va venir Zeitzler ?

KEITEL. — Le général Zeitzler sera là à trois heures et demie.

*(Exposé de situation par l'ambassadeur Hewel.)*

HEWEL. — Ce n'étaient que des idées à moi.

HITLER. — Ces deux mondes ne sont pas nouveaux. Ils ont toujours existé, déjà en l'an […] son offensive en Abyssinie. Si, à l'époque[114] j'étais entré en campagne contre l'Italie, elle se serait effondrée aussitôt. Je l'ai avertie alors de ne pas […]. Je lui ai dit à ce moment-là : « Cela, je ne l'oublierai jamais. » Et nous ne l'oublierons pas. Quand j'ai été reçu à Rome[115], je me le rappelle, j'ai tellement bien senti que ces deux mondes laissaient paraître une opposition trop brutale : d'un côté, sans doute possible, la chaleur de la réception fasciste, etc., et, de l'autre, l'atmosphère de froideur absolument glaciale des militaires et des milieux de cour, gens qui, de toute façon, sont des êtres insignifiants en soi, ou des lâches. Tous ceux qui ont plus de 250.000 marks de fortune sont en général à mes yeux des lâches, parce qu'ils veulent en vivre pour pouvoir trôner sur leurs 250.000 marks. Ils perdent tout courage. Si quelqu'un possède un ou deux millions, on peut être tranquille : ces gens-là ne feront ni une révolution, ni quoi que ce soit d'autre. C'est pourquoi ils sont contre toute guerre, bien qu'ils voient leurs peuples mourir de faim ; ça leur est égal. Ce sont des raffinés. Si tout était

équitablement réparti dans un pays comme celui-là, si chacun, à tout le moins, touchait ce à quoi ses cartes de ravitaillement lui donnent droit, les gens ressentiraient dans une certaine mesure, même en Angleterre, la possibilité d'une expansion impériale. Mais, comme ça, ce n'est pas possible. Ces gens-là vivent en continuelle bombance. Ils ne manquent de rien ; ils ont tout ; et il n'y a que les pauvres diables qui ont la vie dure. J'ai bien vu à Rome quelle est la situation du fascisme. Il n'a pas réussi à s'imposer contre les gens de cour. Une réception comme celle-là à la Cour — de toute manière, je me garderais d'en parler — est un spectacle écœurant d'après nos conceptions. Cela se sent même chez le Duce, et pourquoi ? Parce que tout ce monde de cour est de la partie. Le Ciano est comme ça, lui aussi. Je devais conduire la comtesse Edda Ciano à table. Soudain arrive en bombe le Philippe[116] avec sa Mafalda, et tout le programme est bouleversé d'un seul coup. Grande agitation. Il m'a donc fallu offrir le bras à la Mafalda. En quoi m'intéresse la Mafalda ? À mes yeux, la Mafalda est l'épouse d'un préfet allemand, un point, c'est tout. De plus, ses qualités intellectuelles ne sont pas tellement brillantes qu'il me soit possible de la trouver capable d'enchanter quelqu'un — je laisse complètement de côté la beauté physique pour ne parler que de l'intelligence. On a vu alors les choses telles qu'elles sont partout : totalement imprégnées et minées en profondeur par cette clique du Quirinal ; et comme, de plus, il y avait également là tous les fascistes et la garde du corps, on voyait très nettement la ligne de démarcation. Les fonctionnaires de la Cour les traitaient de […]. Pour moi, le point sur lequel je m'interroge est avant tout : quel est l'état de santé du Duce lui-même ? C'est le facteur essentiel chez un homme qui a de si graves décisions à prendre. Et *secundo :* comment juge-t-il les chances de l'Italie, disons au cas où la révolution fasciste ou la maison royale viendrait à rendre le dernier soupir ? Ce sont les deux problèmes. Car ou bien la maison royale assure la relève de la révolution fasciste, — et comment alors juge-t-il les chances de son pays ? — ou bien comment juge-t-il ces chances si la maison royale prend le pouvoir à elle seule ? C'est difficile à dire. A. Klessheim, au cours du repas, lors de notre rencontre, il m'a dit brusquement : « Voyez-vous, Führer, je n'ai pas de successeur au sein de la révolution fasciste ; comme chef d'État, j'ai un successeur, on le découvrira

bien, mais il n'y a pas de successeur pour la révolution. » C'est une chose fort tragique, naturellement. Il commençait déjà à se lamenter en 1941, quand nous nous rendions au second G. Q. G. *d'en bas*, dans ce viaduc de chemin de fer ; la campagne de Russie était déjà commencée.

KEITEL. — Oui, tout en bas de la Galicie, où il y avait ce long tunnel.

HITLER. — Nous parlions — c'était la nuit — des commissaires russes du peuple, et je disais qu'il ne pouvait pas y avoir deux pouvoirs, etc. Alors, il est devenu tout songeur, et ensuite, prenant mon repas avec lui dans le train, il a déclaré soudain : « C'est vrai, Führer, ce que vous dites : il ne doit pas exister deux pouvoirs à l'intérieur d'une armée ; mais que croyez-vous, Führer, qu'il faille faire quand on a des officiers qui ne sont pas d'accord sur la forme de l'État et la notion de l'État ? Ils disent que leur réserve vient du fait qu'ils sont officiers ; et au moment où on leur parle notion de l'État ou raison d'État, ils répondent : « Nous sommes monarchistes. Nous sommes aux ordres du roi. » Et voilà la différence. Tel était le problème dès 1941. Et il se posait encore plus nettement en 1940, le 28 octobre, au moment où je […] revenais — c'était en 1940 — et il a dit tout à coup : « Voyez-vous, j'ai confiance dans le soldat, mais je n'ai pas confiance en mes généraux ; je ne peux pas avoir confiance. » Voilà ce que m'a dit cet homme le jour où se déclenchait son offensive contre la Grèce ou l'Albanie. On peut, bien entendu, se dire que si le Duce avait présentement quinze ans de moins, tout cela ne poserait vraisemblablement pas de problème ; à soixante ans, c'est déjà plus difficile, et la question est de savoir comment il se sent physiquement. Mais, à mes yeux, ces deux mondes ont toujours existé. L'un d'eux n'a pas été supprimé, et il a continué sans arrêt à tisser ses fils. Je le vois bien chez tous ceux des nôtres qui sont en Italie. Ce soir, il est probable que… comment s'appelle-t-il ?

KEITEL. — Djurisitch[117].

HITLER. — Il sera probablement ce soir chez le roi, et peut-être découvrira-t-on que ce capitaine de brigands est apparenté à la maison royale. Eh oui, dans la vie bourgeoise, il serait naturellement très difficile de marier une fille lorsque le papa est voleur de moutons et a été en prison je ne sais combien de fois ; mais, dans la vie de cour, ce n'est pas une honte, mais un grand honneur : dans ce cas-là, les princes se disputent les princesses. Quand même, en réalité, le brave Nikita[118] n'était qu'un

vagabond échappé d'Autriche, qui n'a fait que commettre escroquerie sur escroquerie et jouer constamment de l'Italie et de l'Autriche l'une contre l'autre. C'est ce type-là qui a été jusqu'à se servir de l'Union postale universelle pour se livrer à ses escroqueries et qui a spolié l'État autrichien de 1.750.000 couronnes, que l'empereur a dû payer sur sa cassette personnelle. Grand scandale ! Mais, chez les « gens bien », cela n'a pas d'importance.

KEITEL. — J'ai encore une question, mon Führer : Szombathely[119] m'a de nouveau télégraphié pour avoir 250 mitraillettes pour chacune de ses brigades de protection. Je pense que nous devrions les lui donner.

HITLER. — Immédiatement !

KEITEL. — L'état-major général en avait d'abord demandé 100 par mois. Mais cela ne rime à rien. J'ai dit qu'il lui en fallait pour trois mois, et en quantité égale pour les deux divisions. Je vous prie de bien vouloir accorder encore cela.

HITLER. — Oui.

KEITEL. — Mon Führer, nous avons en outre à examiner les idées — elles ne sont pas encore mûres — relatives à l'instruction générale qui devrait éventuellement servir de base à l'entrée en ligne de l'armée Rommel, et puis aussi ce que je vous ai montré hier soir, l'affaire Löhr. Löhr connaît les idées directrices, il est au courant, mais il ne doit avoir aucun papier entre les mains.

HITLER. — Il faut, cette fois, être incroyablement prudents en ce qui concerne les papiers.

KEITEL. — Je sais que c'est votre désir. De nouveaux problèmes viennent chaque jour se greffer là-dessus, par exemple celui des sous-marins.

*(Exposé de situation)*

C'est une introduction générale, qui ne dit rien et qui est aussi insignifiante que possible. Mais l'essentiel, ensuite, ce seront les méthodes de commandement, les effectifs, les mille choses à pourvoir, auxquelles il faut penser et auxquelles viennent s'ajouter chaque jour tout ce qu'on peut imaginer, comme aujourd'hui encore cette question des sous-marins, la question de l'artillerie de D. C. A., etc. Cette instruction, nous voudrions précisément l'enrichir encore de quelques idées. Rommel l'a déjà lue. Il la connaît dans ses grandes lignes.

ROMMEL. — Oui, elle m’a été présentée.

KEITEL. — Il voudrait y ajouter encore certaines choses. Tout cela, justement, c’est du travail intellectuel. Et puis les ordres qui déclenchent l’action, l’acheminement des renforts et tâches analogues. Mais il faut un jour que nous traitions les questions une par une. Il faut que quelqu’un aille voir le commandant en chef sur le front ouest et s’entretienne avec lui de la façon dont il pourrait éventuellement amener des forces à l’ouest, se charger de ce secteur, celui de la côte française de la Méditerranée occupé par les Italiens. Les divers points se présentent à l’esprit petit à petit ; mais tout cela ne vous vient bien que lorsqu’on le couche sur le papier. C’est pourquoi nous l’avons mis par écrit.

HITLER. — Mais vous, Rommel, vous estimez aussi qu’il vaut mieux actuellement ne pas nous défaire des deux divisions de parachutistes ?

ROMMEL. — Absolument !

HITLER. — Alors, vous pourrez disposer de ces deux divisions pour participer à vos propres opérations.

KEITEL. — On pourrait les mettre en Italie du Nord.

ROMMEL. — J’ai grand-peur, mon Führer, que les Italiens ne nous lâchent brusquement et qu’ils ne ferment la frontière, en particulier le Brenner, car ces gars-là y ont travaillé pendant des années, et Gambara aussi bien que Navarini ont parfois laissé tomber quelques paroles signifiant que, le cas échéant, ils nous tourneraient le dos et se mettraient contre nous. Je ne me fie pas à ces frères-là et je me demande dans quelle mesure ils ne disent pas effectivement aux Anglais, en quelque sorte en guise de cadeau, que s’ils tournent casaque, ils fermeront la frontière et ne laisseront ni entrer ni sortir aucun Allemand. C’est pourquoi il est bon que ces divisions, pour le moment, soient dehors.

HITLER. — Je pourrai voir ça à tête reposée.

KEITEL. — Oui. Au reste, ce[120] n’est pas encore assez mis en forme pour qu’on ne lui donne pas un dernier coup de fion. Mais nous aimerions bien que l’on en retienne peu à peu les idées. Il faut les mettre par écrit ; sinon, il y a des choses qui se perdent. Faudrait-il rédiger l’introduction d’une façon quelque peu différente, si vous avez des désirs à exprimer ? Mais l’ensemble des idées…

HITLER. — Je lirai ça en détail à tête reposée.

WARLIMONT. — Ce qui concerne le secteur sud-est se trouve à la fin.

KEITEL. — Ce serait la base du travail qu'a à accomplir Rommel.

WARLIMONT. — Si vous avez en outre besoin des cartes…

HITLER. — Non, je n'en ai pas besoin.

WARLIMONT. — Ce sont d'excellentes cartes. Je pourrais peut-être vous les faire parvenir par la suite, mon Führer ?

HITLER. — Ce serait peut-être fort bon.

*(Fin du rapport : 15 h 30.)*

*Le rapport qui suit a lieu deux mois et demi plus tard, le 25 juillet 1943, alors que les Alliés ont débarqué en Sicile. D'autres débarquements sont attendus en Sardaigne ou en Corse. Le territoire allemand, pour sa part, n'est pas épargné avec le bombardement massif sur Hambourg.*

## Italie

HITLER. — J'ai reçu cela tout à l'heure. Un agent sûr écrit de Rome : « J'ai eu l'occasion de voir le rapport d'un officier italien sur lequel on peut faire fond, et qui a fait une tournée d'inspection le long de la côte calabraise… »

*(Suite de la lecture.)*

« Il y a là-bas, sous le commandement du duc de Bergame — il faut absolument que ce soit un duc ! — 50.000 hommes. » Un duc de Pistoia ou de Bergame, mais il faut un duc ! Quand on connaît ces ducs-là, ce sont de telles andouilles qu'on peut vraiment dire d'eux que c'est un petit bout de chair à saucisse enrobé dans un titre ducal. « Les ouvrages défensifs sont considérés comme inférieurs à des exigences même modestes ; ceux qui existent sont connus, visiblement connus même de l'ennemi […] emplacements de mitrailleuses mal construits […] sont sujets à critique. » Et maintenant, écoutez bien : « En ce qui concerne la défense mobile, elle est sujette à critique en ce que les troupes sont placées trop près de la côte, car le facteur décisif n'est pas que l'ennemi débarque, mais qu'on l'empêche de se maintenir. » Voyez-vous, le duc de Bergame, je l'aurais […]. « Au sujet de l'armement, il est indiqué qu'il est insuffisant pour une défense réellement acharnée, surtout, les armes à tir rapide manquent, il n'y a pas de protection contre les attaques aériennes […] jusqu'à 40 % des effectifs. » À propos, avons-nous là-bas des médicaments fébrifuges ?

KEITEL. — Il faut que je vérifie.

HITLER. — Immédiatement ! « Les médicaments de la Montecatini[121] contre la malaria ont donné de très mauvais résultats. » Je le crois sans peine : une entreprise fondée sur le profit ! « L'inspecteur constate chez les troupes l'absence d'un véritable esprit combatif. « Les soldats, dit-il, n'ont aucune notion du danger couru par le pays et se préoccupent avant tout de leurs femmes et de leurs enfants, étant donné aussi l'abaissement du […]. » Le corps des officiers est corrompu, du moins les officiers d'un certain âge ; les plus jeunes sont sceptiques. Ils ne se sont d'ailleurs fait désigner que pour […] un certain temps du service sur le front […] acquérir des titres à des postes politiques […] que l'ennemi ne fera pas de débarquement en cet endroit, étant donné le terrain et le danger de malaria. » Sans doute est-ce là ce qu'on appelle des « points de vue d'ordre militaire » ! Mais, au fait, ne devrait-on pas réellement faire courir discrètement le bruit que le plus gros déchet d'effectifs est dû à la malaria ? Ne faudrait-il pas faire ça ? Qui sait ? Par personnes interposées, grâce à des bavards sûrs. Ces gens-là ne fréquentent pas uniquement chez Dircksen[122] ; peut-être nous en procurerait-il un ? Il est probable que le bruit se répandrait avec une rapidité surprenante.

JODL. — Il n'y a qu'à en parler aux attachés militaires, cela suffit.

HITLER. — En glissant dans la conversation, comme ça : « Les blessures ne jouent aucun rôle ; ces effroyables vides sont provoqués par la malaria. »

ZEITZLER. — Changer le nom d'un hôpital en « Hôpital de malaria », avec de grands écriteaux.

HITLER. — D'une façon générale, raconter — l'ennemi croit volontiers ces choses-là, — que ce qu'il y a d'effroyable, c'est la malaria, qui exerce des effets dévastateurs.

JUNGE. — Mais ce peut être aussi un encouragement, car les Anglais connaissent le moyen de venir à bout de la malaria.

WARLIMONT. — Mais pas les Américains.

JUNGE. — Ils diront : « Les Allemands sont tous à l'hôpital. » Or, ils n'ont pas peur des Italiens, sachant qu'ils en viendront à bout.

HITLER. — Tandis que les Allemands sont immobilisés.

JUNGE. — Toute l'histoire coloniale des Anglais n'est qu'une lutte contre la malaria.

HITLER. — Raison de plus pour que l'« espoir » du duc de Bergame…

HEWEL. — Je crois qu'ils feraient procéder à des vérifications. Ce 'est pas un secret, en somme !

HITLER. — Qu'est-ce que ça signifie, « secret » ? Nous avons, nous aussi, certaines choses qui sont des secrets, et nous n'arrivons pas, — nous n'arrivons pas à en tirer parti comme il faut.

JODL. — Il a d'ailleurs épousé une princesse bavaroise, le duc de Bergame.

HITLER. — C'est encore plus grave. Tout ce que je peux dire, c'est qu'il ne manquait plus que ça ! Si ce n'était pas si triste, on serait tenté d'en rire.

JODL. — Nous avons reçu d'autre part du Haut-Commandement sur le front ouest, *via* Heggenrainer[123], un rapport sur quelques amiraux italiens. L'amiral Leonardi, commandant le port de guerre d'Augusta, en Sicile, a fait sauter ses batteries sans qu'elles aient tiré un seul coup […]. On se proposait de le faire passer en conseil de guerre pour trahison. Il était auparavant chef d'état-major de l'amiral […] et, à cette époque déjà, avait été relevé de son poste comme […] par l'autorité italienne dont il dépendait […] été l'objet de vives critiques allemandes et italiennes pour son manque de sens des responsabilités, sa tendance excessive à prendre peur et son absence d'initiative. En dépit d'assurances contraires, peu germanophile ; personnalité sans envergure ni sincérité, qui considère actuellement comme sa tâche essentielle d'évacuer au plus vite le matériel italien à Toulon. Après quoi ce rapport signale, en ce qui concerne les effets de la demande de fermeture des communications vers *ici :* « Le transport projeté de la division "Pusteria" — la 5e, qui se trouve derrière la 4e armée en France, à l'est de Lyon — pourrait être empêché par la 4e armée. L'armée se trouve obligée, en échange, de se défaire d'autres contingents prélevés sur le secteur ligurien, en particulier sur la division de montagne "Alpina". En cas de nouvelle aggravation de la situation en Sicile, il faudrait compter sur de nouvelles demandes du […] à la 4e armée. » Voilà ce que transmet Heggenrainer. Ce qu'on désire, naturellement, c'est que, de notre propre mouvement […] mais ils ont encore assez de troupes alpines en dehors de la 4e armée.

HITLER. — On m'a de nouveau dit hier quelque chose d'intéressant. En parlant avec le prince Philippe, je suis revenu sur cette affaire. Il m'a

demandé si je pensais qu'une condamnation à mort serait prononcée. Je dis : « Comment ça ? — Oui, réplique-t-il, j'ai été voir le roi ; il était précisément saisi de deux cas ayant trait à des officiers condamnés à mort par le conseil de guerre », mais il espère et croit que l'on a maintenant découvert des circonstances atténuantes qui permettront de ne pas exécuter la sentence. Il va de soi qu'on ne peut pas procéder de cette manière. Ce n'est pas ainsi, naturellement, qu'on peut reprendre en main une troupe désorganisée. Par conséquent, si le roi ne renonce pas à leur prêter secours, on n'aboutira à rien.

*(Le général Zeitzler prend congé.)*

JODL. — Le chef d'état-major du commandant en chef sur le théâtre d'opérations sud s'est rendu hier en Sardaigne. Un rapport détaillé va venir par téléscripteur. Ce 13e corps Basso a été transformé, entre-temps, en un commandement d'armée. Basso, qui est à sa tête, est très âgé. Le général commandant la 90e division d'infanterie motorisée, qui est bonne et qui est actuellement sur place, se montre jusqu'à présent optimiste sur l'attitude des Italiens. On lui a expressément dit, de même qu'au général Westphal : « C'est toujours comme ça ; avant que le feu soit ouvert, les hommes présentent un aspect trompeur ; mais ensuite, cela change. » En outre, ce que nous ignorions, la division Nembo — les parachutistes — est effectivement groupée avec la 90e division d'infanterie motorisée, et elle fait, paraît-il, très bonne impression. Ils se trouvent également là, si bien qu'on peut dire que ce secteur — où il y a encore *ce* détachement italien de chars, mais qui n'est propre qu'au combat contre les parachutistes, et c'est tout — est relativement bien tenu. Il[124] a ensuite survolé à très basse altitude à bord d'un *Fieseler-Storch*[125] la côte est et a jusqu'à présent signalé qu'à la première apparition d'un avion tous les Italiens prendraient la fuite. Ensuite, se livrant à une observation plus approfondie, il n'a pas vu de troupes en fuite, sans doute parce qu'il n'y en avait pas. La côte est, étant donné la difficulté d'aborder, bien qu'il y ait peut-être des points de débarquement possibles, paraît fort peu garnie : je crois qu'elle est tenue par la 90e division d'infanterie motorisée. Il faut que ce soit nous qui fassions tout ; les Italiens semblent ne rien faire du tout. On peut d'ailleurs faire

sauter ces routes très facilement et d'une façon radicale ; les équipes de sapeurs chargées de préparer la mise à feu sont partout sur place, de sorte qu'il est possible, *là* tout au moins, de contenir l'ennemi immédiatement. Ce qui est le plus dangereux, c'est le secteur nord, et *là*, ils sont assez préoccupés, car il est possible qu'ils[126] disent : « Il n'y a sur ce point que des divisions de gardes-côtes. » En fait, il y a un peu plus que cela, mais, dans cette partie, à part la D.C.A., et les divisions de gardes-côtes, il n'y a rien, et d'ici à ce que la 90e arrive, il se passera un temps infini. C'est pourquoi, étant donné que le général Basso a dit qu'il pourrait mettre à la disposition d'une troupe allemande un régiment et cent cinquante camions prélevés sur *ce secteur-ci*, ils proposent de faire passer *là* la brigade de choc, afin que les forces allemandes soient au moins groupées, qu'on soit en sécurité de toutes parts et qu'on n'ait pas partout des forces allemandes insuffisantes.

HITLER. — Mais si *ce point-ci* est perdu, *ce point-là* le sera également ; le problème a naturellement deux faces : si la brigade de choc était *là-bas*[127], elle aiderait vraisemblablement à rendre le secteur plus sûr.

KEITEL. — Dans ce cas, l'ennemi attaquerait non point la Sardaigne, mais la Corse.

JODL. — Le passage de l'une à l'autre n'est pas difficile ; la distance est courte.

HITLER. — Quelle est l'importance de la brigade de choc ? Je vous dirai que j'aimerais mieux avoir ici tous les contingents allemands et tenir *celle île*[128] entièrement entre nos mains. D'une part, elle est peuplée de Français, qui sont plus corrects que les Italiens et sont des adversaires dignes de ce nom, et ensuite on serait un peu plus près de l'île d'Elbe. De l'île d'Elbe, on peut quand même bien traverser.

JODL. — Ce serait bien entendu suffisant, mais alors ce qu'il y a à faire ici ne sera de son côté pas terminé ; c'est trop, quatre bataillons de forteresse et toutes ces divisions blindées.

HITLER. — Mais si cette position-là est perdue ! C'est là que débarqueront des Français, et les Italiens, mon Dieu !… Mais cette unité de parachutistes est *là ?* Elle n'a pas été transportée ?

JODL. — Non, elle n'a pas été transportée.

HITLER. — Et l'on dit qu'elle est bonne ?

JODL. — On dit qu'elle l'est et qu'elle fait très bonne impression. Ainsi donc, comme il a été dit, le trou se trouve *là-haut :* il manque *là* un régiment allemand. D'autre part, la position *ici*[129] est naturellement bien meilleure qu'en Sicile. Elle est en fait meilleure qu'en Sicile du fait que les Italiens ont avec eux les bataillons allemands pour défendre la côte.

HITLER. — Quel est l'armement de ces bataillons ? Ont-ils des canons antichars ?

BUHLE. — Pour l'instant, un lourd et deux moyens. Il y en a deux autres en route, et il arrivera encore dans le courant de ce mois les […] canons antichars par unité.

WARLIMONT. — *Ici*, c'est le bataillon SS, le vieux bataillon du Reichsführer. *Là*, c'est le bataillon d'infanterie qui lui a été adjoint, et qui se trouve encore *par là* en cours de transfèrement. Et *là*, ce sont les canons d'assaut et les batteries de D. C. A. avec tout ce qu'elles comportent.

*(Exposé de situation)*

HITLER. — Quand arriveront les autres canons d'assaut ?

BUHLE. — Il y en a déjà vingt qui sont *là-bas*, soit deux compagnies, et la troisième qui sera prête ces jours-ci. Les autres sont déjà *là-bas*.

WARLIMONT. — Ce sont les premières.

BUHLE. — La seconde avec son état-major.

WARLIMONT. — C'est autant de plus pour la Sardaigne !

HITLER. — Au total, vingt canons d'assaut ont déjà été amenés ?

WARLIMONT. — Oui. C'est la première batterie.

HITLER. — Et *là*, il y a deux batteries ?

BUHLE. — C'est une formation de chasseurs antichars.

HITLER. — Quel armement ont-ils ?

BUHLE. — Des 105.

WARLIMONT. — Mortiers légers motorisés.

BUHLE. — Une légère et une lourde.

HITLER. — Est-ce que ce sont des 88 ?

BUHLE. — Des 88. Deux batteries lourdes, une de 37, une de 20 et trois compagnies de chasseurs antichars équipées de 75, sur lesquelles deux sont déjà *là-bas*, la troisième étant attendue.

HITLER. — C'est là, naturellement, une petite troupe très courageuse. Je suis convaincu que ces quelques milliers d'hommes… — combien sont-ils,

au fait ?

WARLIMONT. — Ils étaient 2.500 à l'époque.

JODL. — Le danger subsiste. Naturellement, si l'ennemi débarque *en ce point*, nos liaisons ne pourront passer que *par ici*, le long de la côte, en traversant *comme ça*. Mais, d'autre part, je pense qu'à présent, lorsque l'adversaire s'en sera rendu compte…

HITLER. — Il faudrait justement, *là* et *là*, étayer très fortement les deux affaires, également par de la D. C. A., pour que *cette* liaison-*là*, au moins, soit assurée. Cela représente quoi ? Douze kilomètres[130] ?

JODL. — Ça doit faire douze kilomètres.

HITLER. — S'il y avait de chaque côté des batteries de D. C. A., on pourrait étayer *ce* passage de façon relativement assez forte.

KEITEL. — Il y a apparemment *là aussi*, entre les deux, des fortifications italiennes qui demeurent sur de toutes petites îles.

HITLER. — Que l'on y mette au moins de la D. C. A. Je veux dire : *sur ce point-ci*.

JODL. — Et puis, il y a *ici* au moins encore une division. *Là*, il y a un bataillon de forteresse de chez nous, mais là, il n'y a qu'une division de gardes-côtes.

HITLER. — C'est-à-dire rien. Il faudrait voir ce qu'on peut faire. Ne pourrait-on avoir une photo aérienne ? Il paraît cependant qu'il y a *là* un chef capable ?

WARLIMONT. — Magli[131].

JUNGE. — C'est là qu'ils ont pris la fuite quand un sous-marin a tiré sur une pinasse à Porto-Vecchio.

HITLER. — Le fait est-il avéré ?

JUNGE. — C'est le commandant en chef sur le théâtre sud qui le signale.

JODL. — C'est toujours la même histoire : quand le canon tire, chacun file d'une manière ou d'une autre pour se mettre à couvert. Dès que ça commence, on file dans les abris. Il faut être très prudent sur ce chapitre. Quand le canon tire et qu'un bonhomme n'est pas dans son trou, chacun commence par se défiler.

[…]

## Situation aérienne

CHRISTIAN. — La nuit dernière, l'ennemi a commencé à utiliser le procédé que nous avions constamment redouté. Il a lancé des centaines de milliers de feuilles de papier d'étain, ce qui a brouillé tous les appareils de détection à part « Freya », de sorte aussi que les chasseurs de nuit n'ont inscrit que relativement peu de succès à leur actif : 10 appareils abattus et 3 autres par la D. C. A. Hambourg même était protégé par 54 batteries lourdes, 26 3/5 légères, 22 batteries de projecteurs, 6 batteries 1/2 de barrage aérien, 3 batteries de brouillard artificiel, au total une très forte défense. Il avait été signalé par la région aérienne que des pièces lourdes avaient été retirées. C'est en effet le cas. Deux détachements de D. C. A. sur plates-formes de chemin de fer ont été retirées pour être dirigées sur la Ruhr, d'où elles reviennent aujourd'hui. C'est prévu, mais pas encore exécuté. En outre, retrait de 8 à 10 batteries lourdes pour l'Italie.

HITLER. — C'est impossible ! En ce qui concerne Hambourg, on m'a dit que ces batteries avaient été retirées du centre, sur *ce point-ci*, mais pas de Hambourg. Combien de coups ont été tirés ? Quelle consommation de munitions ?

CHRISTIAN. — Les chiffres ne sont pas encore arrivés, mon Führer. L'attaque elle-même a duré environ une heure et demie, ce qui permet de calculer que l'ennemi n'est resté qu'à peine une heure au-dessus de l'objectif. Étant donné cette énorme concentration de D. C. A., on peut penser qu'il a été tiré en une heure une quantité considérable de munitions. Quant aux dommages, plusieurs édifices publics…

HITLER. — Inutile de me raconter ça : j'ai déjà les photographies. Mais voyons : ces lâchers de papier d'étain peuvent donc protéger les aviateurs ?

CHRISTIAN. — Les appareils de détection du type « Würzburg » ont été brouillés ; or, une partie des chasseurs de nuit sont encore guidés par les appareils « Würzburg ». C'est la chasse de nuit guidée qui amène l'avion au contact de l'ennemi. Or, les appareils « Würzburg » indiquent des tas d'objectifs différents, si bien qu'on ne sait plus où il faut diriger l'action. Les appareils « Freya » ne donnent pas ces indications-là. Ils n'enregistrent pas ça.

HITLER. — Et les Anglais, quel matériel ont-ils à cet égard ? Est-ce que leurs appareils enregistrent ça, oui ou non ?

CHRISTIAN. — Je ne peux pas dire, mon Führer ; mais on pense que oui.

HITLER. — Ils doivent quand même l'enregistrer, eux aussi ? Vérifiez ça.

CHRISTIAN. — Très bien. Quant aux appareils Y[132], qui interviennent de plus en plus dans la chasse de nuit, ils n'enregistrent pas non plus ces lamelles de papier d'étain. La solution, en soi, on l'a ; ça y est ; mais, naturellement, pour l'application aux appareils, ça va moins vite. À mon idée, si, au cours des nuits précédentes, il n'y a pas eu de raids ennemis, c'est parce qu'une pareille attaque par 400 ou 500 avions sur l'objectif en l'espace d'une heure ne pouvait pas être menée, à cause de la mauvaise visibilité et des circonstances atmosphériques au-dessus de l'Angleterre. Cela fait partie, mon Führer, de ce que le colonel Peltz vous a exposé un jour…

HITLER. — C'est évident !

CHRISTIAN. — Nous avons mis en ligne 51 avions pour miner l'embouchure de la Humber ; 47 ont exécuté la mission. Si ces 47 avions avaient été envoyés sur les ports anglais, nous n'aurions pas eu, à mon avis, 500 avions sur Hambourg. Mais je ne sais pas si nos avions sont tous, ou seulement une partie d'entre eux, en état de le faire.

HITLER. — Quand aura lieu cette nouvelle opération de largage de mines ?

JUNGE. — Avec votre autorisation, fin août, afin de pouvoir profiter de la période favorable de la lune.

CHRISTIAN. — Les chasseurs de nuit ne constituent pas dans le cas présent un si grand danger pour les avions quand on pénètre dans les formations ennemies, parce que c'est alors un tel méli-mélo dans les airs que les propres chasseurs de nuit de l'adversaire ont en quelque sorte interdit notre propre chasse de nuit, de sorte que leurs appareils à eux sont les seuls…

HITLER. — Dans ces conditions, je pense vraiment qu'il vaudrait mieux aller attaquer des villes en Angleterre. Dans la situation actuelle, vous ne pouvez pas dire au peuple allemand : « Nous avons miné *ce point-là* ; 50 avions y ont largué des mines. » Cela ne produit aucun effet.

CHRISTIAN. — De plus, on garde la chose secrète pour des raisons militaires : il ne faut pas que l'ennemi sache que des mines ont été posées.

HITLER. — Je suis réellement perplexe : quand nous allons opérer avec ces mines d'un nouveau modèle, je n'en espère pas tous les résultats qu'on s'en promet, étant donné que l'adversaire procédera de toute manière au déminage.

CHRISTIAN. — Rien qu'avec les chasseurs et la D. C. A., on voit bien qu'on ne peut pas infliger à l'ennemi des pertes suffisantes. Sur 400 à 500 avions, il en a jusqu'à présent perdu 13. Mettons qu'il en perde le double durant le trajet de retour, cela ne représente pas encore un pourcentage suffisant pour que ses raids le saignent au point de l'amener à y mettre fin.

HITLER. — Ç'a été d'ailleurs le leitmotiv de tout ce qui s'est dit au rapport d'un de ces jours derniers, quand j'ai fait remarquer qu'on ne pouvait briser la terreur que par la terreur. Il faut arriver à contre-attaquer ; tout le reste est sottise. Toutes ces histoires de pose de mines n'ont à mes yeux aucune valeur, ça n'impressionne pas les populations, et, surtout, ça n'impressionne pas non plus les populations d'en face. Chez nous, cela ne produit pas d'effet non plus. Croyez-vous donc que le peuple allemand soit impressionné psychologiquement, si l'adversaire éprouve des pertes du fait des mines ? Cela ne touche absolument pas le peuple allemand. Vous ne pouvez pas dire non plus à présent : « Oui, mais si un navire est coulé corps et bien ? » C'est à de tout autres pertes que nous avons affaire : quand à Hambourg, en une nuit, il faut dégager 100.000 personnes ensevelies, quand des chantiers de constructions navales sont détruits, ce sont là des pertes bien plus grandes. Il n'est plus possible, désormais, d'en assumer la responsabilité. Pour moi, dès qu'on constate la présence de telles masses ennemies dans les airs, il faut précisément que les pertes qu'elles nous infligent nous incitent à aller attaquer quelque objectif chez l'adversaire.

CHRISTIAN. — C'est pourquoi aussi, mon Führer, on était d'avis qu'il ne fallait plus lancer un raid de terreur avec 50 avions contre une localité sans importance : cela ne fait pas d'effet sur l'ennemi, quand il a connaissance de succès comme celui de Hambourg. Il faut au contraire, au moyen de ces 50 avions, provoquer un effet indirect pour amener l'adversaire à disperser ses forces au lieu de lancer contre nous 500 appareils. Selon moi, c'est le seul moyen.

HITLER. — […] car, certainement, ils n'attaquent pas les aérodromes […]. Je ne crois pas qu'ils puissent faire ça. Les choses en sont au point qu'il faut s'estimer heureux si nous arrivons actuellement à trouver Londres. Ne me dit-on pas à présent : « Nous espérons bien trouver Londres ? » C'est une honte, et je le dirai au maréchal du Reich[133] comme je vous le dis, sans

mâcher les mots ! Comment, dans ces conditions, veulent-ils trouver un aérodrome ? Ils trouveront peut-être 6 avions sur le terrain.

CHRISTIAN. — Il y a une telle quantité de vols de nuit, que…

HITLER. — Voyons, du moment qu'ils ne sont même pas sûrs de trouver Londres !

CHRISTIAN. — …que tout est éclairé. Il y a 40 ou 50 aérodromes sur lesquels…

HITLER. — Il y en a peut-être un d'éclairé, tandis que 50 ou 100 autres sont introuvables de nuit. Ils[134] espèrent qu'ils y sont, mais nous n'en avons aucune certitude. On brise la terreur par la terreur. Qu'on attaque nos aérodromes, peu me chaut ; mais quand ils nous démolissent les villes de la Ruhr ! Avec ça, ils[135] sont très émotifs : un petit nombre de bombes chargées des nouveaux explosifs les ont remplis d'effroi. « Les Allemands ont une arme nouvelle ! » Je me demande pourquoi, chez nous, on tourne ainsi autour du pot. On ne peut faire cesser ça qu'en impressionnant ceux d'en face ; autrement, chez nous, les gens vont devenir fous. Avec le temps, les choses en viendront au point qu'ils perdront toute confiance dans la Luftwaffe. De toute façon, cette confiance est partiellement détruite. Alors, vous ne pouvez pas venir dire : « Nous avons posé des mines chez l'ennemi ! » Car qu'il vienne sur Hambourg 400 à 500 avions, ou 200 seulement, ou 300, c'est pareil. Mais on est là à tourner autour du pot ! On ne produira de l'effet que si l'on bombarde à notre tour, méthodiquement, les villes d'en face. Mais quand j'entends des propos comme : « Nous n'avons pas découvert l'objectif », et, la fois suivante : « Nous n'avons pas assez d'avions ! » eh bien ! nous en avons quand même assez pour faire autre chose que ce que nous faisons. Une autre fois, on dit : « Ça ne produirait quand même pas l'effet souhaité », et on ajoute : « Il faut semer des mines », et une autre fois encore : « La D. C. A. était très intense », et, le jour suivant : « Les tirs de la D. C. A. ne comptent pas ! » La plupart des propos que j'entends sans cesse ont pour sens : « Nous ne découvrons pas l'objectif. » Ne pas trouver Londres, c'est une honte ! Et il faut encore que je me laisse dire par un malheureux imbécile : « Oui, mon Führer, quand les avions anglais viennent sur Dortmund, ils peuvent, avec leur procédé actuel de guidage par rayons, lancer leurs bombes avec précision sur des bâtiments de 500 mètres de large sur 250 de long. » Imbécile ! Mais nous, nous

n’arrivons pas à trouver Londres, qui mesure 50 kilomètres de diamètre, et qui est à 150 kilomètres de la côte ! C’est ce que je n’ai pas manqué de dire à ces messieurs. Ne croyez pas que je ne dise cela que pour vous, Christian. Vous n’y pouvez rien. Vous êtes un aide de camp. Je le dis aussi pour les autres personnes qualifiées.

CHRISTIAN. — Mon avis est simplement que les 400 à 500 avions que nous aurions à engager pour obtenir le même effet chez l’ennemi, nous ne les avons pas.

HITLER. — Ce n’est pas exact.

CHRISTIAN. — On n’y arrive plus.

HITLER. — Mais l’Anglais a une plus grande distance à parcourir. Nous n’avons, nous, qu’un cinquième du trajet qu’il lui faut faire. Pour arriver sur Hambourg, il a un vol de 600 kilomètres, ou même plus, à effectuer.

JUNGE. — 800 au minimum.

HITLER. — Et en grande partie au-dessus de la mer. Nous, de ces ports qui sont nos bases de départ, nous n’avons que peu de chemin à faire ; par conséquent, l’équilibre est déjà rétabli. Quoi qu’il en soit, si nous employons la bombe à grande puissance, elle aura, elle aussi, de gros effets. L’essentiel est qu’ils le sentent passer. Je vous le dis : si, à Munich, le centre de la ville est survolé par 50 avions, c’est absolument suffisant : à ce moment-là, pas une âme ne dormira de la nuit. En tout cas, il vaut mieux expédier 50 avions de chez nous sur une ville de même importance que de leur faire larguer des mines. C’est une stupidité. Les Anglais enverront tout simplement un avion au-dessus d’elles et — brr ! — tout ça sautera après son passage.

CHRISTIAN. — Nos chasseurs de nuit sont disposés *comme ça*, sur *cette ligne*, et chez l’adversaire ils sont serrés les uns contre les autres comme…

HITLER. — Mais vous dites vous-même qu’ils ne peuvent pas tenir l’air un jour comme celui-là. Or, s’ils n’arrivent pas jusqu’aux terrains d’aviation de l’ennemi, ils peuvent du moins arriver jusqu’à ses villes.

CHRISTIAN. — Ces jours-là, quand l’ennemi fait des sorties, il ne peut pas opérer au moyen de la chasse de nuit.

HITLER. — Soit ! Au lieu de faire tant d’histoires, il faut par conséquent attaquer *ici*, se tenir prêt à intervenir *là*, se fixer un but, quel qu’il soit. On ne peut pas continuer comme ça. À la longue, le peuple allemand deviendra enragé. Quand j’entends des propos comme celui-ci : « Nous avons engagé

50 avions d'interception, tant d'avions porteurs de mines, nous avons attaqué quelque part un terrain d'aviation », c'est une mauvaise plaisanterie. C'est une dérobade devant le seul moyen efficace : on brise la terreur par la terreur, et pas autrement !

CHRISTIAN. — Nous avons effectué les opérations suivantes, mon Führer […] retient quand on n'a plus de bombes, afin tout au moins que l'ennemi ne s'échappe pas.

HITLER. — Tout cela peut se faire accessoirement. Mais l'essentiel est ceci : l'Anglais ne s'arrêtera que lorsque ses villes seront démolies, pas autrement. Dans les conditions actuelles, il ne peut pas effectuer de vols de nuit. Mais il ne s'arrêtera que si ses villes tombent en ruine, c'est bien évident. Je ne peux gagner la guerre qu'en détruisant chez l'adversaire plus qu'il ne détruit chez nous, et, en tout cas, en lui faisant sentir moi-même les horreurs de la guerre ; il en a été ainsi de tout temps, et c'est exactement la même chose dans les airs. Il n'y a qu'un an que nous faisons de nécessité vertu, en […]. La volonté n'a rien à voir là-dedans. Ce n'est pas la nécessité qui nous presse, en vérité ; ce qu'il y a, c'est que la guerre aérienne est menée d'une façon insuffisante… Passons. Ensuite ?

CHRISTIAN. — Sur le front russe, le nombre d'appareils engagés sur tous les points sensibles a été le même que dans les jours précédents. La 4e flotte aérienne a été surtout engagée à Kuibychev, moins à Issoum et *là-haut*, sur le front de Bielgorod, avec 45 appareils. De nuit, il y a également eu des opérations dans le secteur proche du front, notamment contre des voies ferrées et des terrains d'aviation. La 6e flotte aérienne n'a pas effectué de sorties nocturnes, le temps s'était de nouveau détérioré ; elle n'a opéré que de jour, mais très vigoureusement, engageant 1.367 combats à l'est et au nord d'Orel. 10 appareils descendus à la 4e flotte, 12 à la 6e.

HITLER. — Avez-vous, du reste, lu le rapport de Staline, cet ordre du jour dans lequel il cite avec précision les divisions d'infanterie blindée, les divisions de chars et les divisions d'infanterie ? Je crois que c'est exact mot pour mot.

WARLIMONT. — Lors de l'« Opération Citadelle » ?

HITLER. — Lors de l'« Opération Citadelle ». J'ai l'impression que cet ordre du jour annonce la fin de leur affaire : Staline les félicite de leur succès. J'ai comme le sentiment que cela signifie qu'il met fin à son

offensive, c'est-à-dire qu'il présente les choses comme si notre plan avait échoué. Mais on a l'impression qu'il veut du même coup fournir un motif à son opération. Sans doute est-il arrivé entre-temps des nouvelles indiquant que l'affaire n'avançait plus, qu'elle était partout enrayée, de sorte qu'il a renoncé à l'idée de la poursuivre *furioso*. On a cette impression. Peut-être vont-ils continuer à exercer une pression *par là*, mais il est probable aussi qu'ils ont été fortement saignés.

CHRISTIAN. — Hier encore, de jour, — plus faiblement de nuit, — l'ennemi a fait appuyer ses attaques par l'aviation, mais, dans l'ensemble, avec des forces moins nombreuses. 6 appareils ont été abattus par la chasse, 4 par la D. C. A. Nous n'avions engagé, de notre côté, que des chasseurs. D'autre part, deux attaques de chasseurs bombardiers ont eu lieu sur la presqu'île des Pêcheurs. En outre, 17 avions ont été descendus lors de l'attaque contre le convoi[136].

HITLER. — 1.829 vols ?

CHRISTIAN. — Hier, sur le front ouest, 7 avions, dont un dans le Sud ; l'ennemi en a perdu 18.

*(Exposé de situation : communiqué de la Wehrmacht.)*

HITLER. — A-t-on déjà des informations sur les pertes aériennes de l'ennemi à Hambourg ? Quels chiffres donne-t-il ?

CHRISTIAN. — Je vais faire demander.

HITLER. — Il y avait quand même là cette batterie de 128 !

CHRISTIAN. — Nous ne pouvons pas encore nous faire une idée des pertes civiles.

HITLER. — Sur dix arrondissements, un seul a déjà 800 morts ! Je mettrais en cet endroit du communiqué…

CHRISTIAN. — « Dégâts considérables et étendus. »

HITLER. — « Importants dégâts. » Mais croyez-m'en : la population attend maintenant de façon effective que nous entreprenions quelque chose sur l'Angleterre, même si ne doivent y participer « que » 200 avions. Les bouffonneries ne serviront plus à rien. Cette expérience qui consiste à larguer aujourd'hui des mines sur *ce point-là*, et ensuite à essayer de contrecarrer *ce raid-ci*, cette expérience n'a plus d'utilité. La population attend maintenant que nous usions de représailles. J'entends ici de merveilleuses promesses, que le *Heinkel-177* va quand même sortir, qu'il permettra les vols de nuit, etc. On peut actuellement faire un raid sur Londres avec 100 *Heinkel*. Je peux donner à chacun d'eux 6 bombes de 1.000 kilos et tout ce qui s'ensuit. Le maréchal du Reich dit aussi — ou plutôt son pilote et le mien, Baur, disent : « Qu'on nous laisse une fois y aller quand ils se seront livrés à une saloperie de ce genre. » Ils disent qu'ils prendraient un *Junker-52*, qu'ils partiraient bien chargés et qu'ils reviendraient sans qu'il leur arrive rien, et ils garantissent qu'ils déverseraient leur camelote sur Londres.

CHRISTIAN. — C'est ce que j'ai dit en 1940, déjà.

DARGES. — Les Anglais déclarent qu'ils ont lancé 2.000 tonnes de bombes et que 12 de leurs bombardiers sont portés manquants.

HITLER. — Je voudrais qu'on me donne leurs points de chute exacts.

CHRISTIAN. — Très bien. Mais en ce moment, c'est toujours assez long, parce que nous ne délivrons pas de carburant à cet effet et qu'ils ne nous envoient les renseignements que par cyclistes.

HITLER. — Il faut bien qu'ils agissent ainsi ; ils ne peuvent pas rendre compte eux-mêmes. Il faut bien envoyer des estafettes cyclistes.

[…]

## Crise en Italie

HITLER. — Avez-vous reçu des informations, Hewel ?

HEWEL. — Rien de concret encore. Mackensen[137] a seulement envoyé un télégramme disant qu'il semble que le voyage du maréchal du Reich pourrait éventuellement être remis en question. Mais des détails plus précis vont venir. Pour le moment, il sait que le groupe Farinacci a enfin décidé le Duce à convoquer le Grand Conseil fasciste. La réunion était prévue pour hier, mais a été reportée à 22 heures, parce qu'il n'y avait pas encore d'accord sur le programme. Comme il l'a appris de divers côtés, la réunion aurait été extrêmement tumultueuse. Étant donné que les participants sont tenus au secret, il n'a encore recueilli que des bruits, mais pas de renseignements d'une authenticité certaine. Une des rumeurs les plus persistantes qui lui soient venues aux oreilles est qu'on veut amener le Duce à nommer un chef de gouvernement, qui serait un homme politique ayant le titre de président du Conseil, Orlando, qui est âgé de quatre-vingt-trois ans et qui a déjà joué un rôle dans la première guerre mondiale, le Duce devenant alors président du Grand Conseil fasciste. Ce ne sont là que des bruits ; il faut attendre. En outre, on aurait dit, paraît-il, que ce matin, vers 10 heures, le Duce serait allé trouver le roi avec une série de généraux ; il y serait toujours et recevrait un flot ininterrompu de personnalités. Entre autres, Buffarini serait actuellement avec lui.

HITLER. — Qui est-ce ?

HEWEL. — Buffarini est un fasciste. Je recevrai des détails plus précis […] que cette crise du parti ne dégénère en crise du régime. On prétend encore que le Duce, surtout sous l'impression du rendez-vous de Haute-Italie[138], serait fermement décidé à poursuivre la guerre. C'est tout ce que nous avons reçu jusqu'à présent. Glaise[139] espère avoir quelque chose de concret cet après-midi par Buffarini, qui est présentement chez le Duce. D'autre part, cet après-midi…

HITLER. — Ce cher Farinacci a de la chance d'avoir agi comme il l'a fait en Italie, et non ici. Si ç'avait été ici, je l'aurais fait appréhender par Himmler, immédiatement. Tout cela, c'est la conséquence de ces histoires. Qu'est-ce qui peut bien en sortir ? Du bavardage !

HEWEL. — Mais, comme je le disais, Mackensen souligne que ce ne sont là que des bruits. Toujours est-il qu'une crise sérieuse a éclaté, et

Mackensen pense — étant donné que le Duce, de toute façon, a toujours insisté auprès de lui pour qu'on parle le moins possible de son anniversaire — qu'il faut, à cause de cela, rester toujours très réservé en ce qui concerne cette crise. Il va cependant se renseigner sur ce qu'on en pense là-bas. Envoyer le maréchal du Reich en Italie, en cet instant précis, ce serait naturellement… Mais j'aurai des détails plus amples.

HITLER. — C'est une affaire à voir. Le maréchal du Reich a traversé de très nombreuses crises avec moi. Il garde un sang-froid glacial devant les crises. On ne saurait avoir de meilleur conseiller que le maréchal du Reich en période de crise. En période de crise, le maréchal du Reich agit avec une froide brutalité. J'ai toujours remarqué que lorsqu'il fallait que ça cède ou que ça craque, il avait une poigne de fer et n'usait d'aucun ménagement. Par conséquent, vous n'en trouverez jamais de meilleur ; un meilleur, vous ne l'aurez jamais. Il a traversé avec moi toutes les crises, les crises les plus graves ; dans ces occasions-là, il est d'un sang-froid glacial. Toujours, quand les choses tournaient tout à fait mal, il faisait montre d'un sang-froid glacial. Enfin, nous verrons ça.

[…]

KEITEL. — Nous avons encore, mon Führer, reçu une information venant du commandant en chef de la zone Belgique-Nord de la France. Les services de sécurité ont, ces jours derniers, réussi un très gros coup de filet sur le parti communiste belge ; ils ont raflé l'imprimerie, et avec elle le comité directeur. Du fait qu'ils avaient pénétré dans la place, ils ont arrêté le secrétariat, 53 fonctionnaires principaux, 22 dirigeants et confisqué tout le matériel, les armes, les munitions, en outre tout le matériel de propagande, les documents et des tas d'autres choses. Par conséquent, une grosse affaire. On pourrait même dire un coup capital. Les services de sécurité pensent que dans la zone Belgique-Nord de la France, — ça fonctionne maintenant partout — l'ordre règne et que nous sommes enfin arrivés au résultat cherché. Le travail en commun marche bien, il est très intense et, par suite, très fructueux.

HITLER. — Vous savez, quand nous sommes arrivés au pouvoir, la police n'était naturellement pas à la hauteur, pour la raison suivante : il ne suffît pas, bien entendu, de faire preuve de fermeté dans le seul domaine idéologique — qui est certainement fort important — mais il faut aussi des connaissances policières, des talents policiers, de l'expérience, et,

malheureusement, la capacité se trouvait en partie chez ceux d'avant. Les trier, les passer au tamis, de sorte à être sûrs d'eux, à dénicher par conséquent des gens convenables, ç'a été un travail difficile qui n'a pas abouti à un succès total. Et alors, ils ont découvert à propos de cette affaire de la « Chapelle rouge » qu'il y avait au sein de l'organisation, depuis 1933, un salaud qui n'avait cessé d'être en contact avec l'étranger ; et je suis bien obligé de dire que nos adversaires ont réussi une chose : lors de la dissolution des commissions de contrôle, ils avaient déjà installé un dispositif de contrôle dans tous les rouages de l'État, du parti, partout dans les organismes publics, l'économie, l'administration.

KEITEL. — Ce dispositif existait déjà.

HITLER. — C'est pourquoi ils pouvaient opérer tranquillement ; le dispositif a continué de fonctionner, en liaison avec leurs ambassades ou consulats généraux, attachés, etc. ; il a brillamment fonctionné. Ils n'avaient plus besoin de commissions de contrôle ; ça a brillamment fonctionné. Ils avaient aussi des intelligences dans la police. En 1933, la police souffrait de n'être essentiellement composée que de nationaux-socialistes ayant de la bonne volonté, mais très peu de connaissances en notion de police criminelle. Ils n'avaient pas été formés à cela. À présent, dix ans ont passé, ces gens ont acquis petit à petit du savoir et de la capacité, et sont arrivés petit à petit au niveau qu'a toujours eu la police d'État dans les pays latins, et aussi dans l'ancienne Autriche et en Russie, en France, etc., qui ont toujours eu une bonne police d'État. Cette police-là est maintenant constituée, et, maintenant, les succès apparaissent. Il n'y a guère d'affaire dont la police ne soit pas totalement informée. C'est naturellement une organisation très vaste, mais nécessaire, et qui surtout réclame de gros moyens.

HEWEL. — De gros moyens et beaucoup d'éléments jeunes.

HITLER. — Des éléments jeunes et entreprenants, mais aussi de gros moyens. On ne peut rien faire en payant une prime de 200 ou 300 marks. Pour graisser la patte d'un type comme ça, il faut y mettre plus cher.

KEITEL. — […] il y avait dedans des jeunes gens.

HITLER. — Là, il faut être très prudent. On doit toujours arrêter ces gens-là en même temps que le reste, les coffrer en même temps que le reste, afin que les autres ne s'aperçoivent pas à qui ils avaient affaire. On doit leur faire leur procès en bloc, les condamner en bloc. En réalité, ce ne sont que

des indicateurs. Les autres ne doivent jamais soupçonner par qui ils ont été dénoncés. Y a-t-il encore autre chose ?

VON PUTTKAMER. — Non.

*Le rapport du soir de ce 25 juillet 1943 se tient alors qu'Hitler a appris la nouvelle de la chute de Mussolini.*

## Italie

HITLER. — Êtes-vous déjà informé de ce qui se passe en Italie ?

KEITEL. — Je n'ai entendu que les derniers mots, à l'instant.

HITLER. — Le Duce s'est retiré. Ce n'est pas encore officiel : Badoglio prend le gouvernement, le Duce s'est retiré.

KEITEL. — De lui-même, mon Führer ?

HITLER. — Sans doute sur le désir du roi, sous la pression de la Cour. J'ai déjà dit hier quel était l'état d'esprit du roi.

JODL. — Badoglio a pris le pouvoir.

HITLER. — Badoglio a pris le pouvoir, c'est-à-dire notre ennemi le plus acharné. Il faut immédiatement que nous voyions ce qu'il y a à faire, trouver un moyen quelconque pour ramener les gens de *là-bas*[140] sur le continent.

JODL. — La question essentielle est celle-ci : se battent-ils[141] ou ne se battent-ils pas ?

HITLER. — Ils disent qu'ils se battent, mais ils trahissent. Il faut bien vous rendre compte de ça : c'est de la pure trahison. J'attends seulement de savoir ce que dit le Duce. *Chose*[142] se propose de lui parler maintenant. Espérons qu'il le joindra. Je voudrais que le Duce vienne immédiatement, s'il le joint, — que le Duce vienne immédiatement en Allemagne.

JODL. — Si ces histoires sont douteuses, il n'y a donc qu'une façon de procéder.

HITLER. — J'avais pensé — mon idée était que la 3e division d'infanterie motorisée occupe immédiatement Rome et coffre immédiatement tout le gouvernement.

JODL. — Ces troupes, *ici*, resteront sur place aussi longtemps que *celles-là* ne seront pas de retour […] tout ça, *ici*, est en mouvement, *par là*, en remontant […] le combat arrêté en vue de ce cas, afin que *là*, dans la région de Rome, nous réunissions autant que possible ces forces que nous

ramènerons de *là-bas* et celles qui sont déjà sur place, tandis que le reste viendra se regrouper *par ici*. La chose sera difficile par *là-bas*.

HITLER. — Là, il n'y a qu'un moyen : essayer d'embarquer les hommes sur des navires allemands, en abandonnant le matériel. Matériel par-ci, matériel par-là, cela ne compte pas ; les hommes importent davantage[143]. D'ailleurs, je vais recevoir des nouvelles par Mackensen. Alors, nous déciderons immédiatement de ce qu'il y a lieu de faire. Mais c'est pourquoi il faut que *ces* troupes s'en aillent immédiatement.

JODL. — Très bien.

CHRISTIAN. — Mon Führer, puis-je rappeler l'ordre que vous avez donné pour que le général Jeschonnek, qui avait l'intention de ne quitter Berlin que demain à midi, revienne dès demain matin ?

HITLER. — Il faut qu'il arrive plus tôt, et même le plus tôt possible.

CHRISTIAN. — Très bien, mon Führer.

HITLER. — L'essentiel, maintenant, est d'abord que nous nous assurions immédiatement des passages des Alpes, que nous prenions immédiatement contact avec la 4e armée italienne, que nous nous emparions immédiatement des cols français des Alpes. C'est ce qui prime tout le reste. Pour cela, il nous faut immédiatement faire descendre des unités[144], éventuellement aussi la 24e division blindée.

KEITEL. — Dans toute cette affaire, le pire qui pouvait nous arriver est en effet que nous ne tenions pas les cols.

HITLER. — Est-ce que Rommel est déjà parti ?

JODL. — Oui, Rommel est parti.

HITLER. — Où est-il à présent ? Encore à Wiener-Neustadt ?

KEITEL. — On peut s'en assurer.

HITLER. — Assurez-vous tout de suite de l'endroit où il se trouve. Il faut s'arranger maintenant pour que nous… Donc en somme, une division blindée, la 24e, est prête. L'essentiel est que l'on fasse descendre immédiatement la 24e division blindée dans le secteur, de sorte que la 34e division blindée[145] soit immédiatement amenée là-bas par une ligne quelconque de chemin de fer, que la concentration se fasse immédiatement, et que la division d'infanterie « Feldherrnhalle », qui doit être à pied d'œuvre, prenne au moins possession des passages. Car, *ici*, nous n'avons

qu’une seule division, qui est près de Rome. Est-ce que la 3e division d’infanterie motorisée est tout entière *là*, près de Rome ?

JODL. — Elle y est ; mais elle n’est pas entièrement mobile ; elle n’est mobile qu’en partie.

HITLER. — Qu’est-ce qu’elle a comme armes et comme canons d’assaut ?

BUHLE. — La 3e division d’infanterie blindée a 42 canons d’assaut.

JODL. — Mais il y a aussi par-dessus le marché qu’il faut se préparer à reprendre le secteur de la 4e armée italienne.

HITLER. — Eh bien ! Nous avons encore *là*[146], Dieu merci, la division de chasseurs parachutistes. C’est pourquoi il faut que tous les hommes de *là-bas*[147] soient sauvés. Il n’y a pas à barguigner : il faut les ramener, surtout les parachutistes et aussi les hommes de la division « Hermann Gœring ». Leur matériel, on s’en fiche complètement : qu’ils le fassent sauter ou le mettent hors d’usage. Mais les hommes, il faut les ramener. Ils sont actuellement 70.000. Si l’on peut les évacuer par avion, ils seront vite transbordés. Ils devront laisser *ici*[148] un rideau de troupes et retireront ensuite tout le reste. Qu’ils n’emportent que leurs armes individuelles, en laissant tout le reste ; ils n’ont pas besoin d’autre chose. Les armes individuelles nous suffiront bien pour venir à bout des Italiens. Vouloir tenir, cela n’a pas de sens. Si l’on voulait tenir, on pourrait tout au plus le faire d’*ici*, mais non pas *de là*. *De là*, nous ne pouvons pas réaliser la chose. Par la suite, bien entendu, nous devrons nous replier *ici* sur une ligne quelconque, cela va de soi […]. L’essentiel est que nous amenions rapidement les unités sur place, que la « Leibstandarte[149] » parte d’où elle est et qu’on la transporte.

ZEITZLER. — Très bien. Je vais donner l’ordre immédiatement.

KEITEL. — Direction : vers l’ancien […].

ZEITZLER. — D’abord, terminer les préparatifs. Il faut avant tout que je rassemble le matériel ferroviaire. Je peux rouler à la cadence 36, soit 36 trains. Il faudra deux à trois jours avant que j’aie le matériel. Je vais m’occuper de ça tout de suite, en vitesse.

*(Le général Zeitzler prend congé.)*

JODL. — Il faut en vérité attendre des nouvelles précises sur ce qui se passe.

HITLER. — Bien entendu ; seulement, de notre côté, nous devons tout de suite nous mettre à réfléchir. Il y a un point qui n'est pas douteux : ils vont naturellement déclarer, dans leur traîtrise, qu'ils ne nous lâcheront pas ; c'est évident. Mais c'est de la traîtrise, car ils nous lâcheront précisément.

KEITEL. — A-t-on déjà parlé avec ce Badoglio ?

HITLER. — Nous avons à présent, entre-temps, reçu le rapport suivant : le Duce assistait hier au Grand Conseil. Il y avait au Grand Conseil le Grandi, que j'ai toujours qualifié de salaud, le Bottai et surtout le Ciano. À ce Grand Conseil, ils ont parlé contre l'Allemagne, disant qu'il ne rimait plus à rien de continuer la guerre, qu'il fallait essayer d'en faire sortir l'Italie. Quelques-uns ont été d'avis contraire. Farinacci, etc., se sont sans doute également prononcés contre, mais pas d'une façon aussi efficace que ceux qui avaient soutenu la tendance de l'abandon. Or, le Duce, ce soir, a fait dire à Mackensen qu'il se battrait en tout état de cause et qu'il ne capitulerait pas. Et puis, j'ai appris tout à coup que Badoglio souhaitait parler à Mackensen. Mackensen a répondu qu'il n'avait rien à débattre avec lui. Là-dessus, l'autre s'est fait encore plus pressant, et, en fin de compte, Badoglio a dépêché quelqu'un…

HEWEL. — Mackensen a envoyé chez Badoglio quelqu'un de son entourage.

HITLER. — Il[150] a fait savoir qu'il venait d'être chargé par le roi de constituer un gouvernement, après que le Duce ait pour sa part résigné ses fonctions. Qu'est-ce que ça veut dire, « résigné » ? Il est probable que ce gueux-là […]. J'ai dit que les déclarations du Philippe […] c'est ce qu'on a déjà compris.

KEITEL. — Toute l'attitude de la maison royale ! Et le Duce, pour l'instant, n'a en main aucun moyen d'autorité, rien, pas de troupes.

HITLER. — Rien ! C'est ce que je lui ai toujours dit : il n'a rien. Ce n'est pas vrai, il n'a rien. C'est aussi ce qu'ils ont empêché, afin qu'il ne soit en possession d'aucun moyen d'autorité. Maintenant, le ministre[151] a donné ordre que le Mackensen, pour commencer, se rende au ministère des Affaires étrangères[152]. Sans doute va-t-il y recevoir notification de tout ça. Je pense que c'est sans doute exact. En second lieu, le ministre a demandé

si j'étais d'accord pour qu'il[153] se rende immédiatement chez le Duce. Je lui ai dit qu'il devait s'y rendre immédiatement et, si possible, amener le Duce à passer immédiatement en Allemagne. J'inclinerais à croire qu'il désire me parler. Si le Duce vient ici, ce sera une bonne chose ; s'il ne vient pas, alors je ne sais plus. Si le Duce vient en Allemagne et qu'il parle avec moi, ce sera en soi une bonne chose. S'il ne vient pas, ou s'il ne peut pas partir, ou s'il n'abandonne ses fonctions que parce qu'il ne se sent de nouveau pas bien, ce qui ne serait pas étonnant avec une telle racaille de traîtres, alors, on ne sait pas. Machin[154] a d'ailleurs immédiatement déclaré que la guerre se poursuivrait, que rien ne serait changé. Ces gens-là sont bien obligés d'agir ainsi, car c'est une trahison. Mais nous aussi, de notre côté, nous allons continuer de jouer le même jeu, de tout préparer pour mettre, avec la rapidité de l'éclair, la main sur toute cette clique et pour coffrer toute la bande. J'enverrai demain quelqu'un *là-bas* pour donner au commandant de la 3e division d'infanterie motorisée l'ordre de pénétrer dans Rome sans plus de cérémonie, d'arrêter immédiatement le gouvernement, le roi, tout le tremblement, surtout d'arrêter immédiatement le prince héritier et de s'emparer de cette racaille, surtout le Badoglio et toute la clique. Vous allez voir alors qu'ils vont se dégonfler jusqu'aux moelles, et, dans deux ou trois jours, il y aura un nouveau renversement de la situation.

KEITEL. — Nous n'avons plus actuellement, en marche, de l'opération Alaric[155], que la 715e division.

HITLER. — A-t-il[156] au moins tous ses 42 canons d'assaut ?

BUHLE. — Il doit avoir 42 canons d'assaut ; les canons d'assaut ont été livrés au complet.

JODL. — Voilà le dispositif.

*(Exposé de situation)*

HITLER. — À quelle distance sont-ils de Rome ?

JODL. — Environ 100 kilomètres.

HITLER. — 100 ? 60 ! Pas besoin de plus. S'il se met en marche avec des troupes motorisées, il peut entrer dans Rome et arrêter immédiatement toute la clique.

KEITEL. — L'affaire de deux heures !

JODL. — 50 à 60 kilomètres.

HITLER. — Distance insignifiante.

WAIZENEGGER. — La division a 42 canons d'assaut.

HITLER. — Ils sont *là-bas*, à la division même ?

WAIZENEGGER. — À la division même.

HITLER. — Jodl, mettez ça tout de suite en forme.

JODL. — 6 bataillons.

KEITEL. — Prêts à être engagés inconditionnellement, et 5 complets prêts à être engagés conditionnellement.

HITLER. — Jodl, rédigez tout de suite l'ordre à la 3e division d'infanterie motorisée, pour qu'il puisse être expédié : ordre de pénétrer dans Rome avec des canons d'assaut, sans en parler à qui que ce soit […] et d'arrêter le gouvernement, le roi et tout le bazar.

BUHLE. — Toutes les formations qui peuvent se déplacer rapidement, les deux détachements de reconnaissance, ne pourrait-on… ?

HITLER. — Oui, afin d'avoir *là* encore quelque chose de plus.

KEITEL. — Ils sont *là* ?

BUHLE. — Ils sont *là*, du moins un de la 16e.

JODL. — De la 16e.

HITLER. — C'est avant tout sur le prince héritier qu'il me faut mettre la main.

KEITEL. — Il est plus important que le Vieux.

BODENSCHATZ. — Il faut s'arranger de façon qu'ils soient immédiatement emballés dans un avion et emmenés.

HITLER. — En avion, qu'on les fasse partir tout de suite, qu'on les fasse partir instantanément !

BODENSCHATZ. — Afin que le bambino ne trouve pas le moyen de disparaître sur le terrain d'aviation même !

HITLER. — Dans huit jours, il se passera là un nouveau retournement de situation, vous allez voir !

CHRISTIAN. — Le général Jeschonnek avait déjà pris le départ quand j'ai téléphoné. Il avait l'intention de ne s'en aller que demain à midi, mais il est arrivé au terrain dès ce soir. Je n'ai pas encore pu lui parler : il vient d'atterrir il y a dix minutes.

HITLER. — Combien de temps lui faut-il pour venir ici ?

BODENSCHATZ. — Il lui faut une heure et demie en auto.

HITLER. — Quand il sera là, qu'il se rende tout de suite ici ; dites-le-lui. Et puis, je voudrais la communication avec le maréchal du Reich.

BODENSCHATZ. — Je l'appelle aussitôt.

HITLER. — Bien entendu, le moment du déclenchement devra arriver à l'instant où nos forces seront suffisamment prêtes pour pouvoir immédiatement intervenir de façon à désarmer toute la clique. La version à donner de l'affaire doit être que les généraux traîtres, Ciano en tête — il est de toute façon détesté — se livrent à un coup de force contre le fascisme.

*(Entretien téléphonique de Hitler avec le maréchal du Reich. Questions et réponses de celui-ci non perçues par le sténographe.)*

HITLER. — Allô ! Gœring ? Je ne sais pas ; avez-vous déjà reçu des informations ?… Eh bien ! Ce n'est pas encore une confirmation directe, mais il n'est plus guère douteux que le Duce ne se soit retiré et que Badoglio n'ait pris sa place… Actuellement, à Rome, ce n'est pas d'éventualités qu'il s'agit, mais de faits !… Voilà le fait, Gœring, il n'y a pas de doute… Comment ?… Je ne sais pas ; nous allons faire vérifier… Ce sont naturellement des bêtises. Ça continue, et comment ! Ils vont voir de quelle façon nous, nous continuons !… Voilà, je voulais simplement vous dire ça. Étant donné les circonstances, je crois que, de toute manière, il serait peut-être bon que vous veniez ici le plus vite possible… Comment ?… Ça, je ne sais pas. Je vous le dirai plus tard. Mais, en tout cas, considérez comme possible que ce soit exact.

*(Fin de l'entretien téléphonique.)*

Nous avons déjà connu une saloperie du même genre : c'est le jour où s'est produite *là-bas* cette crise ministérielle.

KEITEL. — À 10 heures du matin, dans le grand salon !

HITLER. — Là aussi, ensuite, les choses ont pris une autre tournure. Espérons qu'ils n'ont pas arrêté le Duce. Mais s'ils l'ont arrêté, il est d'autant plus important que nous fassions mouvement de *ce côté-ci*.

JODL. — Le cas, naturellement, serait différent : il faudrait alors immédiatement nous porter *là-bas*. Car l'essentiel, au reste, est que nous puissions faire repasser des unités par les cols. Sinon, il pourrait naturellement se trouver *là* des éléments qu'y auraient placés les traîtres ; et alors nous ne pourrions plus faire passer personne. Le plus important, c'est

que les transports actuellement embouteillés dans ce coin-ci franchissent les cols. Il a déjà été ordonné hier que tout soit placé sur matériel roulant, même si ce n'est qu'à destination de l'Italie du Nord et même si, de là, l'écoulement ne se fait pas, afin que nous puissions encore amener des forces vers l'Italie du Nord. Car dans ce cas…

BUHLE. — C'est pour cela que *ceux-là, ici,* sont de nouveau disponibles.

HITLER. — *Ceux-là,* tout de suite. Donc, *ceux-là* tout de suite pour le cas envisagé, bien entendu !

KEITEL. — C'est uniquement dans ce dessein que nous ne les avions pas amenés plus loin.

HITLER. — Cela constitue une possibilité immédiate, c'est clair.

KEITEL. — La première division d'infanterie venue.

HITLER. — Magnifique ! Ils vont voir ce qui les attend ! S'ils n'avaient pas été mis *là,* ils auraient sans doute… car la trahison change tout, bien entendu. J'ai l'impression que ceux de *là-bas*[157] ont déjà connaissance de toute l'histoire, de cette traîtrise, et que c'est pour cela qu'a été proclamée la loi martiale.

KEITEL. — J'ai tiré cela au clair. Dans cette affaire, leur raison est celle-ci : ils ne disposaient jusqu'à présent de la loi martiale que pour vol et pillage à la suite de bombardements aériens, au cas où il s'en produirait. Interrogés sur la date, ils ont dit qu'ils en avaient déjà usé de la sorte lors de l'attaque aérienne[158] sur Budapest et qu'ils avaient maintenant étendu l'application de la loi martiale aux attaques de jour, pour ceux qui pillent, volent, etc., à l'occasion de bombardements aériens. C'est une explication très subtile. Ils m'ont renvoyé ça cet après-midi.

HITLER. — Il faut bien se rendre compte : ce salaud de Badoglio a constamment travaillé contre nous, *ici* en Afrique du Nord, et *là,* et partout. Est-ce que Rommel est déjà parti ?

[…] On est en train de s'en assurer, mon Führer.

HITLER. — S'il n'est pas encore parti, nous allons naturellement le faire revenir tout de suite.

KEITEL. — Il se peut qu'il soit encore demain matin à Wiener-Neustadt ; il voulait aller y prendre ses affaires.

HITLER. — Dans ce cas, je le ferai immédiatement chercher demain matin, à la première heure, par un *Condor*[159], et je lui donnerai alors des

instructions. Quand l'affaire sera mûre, tout le monde, bien entendu, se mettra immédiatement sous le commandement du maréchal Rommel, et chacun n'aura à recevoir d'ordres que de lui.

JODL. — Dans ce cas, il nous faut immédiatement envoyer Weichs dans les Balkans[160].

KEITEL. — Nous pouvons le faire.

HITLER. — Que Weichs se tienne immédiatement prêt à toute éventualité.

BODENSCHATZ. — Faut-il aviser le commandant en chef sur le théâtre sud ?

KEITEL. — Oui.

HITLER. — Est-ce que le Reichsfùhrer[161] est ici ?

DARGES. — Non, il est précisément parti et se proposait de revenir demain.

HITLER. — Assurez-vous-en.

DARGES. — Très bien.

HITLER. — Il nous faut tout de suite dresser une liste. Il va de soi que ce Ciano y figure, que Badoglio y figure et beaucoup d'autres, et d'abord toute la racaille, Badoglio naturellement, mort ou vif.

HEWEL. — Très bien.

HITLER. — Les premières mesures à prendre sont : d'abord, de faire marcher tout de suite sur la frontière ces *unités-là*, afin de faire passer de *ce côté-ci* ce qu'on pourra encore faire passer, et que d'autre part, immédiatement, *ces autres* unités… Jodl, il faut que ces unités qui sont *là, en dessous,* soient tout de suite informées des missions qui leur incombent et qu'à tout prix, elles prennent immédiatement possession de l'ensemble des passages dans *cette région*.

KEITEL. — *Ce bataillon-ci*, à Innsbruck, est informé par l'instruction secrète.

HITLER. — Il est toujours *là-bas ?*

KEITEL. — Il y est toujours, l'école de montagne, relevé […]. L'état-major ou un groupe de la division « Feldherrnhalle » a les instructions, la 715$^{e}$ les a également, ainsi que la 3$^{e}$ division d'infanterie motorisée. Ces trois-là sont informées, ayant à l'époque reçu une instruction secrète du commandant en chef sur le front ouest en vue de l'« Opération Alaric ». Il était seulement défendu d'effectuer des reconnaissances ou autres choses semblables, afin de ne pas attirer l'attention sur cette affaire. *Ces trois*

*unités-là* se chargeront de l'opération. Nous espérions la faire en commun avec les […].

HITLER. — Elles ne sont pas *là ?*

KEITEL. — Non, elles ne sont pas *là*.

VON PUTTKAMER. — Il faudrait aviser la marine pour le transbordement. Ils sont partout disséminés dans les ports au milieu des Italiens.

HITLER. — Bien entendu ! Mais il faut encore effectuer le transbordement *sur ce point-ci*, autant que faire se peut.

GÜNSCHE. — Le maréchal Rommel a décollé ce matin, à destination de Salonique, où il est arrivé.

HITLER. — Alors, il pourra revenir demain par la voie des airs ; il a de toute manière son avion personnel.

CHRISTIAN. — Son vieil équipage du *111*.

HITLER. — Combien de temps lui faut-il pour revenir de Salonique ?

CHRISTIAN. — Il pourra être ici vers 15 ou 16 heures, avec une escale.

HITLER. — Soit six à sept heures de vol ?

BUHLE. — Six heures.

JODL. — De […] à Salonique, nous avons mis deux heures et demie avec le *Heinkel*.

SPEER. — Oui, mais lui n'a pas mon « canard boiteux ». Ce n'est pas la même chose.

HITLER. — Vous me la baillez belle, avec votre « canard boiteux » ! Si ce bon Mackensen ne l'avait pas eu, dernièrement, il n'aurait pas pu se poser. D'après ce qui m'a été rapporté, notre excellent Hewel a tout de suite téléphoné à M$^{me}$ de Mackensen pour lui dire : « L'appareil où Mackensen a pris place est porté manquant. » Voilà aussi qui est tout à fait « diplomatique » ! Et c'est pour un tel résultat qu'il faut promouvoir quelqu'un au rang d'ambassadeur ! Toutes les autres affaires vont marcher. Alors, Jodl, je répète : d'abord, ordre à la 3$^{e}$ division d'infanterie motorisée et, éventuellement, à *ces formations-là* pour apporter leur soutien à l'opération sur Rome ; ordres similaires à la Luftwaffe stationnée autour de Rome, pour autant qu'elle y soit, à la D. C. A., etc., pour que tout le monde sache immédiatement ce qu'il a à faire. Voilà un premier ensemble de questions à régler. Ensuite, amener immédiatement les autres unités ; il faut bien entendu que les deux mouvements marchent de pair. En troisième lieu,

préparer immédiatement l'évacuation de tous *ces territoires-là* par les unités allemandes, qui devront être transbordées *de ce côté*, un écran de troupes devant bien entendu être maintenu en façade. Tous les effectifs en arrière de cet écran seront immédiatement transportés, et leur transbordement se fera *sur ce point-ci*. C'est sans aucune importance : qu'ils emportent leurs armes individuelles et les mitrailleuses, c'est tout ; tout le reste, on peut l'abandonner. Il y a soixante-dix mille hommes là-bas et les meilleurs qui soient. Il faut réaliser l'opération de telle sorte que les derniers soient ramenés par autos et s'embarquent alors là sans délai. Nous avons *là-bas*, en tout état de cause, assez de bateaux ; il y a *là* un très important tonnage allemand.

JODL. — À peu près exclusivement.

HITLER. — La D. C. A. restera où elle est et couvrira continuellement l'opération. La D. C. A. de *là-bas* sera la dernière à quitter les lieux. Elle fera sauter tout son matériel et effectuera son transbordement la dernière.

CHRISTIAN. — Mais on ne fera pas passer d'Italiens en même temps que les troupes allemandes ?

HITLER. — Il faut que la chose se fasse si vite que les bateaux effectuent le transbordement si possible en une nuit. Si vous ne transbordez que des hommes n'ayant pas de matériel et n'emportant rien avec eux, la marine peut y arriver en deux jours, même en un seul.

JODL. — La capacité de transport normale, dans des circonstances normales, est en tout cas de dix-sept mille hommes. C'est la capacité de transport tout à fait normale.

HITLER. — Représentez-vous que tout cela va être entassé comme des sardines. Il faut que la chose se fasse comme naguère à Dunkerque. Il serait grotesque que, sous une telle protection aérienne, on n'arrive pas à faire passer ce petit bras de mer[162] à tout le monde. L'essentiel est qu'on emporte les fusils et les mitrailleuses, les lance-grenades, les choses tout à fait légères.

JODL. — Il faudra les remettre aux deux divisions qui sont *là*.

HITLER. — Elles seront immédiatement remises en supplément à ces deux divisions. Ce sera en tout cas un renfort normal d'infanterie qu'elles commenceront par recevoir, et il faut leur donner ces armes.

BUHLE. — Là encore, mon Führer, il faudrait aujourd'hui ou demain donner ordre à l'état-major de porter *sur ce point* le poids de son effort en ce qui concerne le parc automobile, en rassemblant par conséquent tout ce qui est sur place ou qui s'en va vers le front est ; faute de quoi ces unités n'arriveront pas[163].

HITLER. — Nous pourrons faire cela d'ici à demain. En outre, à titre préventif, il faut encore que je prévoie autre chose : dans cette histoire avec les Hongrois, il faut être prudent.

JODL. — Alors, il faut immédiatement attribuer une garde au commandant en chef sur le front sud.

HITLER. — Oui.

JODL. — Il faut immédiatement attribuer à tout le P. C. une importante garde du corps, fournie par la 3e division d'infanterie motorisée.

HITLER. — Oui.

JODL. — Sinon, ils vont coffrer le commandement.

HITLER. — Oui, nous pouvons faire ça tout de suite. C'est moi qui vais leur coffrer leur commandement ! Ils vont voir !

JODL. — Il faut d'abord que nous y réfléchissions en paix une demi-heure durant.

BODENSCHATZ. — Les travailleurs italiens ?

HITLER. — Ils ne sont pas encore arrivés.

SPEER. — Il nous faut de la main-d'œuvre.

JODL. — Ne plus laisser franchir la frontière à aucun des Italiens qui sont encore *là*, qui sont en Allemagne.

SPEER. — Ce sont de très bons travailleurs ; nous pouvons fort bien les utiliser pour l'Organisation Todt.

HITLER. — À partir du moment où cette bombe va exploser, je n'aurai plus besoin non plus de ménager les Belges. Je pourrai alors faire emmener immédiatement ce type-là et coffrer toute la famille[164].

SPEER. — Les Croates commencent parfois à se montrer très convenables.

HITLER. — Pour l'instant, mais…

SPEER. — Ce sont de meilleurs alliés que tous ces Italiens tant qu'ils sont. Ceux-là, si nous pouvions mettre la main sur eux, à cette occasion, cela nous ferait cent mille hommes. Il faudra quand même bien que cela se produise un jour !

HITLER. — Il se présente quand même ici une possibilité : s'ils voient une chance d'obtenir Fiume à cette occasion, ce sera pour les Italiens une possibilité de trahir qu'ils ne laisseront pas échapper ; c'est ce qu'ils ont essayé. Est-il arrivé autre chose ?

JODL. — La journée a été relativement calme. On signale un rassemblement de troupes au sud de Rivalcuto[165] ; de faibles attaques contre la 15e division d'infanterie motorisée, qui ont été repoussées *ici*, et puis, depuis ce matin, une offensive en cours le long de la côte nord. Rien d'autre n'est signalé.

HITLER. — Il faudra que, le moment venu, ceux de *là-bas* décrochent le plus rapidement possible et retraitent par *ces routes-ci*. Les véhicules qui les transporteront devront être entièrement débarrassés, tout le reste devra en être enlevé. Faire sauter tous les tracteurs, canons, etc. L'essentiel est que les hommes soient évacués.

JODL. — Un rapport de nos agents sur une réunion secrète du Q. G. du Caire, le 20 juin : y prenaient part le roi d'Angleterre, le général Wilson, le commandant en chef de la 12e armée, destinée aux opérations en Grèce.

HITLER. — De mèche avec les gens d'ici[166], avec la trahison !

JODL. — Et puis cette information, qui est peut-être en rapport avec ça : une personnalité suisse contestée, mais qui nous a souvent bien et exactement renseignés, signale : « Après la stabilisation de la situation alliée en Sicile, […] offensive projetée lancée d'Afrique du Nord avec des troupes fraîches vers le continent, en direction de Rome. Occupation de Rome considérée comme l'action la plus importante au point de vue psychologique. Un gouvernement national provisoire doit aussitôt être instauré à Rome. Le parti fasciste doit être dissous, l'Italie et l'Albanie libérées de la dictature fasciste. De grosses quantités de troupes et d'armes seraient arrivées en Afrique, venant d'Amérique et du Canada. »

HITLER. — Il est certain que tout cela se tient.

JODL. — Toutes les autres questions restant encore se trouvent ainsi liquidées.

HITLER. — Qu'avez-vous d'autre ?

JODL. — Ceci était pour le commandant en chef sur le front ouest.

KEITEL. — Le rapport sur ce que vous aviez demandé aujourd'hui. Vous désiriez avoir la répartition des forces, un aperçu d'ensemble. Le port de

Palerme est déjà utilisé par l'ennemi comme base de vedettes rapides […].

HITLER. — » Renforts pour la Sardaigne » : cela aussi, c'est dépassé.

JODL. — D'après une photographie aérienne, le fort de Palerme est déjà utilisé par l'ennemi comme base de vedettes rapides. Dans l'après-midi du 24, il y avait là 8 vedettes rapides lance-torpilles.

HITLER. — Ne faudrait-il pas, à présent, que nous tenions prête la 2e division de chasseurs parachutistes[167] et qu'elle soit mise immédiatement en état d'alerte ?

JODL. — Oui, elle pourrait éventuellement être envisagée pour renforcer Rome.

HITLER. — Oui, qu'on la fasse immédiatement partir pour Rome.

BODENSCHATZ. — Le commandant en chef sur le théâtre d'opérations sud, une compagnie !

HITLER. — Être en force, à cet endroit, c'est une des choses les plus importantes.

JODL. — À part cela, il n'y aura encore rien d'autre à lui[168] dire pour l'instant.

HITLER. — Non, rien d'autre ; qu'il se fasse entourer d'une garde solide. En outre, il ne devra plus se rendre nulle part, ni se déplacer pour aucune conférence ; il ne devra recevoir qu'à son quartier général. Le mieux est qu'il soit malade ; ou bien on pourrait dire aussi qu'il a reçu l'ordre de venir ici pour rendre compte.

JODL. — Il faut qu'il reste *là-bas*.

KEITEL. — Je le laisserais *là-bas :* c'est quelqu'un qui sait commander et qui commande sur-le-champ. Lui a l'appareil en main. Il ne faut absolument pas qu'il quitte son quartier général, et tout visiteur ne doit lui être amené que sous escorte ; il ne recevra pas d'autres personnes, et, bien entendu, n'ira à aucune conférence tenue hors de son quartier général.

HITLER. — […].

HEWEL. — Non, je n'ai parlé qu'au ministre.

HITLER. — Avez-vous encore autre chose ?

## Situation aérienne

CHRISTIAN. — Une attaque encore cet après-midi par 350 avions. Le premier survol de notre territoire a eu lieu dans la région de Flensburg […]

région située entre Kiel et Flensburg, puis jusqu'à Stralsund, et ensuite des parties de la formation sont retournées encore une fois attaquer Stralsund […] au-dessus du Belt contre Hambourg, la région du port principalement ; impossible encore d'avoir un aperçu des dommages. Il y avait en l'air 324 chasseurs ; dix appareils ennemis abattus jusqu'à présent. Le maréchal du Reich fait dire que le nombre des appareils abattus ne cesse de croître. Munitions consommées au cours de la nuit dernière : 50.000 coups, dont environ 10.000 coups de 105, 20.000 coups de 88.

HITLER. — Combien y a-t-il là-bas de canons de 88 ?

CHRISTIAN. — Il y a au total 54 batteries lourdes *sur ce point*.

HITLER. — À 6 pièces ou simples[169] ?

CHRISTIAN. — Dans l'ensemble, c'étaient jusqu'à présent des 6 pièces.

HITLER. — Alors, disons qu'elles comprennent 40 canons de 88, ce qui fait 240 pièces ; soit 100 coups tirés par pièce, ce qui est très peu pour une durée d'une heure et demie. On a tiré très peu de munitions !

CHRISTIAN. — Voici les points de chute des appareils abattus :

*(Exposé.)*

Trois points de chute n'ont pas encore été précisés.

HITLER. — Comment ont-ils pu, alors, faire d'avance un compte rendu ? Ils annoncent 13 appareils abattus.

CHRISTIAN. — Ils ne les ont pas encore découverts, c'est seulement leur destruction. C'est le compte rendu de l'avion abattant l'appareil ennemi.

HITLER. — Est-ce que, chez nous, les vérifications sont toujours faites après coup aussi exactement ?

CHRISTIAN. — Elles sont faites après coup d'une façon absolument précise. On vérifie les points de chute ; la plupart du temps, ce sont des cyclistes qui s'y rendent, afin d'économiser du carburant. C'est vérifié d'une façon précise.

HITLER. — Alors, Jodl, finissez-en maintenant avec cette affaire.

JODL. — Ces ordres à rédiger ? Parfaitement.

HITLER. — Nous devons à présent, bien entendu, continuer à jouer le jeu comme si nous croyions qu'ils vont continuer la guerre.

JODL. — C'est ce qu'il faut que nous fassions.

HITLER. — Nous devons le faire comme…

VON PUTTKAMER. — Le grand amiral[170] sera présent ici demain pour le rapport.

*Le rapport du 26 juillet 1943 se tient aux premières heures de la journée en raison de la gravité de la situation.*

*(Le général Jodl présente la rédaction des ordres.)*

HITLER *(après avoir lu)*. — Je ne sais pas, Jodl, *si ça, ici*, c'est possible.

KEITEL. — « Récupération du matériel de D. C. A. ? »

HITLER. — Oui, je ne sais pas si cela est réalisable. Il faut attendre que…

JODL. — Il ne s'agit que de préparatifs, mon Führer.

HITLER. — Ce ne sera pas possible dans la totalité des cas, parce que ce matériel, pour sa plus grosse part…

JODL. — Il ne s'agit que de préparatifs.

HITLER. — […] interdiction absolue de téléphoner […] aucun ordre ; toutes ces instructions ne doivent être données que verbalement par courriers ou envoyées chiffrées par télétype ou écriture en code. Les conversations téléphoniques sur ces sujets sont naturellement interdites, même sous une forme *camouflée* ».

JODL. — Absolument. *Voici* donc la frontière, et *voilà* la frontière du côté de la Croatie. Cette idée m'est venue surtout parce que, ce matin, j'ai eu en main un rapport de la Kommandantur de Tarvis[171] disant que depuis une dizaine ou une quinzaine de jours, les Italiens font […] des transports de munitions avec […] approvisionnés en munitions de tous calibres.

HITLER. — C'est bien entendu une sale histoire, qui doit être en relation avec ça[172].

JODL. — […] état d'alerte renforcé ». Ces mesures ont prétendument été prises pour le cas où entreraient en jeu des troupes parachutées ou des partisans.

HITLER. — Alors, c'est que c'est en rapport avec le reste. La trahison a été préparée par ces gens-là d'une façon entièrement systématique.

JODL. — C'est ce que je pense aussi. Il y a encore un rapport du commandant en chef sur le théâtre d'opérations sud : selon une communication du général Roatta, le Duce, après un exposé de la situation, — cela remonte naturellement à plus loin — a renoncé au désir qu'il avait exprimé de voir déplacer la 3e division d'infanterie motorisée pour la

mettre à proximité de Rome. « Selon une communication du général Roatta ! » Est-ce que tout ça est vrai ? On n'en sait rien du tout.

HITLER. — Je ne crois pas que le Roatta ait partie liée avec les autres. Ils se haïssent, Roatta et Badoglio.

JODL. — Il y a encore une série de questions à examiner, mon Führer. Le commandant en chef sur le théâtre d'opérations sud-est a été d'autre part invité à faire connaître comment, dans la situation actuelle, il pourrait exécuter avec ses forces l'« Opération Constantin », et la même demande a été adressée au commandant en chef sur le théâtre d'opérations occidental en ce qui concerne l'« Opération Alaric ». Tout est à présent changé. Mais il n'en reste pas moins qu'il faut qu'ils présentent maintenant eux-mêmes des suggestions sur la manière dont ils comptent réaliser ces deux opérations dans des conditions modifiées, étant donné que diverses divisions leur ont été enlevées. La réponse viendra avant cette nuit par téléscripteur. Les faits eux-mêmes leur étaient connus. On ne leur a dit rien d'autre. Où en est la question des trains de charbon pour l'Italie ? Nous ne les avons jusqu'à présent pas laissés partir.

HITLER. — Nous ferons tout ce qui donnera l'impression…

JODL. — Il y a aussi cette autre question : ne faudrait-il pas interdire tout au moins les voyages en Italie et les communications téléphoniques ou télégraphiques privées ?

HITLER. — Cela non plus, je ne le ferai pas encore.

KEITEL. — Non, pas encore !

HITLER. — Toutes les personnalités importantes sont d'ailleurs obligées de se décommander ; on ne leur donne plus l'autorisation de partir.

JODL. — Et puis, j'ai eu Kesselring au téléphone. Comme il a entendu la proclamation, mais qu'on n'a pas pris contact avec lui, et qu'il y a en fait un nouveau commandant en chef et un nouveau chef de gouvernement, il veut prendre contact avec le roi ou avec Badoglio, comme il y est d'ailleurs obligé.

HITLER. — Y est-il obligé ? Oui, il l'est.

JODL. — Il le fera demain matin, ne serait-ce que pour sonder l'ensemble de la situation.

HITLER. — Ce brave Hube, qui venait nous dire : « Tout, ici, est solide et sans fissure ! »

KEITEL. — Hube ignorait tout ; il n'a fait que répéter ce que les…

HITLER. — Vous voyez combien peuvent être dangereux les « généraux apolitiques », quand ils pénètrent dans une atmosphère politique comme celle-là.

Jodl. — Autre chose : l'ordre est parti de mettre immédiatement en état d'alerte la 2e division de chasseurs parachutistes et de rassembler des avions de transport et des planeurs autant qu'il s'en trouvera de disponibles.

CHRISTIAN. — Le rapport sur les disponibilités en ce domaine est attendu. Mais à présent, mon Führer, une autre question : la 2e flotte aérienne, feld-maréchal von Richthofen, avait jusqu'à présent engagé cent avions de transport *Ju-25* pour ravitailler la 1re division de chasseurs parachutistes en Sicile […]. Dix ont de nouveau été abattus aujourd'hui. Sur quoi il a voulu les retirer. Le commandant en chef sur le théâtre d'opérations sud a immédiatement voulu confisquer ces avions et semble s'être proposé, quand la situation aurait évolué, d'amener des troupes d'Italie du Nord en Italie centrale. La 2e flotte aérienne a, en conséquence, reposé la question au commandant en chef de la Luftwaffe. J'ai commencé par dire à celui-ci : « Toute autre conversation téléphonique sur ce sujet est interdite ; passez désormais par le commandant en chef sur le théâtre d'opérations sud. »

HITLER. — C'est le commandant en chef sur le théâtre d'opérations sud qui doit se charger de tout cela et tout réunir entre ses mains. Je viens de dire aussi au maréchal du Reich qu'il ne fallait plus téléphoner.

CHRISTIAN. — C'est venu d'en bas, mon Führer. Ce n'est pas parti du commandant en chef de la Luftwaffe ; c'est venu de la 2e flotte aérienne. Maintenant, il ne s'agit plus que de savoir si la 2e division de chasseurs parachutistes doit disposer de ces avions.

HITLER. — La 2e division de chasseurs parachutistes, en priorité, c'est tout ce qu'il y a de plus important. C'est l'évidence même […].

KEITEL. — L'ordre stipule : « En cas de nécessité, sans emporter le matériel le plus lourd ; si la situation l'exige, le détruire. Ne pas transmettre d'ordres par téléphone, même sous une forme dissimulée. »

HITLER. — Non. Je mettrais : « sans emporter aucun matériel lourd ».

KEITEL. — Donc : « En cas de nécessité, sans emporter aucun matériel lourd, qui devra être détruit si la situation l'exige[173]. » Puis ici : « Pas de

transmission d’ordres par téléphone, même pas sous une forme voilée. Instructions à expédier uniquement par courriers. »

HITLER. — Par courriers dont les documents doivent être également chiffrés.

HEWEL. — Mon Führer, la question est précisément de savoir si nous ne devons pas bloquer les communications téléphoniques à partir des P. T. T. mêmes. Les P. T. T. viennent d’appeler. Cela les débarrasserait des communications des journalistes. Les P. T. T. veulent sans doute suggérer qu’on bloque toutes les communications téléphoniques à l’exception des circuits militaires.

HITLER. — On pourrait dire alors qu’on a besoin de téléphoner pour des raisons militaires, pour des communications officielles.

HEWEL. — Surtout les journalistes, qui, à présent ont naturellement de grands […].

HITLER. — Pour les communications officielles exclusivement !

HEWEL. — Pour les ministres exclusivement !

HITLER. — Exclusivement pour les communications ministérielles et militaires !

KEITEL. — […] dont les ordres écrits devront être chiffrés ». Afin qu’il ne figure rien dans ce qu’ils auront sur eux.

CHRISTIAN. — Téléscripteur chiffré et messages radio ?

HITLER. — Téléscripteur chiffré et messages radio chiffrés. Mais est-ce que ça ne peut pas se déchiffrer ?

KEITEL. — Non ; c’est de cette façon aussi que procède la marine.

HITLER. — Alors : « Téléscripteur chiffré ou messages radio chiffrés ».

KEITEL. — […] ou messages radio chiffrés ».

HITLER. — Voilà !

## Sicile

JODL. — La reconnaissance de jour a encore constaté cet après-midi un mouvement de transports d’une cinquantaine d’unités sur la côte nord de la Sicile, venant de Palerme et se dirigeant vers l’est ; sur ces cinquante unités, il y en avait huit grosses, les autres plus petites, vraisemblablement des péniches de débarquement. Leur direction n’a pas été déterminée d’une façon précise ; elles avaient vraisemblablement le cap à l’est. Il doit donc

s’agir vraisemblablement d’une tentative de débarquement dans le dos de notre aile droite.

HITLER. — Tout a-t-il été prévu pour ce cas par la Luftwaffe ?

JODL. — La Luftwaffe est avisée.

CHRISTIAN. — Oui, par le commandant en chef sur le théâtre d’opérations sud.

HITLER. — Quand même, je suis d’avis que nous envoyions encore immédiatement un officier *là-bas*.

JODL. — L’avion est prêt ; il y aurait lieu seulement d’attendre jusqu’à demain.

HITLER. — Il faut faire aller *là-bas* un officier qui dise à Hube comment il faut que cette opération soit effectuée : qu’on assure le transport des hommes qui se trouvent en arrière[174], qu’on leur fasse passer le bras de mer, et que ceux qui formeront le rideau doivent tenir, puis se replier en une nuit et en quatrième vitesse. Les derniers devront encore tirer d’une façon continue et jouer la comédie.

## Italie

JODL. — Il y a une chose en tout cas qui doit être communiquée verbalement : c’est l’affaire de Rome.

HITLER. — Il faut de toute manière procéder à cette opération : c’est bien évident. C’est pourquoi il n’y a pas à tergiverser : il faut rendre le coup, et voir à mettre la main sur tout le gouvernement. La division de parachutistes doit, elle aussi, préparer son affaire de façon que les hommes soient lâchés sur le pourtour de Rome. Après quoi il faudra occuper Rome. Pas une âme ne devra quitter Rome, et alors la 3$^{e}$ division d’infanterie motorisée y pénétrera.

JODL. — Ainsi que les éléments qui sont en route, ceux de la 26$^{e}$.

HITLER. — Cela ne ressort pas clairement de l’ordre tel qu’il est rédigé : « qui seront débarqués ». Il faudrait mettre qu’ils doivent être débarqués en *cet* endroit.

KEITEL. — On pourrait ajouter : « les éléments à débarquer », compte non tenu, par conséquent, de ceux qui sont déjà débarqués. J’ai lu le texte deux

fois. Je m'étais dit aussi : « Ne vaudrait-il pas mieux mettre : « les éléments à débarquer de la 26e division blindée ? »

JODL. — On les avait fait partiellement débarquer parce qu'ils n'avançaient plus, et ils devaient, par une marche en campagne…

HITLER. — Alors, il faut ajouter : « les éléments débarqués et à débarquer ». Par conséquent : « Outre les éléments déjà débarqués, les éléments restants de la 26e division blindée devront être débarqués et placés sous le commandement de la 3e division d'infanterie motorisée. »

HEWEL. — Ne devons-nous pas préciser que les issues du Vatican seront occupées ?

HITLER. — Peu importe ; le Vatican, j'y pénètre immédiatement. Croyez-vous que le Vatican m'en impose ? Je m'en empare immédiatement. Il y a surtout là-dedans tout le corps diplomatique. Je m'en moque. Toute la racaille se trouve là ; nous ferons sortir tout ce ramassis de salauds […]. Qu'est-ce donc […]. Après coup, nous nous excuserons : qu'est-ce que ça peut nous faire ? C'est une guerre que nous menons là-bas […].

BODENSCHATZ. — C'est au Vatican que se trouvent la plupart […] se croient en sécurité.

HEWEL. — C'est là que nous en découvrirons, des documents !

HITLER. — Là ? Oui, là, nous en aurons, des documents ; nous en sortirons des choses, en fait de trahison ! Combien de temps faudra-t-il au ministre des Affaires étrangères — je regretterai éternellement qu'il ne soit pas là — pour rédiger les instructions à Mackensen ?

HEWEL. — Elles doivent être parties.

HITLER. — Enfin !

HEWEL. — Je vais m'en assurer tout de suite.

HITLER. — Est-ce un article de journal de douze pages qu'il s'agit de faire ? C'est ce que je redoute le plus de votre part ; ces choses-là peuvent se faire en deux lignes, ou en trois. J'ai encore pensé à autre chose, Jodl, s'il[175] veut attaquer demain ou après-demain — je ne sais pas si les unités sont déjà rassemblées — je leur[176] ferai de nouveau prendre l'offensive en Russie. Alors, la « Leibstandarte » pourra encore une fois donner ; car si, de toute manière, le matériel n'arrive que…

KEITEL. — Le matériel de chemin de fer !

JODL. — Elle peut naturellement le faire, car il vaut naturellement mieux qu'on laisse une situation plus consolidée.

HITLER. — Ce serait naturellement une bonne chose. Une de ces divisions, la « Leibstandarte », pourrait ensuite être transportée. Elle devra partir la première et pourra alors laisser ses affaires sur place pour l'instant. Elle pourra laisser une très grosse quantité de matériel *là-bas ;* il ne sera pas nécessaire qu'elle emmène ses chars. Elle peut les laisser *là-bas* et les faire suivre ensuite ; ils les recevront *ici*[177]. Par conséquent, les chars restent *là-bas* pour l'instant. Elle recevra en outre ici les chars « Panther » ; elle sera donc abondamment pourvue. C'est une bagatelle. Avant que la division soit arrivée, elle aura les chars à sa disposition.

HEWEL. — Je voulais vous demander au sujet du prince de Hesse, qui rôde tout le temps par ici : dois-je lui dire que nous n'avons pas besoin de lui ?

HITLER. — Je le ferai venir et lui dirai deux ou trois mots.

HEWEL. — Il va, bien entendu, trouver les uns, les autres, les interroge et voudrait tout savoir.

HITLER. — Eh bien ! Au contraire, c'est là un excellent camouflage, un mur de fer. C'est très bien. Nous avons, dans le passé, souvent eu chez nous des gens qui ne se doutaient de rien lorsque nous préparions quelque entreprise, alors que les autres avaient la conviction que, du moment que ces gens-là étaient là, il ne se tramait rien. J'ai peur que Gœring ne sorte de son rôle.

BODENSCHATZ. — Je le lui ai dit tout à l'heure de façon nette.

HITLER. — Dans cette affaire, il faut être extraordinairement courtois. Je lui[178] donnerai toutes les proclamations — elles sont d'ailleurs publiques — que nous avons collectionnées. Il peut les lire tranquillement, le Philippe, c'est absolument sans danger. Mais transmettez la consigne qu'on ne lui donne rien qui ne soit authentique. Je ne sais pas où elles sont[179]. Veillez à n'en pas prendre de fausses. Et le transport des troupes, quand pourra-t-il commencer, le premier départ ? Le mieux serait que ça se fasse avec ensemble.

JODL. — Cela va venir. C'est la 305$^{e}$ qui est prête.

HITLER. — Et la 44$^{e}$ ?

JODL. — Elle est prête ; cela dépend de ce qu'il y aura comme matériel à vide. La 44e ne sera libérée que demain ; cela dépend du matériel à vide. Mais je pense que ça commencera dans la journée de demain.

HITLER. — Est-ce que la 44e est un peu motorisée ?

JODL. — Non.

HITLER. — Mais c'est une division à trois échelons.

KEITEL. — Une division à trois échelons, et pleinement utilisable. Nous voulions déjà l'envoyer *là-bas* il y a un mois ; mais Rommel voulait absolument l'avoir, parce qu'elle était prête. Vous vous y êtes refusé à ce moment-là. Alors, nous y avons mis la Brandebourg[180], parce qu'il ne fallait pas que ça se remarque.

HITLER. — La Brandebourg n'est pas *là* non plus.

KEITEL. — Ils sont repartis, eux aussi. Elle était à Innsbruck ; la situation s'est peu à peu modifiée.

HITLER. — N'y aurait-il pas lieu de donner à ces unités, qui auraient éventuellement à démolir ces quelques blockhaus[181], un certain nombre de moyens, soit des chars « Tigre » ou n'importe quoi d'autre, pour le cas où il se présenterait des difficultés quelque part ? Naturellement, un char « Tigre » mettrait ces quelques ouvrages et leurs créneaux en miettes.

KEITEL. — Sans aucun doute.

HITLER. — Peut-être pourrait-on voir tout de suite avec Buhle ce qu'il y a comme chars « Tigre » dans les centres d'instruction, etc.

JODL. — Il faudrait amener à Innsbruck ce qu'on pourrait réunir.

HITLER. — Il suffit de quelques-uns pour faire craquer cette poignée d'ouvrages et descendre sur la Carniole […] cette poignée d'ouvrages aura vite craqué. Si deux ou trois chars « Tigre » arrivent et tirent dedans, ils[182] sortiront tout de suite. De toute manière, ces chars-là perceront le béton qu'ils ont. Le cas échéant, on pourrait aussi prendre des chars « Panther[183] ». Peut-être pourrait-on voir si les centres d'instruction ne pourraient pas se dessaisir de quelque chose à cet effet, par exemple aussi des chars d'assaut.

KEITEL. — Je vais en parler à Buhle.

HITLER. — Faites dire à Guderian[184] de venir aussi.

*Le rapport de mi-journée du 26 juillet 1943 concerne une nouvelle fois principalement les opérations en Italie.*

## Italie

HITLER. — Jodl, est-il arrivé de nouvelles informations ?

JODL. — Non. De *là-bas*, il n'y a de fixé qu'un entretien avec Badoglio à 18 heures, parce qu'étant surchargé, il n'avait pas le temps plus tôt […] les uns crient : « *Pace, pace !* » et les autres font la chasse aux fascistes.

HITLER. — Bon.

JODL. — Mais, jusqu'ici, c'est sous forme d'enfantillages du Mardi gras, avant le mercredi des Cendres.

HITLER. — Ça va être aussi le mercredi des Cendres, nous avons déjà connu ça une fois […].

JODL. — Le Haut-Commandement a assuré sa sécurité d'une façon absolue. Il vient encore d'y avoir une communication téléphonique disant qu'en cas de péril, il était assuré d'un terrain d'aviation […] entièrement entre des mains allemandes.

HITLER. — Et une autre question : êtes-vous déjà informé du moment où *cette* division de parachutistes sera prête à sauter ?

JODL. — Elle est en état d'alerte, mais nous n'avons pas encore d'indications nous disant quand il[185] recevra des effectifs supplémentaires.

HITLER. — Jeschonnek doit le savoir.

JODL. — Ces effectifs devraient maintenant arriver.

HITLER. — Est-ce que, *là-bas*, l'opération est commencée[186] ? […] Ne serait-il quand même pas possible de faire au moins passer les chars sur le continent ?

JODL. — […] Il faut bien entendu évacuer avant tout le matériel le plus précieux durant le temps où l'on ne peut pas ramener les hommes.

HITLER. — Surtout les chars ! Il y a là-bas cent soixante chars […] d'après l'exposé qui a été fait hier.

JODL. — Les nouveaux ne sont pas encore […].

HITLER. — Non, ils n'avaient pas encore été envoyés.

JODL. — Voilà ce que j'ai reçu cet après-midi : la position de tous les trains sur les voies ferrées.

*(Exposé de situation)*

Il y en a sur toutes les lignes jusqu'au Brenner. Du Brenner à l'aile sud, la situation n'est pas encore bien claire. Mais Kesselring avait déjà commencé

à exécuter la plupart des mesures indiquées dans le télétype d'hier soir.

HITLER. — Nous devons seulement veiller à ce qu'il ne se produise pas encore une saloperie quelconque du côté des Hongrois. Quelles unités, le cas échéant, pourrions-nous expédier *là-bas* incontinent ? […] des sections de chars « Panther ». Peut-on encore amener *là* quoi que ce soit d'autre, au pied levé ? Si une saloperie arrivait à se produire […]. Or, je ne sais pas où ils sont. Où sont-ils ? À Dollersheim ? Ce serait alors tout près de la Basse-Autriche.

JODL. — Dollersheim, oui.

HITLER. — *Ici, par là-haut ?*

JODL. — Entre Vienne et Brünn, au nord-ouest. L'endroit le plus proche, pour la Hongrie, c'est Bruck.

HIMMLER. — Bruck-sur-la-Mur, pas Bruck-sur-la-Leitha.

HITLER. — *Là*, Untersteinfeld près de […] ?

HIMMLER. — […] Je n'ai pas encore de […] dans l'ensemble, s'ils n'ont pas déjà auparavant conclu quelque chose […] tout ce qui est dedans. Ces types-là se trouvent directement […].

HITLER. — La difficulté, avec les Hongrois, c'est que nous avons sur le front russe des divisions hongroises de sécurité. Elles n'entrent pas en ligne de compte pour le moment.

HIMMLER. — J'en ai deux chez moi. Elles ont cette fois participé à notre action de façon correcte.

JODL. — Elles ont un bon chef.

HIMMLER. — […] On pourrait déjà réfléchir à la façon de les amener.

HITLER. — Il serait quand même possible…

HIMMLER. — Je tiens pour possible que […].

HITLER. — Non, ils ne feront pas ça.

HIMMLER. — Mon Führer […].

HITLER. — Non, ils ne feront pas ça. Mais il se pourrait qu'ils déclarent, — car ils le savent […].

HIMMLER. — Mais cela pourrait […]. au point de vue économique […].

HITLER. — Énormément.

HIMMLER. — Qu'ils stoppent ça dans les divisions. Je m'attends de leur part à n'importe quelle lâche saloperie.

GŒRING. — Oui.

HITLER. — Et maintenant, que peut-on faire de ce qui est *là*[187] *?* Comment évacuer tout ça, et, avant tout, les hommes ?

JODL. — Eh bien ! je proposerais de les […] faire passer en Corse, si c'est possible, pour les y regrouper.

GŒRING. — C'est aussi mon avis de renforcer la Corse le plus possible.

JODL. — Mais la troupe devrait se défaire de tout, si elle doit passer en Corse.

HITLER. — Il faut que nous parlions tout à l'heure de la façon de la faire passer en Corse.

JODL. — Très bien. La question est surtout, si je n'ai pas suffisamment de tonnage libre, d'en faire venir. Alors, bien entendu, je pourrai assurer le passage des troupes. Mais, outre cela, il y a encore quelque chose *là*.

HITLER. — Il ne faudrait alors pas compter dessus non plus, naturellement […] faire passer *ici*. À présent, *ici*, avec les parachutistes, Jodl, que se passe-t-il ? *Ceci* va nous échapper également.

GŒRING. — Échapper ? Comment ça, quand on tient *ceci ?*

HITLER. — […] là-haut les ports, et vous ne pouvez pas tout occuper avec deux divisions.

JODL. — […] les trois divisions qui sont en bordure de la côte et la « Feldhernhalle ». Et puis on fera descendre l'unité qui est prévue pour[188]…

HITLER. — Laquelle est-ce ?

JODL. — La 715e.

HITLER. — Elle est arrivée ?

JODL. — Elle est sur les lieux.

HITLER. — Elle est sur les lieux, mais elle n'est pas mobile.

JODL. — Elle est en partie motorisée au moyen d'autobus.

HITLER. — On pourrait la mettre *ici*.

JODL. — Elle a en tout cas mission d'assurer la protection de Mussolini.

HITLER. — Et ensuite, éventuellement, de pénétrer vers Turin.

JODL. — Viennent ensuite en premier à partir de demain, par deux itinéraires, la 305e et la 44e, la 44e dans *ce* secteur et la 305e dans *celui-ci*.

HITLER. — Et la 24e division blindée, quand arrive-t-elle ?

JODL. — Elle n'est pas encore là.

HITLER. — La 24e blindée est, je crois, ce qu'il y a de plus important. C'est une division blindée […].

JODL. — C'est naturellement la seule division blindée qui […].

HITLER. — Je le reconnais.

JODL. — La question est seulement de savoir si l'on […] dans la partie nord. Du côté de l'Italie, il est maintenant plus à proximité, bien entendu ; seulement, il y a cet énorme flanc. Si, là-bas, les Italiens […] *ici*, à partir de Trieste *jusqu'en bas*.

GŒRING. — Je le disais déjà tout à l'heure avant d'entrer : si ce n'est pas nous qui nous emparons des armes, ce seront les mutins.

HITLER. — Où se trouve la 10e SS ? Est-elle *là ?*

HIMMLER. — Elle est *ici*[189]. Elle vient d'y descendre.

JODL. — Elle n'est pas encore tout à fait prête, mais presque.

HITLER. — J'ai entendu dire beaucoup de bien de la « Gœring » […] c'est en réalité caractéristique, parce que c'est un jugement d'ensemble porté sur notre jeunesse.

JODL. — Je l'ai lu.

HITLER. — Les jeunes gens qui sortent des Jeunesses hitlériennes se battent fanatiquement […] de jeunes gars allemands, dont certains ont 16 ans. Ces Jeunesses hitlériennes se battent la plupart du temps avec plus de fanatisme que leurs camarades plus âgés […] de *là-bas* font savoir qu'ils ne les ont reçus qu'après que tous étaient tombés jusqu'au dernier. Alors, si *ces* divisions se battent toutes comme ces deux divisions S. S…

HIMMLER. — Ce sont maintenant de bonnes divisions, mon Führer.

HITLER. — […] tout comme combattra la division « Jeunesses hitlériennes[190] », et toute la jeunesse d'une façon générale. Ils sont déjà constitués en unités. Ils en verront de toutes les couleurs. Ce sont de jeunes gars, certes, mais ils sont à présent […] instruits depuis longtemps.

HIMMLER. — Les deux divisions iront dans un camp d'instruction du 15 février au 15 août.

GŒRING. — 14 […] ont été officiers dans l'armée.

HIMMLER. — Mais elles sont maintenant en très bon état. Des inspections ont été passées par Dollmann, Blaskowitz, Rundstedt et autres, et ils se sont déclarés fort satisfaits.

HITLER. — Combien chaque division compte-t-elle d'hommes, et quel est l'âge moyen ?

HIMMLER. — Elles ont en moyenne 400 officiers et environ de 3.000 à 4.000 sous-officiers d'un certain âge, — d'un certain âge signifie aussi de 20 à 30 ans. L'âge moyen pour chaque division est de 18 ans 1/2 le calcul englobant tout l'effectif, du général à la recrue.

HITLER. — On peut donc dire que la majorité a 18 ans.

HIMMLER. — 18 ans, oui.

GGERING. — On a cependant dit récemment que les hommes de 26 à 30 ans s'étaient montrés les meilleurs combattants.

HIMMLER. — En moyenne, du point de vue purement physique.

HITLER. — Si on les soumet à une si longue période d'instruction […]. Autrefois, à ces jeunes gens, on leur a surtout […] Dieu sait quoi […]. Ce sont tous quand même des gosses qui se sont engagés dès 17 ans, et même avant, pour beaucoup d'entre eux […] afin qu'ils entrent […]. Mais ils se sont merveilleusement battus, avec une bravoure sans pareille […]. Les autres étaient pitoyablement instruits, deux mois d'instruction […] les uns avant le mois d'avril, d'autres après le mois d'avril, d'autres encore en avril même, et, sur les mois restants, nous avons quinze jours à peu près […] c'étaient tous des exercices « admirables », c'est-à-dire des exercices sur le champ de manœuvres d'Oberwieserfeld […]. Ceux-là sont certainement mieux.

HIMMLER. — En soi, leur instruction est bonne.

HITLER. — Ces cinq premières divisions sont donc *là*. Puis vous avez encore la 24e blindée, qui est prête ?

JODL. — Puis il y a encore la 24e blindée, qui est prête.

HITLER. — Il faut la faire entrer dans la danse *ici*, c'est sûr.

Il faut quand même que nous voyions à faire descendre *ici* une division du front russe et que nous l'amenions.

JODL. — Ensuite, mon Führer, le feld-maréchal von Rundstedt arrive aujourd'hui à la 4e armée italienne.

GŒRING. — En visite.

JODL. — Dans le cadre de ces visites continuelles. Les rapports ont toujours été très bons. Je crois que c'est une très bonne…

GŒRING. — Irréprochable.

HITLER. — Mais il ne faut pas qu'il s'attarde, il faut qu'il reparte le plus vite possible. L'affaire doit être exécutée rapidement. Nous devons veiller, aussi vite que possible, à… Il faut qu'aujourd'hui même, il se fasse une idée exacte de la situation […].

GŒRING. — Qu'est-ce qu'il y a comme Italiens dans Rome ?

HIMMLER. — Mon Führer ! Nous pourrions quand même essayer de voir s'il ne serait pas possible d'obtenir du Duce *cette* division ; nous lui avons quand même donné 12 canons d'assaut, 12 chars IV et 12 chars III, ce qui fait 36 […].

HITLER. — […] division, autant qu'ils en reçoivent.

JODL. — De toute façon, il y a du monde *là*.

HIMMLER. — L'Obersturmbannführer (Leinert), de chez moi, est encore *là-bas*.

HITLER. — Il devrait veiller à ce que nous obtenions toute la division, à ce qu'elle se joigne à nous.

GŒRING. — Tout au moins les canons […].

HIMMLER. — Il y a aussi *là-bas* les groupes d'instruction.

JODL. — Quand puis-je transmettre cet ordre ?

HITLER. — […] pouvez le donner.

JODL. — Je viens précisément de transmettre un ordre à Kesselring.

GŒRING. — Nous donnons vraiment ces ordres ?

HITLER. — Ils partent tous par téléscripteurs chiffrés.

JODL. — On ne peut rien trouver à redire à cela.

HITLER. — Par téléscripteurs chiffrés, que voulez-vous de plus ? Autrement, nous ne pourrions rien faire passer, il ne tirait plus d'ordres. Autrement, il ne saurait pas ce que nous voulons.

GŒRING. — Je pensais qu'en l'occurrence, on pourrait procéder au moyen de courriers secrets tout à fait spéciaux.

HITLER. — Les courriers sont encore plus dangereux, quand ils ont sur eux des documents qu'il est de nouveau nécessaire de chiffrer.

GŒRING. — Par cœur !

HITLER. — Quand même, ils ne peuvent pas conserver par cœur des points trop nombreux. Et puis, ils ont de toute façon en tête le message à transmettre, parce que […] cela s'est également produit ici et s'est essentiellement produit là-bas.

SCHERFF. — Probablement *ici*, au cas d'un coup de force.

HIMMLER. — Je peux faire passer à son entourage un message radio.

GŒRING. — Ce serait naturellement désastreux, s'ils allaient remettre ça aux Anglais. Ce serait naturellement désastreux. Ce serait inimaginable. Ils ont mission de les désarmer ?

SCHERFF. — Seulement d'une façon très générale, et ensuite d'agir, si c'était nécessaire. Et puis, d'une façon générale, ils les préparent à l'éventualité…

HITLER. — Ils sont tous deux avisés qu'un coup de force est possible, étant donné qu'en ce cas…

GŒRING. — [….]

HITLER. — Non, ils recevront un signal. Si nous les en avertissons, cela fera des difficultés. Nous pouvons, avec ceux-là […] par radio […].

HIMMLER. — Je peux aussi communiquer par radio avec ma division à Rome.

HITLER. — En messages chiffrés ?

HIMMLER. — Chiffrés, parfaitement.

HITLER. — Et c'est absolument sûr ?

HIMMLER. — Absolument sûr. Nous avons convenu d'un tout nouveau chiffre. Nous avons établi hier la dernière clé. Je peux leur donner l'ordre, avec leurs […].

GŒRING. — […] Il faut que le procédé soit sûr.

JODL. — Cela ne peut être adressé qu'à Kesselring ; car, autrement, il ne connaîtrait pas nos intentions ultérieures. Les informations qu'il recevra ensuite […] de nouveau une situation totalement différente […].

HITLER. — Jodl, en ce qui concerne donc l'entrée des troupes *ici* […] amener, pour d'abord entrer là une bonne fois ou éventuellement franchir le Brenner ?

JODL. — Je ne vois aucune difficulté à franchir le Brenner : les trains le traversent tout simplement.

HITLER. — Oui, mais s'ils l'occupent soudain ?

JODL. — Vient ensuite l'autre aspect de la question…

HIMMLER. — Et l'attitude du Trentin à l'égard du soulèvement ?

HITLER. — Il n'y a plus d'habitants ; ils sont tous sous les drapeaux.

HIMMLER. — Il reste quand même bien encore des hommes *là-bas*. Les Italiens sont […] quand on a de la poigne pour les saisir […]. Il faut bien

que, d'une manière ou d'une autre, ils prennent place dans leurs blockhaus, j'en suis fermement convaincu.

HITLER. — […] garnison Innsbruck […] et tient prêts pour cela ses chars « Tigre » […]. Avez-vous déjà parlé de cette histoire à Thomale ?

JODL. — Oui.

HITLER. — Et de cela aussi ?

SCHERFF. — Thomale était bien là hier.

JODL. — On a déjà parlé avec lui. Où nous avons le moins de monde, c'est *de l'autre côté*, à l'est ; le régiment le plus proche se trouve près de Tarvis.

HIMMLER. — C'est ce que j'allais dire ; ce régiment-là pourrait […] il n'y a d'ailleurs pas de dégâts par ici […] ce régiment de montagne. On peut le faire venir sans autre difficulté.

HITLER. — Quel est donc ce régiment de police, *là* ?

HIMMLER. — C'est le régiment de police qui est à Marseille. Mon Führer, on pourrait, en même temps que Laibach et Trieste […].

JODL. — Les passages depuis Agram vers […].

HIMMLER. — […] Je tiendrais beaucoup à ce qu'on garde ce régiment à Laibach.

HITLER. — Mais *celui-là*, on pourrait le faire venir.

HIMMLER. — Je le peux sans difficulté.

HITLER. — Ne faudrait-il pas le faire sans plus attendre ?

JODL. — Je pense qu'ils le feront de toute manière, parce qu'ils ont ordre d'assurer […] — nous saurons cela aujourd'hui — d'établir une sécurité renforcée. Nous n'aurons absolument rien d'autre.

HIMMLER. — *Par ici*, je passerais beaucoup plus facilement ; nous nous y trouvons déjà. Donc, la besogne me serait plus facile si je prenais Tarvis par *ce côté-là*. Si j'entre *par là* […] et alors il faut naturellement que je dise jusqu'où l'on doit aller. On peut […] monter *jusque-là*.

HITLER. — Quand les chars arriveront, toute cette racaille fichera le camp avec une lâcheté sans pareille. Il est bon que j'aie…

HIMMLER. — Est-ce que nos sections de chars descendent elles aussi ?

GŒRING. — Elles ne font pas la guerre !

HIMMLER. — Où vont-elles aller ?

HITLER. — *Là*, mais il faudra voir. La « Leibstandarte » laissera ses chars en arrière et les y retrouvera.

GŒRING. — Je ne me fais pas de souci. Que ces avortons opposent une résistance sur le Brenner, voilà qui est absolument exclu.

HITLER. — Quand nos chars « Panther » paraîtront…

GŒRING. — Je considère que c'est une très bonne chose, en même temps qu'un lâcher de parachutistes. Les gens de Himmler font ça mieux que les miens. Sur-le-champ !

HITLER. — Ils ne peuvent pas sauter, il faut qu'ils atterrissent.

GŒRING. — Il y en a une partie qui atterrira, oui.

KEITEL. — […] monter à 6 heures du matin pour […]

HITLER. — Qu'il vienne !

KEITEL. — Très bien. Il va venir tout de suite.

HITLER. — […]

GŒRING. — Oui, je suis du même avis.

HITLER. — […] affoler les Italiens.

GŒRING. — Je dis précisément que c'est lui qui a écrit cette lettre.

LINGE. — Mon Führer, le feld-maréchal Kluge et le général Zeitzler sont arrivés. Faut-il les faire entrer tout de suite ?

HITLER. — Oui.

*Le rapport est interrompu par l'arrivée du feld-maréchal von Kluge. À la reprise, les fronts russe puis italien sont examinés.*

## Italie

*(Exposé de situation par le général Jodl.)*

HITLER. — 25 juillet ? Nous sommes le combien, aujourd'hui ?

JODL. — Le 26.

HITLER. — Est-ce dedans ?

JODL. — Oui, je l'y ai couché par écrit. C'est la mission de la 715e pour assurer la protection de Mussolini. Ceci, ensuite, a pour objet le retrait éventuel des troupes stationnées en Sicile et en Sardaigne.

HITLER. — Est-ce qu'on s'est déjà entretenu des possibilités avec le grand amiral ?

DŒNITZ. — Non.

JODL. — Il sait seulement que le tonnage d'embarquement disponible à cet effet est au moins aussi important, sinon plus, que celui mis en service pour

le détroit de Messine.

DŒNJTZ. — […] dans le détroit de Messine déjà jusqu'à 7.000 hommes par jour. Nous sommes arrivés à 10.000 hommes quand il s'agissait de troupes sans matériel.

HITLER. — Alors, ils seraient passés en deux jours ?

DŒNITZ. — En tout cas autant que par le détroit […] sans matériel, 1.500 tonnes sans difficulté.

HITLER. — Mais avec fusils, etc.

DŒNITZ. — Oui, bien entendu.

JODL. — C'est ce qui était prévu pour le passage. Mais s'il faut à présent forcer la cadence, il faut prévoir que les chiffres augmenteront encore.

DŒNITZ. — Oui. Je crois que pour passer les hommes, il faudra plus de temps que […]. La même observation vaut pour le détroit qui sépare la Sardaigne de la Corse.

HITLER. — […] Si l'opération est assurée, y mettre toutes leurs forces de combat.

DŒNITZ. — Par *ici*, vers *là-haut*.

HITLER. — […] ou une partie.

DŒNITZ. — Oui, parce que je pense qu'il nous faut nous emparer de tout ça jusqu'à la Spezzia si possible, ne fût-ce qu'en considération de la flotte […] s'il y avait dans cette région une base plus proche que celle-là. La difficulté est seulement que, pour l'instant, nous avons également *là* notre base de ravitaillement. Mais il nous faudrait une base par ici, dans ces parages, peut-être à Salerne. C'est important.

GŒRING. — Est-ce que l'ordre dans lequel se fera le passage a été arrêté ici ?

HITLER. — Il faut laisser ce soin aux chefs de corps.

JODL. — C'est l'affaire du 14e corps. Il y a ensuite cette voie ferrée qui est actuellement encombrée. De la 26e division blindée, 11 trains sont encore sur le parcours *ici* […] de la 1re division de parachutistes, 4 trains sont encore sur le parcours.

HITLER. — Qu'est-ce que c'est que *ça* ?

JODL. — Ce sont les unités qui sont *là* au complet […] 4 trains en France. La question se pose aussitôt de savoir s'il n'y a pas lieu de les arrêter pour la côte française.

DŒNITZ. — […] ces 4 avec les Italiens […] qu'on ne les donne pas à *ceux-là*.

JODL. — […] la 4e armée les reprenne.

GŒRING. — C'est pour cela que le matériel des parachutistes est chez […].

JODL. — Encore bien plus ! Pour la 26e division blindée, il y a 50 trains qui ne sont pas encore chargés.

HITLER. — 50 ?

JODL. — Elle doit avoir plus de 100 trains. Ce sont là toutes choses qui doivent encore […].

HITLER. — Pas encore chargés ? Cela vient *là* de toute manière ?

JODL. — De toute manière. De la 1re division de parachutistes, on signale que 45 trains ne sont pas encore chargés.

HITLER. — De la 1re division de chasseurs parachutistes ?

JODL. — De la 1re division de chasseurs parachutistes, parfaitement.

HITLER. — Qu'est-ce que c'est que *ça* ? Pas les hommes qui effectuent le saut, probablement ?

JODL. — Non, tout l'attirail et le matériel. Mais je ne sais naturellement pas tout ce que cela comporte.

JESCHONNEK. — Les échelons de l'arrière, tout ce qui […].

HITLER. — Celle-là a donc autre chose encore que […] du matériel resté en arrière.

JESCHONNEK. — Pas seulement de la 1re division de parachutistes ; le général Student voulait faire descendre également d'autre matériel appartenant aux troupes du corps d'armée aérienne, tout ce qui était *là, en bas*, des éléments combattants de la 1re division de parachutistes.

JODL. — Mais ils n'emportent pas […]. Ces troupes ont naturellement aussi avec elles la tenue d'hiver.

JESCHONNEK. — Mais ces troupes la prennent […].

JODL. — Il y a *là* six trains qui n'ont pas encore été chargés d'éléments de la marine.

HITLER. — Il faudrait procéder dans l'ordre suivant[191] : d'abord les éléments parachutistes, ensuite la division « Gœring », troisièmement la division blindée, quatrièmement les restes des divisions d'Afrique du Nord,

et, en dernier lieu, la 19e, parce que c'est elle qui a le moins de monde. Mais, d'ailleurs, il faudra de toute manière s'en remettre de ce soin à l'armée ; cela ne peut pas être fait selon un schéma donné. Mais il faut que tout le front […] cela recule par bonds. La division de parachutistes est naturellement ce qu'il y a de plus important, parce que c'est ce qu'il y a de plus précieux.

GŒRING. — Il aurait un besoin urgent de parachutistes. Ce sont eux aussi qu'on ramène en ligne le plus rapidement. Il faudrait discuter encore une fois à fond de l'entrée en ligne de la 2e division de parachutistes. Mais si l'on ne peut arrêter cela […] les histoires de corps d'armée […] pas encore de clartés.

JESCHONNEK. — En tout état de cause. La 2e n'arrive pas non plus par le train. Cette division-*là* peut être immédiatement arrêtée.

HITLER. — On ne doit pas surcharger les chemins de fer avec ces choses-là.

JODL. — Il faut que ces troupes de combat soient amenées en première urgence par *cette* ligne de chemin de fer.

GŒRING. — De toute façon, il n'y a plus personne *en bas* ; on peut, en conséquence, arrêter cette division […].

JODL. — Ensuite vient cette question décisive : les Italiens arrêtent ces unités de parachutistes sur le Brenner, parce que […] ils ne peuvent pas les recevoir. Et puis viendra le moment où je ne m'accrocherai plus à ce verrou. Et pour ce moment-là, il faut naturellement…

HITLER. — Cela se produira à l'instant même où nous occuperons Rome.

JODL. — Il faut que cela soit concom […] strictement.

HITLER. — L'occupation de Rome […] par la 3e division d'infanterie motorisée et toutes les unités qu'elle […] devront encore faire venir. C'est en même temps le signal de l'avance sur tout le front, sans s'embarrasser d'aucun ménagement. L'essentiel est ceci : il faut à tout prix que la […] arrive *ici*.

GŒRING. — Puis-je, mon Führer, poser encore une question au sujet de la division de parachutistes ? Comment vous représentez-vous la mise à terre de la division de parachutistes ?

JODL. — La mise à terre de la division de parachutistes a d'abord pour but d'empêcher quiconque de s'évader de Rome […].

HITLER. — Il faut tout occuper, absolument tout, toutes les routes de sortie. Il suffit de tout petits détachements qui formeront aussitôt le hérisson ; et ensuite, en tout cas, rien ni personne ne passera plus.

GŒRING. — Donc, pas tous en même temps […] ce qui se rassemblera sur le terrain d'aviation […].

HITLER. — Le reste de ceux que l'on prendra dans la ville sera rassemblé sur un terrain d'aviation. Je ne sais pas encore lequel. Mais il faudra voir alors à en décoller rapidement, parce qu'il faut compter que, de leur côté, les Alliés attaqueront rapidement. Il faudra être rapide comme l'éclair pour décoller du terrain.

GŒRING. — Et faire sauter ce qu'on pourra faire sauter.

JESCHONNEK. — La seule façon de faire serait d'envoyer aujourd'hui même ou demain dans le Midi de la France au général Student ou à la 2e division de parachutistes un courrier pour leur indiquer où ils doivent se rendre.

GŒRING. — Où ils doivent exécuter leur saut, les uns et les autres.

JESCHONNEK. — C'est qu'on ne pourra pas, cet après-midi ou demain matin, avoir un aperçu détaillé de la situation.

HITLER. — La situation sera toujours la même. Rome reste Rome. Il faut que les routes de sortie […] soient occupées. Cela peut d'ailleurs se faire dans tous les cas.

GŒRING. — Qui est-ce qui pourra le mieux verrouiller la Cité du Vatican pour l'isoler de la capitale ?

HITLER. — Ce sera l'affaire des unités qui y entreront, en premier lieu la 3e division d'infanterie motorisée ; c'est elle qui devra s'en charger. Quant aux éléments mis à terre par la suite […]. Or, il y a là trois divisions italiennes dites d'activé. Mais je ne crois pas qu'elles fassent grand-chose, si on use de moyens de force envers elles.

JODL. — La 12e est dans Rome, les autres sont plus loin.

HITLER. — […] fait partie, l'Italie fasciste […] représente un monde.

KEITEL. — Je croyais qu'ils n'avaient pas de troupes *là-bas* et qu'ils voulaient les en faire sortir dans la plus large mesure possible ?

HEWEL. — Ils ont apparemment tout bien préparé, les journaux […] les affiches toutes prêtes, le président de la Stefani s'est suicidé, et autres

choses du même genre.

HITLER. — Qui ça ?

HEWEL. — Le président de l'agence Stefani s'est suicidé. Pour l'instant, ça marche comme ça.

HIMMLER. — Mon Führer ! Il y a eu aussi des gens d'emprisonnés — je tiens la nouvelle pour […] des Allemands, pour autant qu'ils n'appartiennent pas à l'ambassade et qu'ils ne sont pas suspectés d'avoir joué un rôle, à titre d'informateurs ou à un autre titre, des femmes également.

HITLER. — Il faut faire savoir ça immédiatement au ministère des Affaires étrangères pour que notre ambassadeur là-bas déclare immédiatement que tous les Allemands doivent être libérés sur-le-champ, sinon nous prendrons les mesures les plus sévères. Il faut naturellement que toute l'affaire soit exécutée très vite, c'est l'essentiel. […] la rapidité est en l'occurrence la chose la plus importante qui soit. Donc, Rommel, voici de quoi il s'agit : d'abord faire passer nos forces *de là-bas* sur le continent, car nous ne pouvons plus à présent tenir la Sicile, c'est exclu. Quant à savoir si vous pourrez tenir le bas de la botte, c'est également un problème, et puis, après tout, ça ne fait rien non plus. L'essentiel est qu'on garde la liaison, de façon à pouvoir combattre.

JODL. — Je me permettrai peut-être de dire, en ce qui concerne la conduite des opérations, que c'est le feld-maréchal Rommel qui aura le commandement *là-bas* […] ou bien alors il nous faut établir une distinction selon laquelle c'est le feld-maréchal Rommel […] cette action […] et le feld-maréchal Kesselring amènera du Sud *ces* forces fraîches. Dès qu'elles seront arrivées, elles passeront sous le commandement du feld-maréchal Rommel. Autrement, ce n'est pas possible ; de Munich, c'est […].

HITLER. — Je vous accorde tout cela, mais je suis quand même d'avis que la conduite des opérations […] doit être confiée à Rommel.

JODL. — Alors […] marcher au Sud, afin que […].

HITLER. — Le feld-maréchal Kesselring n'a pas la même renommée. Il faut aussi que nous rendions la chose publique au moment même où nous ferons le saut en parachute […] le maréchal Rommel ! En second lieu, toutes les divisions fascistes et unités qui s'y rattachent […]. Car nous voulons immédiatement rameuter les fascistes, ce doit être notre but […] des unités débandées, des divisions régulières aussi […] et des volontaires.

Himmler a eu à ce sujet une très bonne idée : chaque homme pourra rentrer chez lui, ferons-nous proclamer par Farinacci — que nous allons mettre aujourd'hui même dans le circuit, — chaque soldat italien pourra rentrer chez lui […] nous les aurons alors. Les autres, qui rentreront chez eux, on ne les aura pas, ils ne serviraient à rien pour le moment.

HIMMLER. — Il vaudrait peut-être mieux les emmener ensuite en Allemagne comme travailleurs.

HITLER. — Bien sûr, ils ne servent de toute façon à rien. La seconde chose à faire serait d'essayer de retirer *de là* des hommes. C'est en gros la tâche qui se pose à nous, indépendamment des dispositifs de sécurité qui sont en place. La troisième chose est l'occupation de Rome par lâcher des parachutistes et entrée de la 3e division d'infanterie motorisée dans la ville.

GŒRING. — Mais il faut que les ordres soient donnés là-bas sur place. Il est impossible qu'ils soient donnés de Munich.

HITLER. — Ils seront donnés, et les chefs de corps seront responsables de leur exécution, et alors, parallèlement, s'effectuera l'entrée d'unités allemandes. Malheureusement, nous n'avons pas assez de troupes parachutistes pour régler entièrement cette affaire. Je regrette vraiment d'avoir *cette division-là* de *l'autre côté*[192]. Il serait bon que nous ayons *ici* immédiatement deux divisions. Alors, l'approche des divisions allemandes se ferait *par ici*. Pour autant qu'il s'agit de franchissements de frontières, il faudrait naturellement établir une concordance. Au reste, cela demande un certain temps. Les unités […]. Il y a *là* la « Feldherrnhalle », même si elle n'est pas totalement mobile, ça ne fait rien. Un groupe d'intervention manque, l'autre suivra. Mais il faut de toute façon que nous occupions *ça* […]. Dès qu'une seule unité fera mine de résister, on tirera immédiatement sans se laisser arrêter par aucune considération, c'est la seule possibilité. Il faut que cette affaire soit faite […]. Avec la « Hermann Gœring », cela fait six divisions, et de très bonnes divisions.

GŒRING. — Ceux qui jouent contre nous, après ça, appelleront naturellement tout de suite les Alliés à l'aide et les supplieront de leur porter secours. Alors, où l'ennemi débarquera-t-il ?

HITLER. — Mais cela prendra un certain temps, avant qu'il soit en mesure de débarquer.

GŒRING. — Il peut naturellement, tout aussi bien que nous, lâcher des parachutistes.

HITLER. — Il le peut, naturellement, mais cela créera…

GŒRING. — Je ne dis cela que comme matière à réflexion.

HITLER. — *Primo,* ils seront eux-mêmes stupéfaits, comme toujours en pareil cas.

GŒRING. — Si ensuite Rome capitule, il n'y aura plus d'appel au secours adressé aux alliés.

HITLER. — C'est déjà le cas. Une partie fichera le camp, car les Italiens sont […]. L'Italie est divisée, on fait la chasse aux fascistes […]. Qui donc s'est suicidé ? Le directeur de la Stefani ?

HEWEL. — Oui, le directeur de la Stefani s'est suicidé.

HITLER. — Cela montre déjà que ces gens-là n'étaient nullement unanimes. Cela aboutit […] chute. Ç'en est un qui se dit fasciste […] que les gens n'attendent qu'un signal, et alors cela remarchera. Il faut tout de suite […] par exemple « armée fasciste de libération ».

HIMMLER. — […] qui a la division blindée, si le général qui la commande est encore une fois […].

HITLER. — Ce sera à voir […] est la tâche d'un […]. Il nous faut immédiatement mettre sur pied un gouvernement provisoire fasciste, qui aura son siège *là-bas* et donnera des ordres pour qu'ils […]. Tous les officiers et soldats fascistes doivent avoir immédiatement […] national-socialiste. Nous devons sciemment […] national-socialiste. Il est essentiel que ces soldats et officiers fascistes aient immédiatement à rallier les unités nationales-socialistes. Ce vieux bonhomme de soixante-treize ans…

HIMMLER. — Puis-je transmettre à mon Obersturmbannführer l'ordre […] d'urgence, pour ceux qui ont reçu leur instruction militaire, de se présenter sous les drapeaux ?

HITLER. — Il ne pourra pas y arriver.

HIMMLER. — C'est une autre division. Ce sont des gens de la milice.

HITLER. — Mais il y en a tellement d'autres parmi eux !

GŒRING. — Alors, au moins avec des chars et des canons d'assaut, qui ont des équipages allemands.

HITLER. — Ce sont nos gens qui sont là ; à part cela, rien ne sera fait ; cela peut attendre. Ils recevront l'ordre. Si la chose doit être exécutée, ils recevront l'ordre de toute manière. Ils entendent les proclamations, n'est-ce

pas ? Ils ne vont pas se boucher les oreilles, j'espère. Alors, il n'y aura plus besoin de tenir secret quoi que ce soit […] si la radio parle publiquement. Si Radio-Stefani annonce publiquement […].

JODL. — […] Ce groupe d'instruction est en voie de formation.

HITLER. — Donc, certains détails ont déjà naturellement été discutés ici. Il y a là des divisions […] les autres doivent être éliminées. Si, chez ces divisions de l'Est, la propagande politique […]. Beaucoup de ces hommes-là ne veulent pas être voués à la mort […].

KEITEL. — Ils n'ont pas envie de mourir. Ce sont des divisions de l'Est, elles se désagrègent, des divisions de milice, avec très peu…

HITLER. — Qu'avez-vous *là ?* Une minute ! La 65e, la 94e, la 571e, la 24e et la 3e division d'infanterie motorisée […] me manque. Où va-t-elle, *celle-là ?*

JODL. — C'était le dispositif à rebours pour mettre sur pied une armée opérationnelle, avec les Italiens. À présent, la situation a changé. Ce sont maintenant la 305e et la 44e qui pénètrent *ici* en direction du nord, tandis que la 305e[193] se trouve encore *par ici en bas*.

HITLER. — […] Pas encore *là* non plus ?

JODL. — Non.

HITLER. — *Celle-là*, de toute façon, s'en va vers le nord. Plusieurs divisions viennent d'ailleurs *là*. Combien d'unités viennent ici ? La 76e, la 305e, puis la 44e…

JODL. — La 65e.

HITLER. — La 65e, tout ça vers le nord.

JODL. — La 24e division blindée, qui est prévue en dehors de ce qu'il[194] prend sous son commandement : il prend la 389e, la 376e et […].

HITLER. — Donc la 76e, la 305e, puis la 44e et la 65e. Dites-moi, où va la 371e ?

JODL. — […]

HITLER. — Et la 94e ?

JODL. — Elle prend la place de la …] la 44e, la 94e, puis la 76e et la 65e…

HITLER. — Une seconde ! Répétez !

JODL. — La 44e, la 94e, la 76e, la 65e, la 305e, la 24e division blindée.

HITLER. — À quoi vient encore s'ajouter la 3e motorisée, qui est *là* en tout état de cause ?

JODL. — Oui, la 3e motorisée et la 2e division de parachutistes.

HITLER. — Et la 2e division de parachutistes, ce qui fait par conséquent 8 divisions.

JODL. — […] pas la 26e blindée.

HITLER. — Puis viennent — Zeitzler, quand arrivent les éléments de tête de la « Leibstandarte » ?

ZEITZLER. — Le 2 août.

HITLER. — Les éléments de tête arrivent ?

ZEITZLER. — Le premier train part demain soir. C'est probablement le 2 août qu'elle arrivera.

HITLER. — Et il lui faut en tout combien ?

ZEITZLER. — Cadence 12 à 18[195]. Du 2 au 8, elle sera là au complet.

HITLER. — En outre, il vient par conséquent la « Leibstandarte », et tout de suite après la « Reich ».

ZEITZLER. — Oui, la « Reich ».

HITLER. — Puis viennent deux autres divisions blindées.

JODL. — On les fera de toute façon passer par Villach-Tarvis.

HITLER. — Ça, je ne sais pas. Mais ça en fait encore deux.

HIMMLER. — Si elles arrivent de l'Est, c'est ce qu'il y a de plus urgent.

HITLER. — Alors, nous avons déjà 10 divisions.

ROMMEL. — Les faire venir de l'Est a naturellement l'inconvénient qu'elles sont très […]. Nous serons alors terriblement retardés […] Isonzo.

HITLER. — Puis vient la suivante, l'hindoue, la onzième.

JODL. — Mais d'ici qu'elle arrive, il y a encore toutes ces voies de communication, jusque du côté de la France, qui sont complètement bloquées. Elle arrivera peut-être à un moment où ou bien […] faire, ou bien où ne sera pas encore déclenchée l'autre opération.

HITLER. — Qu'est-ce que vous pensez de cette affaire, Rommel ? Cela doit aller très vite […]. Plus ça ira vite, plus il sera facile que tout le reste […] dans le moment où nous entrerons, c'est l'essentiel. Pour cela, nous avons à notre disposition deux divisions, plus les fractions de la 26e division d'infanterie motorisée, plus les éléments qui ne sont pas encore sur place.

JODL. — Le besoin d'un état-major complet de corps d'armée se fait sentir de façon urgente. L'état-major des SS vient de toute façon en même temps que ses divisions.

HITLER. — […] suivra. Ce sera probablement…

ZEITZLER. — Je pense entre la 1re et la 2e, entre la « Leibstandarte » et la « Reich ».

JODL. — […] l'état-major du 4e corps d'armée prévu, parce qu'il n'y a *là-bas* aucun état-major de corps d'armée […] reprendre le secteur tenu par les Italiens, celui de la 4e armée. Et puis nous avons retiré *celle-ci* du front. Mais elle n'est pas encore prête. Cela durera jusqu'à la mi-août, ou du moins devrait durer jusque-là.

GŒRING. — Que fait l'état-major du corps d'armée de parachutistes ?

JODL. — On pourrait le prendre pour cette opération. C'est le seul état-major de commandement.

HITLER. — Qui est-ce ?

JODL. — Student.

HITLER. — Parfait ! C'est l'homme idoine pour ces choses-là, il y est merveilleusement apte.

JODL. — Maintenant, il nous en faut un pour ces divisions qui sont toutes impliquées dans l'opération. On pourrait peut-être avancer cela à la mi-août, afin que ces éléments eux aussi arrivent *là-bas*. Mais c'est relativement peu de chose.

*(Lecture par l'ambassadeur Hewel d'une conversation entre Mackensen et Badoglio.)*

HITLER. — Ce bavardage mensonger ! Écoutez-moi ça !

*(Continuation de la lecture.)*

HITLER. — « Collaboration systématique ! » Quel cynisme !

HEWEL. — Le voilà qui se donne du mal, à présent !

HITLER. — Si j'attrapais ce salaud !

GŒRING. — L'impudence de cette lettre !

HITLER. — C'est un de nos vieux ennemis jurés. C'est essentiellement lui qui, le 25 août 1939, a agi pour empêcher l'Italie d'entrer en guerre, et c'est cela qui a provoqué la déclaration de guerre franco-britannique et la signature de l'alliance avec la Pologne !

GŒRING. — C'est la même histoire que sa lettre, une vraie comédie, un guignol !

[…]

## Opération contre Rome

JODL. — Le plus urgent, à mon avis, est de faire passer immédiatement l'état-major Student chez Kesselring, et en second lieu de dépêcher à Kesselring un courrier, qui discutera verbalement de l'opération sur Rome avec Kesselring et Student, car Kesselring n'en a pas connaissance, ce courrier nous rapportant ensuite immédiatement les indications sur les forces que pourrait réunir Kesselring, et dans quel délai, de façon qu'on puisse approximativement fixer la date.

HITLER. — C'est nous qui devons la fixer ; autrement, on n'aboutira pas, les choses traîneront indéfiniment, ce n'est pas possible. C'est toujours nous qui avons fixé le moment de ces opérations-là. Nous l'avons fixé également dans le cas de la Serbie[196], et l'avons déterminé de notre propre chef. On ne peut pas s'en remettre pour cela aux autorités de *là bas*.

JODL. — Mais l'autorité de *là-bas* ne peut, pour l'instant, que me dire ce qu'il y a sur place outre la 3$^{e}$ division d'infanterie motorisée.

HITLER. — Le reste nous regarde. Nous pouvons […] les parachutistes […].

JODL. — […] uniquement les gens *de là-bas*, Kesselring et Student, qui […] le tonnage à transporter.

GŒRING. — Nous connaissons déjà les parachutistes de *là-haut*.

HITLER. — Quand peuvent-ils effectuer leur saut ?

GŒRING. — Cela fait 9 bataillons.

JESCHONNEK. — 9 bataillons d'infanterie qu'il faut armer rapidement. Leur transport par avion devra se faire en trois vagues. Je proposerais que la

seconde vague, si possible en accord avec le feld-maréchal Kesselring — qui devra fixer l'endroit où elle atterrira […] soit en outre amené le 1er régiment de parachutistes […] Naples.

HITLER. — On ne peut pas faire atterrir la première vague sans […] c'est exclu. La première chose qu'il faut faire, c'est de bloquer immédiatement les routes de sortie, avec la rapidité de l'éclair. Pour cela, il faut placer des commandos devant ces issues.

JESCHONNEK. — […] la première vague sans que les Italiens s'aperçoivent encore […] alors seulement l'intention claire de bloquer Rome par toutes les issues.

JODL. — C'est absolument cela qu'il nous faut faire. Nous ne pourrions nous permettre de faire sauter des parachutistes au petit bonheur que si l'on pouvait transporter toute la division d'un seul coup et la faire s'abattre en pluie.

HITLER. — Mais qui nous garantit que la mèche ne sera pas immédiatement éventée ? Tous les terrains d'aviation grouillent d'Italiens, et s'il y débarque tant de parachutistes, que se passera-t-il alors ?

JODL. — Je considère que la chose est réalisable en couvrant la marchandise du pavillon d'un transport de parachutistes vers la Sicile. Que les Italiens, de leur propre mouvement, prennent une attitude hostile à l'égard des parachutistes pendant le temps que ceux-ci débarqueront…

HITLER. — Ils ne le feront pas.

JODL. — Je ne crois pas. Mais à partir de l'instant où ils sauteraient, les choses seraient tout de suite entièrement différentes.

HITLER. — Dans ce cas, une partie d'entre eux ficherait le camp, et l'affaire serait ratée, il faut bien s'en rendre compte.

GŒRING. — Mais il y a une division de parachutistes en Sicile.

JODL. — Tout est plein de parachutistes […] sera débarqué.

GŒRING. — Peut-être pouvons-nous faire la chose de telle sorte que nous […] directement avec les Italiens tous les transports […] mais que les avions n'aillent que jusqu'à Rome et qu'ils s'y posent […] avant tout, il nous faut tout de suite […] le tonnage suffisant pour transporter des renforts pour la première vague […].

HITLER. — Alors, je ne dirais pas qu'on […] les parachutistes…

GŒRING. — Non, la 1re.

JESCHONNEK. — La 1re division de parachutistes.

GŒRING. — Il faudra la ravitailler. Nous annoncerons ça tout à fait officiellement, en disant que nous ne pouvons plus […] qu'il nous faut des trains pour l'amener en Sicile. Ce serait la première vague. Et puis ils feront le voyage de retour en avion et nous dirons tout ce qu'il y a de plus officiellement : « Nous ne pouvons pas aller plus loin que Rome ; au-delà, les terrains sont hors d'usage, et nous ne pouvons pas faire le transit par avion à cause de nos pertes d'hier. » Ils goberont tout ça. Nous avons effectivement eu des pertes en effectuant le transit par avion […]. À mon avis, nous risquerions trop d'équipages à l'aller, nous ne pouvons par conséquent aller qu'à Rome […]. Nous aviserons alors officiellement le Comando Supremo que nous avons besoin de trains pour faire passer des parachutistes à Reggio, parce qu'ils font partie de la division. Et alors viendra la deuxième vague.

JESCHONNEK. — À cela s'ajoute que tous les appareils qui arriveront ne seront pas prêts au largage des parachutistes, si tous voulaient sauter.

HITLER. — Il peut en sauter combien ?

JESCHONNEK. — Actuellement, sont parés à être largués chez le général Student, c'est-à-dire à la 2e division de parachutistes même et dans le secteur qui aujourd'hui […] Sud de l'Italie, 90 *Junkers-52* plus 45 *Heinkel-111*.

GŒRING. — Combien comptent-ils d'hommes en moyenne ?

JESCHONNEK. — En moyenne, 10 hommes avec leurs armes […] au total, avec ces appareils, 2 1/2 à 3 bataillons.

GŒRING. — Il y a *là* par conséquent une aire d'atterrissage pour combien ?

HITLER. — Cela ferait 1.200 hommes.

JESCHONNEK. — Si nous pouvons réunir le tout, il y aura 160 *Junkers-52*, 98 *Heinkel-111* — donc 100 *111* en chiffres ronds — 6 *Messerschmidt-313* et 80 remorqueurs planeurs.

Gœring. — Combien de *111* avez-vous indiqué comme parés à larguer ?

JESCHONNEK. — Des *111*, j'en ai 20 plus 70, soit 90, et des *Junkers-52*, j'en ai à présent 162 en tout.

GŒRING. — Mais vous venez de dire : 45.

JESCHONNEK. — Non ; 20 plus 70 = 90, et 45 *Heinkel-111*.

HITLER. — […] encore différent ; ceux-là peuvent, quand les autres seront partis, effectuer tout de suite leur descente. On pourra leur amener des renforts par la suite ; pour l'instant ils restent *là*.

BUHLE. — Il y a le problème du déplacement du centre de gravité des opérations et celui de l'équipement en véhicules automobiles. À cet égard, un exposé a été demandé à l'état-major […] cela peut encore y rentrer facilement avec la 60e.

ZEITZLER. — Je vais racler tous les fonds de tiroirs […] arriver vite.

HITLER. — Quelles unités est-ce ?

BUHLE. — Ce sont simplement les unités prévues pour affectation à l'ouest, en Italie du Nord et en […] qui ont encore un effectif important de véhicules automobiles, la 24e, qui est presque au complet, et la 60e.

KEITEL. — La 60e, par conséquent la « Feldherrnhalle », et la 24e.

ZEITZLER. — C'est déjà en cours ; cela a commencé dès ce matin.

GŒRING. — Alors, nous pouvons mettre dans la première vague un régiment renforcé à 3 bataillons ½. Nous en finirions en trois vagues, la première demain, la seconde suivant tout de suite dès l'aube.

JESCHONNEK. — La première vague commençant demain ?

GŒRING. — Dès l'aube.

HITLER. — Eh bien ! je lancerais la première vague demain soir.

GŒRING. — C'est celle qui est annoncée ; elle n'aura pas tout de suite des trains.

HITLER. — Mais il faut que le reste soit fait demain. Je ne peux effectuer cette opération que par l'entrée de l'infanterie dans Rome. Il faut donc absolument que les parachutistes sautent à l'aube, au moment de l'entrée de la 3e division d'infanterie motorisée.

GŒRING. — Nous ferons se poser la première vague, en expliquant qu'elle doit venir *ici*. Elle atterrira *là* et y fera son rassemblement. La seconde vague viendrait alors demain comme renfort.

HITLER. — La seconde vague sautera à l'aube.

JESCHONNEK. — […] que les appareils puissent s'en retourner.

HITLER. — Cela fait quand même deux jours : c'est ce que je dis.

GŒRING. — […] donner l'ordre immédiatement ; la chose doit être exécutée avec toute la vigueur possible.

JESCHONNEK. — Si l'on pouvait la reculer d'un jour, c'est ce que je proposerais.

KEITEL. — Il est arrivé un télégramme de Rome, mon Führer. Le sous-chef du Comando Supremo communique : « Maréchal Badoglio […] fonctions. *Secundo* : le chef d'état-major de l'armée de l'air, général […] est mis directement sous les ordres du roi. *Tertio*…

*(La lecture continue.)*

HITLER. — Ah ! oui, il va y avoir quelque chose de changé, et comment ! Ils vont ouvrir de grands yeux devant ces changements-là. C'est la même histoire qu'à l'époque, avec les Yougoslaves […] « Le Duce est venu le 24 ; il aurait été mis en minorité, ce qui a provoqué sa démission […] gouvernement par le maréchal Badoglio. Dans la nuit du 25 au 26, il s'est produit à Rome de vives manifestations, surtout de la part de la jeunesse, en faveur de la maison royale et du maréchal Badoglio. Des rassemblements populaires de grande ampleur se sont dirigés […].

*(Continuation de la lecture.)*

Voilà qui est bon. J'ai toujours dit […].

JODL. — […] subir un échec […] conjuguer les deux opérations.

HITLER. — Je ne crois pas. L'apparition de la première division allemande en Épire occidentale les a fait reculer, épouvantés.

JODL. — Cela vient peut-être s'y ajouter en même temps comme renfort *ici* et *là-bas*. En tout cas, pour l'avenir immédiat, la situation de la Sicile en matière de ravitaillement est assurée.

*(Lecture du communiqué de la Wehrmacht.)*

Puis-je encore solliciter une décision ? Il faut, à mon avis, faire ce qui suit : qu'un courrier parte aujourd'hui en avion pour Rome, qui donnera verbalement […] à Kesselring au sujet de l'opération sur Rome, et il faudra à ce moment-là que Student soit également présent, afin qu'il soit tout de suite renseigné.

HITLER. — Nous n’en avons pas besoin de deux. Que Student commence par venir ici, et il emportera le message avec lui.

GŒRING. — Convoquer immédiatement Student !

JESCHONNEK. — Si vous me permettez une remarque, cela ne fera que retarder les choses. Le général Student se trouve dans le midi de la France.

HITLER. — Malgré tout, l’opération ne pourra pas avoir lieu demain à l’aube. Combien de temps lui faut-il pour venir du midi de la France jusqu’ici ?

JESCHONNEK. — Le général Student pourrait encore être là dans la journée. Il pourrait alors redécoller à l’aube.

HITLER. — Je considère qu’il est bon de faire venir ici le général Student, de le convoquer. Il se chargera alors de la commission.

KEITEL. — Et de la transmettre au gouvernement.

HITLER. — Nous n’en sommes de toute manière pas encore là. En définitive, quand la première escadrille des […] pourrait-elle…

JODL. — Cela n’a rien à voir avec l’opération sur Rome. Il arrive des parachutistes, il arrive d’autres troupes, cela marche à présent train par train. Mais si ceux-là effectuent le saut, Rome sera alertée.

HITLER. — Ils commenceront tout bonnement par la prendre.

GŒRING. — Kesselring dit simplement qu’à cause de la situation menaçante là-bas, les parachutistes…

HITLER. — À cause des défaillances qui se produisent !

GŒRING. — Non, qu’à cause de la situation menaçante *là-bas*, il faudra les débarquer à Rome, et, de là, les amener à Reggio par voie ferrée. Mais il ajoute qu’il faudrait attendre autant que possible l’arrivée de la seconde vague, afin qu’elles puissent effectuer leur descente ensemble.

HITLER. — Oui.

[…]

*L’entretien entre Hitler (et son état-major) et le feld-maréchal von Kluge, le 26 juillet 1943, permet de se faire une bonne idée des conséquences pour le front soviétique des événements d’Italie. Il se place quelques jours seulement après l’échec de l’« Opération Citadelle » qui a pour but de réduire le saillant autour de Koursk.*

## Italie et front russe

HITLER. — A-t-on reçu quelque chose d’important, Zeitzler ?

ZEITZLER. — Rien de particulier, mon Führer.

HITLER. — Je ne sais pas si vous êtes déjà informé de la situation d'ensemble, monsieur le feld-maréchal ?

VON KLUGE. — Par un communiqué de la radio, aujourd'hui.

HITLER. — Oui, mais le communiqué de la radio, bien entendu, ne dit pas la vérité, et la situation, brièvement résumée, est celle-ci : l'évolution que je craignais et à laquelle, récemment, j'avais fait allusion ici, lors de la réunion tenue avec les généraux, s'est produite en Italie. C'est une révolte suscitée par la maison royale et par le maréchal Badoglio, c'est-à-dire par de vieux ennemis à nous. Le Duce a été arrêté hier. On l'a attiré au Quirinal sous prétexte d'entretien ; il y a été mis en état d'arrestation et a été ensuite destitué de ses fonctions, sans autre forme de procès, par le décret que voici. Après quoi ce nouveau gouvernement a été constitué, qui, naturellement, continue à dire officiellement qu'il collaborera avec nous. Tout ça est naturellement pur camouflage en vue de gagner quelques jours et de consolider le régime. Ce nouveau régime, naturellement, n'a personne derrière lui, c'est bien évident, en dehors des Juifs et de la populace qui s'agitent à Rome. Toujours est-il qu'ils sont là pour l'instant, et que notre action est maintenant nécessaire et urgente. Au fond, j'ai toujours redouté cette évolution. C'est aussi la grande raison pour laquelle je craignais toujours de prendre trop tôt l'offensive à l'Est, parce que je me disais toujours que ça se mettrait immédiatement en branle au Sud : les Anglais profiteront de l'occasion, les Russes brailleront, les Anglais débarqueront, et, du côté italien, la trahison était pour ainsi dire dans l'air. Dans ces conditions, je tenais à attendre tout au moins jusqu'à ce que plusieurs unités soient prêtes. Les choses sont telles que nous possédons des unités à l'Ouest. Car je suis naturellement décidé à frapper *là-bas* avec la rapidité de l'éclair, exactement comme j'ai fait dans le cas de la Yougoslavie. La résistance italienne elle-même, je la tiens pour zéro. Les fascistes passeront dans nos rangs. Nous avons d'ailleurs fait venir Farinacci, qui est chez nous. Il se trouve déjà à Munich, où son avion fait escale avant de l'amener ici. Où est le Duce lui-même ? Je l'ignore. Dès que je le saurai, je le ferai libérer au moyen de parachutistes. Tout ce régime est à mes yeux un régime typique de coup de force, comme à Belgrade à l'époque, et s'effondrera un jour. La condition première est que, de notre côté, nous agissions immédiatement. Je ne puis agir que si je transfère des unités supplémentaires du front russe à l'Ouest. C'est à cet effet qu'il faut que les

choses soient réglées, pour le cas où l'offensive sur ce point-ci ne réussirait pas. Ce sont vos cartes, ça ?

ZEITZLER. — Celles qui ont été dressées d'après les renseignements reçus de chez nous.

HITLER. — Voulez-vous, à présent, m'exposer votre situation ? La chose est celle-ci : je ne peux pas prendre les unités à l'endroit où elles se trouvent. Je suis obligé de prendre des unités politiquement tout à fait sûres. C'est avant tout la 3e division blindée SS, que je ne peux prendre qu'au groupe d'armées sud. Mais cela signifie qu'il vous faudra à votre tour faire venir d'autres unités, et ces unités, on ne peut se les procurer qu'en liquidant toute cette grosse affaire, en abandonnant l'ensemble de ce saillant-ci[197], et peut-être également en procédant à d'autres raccourcissements moins importants du front.

VON KLUGE. — Eh bien ! mon Führer, la situation actuelle est qu'on remarque *ici*[198] une certaine pression de forces importantes, mais qu'elle ne s'est pas encore manifestée dans tout son développement, parce qu'il est assez difficile à notre homme de traverser l'Oka. Malheureusement, hier, il a réussi à ouvrir dans le front de la 34e armée[199] une brèche assez profonde, qui a toutefois été colmatée dans une large mesure par des contre-attaques correspondantes. Mais les forces dont nous disposons nous-mêmes de ce côté sont relativement faibles. Ici, la percée s'est faite sur le front de la 297e division, mais on a pu la compenser dans une certaine mesure, cette nuit, en repliant toute *cette* ligne.

HITLER. — Occupez-vous *cette ligne-ci ?*

VON KLUGE. — Non, *cette ligne-là*.

ZEITZLER. — L'autre carte donne la situation exacte d'aujourd'hui : voilà, *là-haut*, la ligne de repli.

HITLER. — Venez plutôt me la montrer ici.

VON KLUGE. — Enfin, à l'heure actuelle, la situation est celle-ci : il y a eu hier une très forte attaque, pas aussi forte cependant que nous nous y étions attendus, mais plutôt sous une forme atténuée et rétrécie qui n'a provoqué qu'une certaine avance et a pu, elle aussi, être stoppée ; surtout de très fortes attaques de chars, 150 chars sur *ce point-ci*, dont 50 ont pu être détruits en *ce seul endroit*. Nos intentions sont maintenant de pénétrer dans

*cette* position de l'Oka, de nous mettre *ici ; là*, de raccourcir le saillant de Bolchow, et cela dès cette nuit. Je demande à pouvoir emporter tout de suite avec moi l'autorisation de partir de Bolchow en suivant une transversale et de raccourcir quelque peu nos lignes sur *ce* point. Ensuite l'intention est, en gros, de reculer encore une fois à partir de *là* et d'aller se mettre en définitive sur *cette ligne-ci*. Voilà ce que nous projetons dans l'immédiat. Puis, par la suite, une fois que toute cette opération d'évacuation aura vu sa réalisation se poursuivre *par ici*, on devra procéder à l'évacuation d'ensemble. Pour servir de base à cette opération, qui, en *cet* endroit, est relativement très gênée, notamment *ici*, au nord, la division « Grossdeutschland » a poussé une pointe au moyen de ses éléments de reconnaissance, a rejeté l'ennemi, *là*, mais s'est heurtée sur *ce* point à une assez violente résistance. Comment les choses évoluent aujourd'hui, je ne le sais pas encore. En tout cas, ils doivent arriver jusqu'en bordure de *ce* terrain indiqué comme « marécage » sur la carte. Toutefois, ce n'est pas un marécage, mais malheureusement un terrain qu'on peut certainement traverser.

ZEITZLER. — Ce matin, l'ennemi a attaqué un peu plus violemment.

VON KLUGE. — Est-ce sur *ce* point qu'il a attaqué ?

ZEITZLER. — Oui, et aussi une brigade de chars.

VON KLUGE. — Nous en étions informés dès hier. L'ennemi a dans ce secteur deux divisions d'infanterie — et deux très bonnes divisions — une brigade de chars, et il fait venir une autre brigade de chars.

HITLER. — Dites, où sont les cent chars « Panther » ?

VON KLUGE. — Ils ne sont pas encore là ; ils sont en cours de montage. Ils sont déchargés.

ZEITZLER. — Les derniers trains étaient tous arrivés le 26.

VON KLUGE. — Ils sont là, et leurs équipages aussi, mais pas encore au complet.

HITLER. — Et où sont-ils ?

VON KLUGE. — À Berdiansk. Nous avons actuellement *ici* affaire à une assez forte pression qui, malheureusement, ne se manifeste pas qu'en *cet* endroit, mais aussi contre *ce* saillant malheureusement très faible, et qui, à mon avis, est le plus dangereux. Il y a là des unités réunies un peu partout en raclant les fonds de tiroir, et qui, ayant d'abord essayé de tenir *cette* ligne, ont été maintenant repoussées plus en arrière. Ce qui serait très

fâcheux, ce serait que les événements évoluent de telle sorte que cette *route-ci*, qui monte à la gare de Reseta, tombe au pouvoir de l'ennemi. C'est encore, provisoirement, une rocade sud-nord utilisée par nous. C'est pourquoi je demande à pouvoir engager *là-haut* la 113e division, à hauteur de la 4e armée, sur la route d'Orel, sur l'autoroute.

ZEITZLER. — Le Führer a donné son accord.

VON KLUGE. — Et, en revanche, à retirer deux divisions : une d'abord qui serait immédiatement envoyée *là-haut*, et une seconde division que nous voulions également faire avancer dans *ce* secteur, afin d'étayer ainsi *cette* aile ; car, *là*, on ne doit réellement plus reculer d'un pas, ce serait une évolution très déplorable. Sur *ce* point-*ci*, des forces importantes exercent une poussée, très supérieure en nombre à nos propres forces, avec des chars aussi, mais relativement peu de chars. La masse des chars fait pression comme *ceci*, *vers le* bas, et il faut l'avouer, *vers le bas comme ceci* en direction de la division « Grossdeutschland[200] », et naturellement *ici*.

HITLER. — Petit à petit, leurs effectifs de chars doivent bien fondre aussi.

VON KLUGE. — Bien entendu, c'est évident. Nous leur en avons d'ailleurs démoli un assez grand nombre. Il n'en reste pas moins que l'ennemi continue à mettre en ligne des unités de chars si puissantes qu'en tout cas, pour l'instant, nous avons fort à faire pour en venir à bout. Voilà quelle est actuellement la situation. Il faut à présent reculer sur *cette* position de l'Oka, sur *cette* ligne quelque peu raccourcie, et c'est la raison pour laquelle on doit évacuer Orel avec tout le nécessaire, pour ensuite, selon un programme arrêté…

ZEITZLER. — Le point suivant, monsieur le feld-maréchal, serait alors probablement d'effectuer un mouvement de descente en laissant la « Grossdeutschland » derrière vous ?

VON KLUGE. — Je vous dirai, mon Führer, que mon intention était — et c'était également celle de Model[201] — afin de créer une situation supportable *là*, à l'endroit du mouvement d'ensemble, et pour ne pas trop avoir les Russes sur le poil, d'une part de faire lancer par la « Grossdeutschland » une offensive qui est en cours et, en second lieu, de repousser *ici* l'entreprise ennemie par une attaque, de façon à rétablir le contact environ sur *cette* ligne-ci.

HITLER. — Je ne crois pas que cela puisse encore réussir. La « Grossdeutschland » traverserait cette forêt ?

VON KLUGE. — Il n'est pas question d'elle pour cela. On le lui aurait interdit. Il s'agirait seulement de faire porter le coup sur *ce* point par la 233e division…

HITLER. — Permettez-moi encore une fois de considérer la situation d'ensemble : il s'agit pour nous de pouvoir retirer un certain nombre de divisions en un temps bref et mesuré. Ces divisions sont avant tout les trois divisions blindées de SS qu'il me faut prendre sur le groupe d'armées sud, lequel doit naturellement couvrir par lui-même les fronts les plus larges. C'est par conséquent une décision très lourde. Avez-vous ici la situation en grand, la carte au millionième ?

ZEITZLER. — Parfaitement !

HITLER. — C'est une décision très lourde, mais il n'y a pas d'autre solution. Je ne peux, *là-bas*[202], faire quelque chose qu'au moyen d'unités de premier ordre, et qui, surtout, soient politiquement proches du fascisme. Autrement, je pourrais aussi faire venir quelques divisions blindées de l'armée[203] ; mais, sans celles dont je viens de parler, tout cela ne s'agglomérera pas, car je ne veux pas écarter l'aimant du fascisme, et nous allons malgré tout reconstruire ensemble tant de choses en un bref espace de temps ! À cet égard, je n'ai pas peur ; pas peur du tout, si nous tenons l'Italie du Nord. Voici ce qu'ils font à Rome : le *Messaggero* a écrit un article ignoble sur le Duce, ce qui est quand même un coup au cœur pour n'importe quel fasciste. C'est bien clair : le peuple n'est pas aussi versatile — il ne faut pas croire ça — que ces individus stipendiés. C'est la canaille, là-bas, ce sont les Juifs et les gens de même acabit qui pillent les Foyers du parti fasciste.

VON KLUGE. — À Rome ?

HITLER. — C'est exactement la même chose, naturellement, que c'a toujours été chez nous. Par ces moyens-là, on n'a fait en définitive que fanatiser les nationaux-socialistes. C'est par conséquent ce qui va également se produire là-bas. Mais il me faut avoir en Italie des unités qui arrivent porteuses d'un drapeau politique. Il ne me suffit pas de n'avoir là qu'une bonne unité du point de vue militaire ; il faut que ce soit une unité qui, en peu de temps, conquière […]. Il faudra que les fascistes marchent

avec nous ; et, par le même coup du sort qui les menace, nous les aurons. À très bref délai, à mon avis, nous lèverons en Italie des divisions qui ne seront pas composées de soldats réguliers, mais de volontaires qui seront pris dans les divisions. Avec l'armée actuelle, il n'y a rien à faire, parce qu'ils fichent le camp.

VON KLUGE. — Mon Führer ! J'attire cependant votre attention sur le fait qu'on ne peut retirer aucune unité actuellement. C'est absolument impossible dans le moment présent.

HITLER. — Malgré tout, il doit être possible…

VON KLUGE. — On ne pourra prélever quelque chose que lorsque nous serons installés sur la position Hagen.

ZEITZLER. — Dans un premier temps, on va *jusque-là ;* après quoi on peut retirer la « Grossdeutschland », et alors conserver *là* la « Grossdeutschland » le temps nécessaire en Italie, et faire bientôt partir la 7e division blindée.

VON KLUGE. — Cette évolution delà situation politique d'ensemble était imprévisible pour nous ; nous ne pouvions pas nous douter que les choses tourneraient ainsi. À présent, il faut prendre une nouvelle décision : en premier lieu, la décision d'évacuer Orel quand nous aurons enlevé tout ce qui nous appartient et qui nous est essentiel.

HITLER. — C'est clair !

VON KLUGE. — Alors, à ce moment-là, on pourra bien entendu évacuer. Mais je ne pourrai naturellement pas non plus emmener toute la population et enlever les stocks et tout faire en même temps. C'est tout simplement impossible en un délai si court ; il faut une préparation énorme. C'est un pays à population très dense. En conséquence, on ne peut pas faire ça à la va-vite. Ensuite, une autre question se pose : *cette* position, *là*, en arrière, la position appelée position Hagen, la construction vient seulement d'en commencer.

HITLER. — Oui, malheureusement.

VON KLUGE. — Eh bien ! justement, il n'y a rien à faire. Nous avons une foule de bataillons de terrassiers et Dieu sait quoi encore. Nous avons à présent *là-bas* tous les jours des averses diluviennes d'une force dont on n'a pas idée ici. Tous les bataillons de terrassiers ont à tenir partout les routes en état, et il y a longtemps qu'ils devraient être au travail à l'arrière pour

installer cette position Hagen. Il faudrait les jeter dans la bataille rien que pour pouvoir tenir le coup.

HITLER. — Peut-être ces pluies vont-elles quand même cesser bientôt ?

VON KLUGE. — Je l'espère bien ; le temps est déjà un peu moins mauvais aujourd'hui.

HITLER. — Mais vous devez quand même reconnaître, monsieur le feld-maréchal, qu'à partir de l'instant où *cette* ligne sera à peu près atteinte, il y aura forcément toute une série de divisions qu'on pourra retirer.

VON KLUGE. — Mon Führer ! J'attire votre attention sur le fait que quatre divisions…

HITLER. — …sont affaiblies.

VON KLUGE. — J'ai quatre divisions totalement affaiblies.

HITLER. — Je vous l'accorde, mais combien l'ennemi a-t-il lui-même de divisions démolies ?

VON KLUGE. — Quand même ! Maintenant se pose le problème de la position dite « position Karatchev », mon Führer. Si je m'installe *là* sur une position non terminée, et que je sois de nouveau attaqué par des chars et tout le reste, l'ennemi percera au moyen de ses chars, et alors, quand il aura percé avec ses chars, c'est sur *cet* autre point qu'arrivera l'heure critique. Si je remets encore une fois cette question sur le tapis, c'est uniquement parce que l'occasion est bonne dans le moment présent, que nous pourrions, selon les circonstances, nous trouver dans une situation tout à fait difficile et que je voudrais une fois de plus soumettre à vos réflexions le point de savoir s'il ne serait pas plus pratique, à ce moment-là, de nous retirer tout de suite au moins derrière la Desna. Il faut que nous ayons la position Karatchev, au moins comme ossature, telle qu'elle est à présent et qu'on va continuer encore à y travailler durant une quinzaine de jours, afin de fournir à la troupe un point d'arrêt en continuant à battre en retraite. Donc, j'attire votre attention sur le point de savoir s'il ne serait pas plus pratique, alors, de se retirer tout de suite au moins derrière la Desna.

HITLER. — *Là*, la position est sûre ; *ici*, elle ne l'est pas.

VON KLUGE. — Briansk, *cette* position-*là* est bonne ; mais ce morceau, *ici*, n'est pas encore achevé.

HITLER. — *Celui-ci* n'est pas meilleur que *celui-là*. Si maintenant vous vous représentez cette position de Briansk et l'autre, *cette* partie-*là*, et *cette* partie-*ci* font exactement autant que tout le…

VON KLUGE. — Mais alors, il faut que j'aie le temps d'achever les travaux ; je ne peux pas…

HITLER. — *Cette* partie *aussi,* il faudrait que vous l'acheviez.

VON KLUGE. — Eh ! oui, il faut que je fasse là des travaux de construction ; mais *ici,* sur la Desna, je n'aurais pas besoin d'en faire.

HITLER. — *Ici,* non.

VON KLUGE. — *Ici,* il me faut construire, construire *jusque*-là ; mais *là-bas,* je n'aurais besoin de rien construire.

HITLER. — Mais, pratiquement, le tracé sera aussi long que celui de…

VON KLUGE. — Mais il sera meilleur, parce que, *là-bas,* il ne pourra m'arriver aucun accident sur toute l'étendue du front.

HITLER. — L'ennemi n'attaquera pas *là* ; il exécutera un mouvement descendant *par ici*.

VON KLUGE. — *Ça,* c'est décisif, naturellement. Mais alors, mon Führer, je ne peux pas battre en retraite de si bonne heure. Il me faut d'abord achever la position Hagen, la mettre en état ; je ne peux pas purement et simplement reculer en prenant mes jambes à mon cou.

HITLER. — Il ne peut pas non plus être question de reculer en prenant ses jambes à son cou.

VON KLUGE. — Mais, en tout cas, pas sensiblement plus vite qu'il n'est actuellement prévu.

HITLER. — Quels sont les délais que vous envisagez ?

VON KLUGE. — Ils sont les suivants : dans cinq jours environ…

HITLER. — Dans l'ensemble, quand pensez-vous occuper *cette* position ?

VON KLUGE. — Nous nous proposions de ne pas l'occuper avant septembre.

HITLER. — C'est impossible, absolument impossible, monsieur le feld-maréchal.

VON KLUGE. — Aujourd'hui, naturellement, dans cette situation-*là*, c'est différent. Mais même ainsi, je n'aurai la position prête, vaille que vaille, que d'ici un mois.

ZEITZLER. — Un premier temps d'abord *ici*, puis un second *là* Peut-être, à ce second temps, pourrait-on marquer un arrêt un peu plus long, jusqu'à ce que les travaux de construction soient achevés.

VON KLUGE. — Ça ne se peut pas pour les raisons suivantes — pendant un certain temps, bien sûr, mais une autre question se pose : le trafic

ferroviaire, qui est actuellement d'une cinquantaine de trains vers Orel, va se réduire, à partir du moment où nous perdrons Orel, à dix-huit trains par jour, et c'est là une situation fort déplaisante.

ZEITZLER. — Oui, mais on n'aura pas besoin de tellement de choses, une fois qu'on sera installé *là*.

VON KLUGE. — Je n'arriverai pas à terminer les travaux. Les possibilités de déchargement manquent, *là-haut*.

ZEITZLER. — Si, avec la troupe, je tiens *ce* point-*ci*, est-ce que *cette* portion de voie ferrée n'a pas de valeur ?

VON KLUGE. — Non, elle n'en a plus. Je voulais simplement dire qu'à partir de l'instant où j'abandonne Orel, il me faut somme toute et tout de suite battre en retraite. Mais l'essentiel est qu'il faut que j'aie ma position préparée en arrière.

ZEITZLER. — Si l'on peut tenir *ici* 6 ou 7 jours, on pourra de nouveau en gagner 6 à 7 *là*, et, une fois *ce* point atteint, quelques unités se trouveront libérées.

VON KLUGE. — Oui, mais le calcul doit toujours se faire en partant de l'arrière ; comment les choses se présentent-elles à l'arrière ? Car il me faut une position dont la mise en état soit achevée, et qui offre une certaine capacité de résistance ; sinon, ensuite, les Russes la tourneront, et je me retrouverai de nouveau incapable de rien prélever sur mes effectifs.

ZEITZLER. — Monsieur le feld-maréchal, *ici*, cela représenterait 6 à 7 jours.

VON KLUGE. — Pour arriver *jusque-là ?* Qu'est-ce que ça signifie ? L'ennemi a couvert la distance en 3 jours !

ZEITZLER. — Si l'on peut tenir *là* 6 à 7 jours, l'opération pourrait descendre *comme ça* jusqu'*ici*, de sorte qu'on pourrait se trouver *ici* au bout de 10 jours.

VON KLUGE. — Dès à présent ?

ZEITZLER. — Oui.

VON KLUGE. — Cela représenterait une évacuation de toute l'affaire dans une précipitation totale, cela ne saurait, selon moi…

ZEITZLER. — Le groupe d'armées pourrait peut-être refaire à fond les calculs.

HITLER. — Malgré tout, monsieur le feld-maréchal, nous ne sommes pas, en l'occurrence, maîtres de nos décisions : en temps de guerre, des décisions deviennent souvent nécessaires, qui…

VON KLUGE. — Mon Führer ! Si je reçois l'ordre de faire la chose rapidement, bien. Mais alors, j'attire votre attention sur ceci : ce projet viendra se heurter au fait que *cette* position Hagen n'est pas achevée.

HITLER. — *Celle-ci* non plus n'est pas achevée, n'est pas achevée en cet endroit, et le Russe n'ira sûrement pas se frotter à une position achevée.

VON KLUGE. — Je pourrais par exemple faire ceci, mon Führer : je pourrais reculer jusqu'à *cette* position, dont *ici*, *vers le haut*, les travaux sont un peu plus avancés, et *là*, encore un peu plus, mais où, *ici*, il n'y a encore pour ainsi dire rien. Je devrais alors, selon les circonstances, compter qu'il me faudrait céder encore du terrain, mais alors, il faut que *ceci* soit construit.

HITLER. — Il faut en effet que ce soit construit, par précaution ; mais je ne voudrais pas que nous cédions du terrain en *cet* endroit ; on peut remettre cela à l'hiver, si l'adversaire attaque. Cette position-là, Model l'a solidement bâtie. En soi, il doit être possible d'achever en temps voulu l'aménagement d'une position, de n'importe quelle position. Lors de notre avance, naguère, nous avons aussi été arrêtés çà et là, avons édifié une position et l'avons tenue. Ce cochon de Russe se creuse en deux jours une position dans la terre, et nous n'arrivons plus à l'en faire sortir.

VON KLUGE. — Mon Führer ! L'essentiel, à cet égard, est le problème des chars, tout tourne autour de ça, et le Russe cogne de telle sorte avec son artillerie et ses chars qu'il finit précisément par percer.

ZEITZLER. — Si l'on s'installe sur *cette* ligne, monsieur le feld-maréchal, on pourrait, à mon sens, mettre *ici* la moitié des divisions qui se trouveraient libres, les faire piocher pendant six jours, et la position serait construite.

VON KLUGE. — Justement. Ce n'est pas encore tout. À mon avis, le moment le plus proche pour occuper la position Hagen serait à peu près — nous sommes le 26 — dans un mois ; en calculant au plus juste, d'ici trois à quatre semaines ; il est impossible de gagner davantage.

HITLER. — Nous ne pouvons certainement pas attendre jusque-là ; il faut que des forces soient rendues libres avant ; discuter ne sert à rien.

VON KLUGE. — Alors, Sauckel ne pourra pas évacuer tous ses travailleurs.

HITLER. — Il faut que ça marche ! Le Russe évacue bien à toute vitesse !

VON KLUGE. — Mais, mon Führer, ça fait une masse énorme. Ils[204] vont m'embouteiller tous les ponts de l'arrière, au passage de cette Desna.

HITLER. — Combien d'hommes y a-t-il là-dedans, en somme ?

VON KLUGE. — Plusieurs centaines de mille.

ZEITZLER. — 250.000, a dit…

HITLER. — Qu'est-ce que c'est que 250.000 hommes ? Ce n'est rien du tout.

VON KLUGE. — Mais, mon Führer, j'ai besoin maintenant de mes forces pour me battre, je ne peux pas tout faire.

HITLER. — Au contraire, je renverrais tout de suite ces gens-là à l'arrière et commencerais par les mettre à l'ouvrage *ici* pour construire la position.

VON KLUGE. — Nous avons déjà essayé. Ils sont tous occupés maintenant à la récolte, c'est le moment où l'on fauche le seigle. Ils ne se doutent encore pas le moins du monde de ce qui les attend. Ils filent par bandes entières, quittant les chantiers à la faveur de la nuit et courant à toutes jambes vers l'avant, rien que pour faucher leur seigle. Tout cela représente autant de difficultés. Il n'y a aucune organisation.

HITLER. — Que fait-on du seigle fauché ? Y met-on le feu ?

VON KLUGE. — Il faudra bien, naturellement. Si on y mettra le feu ? C'est probable. Mais en aurons-nous le temps ? Nous devrons le détruire, et surtout le précieux cheptel que nous avons là. Nous avons là le fameux Kaminski[205], qui a joué un rôle naguère.

HITLER. — Où est-il ?

VON KLUGE. — À Lokot, dans *cette* région, *par là*, c'est son royaume, notamment *ici*.

HITLER. — De toute manière, il faudrait encore derrière la position…

VON KLUGE. — J'ai donné ordre, pour le moment, qu'on n'y touche pas, de façon que nous puissions faire traverser toute cette très difficile région de la Desna à tous nos convois qui arrivent déjà. Et *ici*, sur les arrières, j'ai sur le dos un tas de partisans qui ne sont quand même pas encore abattus, mais qui au contraire reparaissent à présent et, d'un seul coup, sur ce point, viennent renforcer le diable et son train au moyen d'une énorme opération de parachutistes. Et puis, il y a ces odieuses destructions de voies ferrées, en 400 endroits !

HITLER. — Bien sûr, mais tout ça ne change rien au fait qu'il faut que l'opération soit effectuée. Je vois la situation encore bien plus mauvaise dans *ce coin-ci* : qu'a-t-il[206] comme secteur *par là ?* Voilà une division, la 335e, qui tient un front de 45 kilomètres.

VON KLUGE. — Mais, mon Führer, je ne sais vraiment pas comment on peut penser que nous ne sommes pas placés dans les mêmes conditions. Nous avons des secteurs de plus de 50 kilomètres, *là*, où était la 56e division, et la 34e en avait un de 48 kilomètres. Le calcul, fait de cette façon, n'est pas juste.

HITLER. — C'est exact : vous teniez *ces* secteurs-*là*, au moment où vous êtes arrivés.

VON KLUGE. — Au moment où nous sommes arrivés.

HITLER. — Dans l'ensemble, le groupe d'armées du centre a tenu de tout autres secteurs divisionnaires.

VON KLUGE. — À la suite de l'« Opération Buffle[207] » les secteurs se sont un peu rétrécis, mais nous avons quand même eu nos 30 kilomètres à tenir, et même davantage. Telle est la mesure dans laquelle j'ai déjà étiré mes effectifs.

HITLER. — Mais il n'y a pas de comparaison !

VON KLUGE. — *Là-haut*, à la 3e division blindée, il n'y a également qu'un mince rideau.

HITLER. — Quelle y est la situation ?

ZEITZLER. — *Là*, l'ennemi n'a pas attaqué. Et même, fait nouveau, les corps motorisés semblent avoir été retirés pour faire place à des corps d'infanterie de la garde. Est-ce pour que ceux-ci apportent des éléments frais, et quelque chose se prépare-t-il *ici ?* Je me fais actuellement quelque souci à cause de *ce point-ci*, parce que l'ennemi déplace également *cette* armée aérienne vers *là-haut*. À quel endroit veut-il s'en servir pour porter un coup ? Ce n'est pas clair. Le trafic ferroviaire s'est un peu intensifié, de sorte que j'inclinerais à croire que les Russes font leurs transports par fer. Sinon, on pourrait penser qu'ils l'amènent *ici*[208]. Par conséquent, c'est un mouvement qu'il faut surveiller. *Là*, ils semblent avoir éprouvé des pertes sanglantes, de sorte qu'ils ont renoncé à faire donner leurs unités motorisées ; ils s'en vont *par ici*. J'ai eu avec Manstein un entretien

téléphonique au sujet de cette affaire, tant sur *ce point-ci* que sur ce *point-là*. Il m'a de nouveau appelé aujourd'hui. Maintenant que la division « Leibstandarte » est partie, il se demandait s'il attaquerait encore. Je considère comme très raisonnable qu'il attende tranquillement. Il est inutile que nous réglions cette petite affaire, puisque la pression de l'adversaire n'est pas tellement forte.

HITLER. — Quand la « Leibstandarte » pourra-t-elle partir ?

ZEITZLER. — Le premier train part demain, à raison de 12 trains par jour, et, au bout de 4 ou 5 jours, 20 trains. L'ensemble du mouvement — 120 trains — durera de 6 à 8 jours.

HITLER. — 120 trains seulement ?

ZEITZLER. — Oui.

HITLER. — Voyons, Zeitzler !

ZEITZLER. — C'en fera peut-être 130.

HITLER. — Je crains que ça n'en fasse 150.

ZEITZLER. — Le chiffre importe guère : 10 ou 15 de plus ou de moins…

HITLER. — Qu'est-ce qu'ils laissent sur place ? Laissent-ils ici leurs chars IV ou bien les emmènent-ils ?

ZEITZLER. — On a transmis dans la nuit d'hier un message disant qu'il fallait les laisser, qu'ils en recevraient de tout neufs. J'avais calculé à cet effet, — il faudrait seulement faire pression sur la « Leibstandarte » pour qu'elle les laisse. Tel que je connais Sepp[209], il les emportera. Il faudrait envoyer là-bas quelqu'un qui surveille la chose. Le mieux est qu'ils restent *ici*.

HITLER. — Les deux divisions, de toute manière, sont faibles. Il vaut mieux leur en donner d'autres et voir si l'on ne pourrait pas donner à l'une les chars « Tigre ». C'est à lui, malgré tout, que vont les deux compagnies de « Tigres ».

ZEITZLER. — Il me semble bon, à moi aussi, que, sur le trajet, ils ne soient pas…

HITLER. — Cela suffit pour la « Leibstandarte ». Combien de « Tigres » cela représente-t-il, deux compagnies ?

ZEITZLER. — Il va recevoir encore deux compagnies, soit 22 « Tigres ».

HITLER. — Et puis, de toute façon, il va recevoir les 100 chars « Panther », tout son détachement, et alors, à l'arrière, il faudra en échange des chars IV

lui en donner de nouveaux.

ZEITZLER. — Ce qui devait partir comme chars de remplacement, je mettrai la main dessus au même titre, et on pourra encore les lui donner.

HITLER. — Éventuellement aussi les canons d'assaut ; il pourrait alors les laisser *ici*. De cette façon, on renforce une bonne fois les deux divisions, pour commencer. La suivante à être transportée serait la « Reich ». La « Reich » laisserait alors, elle aussi, une partie de son matériel, renforçant par là d'autres unités, et elle recevrait également ses 100 « Panther » dans l'intervalle.

ZEITZLER. — Nous ferions ainsi l'économie de beaucoup d'armement.

HITLER. — Nous ferons ainsi l'économie de beaucoup d'armement, et ceux *d'ici* se trouveront quand même renforcés. Manstein recevra alors encore un peu de matériel pour ses divisions ; par exemple, il faudra que la 16e division d'infanterie motorisée ait quelque chose, elle aussi.

ZEITZLER. — Ensuite, ce sera le tour d'autres divisions motorisées ; elles pourront se charger de celle-là.

HITLER. — Quand la dernière s'en ira […] laisser des armes derrière elle.

ZEITZLER. — Bien.

HITLER. — Je voudrais aussi voir cette affaire.

ZEITZLER. — Nous sommes en train de l'étudier, mon Führer. Jusqu'à présent, il y a ici de très bonnes positions, parce que ce sont les positions que nous avons toujours occupées.

HITLER. — Une très bonne position, bien entendu. Une bonne position vaut mieux, en définitive, même si elle est un peu plus resserrée. Mais il faut dans tous les cas construire à l'arrière, pour le cas où une crise viendrait à se produire.

VON KLUGE. — Parfaitement. Donc, mon Führer, nous nous trouvons alors *ici* devant une situation nouvelle !

ZEITZLER. — Peut-être le groupe d'armées pourrait-il dresser le plan de ce qui est possible dans les plus brefs délais et de ce qu'on risque à le faire.

VON KLUGE. — Nous allons voir cela tout de suite. J'ai amené avec moi mon chef du bureau opérations. Nous allons y réfléchir. Mais, naturellement, il y a une sorte d'influence réciproque qui s'exerce entre tout cela et l'achèvement de la position Hagen. Je ne voudrais pas me laisser glisser sur une position qui n'existe pour ainsi dire pas.

HITLER. — En somme, pour moi aussi, toute l'affaire est celle-ci : s'il n'y avait pas *sur ce point* ce danger menaçant, j'aurais dit : « Amenez tout de suite *là*, au lieu de la 113e, les deux divisions que vous allez toucher. »

VON KLUGE. — Eh ! mon Führer, elles n'avanceront plus d'un pas, naturellement ! À présent, dans l'ensemble, on n'attaquera plus. Ça ne sert à rien, ça n'a pas de sens. Tout cela partait de l'idée que…

HITLER. — Simplement protéger les voies ferrées, afin qu'on puisse les utiliser !

VON KLUGE. — Alors, on aurait pu tranquillement faire toute cette affaire avant l'hiver.

HITLER. — Mais s'il était possible que vous mettiez tout de suite là-dedans l'une ou l'autre des unités qui construisent la position ?

VON KLUGE. — Pour l'enlever à Model ? Et bien que les Russes continuent à nous pousser au derrière et qu'avec les lamentables restes des 111e, 212e, 108e, avec la 209e…

ZEITZLER. — Ce sont les divisions décimées.

HITLER. — Bon ! Si vous envoyez à l'arrière les divisions décimées et si vous comblez les vides, elles pourront travailler à la construction.

VON KLUGE. — Bien, il faut donc que je libère des unités. Malheureusement, il faut aussi, par-dessus le marché, que j'assure la sécurité des communications au moyen de troupes, sur les routes que traversent tous les convois. On me tue tout mon monde derrière la forêt de Briansk, parce que tout est plein de bandes de partisans, ou parce que, du moins, tout a été réorganisé.

HITLER. — Que voulez-vous, moi aussi, j'ai de lourdes décisions à prendre, de très lourdes décisions.

VON KLUGE. — Je le crois sans peine.

HITLER. — Mais il n'y a pas moyen de faire autrement.

VON KLUGE. — Seulement, tant que cette affaire-là ne sera pas réalisée[210], je ne peux me défaire d'aucun effectif, c'est impossible. Il faudra voir comment nous y parviendrons par la suite.

HITLER. — C'est à vous de voir à le faire le plus rapidement possible. J'entends déjà le refrain : « La division "Grossdeutschland" partira d'ici quelque temps. Mais il faudra que vous me donniez quelque chose pour ici, un peu de chars, quelques divisions d'infanterie… »

VON KLUGE. — Des chars, non. Je les ai.

HITLER. — Ces divisions partiront et iront ensuite se refaire à l'Ouest.

VON KLUGE. — Mais il faut naturellement que j'aie aussi des divisions blindées.

HITLER. — Voyons, vous ne tenez naturellement pas tellement à ces saletés-là ; alors, vous pouvez vous en défaire d'autant plus aisément !

VON KLUGE. — Quelles saletés ?

HITLER. — C'est vous-même qui l'avez dit : « Ce ne sont que des saletés ! »

VON KLUGE. — Je n'ai pas dit ça !

HITLER. — Si, cela vous est échappé ; c'est pourquoi nous vous retirons cette saleté[211].

VON KLUGE. — Ce n'est pas ce que j'ai voulu dire, mon Führer. J'en ai tellement peu ! Il ne m'en reste guère. C'est cela que j'ai voulu exprimer. C'est à peine si l'état de choses actuel est encore supportable !

HITLER. — Certes, ils n'ont pas de chars. C'est bien pourquoi je dis qu'on peut donner ces divisions blindées qui se referont à l'ouest. Je pourrai alors les en retirer rapidement et on pourra combler les vides. Ces gens l'ont bien gagné, en fin de compte. Faire le contraire serait une erreur. Ces divisions-là, je peux les remettre en état à l'ouest, et, de l'ouest, je ferai venir celles qui y sont. Avant tout, il faut que je voie à achever le plus vite possible la préparation des 9e et 10e divisions SS On m'a communiqué un avis aujourd'hui sur la façon dont se bat la division « Gœring ». Ce sont les Anglais qui écrivent que les jeunes d'entre les jeunes, des garçons de seize ans, à peine sortis des Jeunesses hitlériennes, se sont fanatiquement battus, se sont tous fait tuer jusqu'au dernier, et qu'eux, les Anglais, n'ont pas pu faire de prisonniers. C'est pourquoi aussi je suis persuadé que ces deux ou trois divisions composées de jeunes déjà bien instruits se battront d'une manière fantastique, parce qu'ils ont un admirable idéal en tête. Ils se battront d'une manière absolument fantastique, j'en suis fermement convaincu.

ZEITZLER. — Eh bien ! le feld-maréchal et moi nous allons sortir et causer autour d'une table.

VON KLUGE. — Il faut encore que je réfléchisse à cela, mon Führer. Je sais désormais de quoi il s'agit ; et il sera fait en conséquence.

HITLER. — Comme je l'ai dit, la première chose nécessaire est que je puisse enlever le corps d'armée SS Dans ces conditions, il[212] a besoin d'avoir autre chose. Ce que je vais lui donner, je ne le sais pas. Peut-être la 7e division blindée, qu'on pourrait faire descendre, s'il arrive à libérer quelque chose *ici*, de façon à pouvoir se couvrir *là*. Mais il faut qu'il reçoive une contrepartie ; autrement, il ne pourra pas tenir. Et il lui faut deux ou trois divisions d'infanterie ! Il ne peut pas tenir dans ces conditions dangereuses ! Naturellement, si toutes les amarres rompent, il n'y aura pas moyen, *là* non plus, de faire autrement que de raccourcir peut-être notre front. Mais c'est là une situation désespérée, il faut bien s'en rendre compte. Ce n'est pas une chose agréable. Ce sont là des décisions très graves, où l'on en arrive déjà à un point de crise. Mais je réfléchis aussi, d'autre part, à tout ce qu'on peut faire. *Là-haut*, il y a l'affaire de Leningrad à cause des Finlandais, et *ici, en bas*, je me suis également demandé : « Si l'on abandonnait *ceci*…

ZEITZLER. — Si nous en arrivons à ces décisions-là pour *là-haut*, il faudra aussi que nous fassions la même chose *en bas*[213] […] de la façon encore la moins douloureuse.

HITLER. — Ça ne permettra pas de dégager grand-chose !

ZEITZLER. — Si, ça permettra de dégager quelque chose ; à présent, le Russe ne se livre plus à de vastes entreprises.

HITLER. — Au pis-aller, il nous faudrait également évacuer *ceci*.

ZEITZLER. — Ce serait plus facile que l'autre opération. D'ailleurs, l'autre opération ne permettra pas de dégager autant de monde, et *cette* partie-*ci*, si l'on voulait la lâcher, est beaucoup plus précieuse que *celle-là*.

HITLER. — Quels effectifs croyez-vous que nous pourrons dégager sur *ce* point ? Là, nous devons être forts. Les Russes commencent à débarquer tout uniment, à Novorossiisk. Tout le monde commence par dire : « Ça, on peut le lâcher. » Mais j'entends déjà Kleist[214] ou celui qui se trouve là s'écrier ensuite que ce n'est pas possible, qu'on ne peut pas empêcher ça avec les forces qui occupent la position, qu'alors l'ennemi commencera aussi à frapper *par ici*, et que nous ne pourrons plus faire entrer aucun bateau. Pour l'instant, nous faisons passer nos bateaux ; après, ce sera fini. Ce que j'ai *là-dedans*[215], ça va, c'est bon, mais je ne peux pas en faire entrer davantage.

ZEITZLER. — Essayons d'abord pour la petite tête de pont. Celle-là, nous pouvons encore la tenir un certain temps.

HITLER. — J'ai peur qu'on ne puisse pas la tenir. On peut essayer, naturellement. C'est aussi une chose à laquelle il faut réfléchir.

VON KLUGE. — Nous pourrions encore aussi nous retirer sur l'extrême aile nord, sur notre position prête, que j'ai proposée près de Velikie-Louki ; *là*, nous pourrions aussi améliorer notre situation.

ZEITZLER. — C'est une chose prévue ; mais ce n'est pas ainsi, monsieur le feld-maréchal, que vous pourrez libérer des effectifs.

VON KLUGE. — D'effectifs libérés, il n'y en aura pas. À part ce que je viens d'évoquer, nous ne pourrons alors plus rien lâcher, à part ce qui est dans cette espèce de poche, *ici*. Il nous faudra alors avaler[216] Kirov et tout laisser tel que c'est actuellement, encore que j'eusse, *là* aussi, préparé quelque chose, mais *là*, ce n'est malheureusement plus possible.

HITLER. — Nous pourrions encore, ensuite, reculer dans *ce* secteur-ci.

VON KLUGE. — *Là*, on peut peut-être libérer une division, mais c'est aussi une sale histoire, car la situation en *cet* endroit est déjà…

ZEITZLER. — Mais les positions sont particulièrement bonnes.

VON KLUGE. — Les positions sont bonnes ; elles ont donné un mal infini à construire.

HITLER. — Vous préféreriez Kirov ?

VON KLUGE. — Je l'ajouterais volontiers de nouveau à ce que je tiens, car c'est toujours un point d'appui pour l'ennemi.

ZEITZLER. — Ça coûterait plus cher.

VON KLUGE. — Dans les circonstances présentes, c'est naturellement exclu.

ZEITZLER. — Une fois *là-haut*, libérer quelques unités le plus tôt possible, quand *ceci* aura été ramené en arrière.

HITLER. — Vous reverrai-je ?

VON KLUGE. — Non, je veux m'en retourner sur-le-champ. *Heil*, mon Führer !

*(Von Kluge prend congé.)*

ZEITZLER. — Mon Führer ! Je voulais, moi aussi, revenir vous trouver avec les éléments de calcul de la situation — cette première opération, sur *ce* point-ci, on peut sans autre difficulté en faire l'économie, tout le reste

dépend de la vitesse d'exécution —, de façon que je puisse établir un programme échelonné dans le temps. *Cela*, *ici*, c'est un point de forte tension ; il faut laisser courir, tout cela finira bien par se dénouer. En ce qui concerne le corps d'armée SS, il faut également calculer beaucoup. Mais je pourrai peut-être vous exposer cela plus tard ; ce n'est pas pressé.

HITLER. — Si seulement le corps d'armée SS partait une bonne fois !

ZEITZLER. — La « Leibstandarte » s'en ira au plus tôt demain, à la cadence de 12 trains par jour.

HITLER. — Ce corps d'armée SS vaut 20 divisions italiennes.

ZEITZLER. — Il[217] doit déjà avoir *là-bas* la « Grossdeutschland » et la 7e division blindée. S'il reste immobilisé dans cette affaire, disons 8 jours, et qu'il fasse venir près de la moitié des divisions qui se trouveront libres, cela devrait marcher. Si une division peut se retrancher 6 jours dans un secteur, elle sera dans une bonne position. Seulement, lui[218], dans son for intérieur, il n'est pas *encore* débarrassé de sa conception des mouvements lents. Peut-être y arrivera-t-il ; ce serait, à mon sens, une bonne chose.

HITLER. — Si la percée se produit, *cette* partie-*là* aussi se trouvera raccourcie. Voyez : elle ne représente que la moitié de ce qu'il lui faut faire *ici*.

ZEITZLER. — 6 à 7 jours d'un côté et 6 à 7 jours de l'autre, et nous encore *là* une durée d'évacuation de 8 à 9 jours. Le major-général, avec tout son vaste appareil, s'en sortira en 7 jours. En usant de quelque pression, nous y arriverons peut-être un peu plus tôt. Ensuite viendrait le deuxième temps : 4 à 5 jours comme *ceci*, ensuite, il pourrait rester sur place 6 jours, et ensuite, alors, nous pourrions tirer de l'opération quelques troupes disponibles.

HITLER. — Il aura déjà alors des unités à l'arrière.

ZEITZLER. — Et surtout, nous ne nous trouverons pas dans une situation qui nous oblige à jeter des effectifs sur le front.

*Le rapport du soir du 20 décembre 1943 prend en compte la nouvelle donne en Italie, qui a capitulé au début de septembre, Mussolini ayant été libéré pour constituer un contre-gouvernement. La crainte d'un débarquement allié à l'Ouest dans l'année qui vient est longuement évoquée.*

HITLER. — J'ai maintenant étudié à fond une grande partie de ces dossiers. Il n'y a aucun doute : au printemps, l'offensive se produira à l'Ouest, c'est absolument hors de doute. Maintenant, je me demande encore une fois : ils

veulent faire ça sur un très large front. Mais quelque chose de très intéressant (en) ressort aussi […] à certain moment pas même […] à savoir qu'à présent, ils ne disposent pas (de forces qu'ils) puissent détacher quelque part en Méditerranée. Il leur aurait fallu (cinq divisions), et Churchill a dit alors […] « Nous ne disposons malheureusement pas, actuellement, de cinq divisions (en Méditerranée) nous ne les y avons pas ; (nous sommes *là-bas*) au maximum de notre effort. » Malgré tout, de (cette convention proposée) aux Turcs, il paraît ressortir que les Alliés opéreront en créant (un second) front. Il faut aussi nous attendre tant à (un débarquement en) Norvège que sans doute aussi à une offensive (de diversion) dans le golfe de Gascogne et peut-être également dans (les Balkans. Nous) devrons alors, en temps voulu, (faire en sorte), étant donné surtout que notre arme sous-marine, de toute manière, ne peut pas […] combattre en pleine sécurité, de rassembler dans le Nord notre arme (sous-marine) au début de février ou à la mi-février. (Car il) y a *là-bas* peu à peu péril en la demeure. (La possibilité) qu'ils fassent *là-bas* un débarquement n'est absolument pas exclue. (Il ne faut) pas trop compter qu'on pourra ensuite monter (dans ces parages), car on ne connaît pas l'état des glaces dans la Baltique. *Là-haut*, il faut opérer avec une masse de sous-marins. Ce serait une offensive de diversion qu'ils feraient *là-haut ;* mais, pour nous, il n'en serait pas moins fort gênant que ces salauds prennent pied solidement et incitent notre aviation à sortir. Je ne crois pas que l'ennemi fasse actuellement faire ce trajet à ses navires pour attirer nos grosses (unités navales), mais il le fait pour se renseigner sur l'état des forces aériennes. Si, à présent, (nous ne l'attaquons pas) […], il saura de façon précise que nous n'avons (plus d'avions) modernes en Norvège. Ils ont des (avions par *là-haut*, mais ils ne peuvent pas) attaquer.

JODL. — Mais l'ennemi peut aussi (se tromper, car le temps) dans ces régions est le plus souvent mauvais.

VOSS. — Nous avons quatre heures et demie de jour permettant le tir à vue.

HITLER. — En quatre heures et demie, on peut att(aquer) sans difficulté. C'est la lumière crépusculaire. L'ennemi attaque […] dans la lumière crépusculaire. Quand il (fait des attaques en Méditerranée), il vient toujours de nuit. Il a (toujours) la possibilité de voler. En tout cas, il faut s'attendre (que l'ennemi) entreprenne quelque chose, si à partir du milieu de février ou

du début de mars […]. Il a naguère (effectué) aussi un débarquement en avril. (Il peut) aussi préférer cette époque-là. Là-bas, le jour (se lève) très vite, et il fait alors clair très longtemps. Cela, il peut (très bien) le faire. Il faut opérer *là-haut* avec la masse de nos sous-marins ; car, *là* non plus, il ne faut pas qu'il puisse prendre pied solidement. S'il prenait pied solidement, ce serait désastreux pour toute notre armée du Nord. On ne pourrait plus, alors, effectuer les transports. Nous savons ce que ça signifie, dans le Sud[219], quand ce cochon-là s'accroche à une île. Ça, c'est une chose. L'autre chose, c'est le golfe de Gascogne. Il faut y mettre la masse de nos sous-marins. (On devra y) opérer avec la masse des sous-marins (et avec tout) l'attirail qui est prévu de toute manière […].

VOSS. — C'est d'ailleurs très explicitement (prévu et sera) fait. S'il se produit quelque chose à l'Ouest, (tout) ce qui se trouvera là en fait de transports sera immédiatement (dirigé) de *ce* côté. C'est tout préparé.

HITLER. — C'est par *là-haut* qu'il faut tout de suite (commencer ; sinon) ce sera trop tard.

VOSS. — Il y a beaucoup de navires à Brest, (Lorient et Saint-)Nazaire.

HITLER. — Oui, mais ils n'arriveront pas (*là-haut* à temps).

VOSS. — La Norvège est quelque chose d'autre.

KEITEL. — Bergen, Drontheim.

HITLER. — Il faut y aller, car nous ne pouvons pas envoyer de troupes *là-haut.* L'aviation non plus n'a pas l'air bien brillante.

Voss. — C'est seulement ce que nous avons en transit.

HITLER. — Peut-être pourrait-il réfléchir tout de suite à la question. À partir d'un certain moment, il faut qu'un certain rassemblement s'opère *là-bas*. Il faut que, par *là-haut,* ça grouille de sous-marins. Il faut également qu'à l'Ouest, on réfléchisse au problème. Je me creuse constamment la cervelle pour trouver des moyens (capables d'améliorer la défense, comme) des lance-flammes qui (se déclencheraient) automatiquement […] et puis des barriques de pétrole qu'on jetterait à la (mer et qui se mettraient) à flamber.

ZEITZLER. — Et aussi ces (nouvelles mines) qui explosent sous l'effet du détecteur de mines. J'avais idée de les mettre en service non pas à l'est, mais à l'ouest. Les (premières seront) vraisemblablement prêtes en janvier. Si nous les utilisons (d'abord à l'est), le seul résultat sera que les Russes les

connaîtront, et (ils auront vite fait de découvrir) le système. Alors, on pourrait les envoyer toutes sur le front ouest. (Si) les débarquements ont lieu et que les ennemis (se servent) du détecteur de mines, ils ne seront pas préparés à voir les mines (sauter).

HITLER. — Ça détruira immédiatement (toute) leur confiance.

Voss. — Le commandant en chef[220] a (déjà) convoqué ces temps derniers les titulaires de commandement à la mer (et a) tout particulièrement attiré leur attention sur ce danger à l'ouest.

HITLER. — Il n'y a aucun doute, ils ont arrêté la date. À partir de la mi-février ou du début de mars, l'offensive à l'ouest se déclenchera. Je n'ai pas l'impression que les Anglais y aillent, disons, de très bon cœur. Il y a là trop de gens qui freinent et qui, dès à présent, écrivent : « Si les choses se présentent de telle façon, il vaut mieux ne pas le faire, et pas davantage si elles se présentent de telle autre. » Il y a en Angleterre une seconde tendance qui, de même que nous naguère, étant donné le faible nombre (de nos unités navales), voulions les garder intactes jusqu'à la fin de la guerre, (veut à présent, étant donné) le nombre limité des divisions britanniques, (garder intactes) ces divisions ; cela se voit. De plus, en Angleterre, le potentiel (d'armement) est aujourd'hui en énorme diminution. (On s'en rend compte jour) après jour. Ils s'en tirent en disant (que l'opinion publique) ne croit plus au danger. (En fait, ce n'est) pas ça, mais c'est leur production d'acier qui (est en) baisse. Si l'on (extrait) par mois un million de tonnes de charbon en moins, on ne peut plus faire d'acier ; tout ça (se tient). Et que les Américains leur livrent davantage ? (C'est chez eux) exactement comme chez nous. Nous nous étions engagés à livrer aux […][221]telle et telle chose. En fait, nous avons dès le début ré(duit) à l'extrême nos livraisons. En temps de guerre, chacun (pour soi). Personne n'ira dire : « Je vais livrer d'abord de l'acier (à l'autre) et je n'en aurai qu'ensuite. » (Nous-mêmes) nous ne sommes (même pas) venus à bout de fournir ces livraisons, déjà abaissées au minimum. Nous avons toujours fourni de moins en moins. Nous devions livrer de 1 à 1,2 million de tonnes, et nous en sommes restés aux environs de 900.000 tonnes. Si les Américains doivent livrer un produit déterminé dont ils manquent eux-mêmes, on peut être sûr qu'ils en livreront de moins en moins. De leur côté, les Anglais se montrent également très parcimonieux des produits de ce

genre, mais, en réalité, ils ont fait beaucoup. Il ne faut pas perdre de vue que ce que les Anglais entretiennent d'hommes à flâner tout autour du monde (doit représenter 50 %) de leurs forces armées. Si l'on considère les Indes, (l'Afrique, le Proche)-Orient et l'Australie, ils ont (au minimum) 50 % de leur armée au-dehors et au maximum (50 % en Angleterre), et ils veulent naturellement maintenir cet état de choses pour ne pas, à la dernière minute, (perdre quoi que ce soit). Mais l'offensive se produira : là-dessus, il n'y a plus (de doute).

JODL. — Le 15 janvier se déclenchera aussi notre […].

Voss. — Le grand-amiral a ordonné à tous les titulaires d'un commandement de ne pas céder un seul mètre de terrain, comme sur (une île, jusqu'au) bout, et il les a tous réunis. Je crois que cela fait de l'effet. Cela a fait de l'effet (en) Crimée et fait également de l'effet *ici*, *en bas*[222]. (Il leur a fait) comprendre ce qui est en jeu.

HITLER. — S'ils attaquent à l'Ouest, cette offensive (déci)dera du sort de la guerre.

Voss. — Parfaitement, c'est ce qu'il a dit à tous les titulaires d'un commandement.

HITLER. — Si cette offensive est repoussée, l'affaire est réglée. Alors, on pourra aussi, à très bref délai, retirer des forces.

JODL. — Très forte attaque, (la plus forte jusqu'à présent, mais avec des (dégâts sur les) chantiers de construction relativement minimes[223], d'après ce que j'(ai appris) jusqu'à présent.

HITLER. — Des bâtiments de petite dimension ne sont pas (si facilement) touchés.

JODL. — Ils disent que l'attaque (n'a pas été) dirigée contre les bâtiments, mais contre des aiguillages.

BUCHS. — Les quadrimoteurs survolaient d'abord le Nord de la Hollande, en direction du territoire du Reich. Ils sont (ensuite) repartis vers l'ouest. On ne sait pas encore au juste s'ils ont encore une fois (fait demi-tour). En tout cas, par la suite, ils ont attaqué les chantiers de construction (avec) […] appareils.

HITLER. — Il est bien clair que les (chantiers de construction) leur tapent sur les nerfs. S'il se construisait (chez eux) des choses de ce genre, dont nous saurions (qu'elles) détruiraient Berlin, nous deviendrions nerveux

nous aussi et presserions (notre) aviation d'agir. Ils sont exactement (au courant) de tout. Ils écrivent que ce sont des fusées. Ils ont écrit qu'on pouvait lancer jusqu'à eux une à deux tonnes d'explosif. À présent, ils le croient eux-mêmes. Ils écrivent que ce sont les Allemands qui ont commencé cette histoire, qu'ils ont toujours travaillé la question, qu'ils ont aussi une certaine expérience, et qu'il n'est pas impossible, par conséquent, que ça colle. Mais, alors, ils s'en prendraient à l'ensemble de ces travaux. En quelque sorte, il y a naturellement là (une menace pour l'Angleterre). Si les constructions (sont) bien faites, (si l'on) bâtit de petits abris souterrains, — ils ne (pourront) pas attaquer tant (d'endroits) — alors les (soldats) et les ouvriers n'auront que très peu de pertes. Et si (nous) ne les faisons pas trop vastes, il ne sera pas possible non plus […] le mieux est alors (d'installer) partout de la D. C. A. Mettre des (coups au but) sur d'aussi petits objectifs, de 6.000 à 7.000 mètres d'altitude, c'est un effet du hasard.

JODL. — Ils attaquent parfois aussi (à) 2.000 mètres.

HITLER. — Oui, mais si l'on arrive à y mettre peu à peu (de la D. C. A.), cela devient différent. Nous devons aussi déplacer (la D. C. A.) dans de fortes proportions vers l'ouest, vers l'Italie et vers l'(ouest). Je me demande si l'on ne devrait pas attribuer à l'Ouest (une production mensuelle) complète du (canon de 37). Ailleurs, il est possible de se protéger à l'aide du canon de 20.

BUHLE. — L'armée, par exemple, dans ses (for)mations de compagnies de D. C. A. pour les divisions d'infanterie, môle les canons de 37 et les canons de 20. Le front russe n'y a actuellement plus droit. Que telle division d'infanterie ait ou non une compagnie[224], cela ne joue aucun rôle. Mais sur le front ouest ou en Italie, cela joue un rôle décisif. En fait, ces divisions sur le front ouest ne seront pas dotées de ces nouvelles formations parce que tout va sur le front est.

HITLER. — Alors, il faut bloquer (les fournitures pour le front est). C'est la chose la plus importante. (Si la production) d'un mois ou deux est (accordée au front ouest, cela fera) 700 à 800 canons.

KEITEL. — La marine de guerre (vient en tête pour ces attributions) ; si elle en reçoit tant, c'est à cause (des sous-marins. C'est) moi qui en ai donné l'ordre.

HITLER. — Ils recevront en outre (les canons à tubes jumelés. La fabrication) en augmente à présent très vite. Le canon de 30, lui aussi, (est bon, s'il tient ce qu'en dit tout le monde. Je ne l'ai (pas vu). On prétend que ces pièces à tubes jumelés sont fant(astiques).

Voss. — Je croirais volontiers que s'il se trouvait un (rass)emblement de sous-marins, ce canon pourrait servir à (quelque chose) ; mais s'il n'a affaire qu'à un isolé, ça ne servira (pas beaucoup). Naturellement, il est bien meilleur que ce que (nous avons actuellement).

VON PUTTKAMER. — Le jumelé de 30 est plus facile à manier, tandis qu'un jumelé de 37 dans un sous-marin est déjà très lourd. Le 30 vaut mieux, pas quant à l'effet, mais quant au maniement.

Voss. — Il est meilleur, bien entendu ; il repousse l'ennemi à plus grande distance, c'est évident ; mais il n'est pas encore la panacée.

FEGELEIN. — Contre des avions de combat, (la question de calibre) est décisive ; les avions se disloquent (en l'air) […] tandis que les obus de 20 ne traversent pas, c'est bien simple. (L'effet) du 37 est énorme. Seulement, il est d'un maniement (difficile) pour l'infanterie, parce qu'il est par lui-même trop lourd, étant donné qu'il a (un p)oids d'environ 60 quintaux.

Voss. — Je crains, mon Führer, qu'un (changement) radical de cette situation n'intervienne qu'avec […].

HITLER. — Mais il faudrait alors (veiller à ce que) les sous-marins, du moins, soient à l'endroit où (l'attaque) aérienne devient très sérieuse. C'est le (cas dans le secteur) norvégien. C'est là qu'il faudrait en avoir en masse. Lors d'une opé(ration de débarquement), il faudrait avoir sur place 60 ou 80 sous-marins. Alors *là*, il faut (mettre) tout ce qui est capable de tirer, afin qu'au moins […] l'armée et l'aviation n'aient pas à envoyer (trop de matériel *là-haut*). On ne peut plus rien envoyer *là-haut*. (C'est) complètement exclu. Il faut au contraire se maintenir *là-bas* au moyen de ses (propres) forces. Le point dangereux, ce sont les terrains d'aviation, si l'ennemi s'en empare d'(un) quelque part. Mais en Norvège — il faut que je l'indique encore une fois —l'ensemble de nos forces n'a pratiquement pas diminué.

JODL. — Non. En outre, une division d'infanterie y est arrivée, venant de Roumanie.

HITLER. — Il n'y a qu'au point de vue numérique, je (crois, qu'il) y a diminution.

JODL. — Au point de vue numérique, il y a une légère (diminution).

BUHLE. — La division blindée (« Norvège » compte) […] hommes.

JODL. — Il y a 430.000 homme en Norvège.

BUHLE. — On a placé *là-haut* quelques (divisions) en permanence.

HITLER. — 430.000 hommes, cela représente (environ) les effectifs de (l'armée) française en temps de paix. (C'est déjà) un chiffre énorme.

VOSS. — Qu'est-ce que nous avions *par là-haut* en 1940 ? Au début, (c'était) misérable. Il fallait toujours opérer (avec) des troupes […].

HITLER. — C'était effectivement misérable.

JODL. — À ce moment-là, il y en avait beaucoup moins. Il[225] n'avait (pas grand-chose).

Voss. — Je me dis toujours que puisque ça a réussi à ce moment-là, ça devrait à plus forte raison réussir maintenant.

HITLER. — Naturellement, l'ennemi débarque à présent avec une meilleure préparation, et il est mieux équipé.

Voss. — Nous aussi, nous sommes beaucoup mieux préparés. Chacun le dit *par là-haut*.

JODL. — J'ai peur qu'en Norvège […].

HITLER. — Il ne faut pas que l'ennemi arrive à prendre solidement pied (sur une) île. S'il réussit à ( s'implanter quelque part, il mettra en danger) l'ensemble de nos transports.

JODL. — Même Léros, il a (été obligé de l'abandonner. *Ici*) aussi nous sommes en mesure (d'att)aquer au moyen de bombardiers en piqué.

HITLER. — En second lieu, il y a […] qu'il ne peut pas débarquer *par ici en bas*. (Il serait gê)nant qu'il débarque *ici* et au centre. Cela (nous obligerait alors) à faire descendre des forces. Cela signifie (que nous) commencions par le repousser *là-haut* et que nous venions ensuite *ici*. Mais c'est gê(nant).

Voss. — Je ne crois pas que l'ennemi ait une (force de) choc suffisante pour se frayer *là* un passage. Car, en définitive, il a eu (l'exemple) de cette grosse histoire d'Italie, où il a été (complètement) stoppé.

HITLER. — Il faut dire qu'en Italie, nous avions des chances. D'abord au point de vue de la défense. Ensuite, nous avons là une tige de botte étroite, d'environ 100 kilomètres de largeur, avec des obstacles naturels comme on en trouve rarement. De plus, nous avons maintenant là-bas des secteurs de

division guère plus étendus que ceux que nous tenions durant la première guerre mondiale, donc n'offrant pas un très large champ de bataille. Dans la première guerre mondiale, nous tenions des secteurs de 9, 10 ou 11 kilomètres. C'est à peu près ce que nous avons aussi là-bas actuellement. L'Italie est un terrain favorable à cet égard. L'ennemi est obligé de tout y (amener) de très loin. Il est vrai que nous n'avons là pour ainsi dire pas (d'aviation). Espérons que lorsqu'il attaquera, nos (nouveaux avions) seront là. Chaque mois de (retard) que nous faisons subir à son offensive améliore notre situation. Chaque mois accroît (la probabil)ité pour nous d'avoir au moins un groupe de […] chasseurs à réaction. L'essentiel est qu'au moment (du débarquement) il reçoive des (bom)bes sur le crâne. Alors nous le contraindrons à ( s'abriter). Et s'il y a constamment ne fût-ce qu'un avion (en l'air, il lui faudra) s'abriter, ce qui lui fera perdre heure après heure. Or, (en une) demi-journée, la mise en route de nos réserves sera en train de se faire. Si l'ennemi est cloué au sol, ne fût-ce que pendant six à huit heures, (on peut) imaginer ce que cela signifiera pour nous. Il sera cloué au sol jusqu'à (ce que) les premières réserves (arrivent). En outre, on pourra déjà prendre une vue de la situation. Il serait (bon) qu'on puisse se rendre compte, dès le premier moment, où (est) la diversion, où se situe la véritable grande offensive. J'ai un gros souci : c'est que l'ennemi ne finisse par employer contre les écluses de nos points d'appui de sous-marins ces bombes de 4.000 kilos qui vous font craquer comme une coquille de noix tout un bloc d'immeubles.

VON PUTTKAMER. — Brest et Lorient n'ont pas d'écluses. Il n'y a que Saint-Nazaire, La Palliée et Bordeaux qui en aient.

HITLER. — La pression doit être absolument énorme. Quand 3.000 kilos d'explosifs de grande puissance explosent dans l'eau, la pression fait tout sauter en l'air. Oui, ça, c'est un gros sujet de souci. Nous avons (un avantage) : l'ennemi arrive avec un tas de troupes (qui n'ont pas) l'expérience de la guerre.

BUHLE. — Si (nous recevons vraiment) en janvier pour le front ouest des unités à effectifs complets, (il ne pourra) rien arriver.

HITLER. — C'est-ce que nous espérons.

BUHLE. — Mais si nous (retirons) tout de l'Ouest ! À peine ai-je rassemblé quelque chose que c'est (déjà parti).

HITLER. — Pour qui dites-vous ça ? (Je n'accepte) pas qu'on (me) reproche de toujours (re)tirer les unités. Parlez-en un peu à Zeitzler […]. Mais pour moi aussi la tâche est très lourde. Je (vois chaque jour) la situation sur le front est ; c'est épouvantable. Avec cinq ou six divisions, on peut quand même, dans certains cas, forcer la décision ou un grand succès. Mais je me suis toujours fait du souci pour le front ouest. Mon point de vue n'a jamais été qu'il ne s'y passerait rien ; au contraire, je suis d'avis que l'instant arrive où les Anglais se trouvent, qu'ils le veuillent ou non, dans l'obligation déterminer la guerre d'une façon quelconque. Et les Américains ont leur élection présidentielle. Si Roosevelt ne remporte aucun succès et continue sans cesse à s'engager dans cette histoire, il peut arriver qu'il ne soit pas réélu. Or, s'il n'est pas (réélu, il) sera mis en accusation, six mois plus tard, devant une (Haute) Cour américaine. Après ce que cet homme (a fait, il ne peut plus se permettre) que de sortir vainqueur de la guerre et, ainsi, de réduire autant que faire se pourra (la dette publique). Mais, comme (candidat battu) à la présidence, il sera mis en (ac)cusation par son (successeur), ne fût-ce que par instinct de conservation. (Car celui-là) recueillera un héritage qu'il […]. C'est pourquoi il (fera mettre en accusation) son prédécesseur comme coupable de cette histoire. Toutes ses […] manipulations financières, déjà lors du […] mais aussi ses opérations financières ultérieures sont de telle nature que cet homme n'échappera pas à la Haute Cour. Le successeur sera forcé de le faire. Car celui qui viendra (ensuite) sera bien obligé de se colleter avec la question. (Dans) ce pays qui — c'est un fait — repose sur un système d'économie libérale (capitaliste) — et c'est malgré tout pour ça qu'ils se battent — une charge qui se monte peut-être à plusieurs centaines de milliards de dollars ne peut économiquement pas être digérée. Ils peuvent toujours faire de nouvelles dettes, mais comment feraient-ils pour les éponger ? Par des impôts ? Alors, ce ne sont pas deux tiers, mais neuf dixièmes que le fisc devrait rafler. Cela, ils ne peuvent plus le faire. Cela déferlera sur eux comme un déluge. Ils le retardent quelque peu par toutes les manipulations possibles et imaginables, mais, en réalité, on ne peut tenir ça que par l'autorité de l'État, c'est-à-dire par des mesures draconiennes. C'est une chose que nous pouvons faire en Allemagne ; eux ne le peuvent pas. Son successeur sera obligé de s'en arr(anger). Il n'aura rien de plus pressé (que) de démontrer que toutes ces saloperies (sont l'œuvre de) Roosevelt, quel que doive être le successeur.

(C’est l’instinct) de cons(ervation). Ils (chercheront un coupable, et le) coupable est cet homme-là. C’est très clair. Si l’on dit que ça ne servira à rien, que (dans quatre ans il) sera revenu, ma foi, quatre ans par-ci, quatre (ans par là durant ces) années, l’autre aura l’espoir que (la situation sera mod)ifiée. En tout cas, l’homme cherchera (à tout faire pour) ne pas ramasser une veste électorale. (Son gouvernement) aussi le pousse dans cette direction, parce qu’il est (forcé) de pousser à la roue, et si l’homme veut rester en place, il lui faut remporter un (succès) quelconque, et c’est la raison pour laquelle il va déclencher son offensive. Les Anglais, qui sont follement malins, (veulent) donner le commandement en chef aux Américains. Ils font ça (d’une façon foll)ement maligne. Car il est tout à fait sûr que si c’est l’(Améri)cain qui exerce le commandement en chef, les Anglais céderont le pas aux Américains. Si l’affaire tourne mal, ce sont ces derniers qui porteront la responsabilité. Tandis que si elle tour(nait) mal avec un Anglais comme commandant en chef, c’est lui qui porterait la responsabilité. Et il va de soi que les Anglais ne se lancent pas dans cette histoire avec autant de confiance qu’Eisenhower. Cet Eisenhower a effectué un débarquement réussi, mais, dans les deux cas, grâce uniquement à des traîtres. Or, ici, il n’en trouvera pas parmi nos soldats. Ici, ça bardera, et comment ! Il y a une différence entre (débarquer en Afrique du Nord) et y être accueilli par M. Giraud, ou avoir (devant soi des Italiens) qui restent pour la plupart dans leurs trous sans (tirer un coup de feu), et prendre pied à l’Ouest, où ça ti(rera) dur. Tant qu’une batterie pourra (faire feu), elle fera feu. Ça, c’est certain.

Buhle. — Ils en ont pour des jours à avoir des (blockhaus) dans le dos. Il leur faudra d’abord les détruire un à un.

Hitler. — Que ces […] ne soient pas (aptes) à résoudre ce problème, c’est ce dont je suis (fermement) persuadé. Ils en sont tout à fait incapables. (S’ils avaient) des troupes ayant deux ans d’expérience de guerre mondiale, on pourrait dire : « Bah ! ils y arriveront. » (Mais ce ne sont) que de jeunes troupes.

Keitel. — Absolument sans habitude de la guerre !

Hitler. — C’est pourquoi il ne faut pas dire : « Nos troupes aussi sont composées de jeunes. » Les nôtres ont un noy(au) plus habitué à la guerre ; et ce noyau, l’ennemi ne l’a pas non plus.

Voss. — Nos hommes sont là depuis deux ans.

HITLER. — Je suis convaincu qu'au moment où ça se déclenchera, nous pousserons un soupir de soulagement. Nous l'avons vu l'année dernière à Dieppe[226]. C'était en somme une action de grande envergure. J'ai vu Dieppe à l'époque. Quelles défenses il y avait alors ! Depuis, j'ai vu combien ces défenses avaient encore été multipliées. Je n'ai vu qu'un petit secteur, mais, (par rapport à ce que c'était), c'est comme 1 par rapport à 1.000. Seulement, lorsque arrive un ennemi mettant en ligne une si énorme (masse d'effectifs), l'essentiel est d'avoir tout sous la main (au moment voulu). Je puis (être en mesure) de (donner) à un fantassin une mitrailleuse, plus une carabine, deux ou trois revolvers, un […] un pistolet à fusées éclairantes, et encore des grenades à utilisation (spéciale), des grenades à main dégageant du brouillard artificiel, — encore faut-il qu'il sache au (moment voulu) ce dont il doit se servir. Si les Anglais et les Américains touchent terre en ayant tout ce que leurs gens leur auront mis entre les mains, pour eux aussi, l'affaire ne marchera (que si) tout est effectivement là. Si, (lors du débarquement, n'importe qui) saute et que l'objet en question fasse alors défaut, alors (on attendra) cet objet, alors l'affaire s'arrêtera là.

BUHLE. — Et quand tout le monde aura été mis à terre, il leur (faudra) s'approcher à 25 mètres des blockhaus, qu'ils ne pourront arroser de leurs lance-flammes qu'à cette distance seulement.

HITLER. — Ne pourrions-nous attribuer au front ouest une dotation spéciale de lance-flammes ? Dans la défensive, les lance-flammes sont ce qu'il y a de mieux ; c'est une arme terrible.

BUHLE. — Nous en avons 1.200. Des russes, que l'on déclenche électriquement, il y en a des milliers sur le front ouest.

HITLER. — Mais aussi des lance-flammes directs. Au pis-aller on devrait faire (faire par) Speer[227] une opération à poigne. Les usines dé(truites) lui libèrent des ouvriers. On pourrait les fourrer quelque part et leur faire fabriquer des lance-(flammes). C'est précisément dans la défensive que le (lance-flammes) est la chose la plus effroyable qui soit. Quand quelqu'un s'amène avec un (fusil), je vois le bonhomme. De plus, il faut qu'il s'approche (assez près). Celui qui défend une position, lui, est dans un (trou. Si) l'autre attaque, il ne sait pas que le défenseur possède (un) lance-flammes. Il a devant lui un trou qui le couvre, (il a) deux petits emplacements de tir, et, outre sa mitrailleuse, il a encore le lance-flammes.

L’autre arrive, et quand il se trouve à 20 mètres, ça se met à cracher tout à coup. C’est une (impression) très (peu agréable).

BUHLE. — Si, durant deux mois — (janvier et) février — on tourne à plein, il n’y aura plus sur le front ouest aucun blockhaus sans lance-flammes. Nous en avons 2.000. Ça en fera 4.000.

HITLER. — Nous avons plus de blockhaus que ça sur le front ouest. Nous en avons déjà à peu près 7.500. Il y en aura 10.000.

BUHLE. — Je parle maintenant des lance-flammes pour les troupes de choc, indépendamment de ceux qui sont montés sur des emplacements fixes.

HITLER. — C’est la chose la plus terrible qui soit. Cela enlève à l’infanterie de l’assaillant tout son cran pour aller au corps à corps. Ils perdent tout leur cran, quand ils ont soudain le sentiment que, (de tous les) côtés, il y a des lance-flammes et encore des lance-flammes, où qu’on (aille. Alors), ils perdent d’emblée tout courage. C’est la chose la plus (ter)rible qui soit. Et puis, par-dessus le marché, on a encore une (impression) peu agréable quand ça grésille devant vous ; c’est encore plus désagréable que de recevoir (un projectile) sur le crâne, ce qui est déjà une (saloperie). Lorsque, chez nous, le lance-flammes fut employé pour la première (fois au cours de la première guerre) mondiale, le malheur fut de (l’)avoir employé d’une manière éparpillée. Si nous avions réservé le (lance-flammes) jusqu’à un certain moment pour (l’employer) massivement lors d’une offensive générale sur le front ouest, de 15 à […] exemplaires, cela aurait eu un effet dévastateur. (Car c’est) sûrement une des armes qui produisent (peut-être l’)impression la plus terrible psychologiquement. Mais l’impression est peut-être encore bien (plus terrible) pour l’assaillant que pour le défenseur d’une position. L’homme qui attaque, on le voit, car il se déplace constamment par bonds, et alors on le balaie, tandis que, dans la défensive, on ne sait pas s’il a ou non un lance-flammes dans son trou. Si ce trou est très étroit, la précision de tir du lance-flammes est naturellement plus grande que celle de l’homme qui lance des grenades à main. Lancer à 30 mètres une grenade dans un trou, c’est difficile. Promener l’éventail du lance-flammes à 30 mètres sur un bonhomme, c’est sûrement plus aisé. Il faut aussi qu’il y ait des lance-flammes par exemple dans les positions de batteries. Il faut avoir des lance-flammes partout. Je me suis demandé aussi si on ne pourrait pas les utiliser (aussi) contre les avions volant en rase-

mottes ; mais ce n’est (pas réa)lisable. Il faudrait toute une série de moyens. Buhle, (rappelez-le-)moi demain ! Nous pourrions tout de suite demander Saur au téléphone.

BUHLE. — Je sais que nous poussons d’une façon énorme la production de (lance-flammes) et (que nous) arrivons à en sortir 1.200 par mois. Il a (fal)lu longtemps pour y arriver. À présent, nous atteignons les 1.200.

HITLER. — Le fait que nous avons des usines (détruites) nous donne toujours une espèce de réserve de troupes de choc comme (seconde) ou troisième équipe de travail. Je ne sais pas (si les usines) tournent déjà à deux ou trois équipes. En cas de débarquement d’envergure, on pourrait aussi, par exemple sur la plage, faire exploser et allumer des barriques de pétrole, de sorte qu’il leur faudrait patauger dans le feu quand ils arriveront à terre. À certains endroits, on peut faire ça. On ne peut naturellement pas le faire sur une grande largeur. Mais, sur des points différents, on peut imaginer toutes sortes de diableries. Un point par exemple serait truffé de mines de telle sorte que personne ne pourrait prendre pied. Sur un autre point, ce seraient des barriques de pétrole qui se mettraient à flamber. Ailleurs encore, on pourrait installer les lance-flammes russes, qui se mettraient ensuite à cracher. Sur un autre point encore, on concentrerait, sur les arrières, de l’artillerie (qui) ferait un gigantesque tir de barrage. On peut imaginer ainsi (toutes sortes) de choses. En(suite), on n’aurait plus qu’à se réunir du côté ennemi et à se livrer à un échange de vues sur l’expérience acquise au cours du débarquement.

BUHLE. — J’ai dit au général (Jacob, à ce sujet,) que le commandant en chef sur le front ouest tient en réserve […]. Il n’arrivera jamais plus à les (engager).

HITLER. — *Là*, il faut (aviser) Rommel. (Il) faut qu’il se réserve certains espaces de terrain qui devront être (entièrement minés). Je ne savais pas du tout qu’on avait construit une nouvelle (mine) comme celle-ci.

KEITEL. — Elle ne sortira qu’en janvier.

HITLER. — Nous n’en aurons pas besoin de (beaucoup, car) l’ennemi cherche les mines, et alors elles sautent. (Ces temps) derniers, je me suis demandé à plusieurs reprises si l’on ne pourrait pas infester de telle sorte tous les champs de mines, au moyen d’autres mines, mais aussi au moyen de mines éclatant quand on marche dessus, que nous-mêmes ne puissions plus traverser certains champs de mines. Car si quelqu’un marche dessus, ça

saute ; il faudrait alors prendre des mines qui soient enrobées non de métal, mais de résine synthétique.

BUHLE. — Même pour nous, les champs de mines qui bordent le rivage sont complètement barrés. Personne de chez nous n'y peut pénétrer, à l'exception du couloir nettement délimité qui n'est visible que de notre côté.

*(Entretien téléphonique avec Saur.)*

HITLER. — Saur, combien de lance-flammes construisez-vous par mois, à présent ? Vous […] exactement combien nous construisons. Il m'en faut le tri(ple) de ce que vous produisez actuellement, (et cela) dans deux mois. Alors, il faut que vous envoyiez aux usines, le plus vite possible, (des ouvriers). Donc, pour l'ensemble de janvier-février, (le) triple de ce que vous produisez actuellement. C'est le min(imum) de ce que je réclame. Il n'y en a que 1.200 ? Je croyais (qu'il y en avait) 2.400. Je veux en avoir le triple. (Vous) avez déjà pu constater qu'on sort la quantité exigée. (Par conséquent), augmentez, augmentez ! Nous en avons un besoin tout à fait (urgent) ! Merci ! *Heil !* Bonnes fêtes !

*(Fin de l'entretien téléphonique.)*

Il dit qu'il a porté la cadence à 1.200.

BUHLE. — J'en ai déjà rendu compte ; nous avons déjà exercé une forte pression.

HITLER. — Il dit qu'il croit pouvoir accroître ce chiffre. Il peut l'accroître, parce que c'est une fabrication qui ne nécessite pas tellement d'éléments de fabrication ; et puis, les bombardements aériens lui libèrent des ouvriers ; il peut les coller dans les usines.

KEITEL. — C'est aussi une affaire relativement (sim)ple.

HITLER. — Nous ne pourrions (jamais être exposés à une surprise), s'il y (avait) sur le front ouest 20.000 ou 30.000 lance-flammes.

BUHLE. — Il a en fait […] le double selon vos exigences, mon Führer […]. Il a poussé la production à 1.200, (et il) dit qu'il ne peut pas faire davantage.

*Le texte ci-dessous est la retranscription d'un entretien avec le commandant en chef d'un groupe d'armées sur le front russe, le feld-maréchal von Küchler, commandant le groupe d'armées du Nord, et date du 30 décembre 1943.*

## Front est. Groupe d’armées du Sud

ZEITZLER. — En Crimée, dans l’ensemble, il n’y a rien de particulier. Sur *ce* front-*ci* non plus. Il semble que *là*, de nouveaux préparatifs soient en cours, et il semble également, *ici*, que *ces* unités blindées se refont un peu. Mais là-dessus, nous ne savons pas encore bien ce qu’il en est. Nous aurons l’œil dessus. *Ce* mouvement-*ci* s’effectue conformément au programme. *Là-haut*, en ce qui concerne *cette* offensive, le groupe d’armées pense qu’elle prendra fin aujourd’hui. De violents combats sont encore en cours *là*. L’ennemi, apparemment, a percé sur *ce* point, mais on l’a maintenant saisi par *ces* deux pointes-*ci*, et ils espèrent, ce soir, atteindre *ce* point-*là*. Ils auront alors, *là*, un terrain coupé de hauteurs, où ils mettront alors fin à l’opération. Sur l’autre front, *ici*, rien de particulier. *Là*, activité plus vive de patrouilles. Venons-en à la situation *ici*[228]. Comment se présente la situation dans *ce* secteur, ce n’est pas très clair. Il est certain qu’il se trouve encore *ici* diverses unités de chez nous ; mais il n’y a pas *là* de front continu. La direction principale de l’ennemi semble pourtant plutôt rester sud-ouest. Il cherche à enfoncer encore un peu plus le pilier d’angle d’*ici* et le pilier d’angle de *là*, ce qu’il a réussi à faire dans le secteur de la 25e division. Sur *ce* front-*ci*, les choses ont relativement bien marché. Ils ont maintenant l’intention de refaire un front entièrement continu et, de ce fait, de faire attaquer la 1re division blindée vers le sud et la 7e division blindée également vers le sud. Car l’ennemi dispose de tellement de forces qu’il arrive même à refouler le front et qu’il continue toujours, par des manœuvres enveloppantes, à faire reculer les armées, grâce à ces deux facteurs. Plus au nord, il poursuit ses attaques et lance une ou deux brigades motorisées *là-haut*, dans la brèche. *En haut, ici*, il ne paraît y avoir que de petits engagements de reconnaissance, — vingt camions qui passent par *ici*. Les mouvements ferroviaires ont bien démarré, à travers la Transnistrie également. J’y avais partout envoyé des officiers des transports, et, comme ça, ça va maintenant plus vite que d’habitude. Il arrive aujourd’hui trois trains de la 4e division de montagne, et déjà probablement un deuxième train de la 16e division blindée. J’ai encore une fois téléphoné au groupe d’armées pour que ces troupes ne soient pas jetées dans la bataille par petits paquets ; sinon, ça vous gâche tout. Cet après-midi, on me rendra compte

des intentions, et je pourrai alors, ce soir, exposer ce qu'on projette de faire de ce groupe d'unités. Les véhicules à roues de la 17e division blindée arrivent également et seront *là* demain. Les éléments à chenilles sont, eux, en marche. C'est un peu plus long, parce que leur intégration ne pourra se faire qu'ensuite *ici en bas*.

HITLER. — Les véhicules à roues traversent *ici* ?

ZEITZLER. — Ils empruntent *cette* route-*ci*, en passant par Ouman. Sinon, cela durerait trop longtemps, on n'arriverait pas à les avoir. Jusqu'à présent, ça a bien marché.

## Groupe d'armées du Centre

*Là*, dans le Sud, il n'y a dans l'ensemble rien de spécial. *Ici*, l'ennemi a réattaqué pour la première fois, et de nouveau un peu plus énergiquement. Les combats sont encore en cours. *Là*, on vient de nous signaler par téléphone que l'ennemi recommence à attaquer dans le secteur de la « Feldherrnhalle » et de la 6e division de campagne de la Luftwaffe. Ce n'est pas encore porté sur la carte. Dans l'ensemble, aujourd'hui, l'activité a été un peu moins grande, dès les premières heures de la matinée. Mais ce sont probablement ces deux attaques. Cela paraît aussi être nettement les deux points sur lesquels l'ennemi fait porter son effort. On voit ce qui petit à petit est déjà arrivé *ici* en fait d'unités[229]. Il semble que l'attaque s'étende aussi quelque peu *vers le bas*. *Ici*, on signale un peu plus de trafic et *là*, il est rendu compte, ce matin de bonne heure, d'un assez violent tir d'artillerie, comme si l'attaque devait peut-être s'élargir dans la journée. Sur *ce* front-*ci*, de la 6e division de campagne de la Luftwaffe *jusqu'ici en bas*, la division de chasseurs a encore avancé un petit peu, pour dégager *cette* voie ferrée.

HITLER. — Que se passe-t-il *ici* dans les bois ? Si l'ennemi est en position dans les bois, il peut atteindre la voie ferrée.

ZEITZLER. — Il est encore dans les bois avec des éléments d'une division. Mais ils[230] ont dès hier réussi à faire passer un train : un train de permissionnaires est passé sous la protection de chars : il semble donc que l'ennemi ne soit pas tout près de la voie ferrée.

HITLER. — Est-ce que la partie qui avait sauté *là* est réparée ?

ZEITZLER. — Elle est réparée, oui.

## Groupe d’armées du Nord

Dans l’ensemble, rien de spécial *là-haut*. Le groupe d’armées a commencé son premier mouvement[231]. Je vais présenter la carte spéciale ; le feld-maréchal Küchler pourra ensuite exposer la situation sur cette carte.

*(Présentation de la carte spéciale.)*

Voilà le compte rendu du groupe d’armées sur le recul effectué.

VON KÜCHLER. — Les mouvements sont commencés. Sur *cette* ligne-*ci*, je n’ai pas encore autorisé à reculer plus loin. *Cette* ligne a été occupée au cours de la nuit, et, la nuit prochaine, celle du 30 au 31, on reculera sur *cette* ligne, dite position « Rollbahn[232] ». Cette position « Rollbahn » est déjà quelque peu préparée, de sorte qu’on pourrait y faire un arrêt assez prolongé. J’ai donc, pour commencer, donné l’autorisation de reculer jusqu’à cette ligne, pour voir un peu l’effet que ça fera sur l’adversaire, et pour avoir aussi la possibilité d’évacuer cette affaire, où il reste encore beaucoup de matériel non mobile, et pour avoir de plus la possibilité, si cela dure plus longtemps, de pouvoir rester un jour de plus sur cette position. Mais je propose que nous effectuions cette retraite sur la position « Lynx » rapidement, non point parce que l’ennemi nous presserait, mais pour que nous puissions faire venir *là* des unités, afin de pouvoir nous organiser et de ne pas arriver si tard que l’ennemi attaque soudainement sur *ce* point et que nous soyons peut-être obligés de contre-attaquer pour rétablir notre ligne principale. Sur *cette* position, nous pourrons attendre un jour ou deux, parce que, d’*ici*, je pourrai libérer la 1re division ; la 32e division s’en ira de *là*. Il y a encore *ici* la 92e division, et, sur *ces* mauvaises routes et par chemin de fer ensuite, je ne peux pas en transporter plus d’une. C’est pourquoi il ne servirait à rien d’en retirer plusieurs à la fois ou de reculer plus rapidement. Ce n’est qu’à partir de *cette* ligne-*ci* qu’on pourra libérer encore deux divisions, la 290e et la 269e, et ici encore la 122e et la 58e.

HITLER. — Où passe *cette* deuxième position ?

VON KÜCHLEH. — Elle passe par les points indiqués *ici*.

*(Présentation d’une carte spéciale.)*

*Voici* la ligne exacte. *Là,* les chars « Panther » peuvent traverser[233]. L'ennemi s'est dirigé du nord vers le sud, et, étant donné qu'on voulait utiliser le char « Panther », il fallait commencer par se ménager un coin comme *celui-ci*. Mais il y a *là* la très bonne position « Brouillard d'automne ». Je ne voudrais pas abandonner tout de suite *cette* localité de Novo-Sokolniki ; car, de *ce* point, l'ennemi disposerait de hauteurs dominantes d'où, ensuite, il pourrait avoir des vues sur nos positions, de sorte que j'ai ordonné d'englober dans nos lignes *cette* position, ainsi que *ces* hauteurs, pour le moment, précisément pour pouvoir tenir un peu plus longtemps ce Novo-Sokolniki et utiliser encore *cette* voie ferrée. Si, par la suite, l'ennemi attaque très vigoureusement, nous reculerons quand même sur cette position « Brouillard d'automne », et nous l'occuperons. Il y a déjà *là,* également, un verrou qu'on est en train de construire, de sorte que l'on aurait *ici* un pan coupé. J'ai dit que, comme bastion avancé, il fallait pour le moment le tenir et le défendre.

HITLER. — Et c'est de cette opération-là que vous tirerez cinq divisions ?

VON KÜCHLER. — Cinq divisions, parfaitement. J'aimerais d'ailleurs bien en placer une, la 58e, sur les bords du lac Ilmen.

ZEITZLER. — Oui, mais alors je me ferais du souci.

VON KÜCHLER. — Je ne voudrais pas encore placer *là* cette division. Mais on ne sait pas ce qui peut se passer et si l'adversaire n'entreprendra pas malgré tout quelque chose par *là,* et c'est pourquoi je voudrais mettre *là* une division.

*(Présentation d'une nouvelle carte.)*

*Voilà* le bout de notre dispositif. Voilà *ici* la formation commandée par Gottberg, et, *là,* c'est la frontière. C'est *là* que je voudrais mettre la 290e division. Il y a déjà *là* la 132e qui tient déjà un secteur un peu trop large et qui va maintenant en occuper un plus étroit. Puis la 122e division dans *ce* coin-*ci,* la 81e, la 329e, la 23e, la 263e, la 83e, et cela continue ainsi *jusque-là*. *Ici,* c'est la 32e division ; je voudrais avoir derrière une division en réserve. La formation commandée par Jæckeln se trouvera de ce fait libre, et la brigade estonienne se trouvera libre. Je demande qu'on nous laisse la formation Jæckeln pour lutter contre les bandes de partisans. Elle est

composée des bataillons de police, des bataillons de police estoniens et lettons, et des bataillons de police allemands. Je voulais en réalité proposer de mettre *là-haut*, sur le Volkov, la brigade estonienne au lieu de la brigade lettone, afin qu'elle se batte derrière son propre sol. Mon désir est de grouper les Estoniens et de disposer maintenant la brigade lettone sur *ce* front-*ci* et de mettre de plus *là* les Lettons qui se trouveront petit à petit être libres, de façon à avoir en *cet* endroit une position renforcée. Peut-être, en faisant cela, libérera-t-on la 8e division de chasseurs. Si l'on peut faire en sorte — d'ailleurs, tous ces mouvements dureront de quinze jours à trois semaines avant d'être effectués — que l'on fasse monter *ici* les Estoniens, que l'on procède à la relève des Lettons pour les placer *ici* et qu'on libère la 8e division de chasseurs, on n'aura naturellement pas besoin d'envoyer *là* la 58e division. Mais cela prendra encore quinze jours à trois semaines. Je ne sais pas si l'ennemi nous laissera autant de temps et si, quand le lac Ilmen sera gelé, il n'attaquera pas précisément sur le lac Ilmen, de sorte qu'il faut avoir *ici* une division. Car lorsque le lac Ilmen sera gelé, il ne constituera plus un obstacle, bien au contraire. Or, c'est précisément à la limite entre les deux armées, et le lac Ilmen devient utilisable. L'ennemi possède à présent des traîneaux à moteur avec remorques, à l'aide desquels il peut, en un temps relativement bref — deux heures et demie d'après nos calculs — franchir le lac Ilmen de la rive est à l'embouchure du Zsolzy à l'est. Je n'ai pas le temps d'attendre que la 8e division de chasseurs soit éventuellement libre. C'est pourquoi je voudrais demander l'autorisation de commencer par mettre *ici* la 58e division, à toute éventualité. *Là*, en outre, elle jouxterait la voie ferrée. S'il ne se passe rien en *cet* endroit, on pourra toujours la déplacer. Et maintenant, une seconde suggestion : *voici* Poloszk, et *voici* les routes qui en partent, arrivant obliquement par derrière dans notre secteur, le secteur du groupe d'armées du Nord. Il est bien clair que le groupe d'armées du Centre n'a pas tellement intérêt à faire quelque chose en faveur de cette affaire, puisque cela mène en plein groupe d'armées du Nord. C'est pourquoi ma proposition consiste en même temps à tracer la démarcation entre les groupes d'armées sur *cette* ligne servant de barrière, depuis *là* jusque-*là*.

ZEITZLER. — Nous y avions déjà pensé.

VON KÜCHLER. — Il faudrait alors que nous conservions la 12e division — car, celle-là, il faut la mettre *ici* —, tout le reste demeurant d'ailleurs inchangé. Cela aurait aussi l'avantage que l'ensemble des travaux d'achèvement de la position, de part et d'autre de la limite entre groupes d'armées, se trouverait réuni en une seule main. Car il me paraît nécessaire, à cause de la répartition des forces et de tout le travail d'achèvement de cette position, que tout soit réuni dans une seule main.

ZEITZLER. — Du point de vue du ravitaillement, (il serait) également possible de ravitailler depuis *là-haut* jusqu'à Poloszk ?

VON KÜCHLER. — Parfaitement ! Nous tenons la voie ferrée et la route, et maintenant, *ici*, cette autre voie ferrée — j'en ai donné l'ordre — va être prolongée jusqu'ici. Ce sera également terminé dans environ quinze jours à trois semaines, de sorte que nous pourrons alors véritablement renforcer *ce* front.

HITLER. — A-t-on déjà commencé les travaux *ici ?*

VON KÜCHLER. — Oui. Naturellement, le hic, c'est la main-d'œuvre. La chose a démarré comme vous l'avez ordonné. Mais il y avait en premier lieu *ces* éléments qui, en eux-mêmes, sont d'ailleurs très faibles, — leur position n'est pas encore *celle-ci*, elle est encore *celle-là*…

ZEITZLER. — C'est jusque-*là* que le Reichsführer[234] est chargé des constructions !

VON KÜCHLER. — Oui, mais comme le Reichsführer ne peut pas fournir assez de main-d'œuvre pour pouvoir construire *là-bas* aussi, j'ai fait venir d'un secteur de la position « Panthère » un effectif de 1.000 hommes en chiffre rond. L'état-major (Valade), le bataillon de construction du génie 501 et 2 bataillons de construction lettons — 1.000 hommes en tout — travaillent à présent aux constructions dans *ce* secteur. Il y a ensuite la main-d'œuvre du Reichsführer : 4 compagnies ukrainiennes à 150 hommes chacune, 2 compagnies de 80 à 90 hommes chacune, 770 hommes en tout. Donc, sur *ce* grand secteur, ne travaillent pour le moment que 770 hommes du Reichsführer et 1.000 hommes de chez nous. Il y a, de plus, au IXe corps d'armées, à la formation Gottberg, 250 travailleurs civils, qui doivent être portés à 4.000. Ça, c'est au sud de nous. Mais afin que cette affaire soit concentrée dans les mains d'un seul, je voudrais demander que le Reichsführer nous laisse cette main-d'œuvre, mais que le groupe d'armée

soit chargé de la responsabilité de cette construction, exactement comme nous venons déjà d'envoyer *là-bas* 1.000 hommes et un état-major. C'est nous qui aurons à défendre les ouvrages ; le Reichsführer ne peut pas le faire. Alors, que ce soit nous qui en ayons la responsabilité !

HITLER. — Ce serait *ça*, la nouvelle limite ?

ZEITZLER. — Je vais en parler avec le groupe d'armées du Centre et voir si cela peut se faire au point de vue ravitaillement, et ensuite l'ordre pourra en être donné. Surtout, quand ensuite cette voie de chemin de fer nous aura échappé, la place de ce qui est *ici* sera *là-haut*.

HITLER. — Dans quel état se trouve actuellement la position « Panthère » ?

*(Exposé par Zeitzler.)*

ZEITZLER. — Voilà le compte rendu du génie, avec les obstacles, l'état d'avancement des travaux, etc., à la date du 23 décembre de cette année. Nombre d'hommes occupés au travail : 46.000 — ce chiffre est quand même quelque peu exagéré —, obstacles antichars 38 kilomètres, barrages de barbelés 62 kilomètres, tranchées de combat 56 kilomètres, emplacements de tir 1.880, abris souterrains 5.900, emplacements de tir bétonnés avec pierres 659, emplacements de tir antichars 137.

HITLER. — Ce sont les nouveaux ?

ZEITZLER. — Ce sont les emplacements construits en fer. Surface de champ de tir dégagée : 10 kilomètres ; routes construites 14 kilomètres ; ponts 1.250 mètres, pose de rails de chemin de fer de campagne 59 kilomètres. Sont encore en cours de construction 55 emplacements de tir antichars, 66 emplacements de tir bétonnés et 3.000 autres abris souterrains. De plus, en avant de la position, la création d'une zone désertique, d'où l'on fait disparaître villages et tout le reste, est assez avancée.

VON KÜCHLER. — J'ai apporté un état de l'avancement moyen des travaux.

*(Exposé.)*

*Ce* n'est pas la tranche la meilleure, mais c'est loin aussi d'être la plus mauvaise. On peut la prendre comme donnée moyenne. *Voici* une vue d'ensemble. *Ça,* c'était le but assigné pour le 15 décembre. On voit que, dans certaines tranches, nous avons dépassé le but assigné pour le 15 décembre, et qu'*ici*, dans le secteur de Narva, nous sommes restés au-dessous. Sur le lac Peipouss, c'est à peine commencé, d'une part parce que,

*là-bas*, il a fallu employer la main-d'œuvre à d'autres travaux. Nous l'avons mise maintenant à la route qui va de Narva à Krasnogvardeisk. C'est pourquoi la chose est restée un peu en plan. Mais on voit que, dans l'ensemble, le but a quand même été atteint.

*(Exposé sur la carte de l'état des travaux.*

*dans le secteur de la 15e division d'infanterie.)*

Voilà Pleskau *ici*. Ces petits carrés pleins représentent les abris terminés, et ceux qui restent en blanc sont les abris en construction. *Ces* champs de mines, *ici*, ne sont naturellement pas encore garnis. Cela ne rimerait d'ailleurs à rien, à présent, d'y placer les mines avant la neige.

HITLER. — Est-ce que vous avez les mines nécessaires ?

VON KÜCHLER. — Les mines sont là, mais pas encore posées. On voit que cela forme un obstacle continu tout le long du front. *Ça*, *ici*, c'est une position occupée, la position « Palissade ». Elle est également terminée. Ces petits carrés en blanc ne sont pas encore terminés.

HITLER. — Que signifie *ce* rouge ?

VON KÜCHLER. — Le rouge, c'est l'artillerie. Les fossés antichars sont en vert, et l'infanterie est en bleu.

HITLER. — Et le jaune ?

VON KÜCHLER. — Le jaune, ce sont les fossés antichars terminés.

HITLER. — Par *ici*, en *bas*, ça semble naturellement maigre. Quelle est à peu près la longueur totale de cette position « Panthère » jusqu'à l'endroit de la nouvelle brèche[235] ?

ZEITZLER. — Nous avions 655 kilomètres avec *ce* petit coin *d'en bas* où l'on ne construit pas.

HITLER. — Et là-dessus, le lac Peipouss en représente combien ?

VON KÜCHLER. — Le lac Peipouss représente un front de 180 kilomètres, et le golfe de Finlande un front de 75 kilomètres.

HITLER. — Le golfe de Finlande est-il compté ?

ZEITZLER. — Jusque *là-haut* seulement.

VON KÜCHLER. — 400 kilomètres de terrain, 80 kilomètres de lac Peipouss, 75 kilomètres de golfe de Finlande. Nous avions fait entrer le golfe de Finlande dans le calcul. Ça fait au total 655 kilomètres.

HITLER. — Et que vous faudrait-il en tout cas pour occuper la position « Panthère » ?

*(Exposé.)*

VON KÜCHLER. — Actuellement, la largeur moyenne est de 25 kilomètres. Pour occuper la position « Panthère », qui doit être tenue coûte que coûte, il faut prendre pour base une largeur moyenne de 15 kilomètres. Pour un front terrestre de 400 kilomètres, on a donc besoin de 26 divisions, plus 2 divisions de réserve à l'aile droite, plus 1 division à Pleskau, 2 divisions pour le front du lac Peipouss — qu'il faut que nous occupions aussi — et 1 division pour le golfe de Finlande. Soit, au minimum, une demande de 32 divisions. Et j'insiste encore tout particulièrement pour qu'on nous donne en outre, d'une façon ou d'une autre, 1 division blindée, ou tout au moins un nombre de chars équivalant à 1 division blindée ; car il nous faut toujours une force de choc. Cela ferait 32 divisions au lieu de 40 actuellement, ce qui nous libérerait 8 divisions.

HITLER. — *Ça*, c'est un front terrestre d'environ 400 kilomètres ?

ZEITZLER. — Parfaitement ! Là-dessus, il y a 75 kilomètres à peu près qui ne sont pas encore construits. *Ça, en bas*, c'est la nouvelle histoire.

HITLER *(après examen des documents)*. — 2.000 abris souterrains de combat sur 400 kilomètres, ça en fait 20 sur 4 kilomètres et 5 abris souterrains par kilomètre.

VON KÜCHLER. — Sont terminés 6.173 abris d'habitation, et il en reste 2.368 en cours de construction.

HITLER. — Ça en ferait 10.000 au total, en chiffre rond. Sur 400 kilomètres, ça en fait 25 par kilomètre. Les abris bétonnés et antichars réunis seraient un millier environ, ce qui ferait 2 1/2 au kilomètre. Avez-vous songé à la façon dont vous procéderiez à une évacuation en *cet* endroit ?

VON KÜCHLER. — Mais oui !

*(Exposé sur la carte.)*

HITLER. — *Ça*, *là-haut*, c'est le front de mer ?

VON KÜCHLER. — Parfaitement ! *Ça*, *ici*, c'est la première zone, la position dite « Rollbahn ».

HITLER. — Comment se présente-t-elle ?

VON KÜCHLER. — Elle sera en état de défense le 15 janvier. *Ça, ici,* ce sont les différentes zones où il se produit toujours un certain temps d'arrêt, — *là,* un temps d'arrêt plus long : c'est la position sur la Louga —, afin qu'on puisse encore évacuer le matériel qui reflue. Ce qui nous préoccupe le plus, c'est la non-mobilité des divisions, des troupes qui se trouvent *là-bas,* des divisions de campagne de la Luftwaffe par exemple, qui sont au nombre de quatre en *cet* endroit. Elles sont, dans l'ensemble, sans mobilité aucune ou ne peuvent se mouvoir que difficilement. Et puis, il y a la brigade lettone, cette brigade SS qui est en grande partie, ou tout au moins pour un large pourcentage, sans mobilité aucune ou ne pouvant se mouvoir que difficilement. Et puis, nous avons beaucoup d'artillerie lourde, qui en partie ne peut se mouvoir que difficilement. Et puis il y a les canons de 75, qui ne peuvent eux aussi se mouvoir que difficilement. Et il vient s'y ajouter un facteur très défavorable : il n'y a pas encore de neige, ou bien il n'y a de la neige que par endroits, de sorte que les véhicules à roues ont du mal à circuler, et en revanche, par endroits, dans cette région, la neige vient justement de fondre, de sorte qu'il est difficile de circuler en traîneau.

HITLER. — Quel temps avez-vous en ce moment ?

VON KÜCHLER. — Un temps doux, comme hier. Il neige. Pendant notre vol pour venir ici, la neige tombait. Puis, soudain, le temps redevient doux. Si vous donniez aujourd'hui l'ordre d'exécuter l'« Opération Panthère », nous pourrions commencer le 6 janvier les préparatifs, et le 20 janvier l'évacuation. Il nous faut en effet ce temps-là pour pouvoir retirer *ces* éléments non mobiles. J'ai encore fait le calcul hier. Les mesures immédiates peuvent commencer le 6 janvier, étant donné que la mobilité des divisions de campagne de la Luftwaffe, des Lettons, Estoniens et autres, de l'artillerie et des canons de 75 est réduite.

*(Exposé.)*

Tels sont les délais dans lesquels il nous est humainement possible de dire que le secteur sera complètement détruit, du moins en majeure partie, et nous emportons tout le matériel. Premier jour du mouvement : 20 janvier. Nous en serions fort aises, car nous pouvons espérer qu'il y aura alors effectivement de la neige et que nous pourrons utiliser les traîneaux et renvoyer nos véhicules. La durée de l'opération est calculée sur 28 jours, soit 4 semaines. En allant vite, il faudrait 20 jours. Mais, en se limitant à

20 jours, il faudrait naturellement abandonner et faire sauter une certaine quantité de matériel.

ZEITZLER. — Pourquoi, d'ici aux mesures immédiates, faut-il si longtemps, jusqu'au 6 janvier ?

VON KÜCHLER. — Parce que, pour les mesures immédiates, il nous faut amener des camions, amener des chevaux, préparer des trains, amener mille choses au chemin de fer, etc.

HITLER. — L'important, c'est que *ces* voies soient détruites, que l'ennemi ne puisse plus se lancer derrière nous avec un réseau intact. C'est ce qui s'est produit jusqu'à présent, chaque fois que nous avons évacué.

ZEITZLER. — Sauf pour l'évacuation « Buffle ». L'« Opération Buffle » a bien marché. Ç'a été la seule qui se soit déroulée conformément au programme.

HITLER. — Nous avons réussi quelques évacuations conformément au programme. L'évacuation dans le secteur d'Orel a été elle aussi conforme au programme. On leur a ordonné d'évacuer le saillant d'Orel. Mais les voies ferrées n'ont été détruites nulle part et sont restées pleinement intactes. Pour enlever et détruire complètement ces voies, on peut bien sacrifier les véhicules !

VON KÜCHLER. — J'ai téléphoné encore une fois hier soir au général Lindemann. Il demande naturellement à être autorisé à rester sur ses positions actuelles, bien que la 1re division ait été rappelée, ce qui est naturellement pour nous un coup sévère.

HITLER. — Je le reconnais. Mais il va nous falloir à présent supporter de tout autres coups.

VON KÜCHLER. — La 1re division est une vieille division de base de mon ancien corps d'armée. J'ai jusqu'à présent fait toutes les trois campagnes avec la 1re, la 11e et la 21e division. En tout cas, j'avais donné à la 18e armée l'assurance que la 1re division resterait *là-haut*, à l'usage de la 18e armée, et voilà que nous arrive tout à coup l'ordre de la céder. C'est naturellement extrêmement dur. La division est familiarisée avec son secteur *là-haut*, en connaît tous les tours et détours, et, en fait, il n'y a pas de coin où elle n'ait pas été engagée une fois, sur le Volchov, dans le secteur d'Oranienbaum ; elle a aussi fait des offensives contre Leningrad et a été

sur le front de la Louga. Ce sont là les divisions dans lesquelles on peut avoir le plus de confiance. La 1re division est une très bonne division.

ZEITZLER. — On trouvera également fort bien à l'employer plus au sud.

VON KÜCHLER. — Pourvu seulement qu'elle ne soit pas mise en pièces sitôt débarquée du chemin de fer !

ZEITZLER. — Non, nous l'adjoignons à une formation plus importante.

VON KÜCHLER. — Alors, évidemment, cela ne se produira pas[236]. C'est pourquoi je vous ai proposé, mon Führer, de régler cette affaire d'évacuation le plus vite possible, pour ne pas devoir reconquérir nos positions au moyen d'une contre-attaque, mais pour pouvoir nous y installer et avoir le temps d'achever vraiment les travaux avant que l'ennemi survienne. Il ne fait pas pression sur nous, et je suis fermement convaincu qu'il n'a pas l'intention d'aller si loin à bref délai, — sauf peut-être *ici*, parce qu'il veut avoir *cette* voie ferrée. Il garde, il est vrai, sa formation d'assaut rassemblée encore *là* et *là*, mais je suis persuadé qu'*ici*, il va mollir. Car, *là*, son front n'est tenu que par de vieilles divisions de position — juste à *ces* endroits-*ci*, qui nous intéressent le plus — qui n'ont pas de forces de choc pour attaquer. Nous avons des doutes, pour le moment, au sujet de cinq à six divisions et formations de chars. Nous ne savons pas bien si l'ennemi les a redescendues vers le centre ou s'il fait *ici* une nouvelle concentration ayant Nevel pour objectif, comme il est possible.

HITLER. — Il faudra me donner tous les dossiers, Zeitzler ! Il faut que nous nous réunissions encore dans la journée et que nous prenions des décisions. Les dossiers sur l'état des travaux aussi !

ZEITZLER. — Très bien. Je vous apporterai le tout ce soir.

HITLER. — Dans une évacuation comme celle-ci, l'élément décisif me paraît être d'être aussi fort que possible sur *ce* point-*ci* durant l'évacuation, afin que l'ennemi n'y fasse pas soudain irruption. C'est là le principal danger.

VON KÜCHLER. — C'est pourquoi je voulais avoir une division *là* ou *là*.

HITLER. — Où en sont maintenant les travaux sur vos positions de première ligne, *là-haut*, devant Leningrad ?

VON KÜCHLER. — Ça va bien. La position est capable de se défendre. Nous avons des obstacles et des mines. Tout a été refait à neuf. La troupe a des abris en nombre suffisant. Elle en a même trop, au contraire. Cela a

aussi ses inconvénients. Car l'ennemi se trouve tout à coup occuper les abris qui sont à l'heure actuelle souvent vides. Il y pénètre, car notre cordon de troupes est si mince que nous ne pouvons pas l'en empêcher çà et là, soit en catimini, soit avec préparation d'artillerie, et, tout à coup, il est là.

HITLER. — Vous dites que votre cordon de troupes est mince. Mais regardez un peu les autres divisions et, par rapport à elles, les forces que vous avez et l'état d'avancement de vos travaux ! Vous avez l'armée d'élite, c'est l'armée de parade de toutes les armées de l'est, c'est une véritable provocation !

VON KÜCHLER. — Vous me l'avez déjà dit récemment. J'y ai repensé, et cela m'a rongé. Car, lors de précédents rapports journaliers, vous avez toujours reconnu combien le groupe d'armées du nord était en mauvaise posture.

HITLER. — La situation s'est complètement retournée.

VON KÜCHLER. — Oui, en comparaison des autres, mais pas intrinsèquement.

HITLER. — Intrinsèquement, vous restez toujours en très bonne posture, si bonne même en comparaison des autres qu'il n'y a même pas de mots pour le dire. C'est une chance que les autres groupes d'armées n'aient pas de vues précises sur cette situation. Autrement, il n'y aurait plus de salut pour vous, et Zeitzler n'arrêterait pas de me tanner, tant il recevrait de coups de téléphone pour essayer de le faire chanter. Par rapport à vous, les autres sont de pauvres malheureux.

*(Fin du rapport : 12 h 56.)*

*Le rapport du 31 juillet 1944 au soir intervient alors que le débarquement sur la côte de Normandie a commencé depuis près de deux mois et que les Américains ont percé à Avranches. Dans le même temps, à l'Est, le front du groupe d'armées du Centre a cédé face à la poussée soviétique. Enfin, le 20 juillet, Hitler a été victime d'une tentative d'attentat particulièrement bien montée.*

HITLER. — Jodl, si je considère aujourd'hui nos grands sujets de préoccupation, il y a d'abord le problème de la stabilisation du front est — on ne peut pas faire plus pour le moment — et je me demande si, étant donné l'ensemble de la situation, il est vraiment tellement grave que nous nous trouvions serrés de près. Car cela n'a pas que des inconvénients, mais comporte aussi des avantages. Si nous tenons les territoires que nous possédons actuellement, c'est un espace qui peut toujours nous permettre de

vivre, et nous sommes débarrassés de ces gigantesques lignes de communication. Cela suppose naturellement que nous fassions effectivement passer dans les unités combattantes ce que nous avions mis auparavant dans le service des étapes. Alors, cela constituera une force. Si nous ne faisons pas ça, et si au contraire le territoire allemand devient zone d'étapes, si nous créons à l'arrière une zone des armées de plus en plus profonde, alors qu'il n'y a nullement besoin de zone des armées, cette conception restant par-dessus le marché liée à l'idée de pouvoir exécutif, alors qu'il n'est nullement besoin de pouvoir exécutif, étant donné que chacun n'use en tout état de cause du pouvoir exécutif que dans le sens voulu par l'armée, — alors, il m'aurait fallu, en 1939, céder à l'ouest le pouvoir exécutif jusqu'à Hanovre, tout était zone stratégique jusqu'à Hanovre et Minden, — si nous faisons litière de cette idéologie qui n'a rien de militaire, qui est inconnue dans les autres armées, et qui n'est cultivée que par nous, — pourtant, comme nous le voyons présentement, par un monde différent —, alors, le rétrécissement de l'espace que nous occupons n'est pas toujours uniquement un désavantage en soi, mais peut aussi constituer un gain ; mais à une seule condition : c'est d'envoyer effectivement au combat tout ce que nous avons mis ou employé d'hommes dans cet immense espace. À cette condition, on peut stabiliser les choses après coup, même sur le front est ; c'est ma conviction la plus sacrée.

L'Italie maintenant. En Italie, je ne resterais pas sur la position des Apennins, — non, je ne le ferais pas —, si je n'immobilisais précisément un grand nombre de forces ennemies, qui pourraient le cas échéant être engagées ailleurs ; car, si nous reculons, l'ennemi, bien sûr, ne les mettra pas en pantoufles. Car on pourrait naturellement verrouiller l'Allemagne avec un minimum de forces, si je me retire sur le front des Alpes. Mais, alors, j'aurais quand même besoin de ces forces ailleurs, et l'ennemi aurait les siennes libérées. De toute façon, il vaut encore mieux que je livre bataille dans un autre pays que de la livrer encore plus près de l'Allemagne et d'être malgré tout obligé de reculer, d'autant plus que les troupes n'ont qu'une faible faculté de se mouvoir, étant donné que l'aviation ennemie, comme le prouve l'expérience, avance ses bases au fur et à mesure.

En ce qui concerne le front ouest, il s'agit en fait, à mes yeux, d'une question absolument décisive. Si nous perdons la France comme théâtre d'opérations, nous perdons la base de la guerre sous-marine. Il faut bien

s’en rendre compte : c’est de France que part la guerre sous-marine. À cela s’ajoute que nous en tirons encore certaines choses importantes du point de vue militaire, et parmi elles ce qui reste de wolfram, encore que les mines puissent probablement être plus exploitées qu’elles l’ont été jusqu’ici ; on pourra en extraire davantage. Mais il est également clair qu’opérer en France — et je crois qu’il faut mettre cela en tête de tout raisonnement — dans ce qu’on appelle une bataille en rase campagne est, dans les conditions actuelles, absolument impossible. Nous ne le pouvons pas. Nous pouvons nous mouvoir avec une partie de nos unités, et, même cela, que d’une façon limitée. Avec nos autres effectifs, nous ne pouvons pas nous mouvoir, non pas parce que nous n’avons pas la supériorité aérienne, mais parce que les unités, par elles-mêmes, ne peuvent pas se mouvoir : ni par leur armement ni par le reste de leur équipement, elles ne sont aptes à mener une guerre de mouvement. Elles ne connaissent pas non plus ce genre de guerre, elles ne l’ont pas appris, et la somme totale de nos forces en France ne peut se mesurer d’après le nombre des divisions que nous y avons théoriquement, mais, en réalité, seulement d’après le nombre minime des unités qui sont effectivement mobiles. Elles ne représentent qu’une toute petite fraction. Si le pays n’était pas d’une telle importance, la décision s’imposerait littéralement d’évacuer purement et simplement les côtes et de ramener immédiatement les forces mobiles sur une ligne qu’il faudrait alors défendre, dirai-je, de façon fixe. Mais, dès à présent, une chose est démontrée. J’ai là une certaine quantité de forces. Ces forces suffisent à peine à défendre *ce* front étroit que *voici*. Si maintenant je me représente que, de notre côté aussi, on peut dire que 75 % de nos forces mobiles et un grand nombre de forces non mobiles se trouvent *là*, et si je reporte cela sur une ligne comme *celle-ci*, on voit qu’il n’y a absolument aucune chance, avec les forces dont nous disposons, de tenir une telle ligne, quel que soit l’endroit où je la place. Il faut se rendre compte qu’en France, un changement ne pourrait se produire que si nous réussissions, même pour un certain temps, à avoir la supériorité aérienne. C’est pourquoi j’estime qu’il faut naturellement tout faire — si amer que ce soit en ce moment — pour tenir prêtes en cas de nécessité absolue, comme dernière réserve, les unités de la Luftwaffe que nous avons en place à l’intérieur du Reich, afin de les jeter — je ne peux pas dire encore où tomberont les dés ultimes — sur le point où l’on pourra peut-être provoquer un retournement de la situation. Je

regrette que cela prenne de si longues semaines et qu'on ne puisse pas provoquer plus vite ce retournement. Car, pour moi, ceci ne fait pas de doute : si, d'un seul coup, nous pouvions lancer *là* 800 chasseurs de plus, arrivant d'un seul coup au nombre de 2.000 chasseurs, comme nous pourrions sans doute le faire actuellement, toute la crise que nous traversons serait immédiatement surmontée : et il n'y aurait même plus de crise du tout. Mais, même par la suite, on ne pourra mener la guerre *ici* qu'à la condition de récupérer tant bien que mal la Luftwaffe.

Maintenant, je me suis demandé quels sont les moments dangereux que nous pouvons connaître dans l'ensemble du grand déroulement de la guerre. Il y a d'abord, naturellement, une percée sur le front russe, avec une véritable menace pesant sur le sol allemand — qu'il s'agisse du district industriel de Haute-Silésie ou qu'il s'agisse de la Prusse-Orientale —, avec, en même temps, les graves répercussions psychologiques qui s'ensuivraient. Je crois cependant que nous sommes en mesure, avec les forces que nous mettons sur pied et qui apparaissent petit à petit, de stabiliser la situation à l'Est — je le crois — et que nous surmonterons cette crise humaine, cette crise morale. Elle ne saurait être séparée de l'acte qui a été commis ici-même[237]. Car cet acte ne doit pas être considéré comme un acte isolé, mais cet acte qui a été commis ici n'est, dirai-je, que le symptôme d'un trouble circulatoire interne, d'un empoisonnement du sang, qui s'est produit chez nous. Que voulez-vous, en définitive, attendre de l'ensemble d'un front dans sa haute direction, quand, ainsi qu'on le voit maintenant, les postes les plus importants, par-derrière, sont occupés par des destructeurs absolus, — non pas des défaitistes, mais des destructeurs et des traîtres à leur pays. Car c'est ainsi : si le service des transmissions et le poste de major-général sont occupés par des gens qui sont des traîtres complets à leur pays[238], dont on ne sait pas depuis combien de temps déjà ils conspiraient avec les opposants ou les gens d'en face, on ne peut pas s'attendre que surgisse de là l'esprit qui est nécessaire pour stopper une affaire comme celle-là. Car il est certain que le Russe, d'ici un ou deux ans, ne sera pas devenu tellement meilleur moralement — tel n'est pas le cas —, il ne se sera pas non plus amélioré du point de vue humain, mais nous, nous serons sans aucun doute devenus moralement pires, — moralement pires parce que nous avons eu là cette officine qui répandait sans arrêt du poison

par le canal de cet organisme d'état-major, par ces services du major-général, et par ce chef des transmissions, de sorte qu'aujourd'hui, nous n'avons qu'à nous demander, — ou plutôt à ne pas nous demander — comment l'ennemi est mis au courant de nos idées, pourquoi tant de nos projets sont contrecarrés, pourquoi l'ennemi s'attaque immédiatement avec la rapidité de l'éclair à tant de nos entreprises. Ce n'est sans doute pas du tout que les Russes aient percé nos intentions, mais le fait d'une trahison permanente, pratiquée d'une façon courante par une petite clique abominable. Mais même en admettant que cela ne se laisse pas définir ainsi, il suffirait déjà bien qu'il se trouve aux postes les plus importants des gens qui, au lieu d'irradier constamment de l'énergie, de répandre de la confiance, et surtout de faire pénétrer la conviction absolue du caractère décisif d'une lutte où se joue notre destin, — lutte de vie ou de mort à laquelle on ne peut pas mettre fin n'importe comment, ni terminer par marchandage au moyen de quelque astuce politique ou tactique, — mais qu'il s'agit réellement ici d'une espèce de combat de Huns à l'issue duquel ou bien on reste debout, ou bien l'on tombe et meurt ; l'un des deux[239]. Si ces idées-là n'existent pas dans les hautes sphères, et si au contraire ces idiots s'imaginent qu'ils auront de meilleures places — parce qu'aujourd'hui la révolution, au lieu de se faire par les soldats comme en 1918, se fait par les généraux — alors, rien ne marche plus, alors, une armée se désagrège forcément de haut en bas.

J'ai reçu tellement de lettres du front, sans passer par le parti, de braves soldats disant : « Nous ne comprenons pas ce qui se passe, ce qui se fait là ne peut provenir que de la trahison ; autrement, ce n'est pas imaginable », que l'on est bien forcé de dire à son tour : qu'il y a certainement eu là trahison à jet continu, et, en partie, aussi par notre propre faute. Nous avons toujours agi trop tard — pour ménager la prétendue armée — ou même nous n'avons pas agi du tout contre les traîtres, bien que depuis longtemps, depuis dix-huit mois environ, nous sachions que c'étaient des traîtres ; et cela dans l'idée qu'en agissant, on compromettait l'armée. Mais c'est compromettre beaucoup plus l'armée que de laisser à l'humble soldat le soin d'y voir clair dans les proclamations que les Russes lui déversent constamment sur la tête, et qui sont signées de généraux allemands, et donc de s'en remettre de ce soin aux troupes, au petit officier du front, qui,

effectivement, peu à peu, ne peut manquer d'être convaincu que ce qu'on lui raconte ou bien est vrai, ou bien que nous sommes trop lâches pour y répondre. Il faut en finir. Ce n'est plus possible. Il faut rejeter et expulser ces individus, les plus infâmes qui aient jamais porté l'uniforme au cours de l'Histoire, cette canaille échappée du temps jadis et qui a trouvé moyen de se faufiler jusqu'à nous. C'est là le devoir suprême. Si nous surmontons cette crise morale, le Russe ne sera pas meilleur qu'il était auparavant, et nous ne serons pas pires que nous étions. Au contraire, pour ce qui est du matériel, nous nous trouverons plutôt améliorés. Nos chars et nos canons d'assaut sont aujourd'hui meilleurs et, pour ce qui est du matériel, le Russe est plutôt devenu plus mauvais qu'il était. À mon avis, nous pourrons par conséquent réparer cette histoire sur le front est. Le gros point noir, c'est naturellement dans les Balkans que je le vois. Ma conviction de base, à cet égard, est que si les Turcs, tout comme les Finlandais, arrivaient à être persuadés que nous sommes en mesure de tenir les Balkans, ils ne bougeraient pas le petit doigt. Tous ces gens-là n'ont qu'un souci : c'est de s'exposer à s'asseoir peut-être entre deux chaises. Voilà leur souci. Donc, si nous réussissions, par un acte quelconque — résistance réellement énergique ou grande bataille gagnée — si nous réussissions à regagner la confiance de ces gens-là, en leur montrant que nous tiendrons et que ce recul, en définitive, n'a eu pour but que de raccourcir notre front, parce qu'autrement nous n'avons pas pu faire ça[240] sur tous les fronts, alors, je suis convaincu que ce serait en effet le meilleur moyen d'amener les Turcs à un attentisme plus ou moins net, même s'ils avaient rompu les relations diplomatiques avec nous. Les Turcs, eux non plus, ne seraient pas ravis de voir la plus grande force européenne contre le bolchevisme et contre la Russie éliminée au profit d'un contrepoids tout à fait instable et dont, par-dessus le marché, l'importance comme la volonté de résistance sont douteuses : les Anglo-Saxons. Ces qualités-là, ils ne les ont pas. Mais, naturellement, on en vient peu à peu à se dire, en Bulgarie aussi : « Si malgré tout l'Allemagne s'effondre, que se passera-t-il après ? Nous, les petits, nous ne pouvons pas régler la question. Si le grand ne peut pas y arriver, nous ne le pourrons pas non plus. » Il y a encore autre chose également qui dépend de la stabilisation sur le front est : c'est l'attitude de tous les petits États balkaniques qui en dépend, c'est l'attitude de la

Roumanie qui en dépend, c'est l'attitude des Bulgares qui en dépend, et c'est aussi l'attitude des Hongrois et l'attitude des Turcs qui en dépend. Quand même, nous devons prendre certaines assurances. L'assurance la plus nécessaire est et demeure pour nous de nous assurer le territoire hongrois, unique remplacement possible, au point de vue alimentaire, de ce que nous perdons ailleurs ; et, au point de vue des matières premières, réservoir d'une quantité de choses : bauxite, manganèse, etc. Mais surtout, du point de vue des communications, condition première pour le Sud-Est, il est pour nous d'une importance vitale de nous assurer le territoire hongrois, et cette importance est telle qu'on ne saurait la surestimer. On doit par conséquent réfléchir très sérieusement à ce que nous pouvons ou bien y envoyer de formations nouvelles ou bien y mettre sur pied, afin d'être à tout moment en mesure, si besoin est, de parer ou de prévenir un coup d'État hongrois de la part de ce M. Horthy. Le second point — non moins important — est bien entendu l'attitude de la Bulgarie. Car, sans la Bulgarie, il ne nous est pratiquement pas possible de garantir le secteur balkanique, de façon à nous permettre de recevoir du minerai de Grèce, etc. Pour cela, il nous faut en tout état de cause la Bulgarie. Nous avons besoin aussi de la Bulgarie pour assurer la sécurité contre les bandes de partisans, etc. Mais pour cela il faut aussi — et cela en dépend en partie — que nous tenions à l'Est et, naturellement, qu'il ne nous éclate pas une crise dans le dos ou au cœur de l'Europe. C'est pourquoi aussi toute tentative de débarquement des Anglais, dans les Balkans ou en Istrie ou dans les îles dalmates, serait dangereux au plus haut point, parce que cela pourrait provoquer immédiatement des répercussions sur la Hongrie. Et, avec les Hongrois, il ne faut pas nous étonner : puisque nous avons chez nous de tels crétins ou criminels, ils disent : « Même si le Russe pénètre chez nous, nous ferons la paix ; mais si nous avons le Russe pour nous, il ne pourra pas nous arriver grand-chose » ; et, dès lors, de quel droit en voudrions-nous à un imbécile hongrois de cet acabit ou à un magnat de dire : « Nous nous laisserons occuper parles Anglais, ils auront quand même intérêt à ne pas nous laisser avaler, et alors tout sera bien. »

JODL. — Ils le savent peut-être par ces gens-là.

HITLER. — Il n'est pas du tout exclu qu'ils aient été incités à un putsch dans ce sens par ces gens-là. Par conséquent, le danger existe également *là* qu'un débarquement des Anglais puisse conduire à des conséquences

catastrophiques. Un débarquement sur les îles, etc., ne peut guère, à mes yeux, être repoussé d'une façon durable, s'il est effectué avec des forces importantes. Ici, une seule question se pose. Je crois quand même, en dernière analyse, que c'est la question de savoir si, *là*, les Alliés agissent vraiment en accord entre eux. S'ils agissent en plein accord, si les Russes disent par exemple : « Nous acceptons que vous débarquiez sur les îles, et nous, Russes, dans ce cas, nous nous emparerons, disons, des Dardanelles », nous ne serions pas en mesure de l'empêcher. Car, sur une île, avec 40.000 hommes, je ne peux pas empêcher un débarquement de 4 à 6 divisions, et encore bien moins sur une petite île. On ne le peut pas. Les choses sont-elles vraiment telles ? On ne sait pas. Je serais presque tenté d'en douter. Je ne crois pas que les Russes abandonnent les Balkans aux Anglais. Je serais tenté de croire qu'en pareil cas, il y aurait une vive protestation russe. Tout au plus, à la suite d'une tension entre Russo-bolchevistes et Alliés, pourrait-il peut-être arriver que les Anglais essaient d'obtenir au moins les îles de la mer Égée. Ce serait théoriquement pensable. Ensemble, ils ne le feront pas.

Le théâtre d'opérations italien retient en tout cas beaucoup de forces qui, dans un autre cas, pourraient se manifester ailleurs et y entreprendre des opérations. Même si un débarquement se produit *ici*, ce ne seront que des forces partielles qui effectueront le débarquement. La grande masse des forces alliées se trouve aujourd'hui comme hier *là*, que nous soyons devant la position des Apennins ou à l'intérieur de la position des Apennins. Mais il y a une chose dont il faut bien se rendre compte : si nous sommes rejetés dans les Apennins, la possibilité de manœuvrer cessera pour nous. Alors ce sera terminé. Nous ne pourrons pas empêcher l'ennemi de venir dans la plaine du Pô. Nous ne pourrons probablement guère empêcher qu'il ne bouscule notre retraite. Par conséquent, la position des Apennins est décisive. Si nous en sommes rejetés, il n'y aura plus de possibilité, à mes yeux, de combattre où que ce soit dans la plaine du Pô, et il ne restera que la possibilité de la retraite absolue, de la retraite raisonnée et accélérée — si cela peut encore se faire — sur la position des Alpes. Je ne vois pas d'autre possibilité.

Quant à *ici*[241], le danger est que toute *cette* position se trouve tout aussi menacée par un débarquement venant de *là*, — parce qu'on ne sait jamais si l'ennemi ne se tournera pas immédiatement de *ce* côté — que par un

débarquement par l'ouest ou par une percée ou un nouveau débarquement en Bretagne. Eh bien ! j'ai réfléchi à tout cela et j'ai abouti au résultat suivant, Jodl. S'il se produit une crise *ici*, nous ne pourrons pas laisser la responsabilité au commandant en chef sur le front ouest, et il faudra amener *là* le Q. G. et diriger *de là* les opérations en tout état de cause. C'est une responsabilité tellement énorme qu'on ne peut la résoudre que par la collaboration de toutes les forces. Il faudra alors, le cas échéant, s'imposer les décisions les plus dures. Il se pourrait qu'on soit alors obligé de procéder encore une fois à une réduction importante de l'espace allemand, même, le cas échéant, en abandonnant l'ensemble des Balkans, fût-ce au risque que notre chrome soit épuisé à bref délai. Mais c'est peut-être la seule possibilité d'avoir les forces nécessaires pour pouvoir opérer *ici*. Il faudrait alors, le cas échéant, engager nos dernières réserves et retirer aussi des forces de *là*[242]. J'entends par là que *ceci* serait perdu. Il faudrait alors, le cas échéant, se retirer tout de suite sur les Alpes, afin de pouvoir manœuvrer. Mais je crois, Jodl, que le plus important est de donner d'ici une série d'ordres qui ne se relieraient pas les uns aux autres[243], mais qui devraient correspondre de notre part à un plan qui ne serait pas à communiquer au groupe d'armées. Vous n'empêcherez pas qu'étant donné l'insécurité de l'appareil interne de l'armée, des idées de ce genre ne soient immédiatement communiquées à l'ennemi, le cas échéant. Ça, vous ne pourrez pas l'empêcher. Car nous ne savons pas ce qui se passe à Paris. Stulpnagel y commandait, et c'est justement lui qui a participé à cette saloperie. Quels rapports ces gens-là ont entre eux, c'est ce qui nous est totalement inconnu. Nous ne savons pas dans quelle mesure les intentions stratégiques qui partiront d'ici dès demain ne filtreront pas aussitôt et ne seront pas connues des Anglais. C'est pourquoi je poserais les principes suivants : d'abord, faire comprendre au groupe d'armées, que, quelles que soient les circonstances, il doit mener la lutte sur place avec le fanatisme le plus extrême, étant donné qu'un mouvement ou une bataille de mouvement est complètement exclu. Il suffit pratiquement de se représenter ceci : si je rabats en arrière tout ce front-*ci*, ça ira jusque-*là*. C'est le même front ; seulement, je ne couvre même plus le dixième ou le sixième de l'ensemble du front ouest qui va se constituer. C'est une chose qu'on ne pourrait nullement faire. Maintenant, on pourrait dire qu'on va faire venir d'autres

forces. Mais ces autres forces, je ne pourrais pratiquement pas les faire intervenir en temps voulu. C'est pratiquement impossible. On pourrait peut-être en faire intervenir quelques-unes, mais pratiquement ce n'est pas possible. Il se produirait, j'en suis convaincu, un effondrement total. Et puis, je n'ai pas encore d'idée précise sur la position qui serait la meilleure : la ligne de la Seine…

JODL. — Non, il ne peut pratiquement pas en être question. Il ne peut être question que de *celle-ci*[244]. C'est la meilleure. Elle a d'ailleurs fait l'objet d'études précises.

HITLER. — Comme je viens de le dire, c'est la question, de toute manière.

JODL. — Ce ne serait que pour le premier temps, parce que c'est une ligne nette.

HITLER. — Parce que c'est une césure. La ligne de la Seine présente pour nous un gros danger : c'est que l'ennemi peut faire sauter tous les ponts sur la Seine et empêcher nos mouvements d'une façon durable. Cela est vrai de tout fleuve qui barre transversalement le chemin à un mouvement allemand en retraite. D'une façon durable, avec les forces que nous avons actuellement à l'Ouest, 50 ou 60 divisions, nous ne serions en état de tenir ni *cette* ligne-*ci*, ni *cette* ligne-*là*, mais tout au plus, d'une façon durable, *celle-ci*.

JODL. — Parce qu'elle est fortifiée.

HITLER. — Elle est fortifiée en partie. On pourrait encore la renforcer *là*. Alors, on aurait *ici* une autre ligne en arrière, de sorte qu'il devient douteux que l'ennemi attaque sur *ce* point, parce qu'il serait forcé de se dire qu'il n'arriverait quand même pas à percer en profondeur. Il portera probablement son offensive là où la ligne est le plus faible, probablement *là-haut*, où il croira pouvoir le mieux parvenir dans notre région industrielle. La charnière est *ici ; ici* est le point décisif. Il y aurait lieu de le chercher en premier lieu dans *ce* secteur-*ci*, pour que la ligne soit raccourcie et que l'on assure encore ce secteur, afin d'avoir une protection en avant de la région industrielle. Mais ce sont là des idées qui vont si loin que, si j'en faisais part aujourd'hui à un groupe d'armées, je l'épouvanterais, et c'est pourquoi je crois qu'il est nécessaire de mettre là un tout petit état-major de chez nous, qui, si une crise se produit, soit déjà exercé, en tant qu'état-major, et continue à s'exercer aux problèmes qui se présenteraient alors et

qui ensuite, du quartier général — il faudra probablement aussi déplacer le quartier général pour le mettre *là* ou dans la Forêt-Noire, il faudra que j'examine encore la question à fond avec notre Below, pour savoir où nous le mettrions, — mais la responsabilité ne pourrait plus être laissée au commandant en chef sur le front ouest. C'est absolument impossible. C'est le destin de l'Allemagne qui se joue. Nous ne pourrions pas nous installer *là-haut* — si j'admets que nous arrivions quand même à stabiliser le front est — nous ne pourrions pas nous installer *là-haut* au moment où se joue le destin de l'Allemagne. C'est impossible. Mais, en tout cas, il y a certaines mesures à prendre, et ces mesures, je les prendrai sous forme d'ordres absolument indépendants les uns des autres, afin que ces ordres ne permettent pas de conclure à une intention quelconque dans un sens quelconque. En premier lieu, Jodl, il y a une chose dont il faut bien se rendre compte : quels sont les endroits que nous entendons tenir à tout prix, parce qu'ils offrent pour l'ennemi de nouvelles possibilités vitales ? Car la seule chose qui puisse freiner chez l'ennemi l'apport illimité de matériel, de troupes et d'unités, c'est le nombre des lieux de débarquement à sa disposition. Si, par conséquent, il ne prend pas ou n'ajoute pas à ceux qu'il a une quantité de ports dotés des moyens nécessaires, ce sera là l'unique frein à sa faculté de mouvement, qui serait autrement sans bornes. C'est la seule chose qu'on puisse dire avec certitude, de sorte qu'il nous faut alors nous résoudre à sacrifier purement et simplement certaines troupes, afin de pouvoir sauver le reste. Il faut que nous fassions ça de notre propre chef. Les ports en question devront être désignés par nous en collaboration avec la marine. Il faut s'assurer de leur rendement et de leurs moyens. Quant aux autres ports — c'est encore une idée qui me vient —, il faut y faire des dégâts tels qu'il y ait destruction effective de tout le matériel de chemin de fer, et le plus important est peut-être presque la destruction de toutes les locomotives, de toutes les installations ferroviaires, de toutes les pompes, de toutes choses, plutôt que la seule destruction des voies. C'est peut-être encore plus important. Voilà ce qui peut seulement, en dernière analyse, nous donner du temps. Je ne peux pas moi-même entreprendre des opérations, mais, en agissant ainsi, je peux naturellement entraver de façon énorme les opérations de l'adversaire dans la profondeur du pays. Je le fais entrer dans une guerre de la terre brûlée, dirai-je, et qui ne serait pas la terre allemande. Mais alors, il faut que cela soit fait de façon effective et sans le

moindre ménagement. Le premier point est de déterminer les ports qui doivent nous rester à tout prix, en ne tenant aucun compte des gens qui y vivent, afin de rendre impossible à l'ennemi d'amener un nombre d'hommes illimité. S'il peut amener un nombre d'hommes illimité, nous devrons absolument abandonner l'idée de pouvoir nous retirer sur *cette* ligne, ne fût-ce qu'avec des effectifs substantiels. Cela, nous ne le pouvons pas. Car vous le voyez bien : une percée de ce genre peut se produire rapidement. Nous ne pouvons absolument pas faire ça. Et voici le second point : il nous faut maintenant exiger du commandant en chef sur le front ouest qu'il rende mobiles, c'est-à-dire provisoirement mobiles, les unités non désignées pour des emplacements fixes, et il aura à rendre compte. Il devra rendre compte, pour chaque unité, de son degré de mobilité, et il devra en dernier lieu rendre compte de la quantité d'armement que chaque unité rendue mobile pourra emporter avec elle. Il faudra également s'assurer de la destruction de tous les ouvrages intermédiaires sur la totalité de ce front. Si je tiens les ports, je n'ai nullement besoin des ouvrages intermédiaires, et il me faut au contraire les abandonner, car j'aime mieux en mettre la garnison dans les ports pour y bâtir une défense solide, et tenir, mettons, un port de ce genre 6 ou 8 ou 10 semaines, car ces 6 ou 8 ou 10 semaines ont une très grande importance dans les mois d'août, septembre et octobre. Là, on peut éventuellement gagner du temps. Voilà donc la seconde mesure qu'il[245] devra prendre indépendamment de cela. En troisième lieu : le tracé de la ligne. À mes yeux, Jodl, le tracé de la ligne doit être déterminé par une instance supérieure. Il ne faut pas en laisser le soin au commandant en chef sur le front ouest. Il faut que nous envoyions de nous-mêmes *là-bas* un état-major qui détermine le tracé possible et définitif de cette ligne, en se fondant sur l'ensemble de l'expérience acquise dans les combats.

JODL. — Cela a déjà été fait une fois, mon Führer, sur votre ordre.

HITLER. — Oui, ç'a été fait une fois.

JODL. — Il y a là-dessus un rapport assez exact. Il n'a naturellement pas été rédigé sur la base d'informations complètes, telles que nous les possédons aujourd'hui, sur l'effet des « tapis de bombes », bien que déjà ce rapport signale les inconvénients de tous les secteurs de large élévation et non couverts, en indiquant qu'ils ne présentent pas une protection suffisante, étant donné la supériorité aérienne de l'ennemi. C'est le cas dans

beaucoup d'endroits. Il[246] en a déjà tenu compte. Il a également, ici même, discuté les diverses possibilités. Il s'agit souvent de terrains boisés et couverts. Par *ici*, *en bas*, c'est bien. Les difficultés commencent *là*.

HITLER. — C'est *ça*, notre affaire ?

JODL. — Oui, c'est ça.

HITLER. — On l'avait conçue, en son temps, comme un pivot, comme une sorte de forteresse.

JODL. — C'est pour cela que la ligne, *ici*, a été reportée en avant. Elle n'est pas seulement plus courte, mais elle est meilleure aussi au point de vue du terrain, parce qu'elle est moins découverte que le terrain qui s'étend *là* par-derrière sur la Somme, près de Péronne.

HITLER. — Moi, Jodl, je ferais simplement ceci : pour construire *cette* ligne, j'y mettrais un état-major indépendant et uniquement chargé des travaux. Car peu importe : même si nous arrivons à dominer la situation *ici*, je reviendrai malgré tout à l'idée de restreindre de plus en plus les travaux de fortification sur la côte et de passer en revanche à la fortification de ce front terrestre.

JODL. — C'est d'ailleurs trop pour le commandant en chef sur le front ouest. Car il est en même temps commandant d'un groupe d'armées. Il n'est pas à Paris, il commande son groupe d'armées. Ce groupe d'armées ne le voit plus et se trouve en quelque sorte abandonné. Tout le monde réclame un commandant en chef supplémentaire. Ils veulent ravoir Rundstedt, parce que Kluge, pour eux, est pratiquement inaccessible. Il faudrait *là*, en tout cas, pour cette tâche, un état-major particulier.

HITLER. — Et aussi, Jodl, pour le cas — j'en reviens toujours à l'opinion que j'avais à l'époque : même si nous devions repousser toutes les offensives avec succès, même si le sort devait tourner, et si dans quinze jours ou trois semaines, nous pouvions effectivement mettre en ligne un plus grand nombre d'avions, si nous étions favorisés par les conditions atmosphériques, qui s'aggravent petit à petit, favorisés aussi par l'action de notre marine, et si l'ennemi avait des difficultés à amener des renforts pour recompléter ses unités et à débarquer, parce qu'il n'aurait plus de ports lui offrant les moyens nécessaires — eh bien ! même dans ce cas, il faudrait alors faire construire et fortifier *cette* ligne par l'Organisation Todt, reléguer à l'arrière-plan les autres travaux d'installation terrestre et faire achever

*cette* ligne, en liaison, naturellement, avec la défense côtière, en partant d'*ici* en direction du nord, mais surtout faire achever *cette* ligne, car ce sera finalement la ligne qui aura par la suite le plus d'importance pour nous.

JODL. — La grande masse de l'Organisation Todt, pour autant qu'elle ne travaille pas à la construction de positions avancées à la 19e et à la 1re armée, est maintenant occupée à la remise en état d'ensemble des voies ferrées et des routes.

HITLER. — Il faut voir ce qu'on peut en détacher, et surtout ce qu'il est possible d'avoir en fait de ciment. Car une position qui n'est pas pourvue d'abris bétonnés — on l'a bien vu — n'a aucune valeur ; elle est tout de suite démolie. Cela va encore sur un terrain comme celui de l'Italie ; mais ce n'est pas réalisable ailleurs. Donc, cette position, en tout état de cause, importante, il faut l'établir et la fortifier, peu importe ce qui arrivera. Je ne ferai pas appel à de la main-d'œuvre politique pour fortifier cette position, parce qu'elle en est, en fait, incapable ; il faut au contraire constituer là une petite organisation-cadre constituée effectivement par l'Organisation Todt. Cela, la main-d'œuvre politique ne le peut pas. La main-d'œuvre politique[247], on pourrait tout au plus la faire intervenir peut-être en Lorraine, en Alsace, pour ces positions d'arrière, et, le cas échéant, pour remettre en état notre ligne Siegfried. Mais *là*, sauf poser des champs de mines, il n'y a pas grand-chose à faire. À part les barbelés, il n'y a pas besoin de faire grand-chose. Ce qui est défectueux dans la ligne Siegfried, c'est la défense antichars, car elle a été construite en son temps pour le canon antichar de 37. Il faut voir à présent si un canon antichar plus lourd peut y être installé. Il faut immédiatement procéder à des essais pour savoir dans quelle mesure cela peut être fait. Je dirai ceci, Jodl : il faut à présent qu'un tout petit état-major opérationnel soit constitué par nous. Cet état-major opérationnel doit dès à présent s'occuper des divers problèmes qui vont se poser soit si un débarquement couronné de succès se produit — un débarquement couronné de succès à l'ouest, un débarquement dans le secteur italien, un débarquement en Bretagne ; plus au nord, ce serait naturellement encore plus tragique, — mais cela seul suffit à montrer que le commandant en chef sur le front ouest ne peut plus faire tout ça à lui seul. Enfin, il est nécessaire de tenir également compte de l'affaire italienne, car, là aussi, une crise pourrait se produire. Cela aussi, à mes yeux, ne peut se

faire qu'au moyen d'un état-major central détaché par nous, parce que les moyens qui doivent être mis à la disposition pour un tel but, le commandant en chef sur le front ouest ne peut absolument pas les fournir par lui-même. Naturellement, il va tout de suite en résulter ceci : nous allons effectivement construire une affaire comme celle-là, — cela va se décider —, y mettre des canons à certains endroits qui ne sont pas déjà protégés contre les chars. On va voir ça à très bref délai, étant donné qu'on ne peut pas compter que cette mise en place de canons soit faite par les unités qui reviennent[248]. Cela ne peut venir que d'un centre, d'un centre qui sera à notre propre disposition. C'est pourquoi je suis de nouveau convaincu que ce serait une erreur complète de nous défaire de 1.200 ou de 2.000 vieux canons russes de 76 ou de 122, et mon avis est au contraire qu'il faut procéder maintenant à leur transformation — comme nous avons fait autrefois pour les canons russes — sur des affûts à écartement variable et les munir d'obus à charge creuse, afin d'ajouter à notre défense antichar d'ensemble la garantie d'une certaine défense antichar supplémentaire. Mais l'état-major opérationnel devra se pencher à fond sur tous ces problèmes, de sorte qu'on puisse effectivement, dès l'abord, et d'une façon continue, donner des instructions claires au commandant en chef sur le front ouest. Il faut aussi immédiatement s'assurer d'un Q. G. qui ne soit pas trop éloigné — les Vosges de préférence — et, si ce n'est pas possible, dans la Forêt-Noire. Les Vosges seraient ce qu'il y a de mieux.

VON BELOW. — Le Q. G. près de Thionville est terminé.

HITLER. — Est-il à peu près à l'épreuve des bombes actuelles ?

VON BELOW. — De celles de 6.000 kilos, je ne crois pas, mon Führer.

HITLER. — Je ne crois pas non plus. Est-il camouflé de telle sorte que personne ne puisse le voir ?

VON BELOW. — De là-haut, il n'est pas visible du tout, étant absolument sous terre. Ce sont les vieux forts de la ligne Maginot, qui sont invisibles de là-haut.

HITLER. — Ne pourrais-je pas en voir tout de suite des photographies ?

VON BELOW. — Il faut prendre ce qui existe. On ne peut plus construire en ce moment.

HITLER. — Je voudrais encore qu'on me documente à ce sujet.

VON BELOW. — Entendu.

HITLER. — Je considère naturellement aussi que c'est le mieux. Alors, comme nous avons dit, un état-major de l'Organisation Todt pour la construction, qui aurait à faire les travaux, puis mettre sur pied, à toute éventualité, ce que j'appellerais une organisation de destruction, encore une fois avec l'aide de l'Organisation Todt, car nous n'avons jusqu'à présent rien détruit, c'est grotesque. Ensuite, préparer des instructions générales, qui devront alors, bien entendu, être mises à la disposition du groupe d'armées et du commandant en chef sur le front ouest, qui seront tenus de les observer. Et puis veiller également à ce que le commandant en chef sur le front ouest — il faut le lui dire immédiatement, — fasse en sorte que ses unités soient mobiles. On lui fera connaître quelles unités nous réclamons ; il devra veiller à ce qu'elles acquièrent dans le plus bref délai une certaine mobilité. Les unités que nous projetons de retirer doivent être rendues mobiles. Il n'a pas besoin d'en connaître le pourquoi, parce qu'on ignore, au cas où il viendrait à l'apprendre et où cela se répandrait dans Paris, si, le lendemain, une Française, un Français ne l'apprendrait pas et si, aussitôt, toute l'affaire…

FEGELEIN. — Il s'est passé ceci que Hofacker[249] était encore ici deux ou trois jours avant l'attentat — le chef d'état-major — et qu'il a contribué à organiser tout cet attentat. Il était venu de Paris.

HITLER. — C'est par conséquent impossible. Il faut que nous soyons extrêmement attentifs. Ils n'ont pas besoin de savoir ça. On leur communiquera tout simplement : telle, telle et telle unité doivent être rendues mobiles, et d'une manière improvisée. Les groupes d'armées, c'est-à-dire le commandant en chef sur le front ouest, aura à transmettre les propositions de ses groupes d'armées, et l'on verra alors dans quelle mesure ils sont mobiles. Ou mieux : il devra rendre compte dans quelle mesure ils sont mobiles, comment ils ont été rendus mobiles, et surtout, ce qu'ils peuvent emporter en fait d'armement. Voilà ce qui est décisif. Quant aux lieux, c'est nous qui les désignerons : nous ne pouvons pas lui en laisser le soin ; nous les désignerons en vertu de notre situation, qui nous permet de voir les choses de plus haut. Il faut parler tout de suite de ça, dès demain, avec le grand amiral et tous les techniciens de la marine : *ce* port-*là* sera défendu à tout prix, *ce* port-*là* sera défendu à tout prix, il sera défendu. Pour autant qu'on effectue encore des travaux, *ici*, sur l'avant, tout le personnel

de l'Organisation Todt sera employé pour la défense de *ces* emplacements portuaires. À ce propos, il s'est dernièrement dégagé une constatation : il aurait été plus intelligent *ici*, sur cette petite presqu'île près de Cherbourg, de verrouiller à *cet* endroit-*là* et de mettre *ici* quelques batteries sous béton qui auraient pu constamment tirer dans le tas et à l'intérieur du port. Car il ne s'agit pas tant d'avoir des ports à tout prix que d'avoir un endroit d'où l'on puisse diriger un tir précis et de longue durée sur un port de ce genre. Les quelques batteries qu'on y met doivent être tellement noyées dans le béton qu'elles ne puissent pas être détruites par l'aviation, et si abondamment pourvues de munitions qu'on puisse dans tous les cas taper sur le port. Le port lui-même, il faut d'abord le défendre coûte que coûte, et en dernier ressort le détruire : c'est là le plus important.

Mais si, comme je l'ai dit, nous envoyons un ordre de la même façon que nous avons employée jusqu'à présent, cela signifiera que l'ennemi s'immiscera dans tous les travaux que nous ferons ; nous l'aurons de prime abord dans les jambes, et il sera en mesure de contrecarrer toute l'affaire. Et nous n'obtiendrons rien de plus que ce que nous obtiendrons en disant que le commandant en chef sur le front ouest n'a pas à en savoir plus que ce qu'il est obligé d'en savoir. Il est obligé de savoir : 1° qu'il doit se battre *ici* à tout prix ; 2° que cette lutte a un caractère décisif ; 3° que l'idée de manœuvrer librement en rase campagne est une imbécillité. Il est obligé de savoir qu'il a à rassembler *ici* autant de forces qu'il est humainement possible d'en rassembler. Voilà un point. Ensuite, il est obligé de savoir que certaines unités doivent être rendues absolument mobiles. Cela aussi est important. Le troisième point est que nous déterminions d'avance nous-mêmes, par l'état-major, les divers cas qui peuvent éventuellement se présenter et aussi, le cas échéant, sans qu'il soit nécessaire de s'accorder sur les détails, et simplement pour permettre le remplacement des unités les unes par les autres, de déterminer les itinéraires par lesquels ces unités pourront être ramenées en arrière.

C'est clair : si l'ennemi perce sur *ce* point[250], les transports par chemin de fer pourront continuer pendant quelque temps, mais il ne faut pas laisser les choses en venir trop loin, il ne faut pas attendre qu'il soit trop tard. Il y aura alors une décision à prendre : nous ramènerons une partie de nos forces sur le front italien des Alpes, établirons ici un verrou et ferons remonter

immédiatement l'autre partie du front sud. Il sera alors important que ces forces que nous ferons remonter soient encore, autant que possible, transportées par chemin de fer, et dirigées sur les secteurs prévus par nous comme points d'arrêt, afin qu'il y ait au moins dans ces secteurs des unités équipées d'un très grand nombre de canons de D. C. A., de défenses antichars, de canons d'assaut etc., de façon à briser et à rendre impossible de prime abord l'avance réalisée, comme on le voit, par quelques éléments américains. On peut aussi envoyer loin en avant des unités mobiles ; elles reviendront toujours, pourront ainsi cueillir quelque chose au passage, pourront gagner du temps, afin que l'ennemi ne fasse pas tout de suite irruption dans nos lignes. Par conséquent, il faut que cela soit fait d'avance. Ce qui est essentiel, c'est la mise sur pied d'un état-major émanant de nous et qui travaille là-dessus avec une mission bien définie. À partir du moment où la crise arrivera à un certain point culminant, le centre de gravité de tout le commandement se déplacera de nouveau vers l'ouest, comme ce fut déjà le cas précédemment, lorsque c'est nous, en dernier ressort, qui dirigions les opérations et que les groupes d'armées recevaient des ordres. Ce déplacement du centre de gravité du commandement aura lieu, ne fût-ce que parce que les choses gagneront immédiatement aussi le théâtre d'opérations italien ; il n'y a rien d'autre à faire, car il me faudra immédiatement détourner une partie de nos forces vers l'Italie, afin de constituer un front sur *ce* point. Avec ces unités, on pourra non seulement tenir en partie le front des Alpes, mais aussi, avec ces unités, tenir l'ensemble du front italien, et libérer peut-être une ou deux divisions pour tout le front ligure. C'est éventuellement possible, de sorte qu'alors, on sera au moins *là* entièrement garanti. On ferait ensuite remonter le reste par là. Les places importantes pour nous pour la conduite ultérieure des opérations et qui pourraient tomber immédiatement aux mains de l'ennemi[251] doivent être également déterminées par une autorité supérieure. Le commandant en chef sur le front ouest n'en recevra pas moins l'ordre de fortifier les places en question : telle et telle place sont à fortifier, telle autre est à terminer complètement, telle autre est à terminer. Il recevra aussi de nous des instructions : il aura de toute manière à indiquer quelles unités il peut déplacer pour les envoyer dans ces secteurs. On nous présente toujours les choses comme s'il était impossible de les déplacer. Il aura à veiller à ce que

ce soient les officiers les plus valeureux qui soient mis dans ces places, et non pas des bavards comme ce type qu'on avait mis à Cherbourg, qui lança une proclamation fanfaronne, alla en première ligne, dans le blockhaus le plus avancé, attendit alors l'arrivée de l'ennemi et hissa aussitôt le drapeau blanc. Et quand l'ennemi lui dit : « Comment pouvez-vous concilier votre honneur avec le fait de lancer une telle proclamation ? » il se borna à hausser les épaules. Mais il nous faut trouver des officiers courageux ; et, à présent, j'ai de nouveau pris une décision absolue : ce maudit ordre hiérarchique ne m'intéresse pas. Il s'agit ici d'hommes, et de rien d'autre. Quand je pense aux hommes que nous avons, comme ce petit commandant qui a pris à Berlin une décision si lourde ! Si je nomme un homme comme celui-là à un poste de ce genre, au lieu d'un général de division ou d'un général commandant la place, il les vaudra dix fois. C'est que tout dépend précisément de l'homme, et les autres sont des foireux, ils ont été éduqués chez nous de telle sorte qu'ils considèrent comme toutes naturelles ces choses-là et que d'autres se sacrifient, alors qu'eux-mêmes n'y pensent pas, parce qu'ils louchent déjà d'un œil vers l'autre côté, se disant : « Qu'est-ce qui peut nous arriver ? Nous serons prisonniers, nous serons traités comme l'exige notre rang, surtout nous autres, issus de familles nobles, nous serons traités comme l'exige notre rang, et même nous ne serons plus au contact de tous ces plébéiens de chez nous ! » Cela, c'est intolérable, et c'est pourquoi aussi il nous faut revoir la liste de tous ces commandants de place. L'affaire de Cherbourg doit nous servir d'avertissement. Ça ne peut pas marcher comme ça, c'est une honte ! Il n'est pas admissible qu'on nous dise constamment que, pour ne pas nuire à l'armée, il ne faut pas mentionner tel ou tel fait, et que le mieux est encore, par-dessus le marché, de faire l'éloge de l'individu. Nous sommes en train de faire à ce propos exactement la même chose que ce que nous avons considéré pendant des années comme la plus grande faute des Italiens, à savoir d'élever des lâches au rang de héros, des salauds dépourvus de caractère, qui se conduisent en fait plus mal que n'importe quel salaud de communiste, car celui-là est un idéaliste, il se bat pour quelque chose. Chez nous, on passe sous silence ces cochons-là ou même, pour finir, on les cite élogieusement ici ou là, de sorte que de cette façon, pour finir, leurs saloperies sont encore déguisées. Ça ne peut pas marcher comme ça, telle est ma conviction.

Cet état-major, je voudrais le constituer immédiatement ; vous pourriez peut-être, Jodl, me soumettre dès demain des propositions, de même qu'au sujet de la ligne fortifiée, afin que nous puissions nous y installer si une crise venait effectivement à se produire. Je ne peux pas laisser à Kluge le soin de diriger les opérations à l'ouest ; c'est absolument impossible, car tout dépend d'elles. La troupe, du reste, ne comprendrait pas non plus que nous soyons ici, en Prusse orientale, alors que c'est *là-bas* que se dérouleraient les opérations qui doivent décider du sort de la guerre. On ne peut pas savoir si nous nous arrêterons *ici*, ou *là*, ou plus en arrière. Ce sont là les territoires les plus précieux : il y a la Ruhr derrière !

JODL. — Le seul poids qui me reste encore sur le cœur à cet égard est que, pour le cas où d'ici trois, quatre ou cinq jours, il se passerait quelque chose *là*[252], il n'a encore été donné aucun ordre…

HITLER. — Vous ne pouvez rien ordonner du tout ; je veux dire : vous pouvez bien ordonner, mais rien n'est fait.

JODL. — Rien n'est encore préparé !

HITLER. — Vous pouvez bien ordonner ; il nous faut de toute manière nous charger des responsabilités, il n'y a rien à faire. Nous devrons nous en charger de toute manière, si, dans les trois, quatre ou cinq prochains jours, il arrivait quelque chose. Nous pouvons ordonner tout ce que nous voudrons, mais rien ne pourra être fait dans le délai dont nous disposons. Donc, je ne puis pas laisser la responsabilité à Kluge, ce n'est pas possible. Mais on peut immédiatement faire partir les ordres concernant les préparatifs qui, dans le cas envisagé, seraient importants en eux-mêmes dans trois, quatre ou cinq jours : rendre mobiles telle et telle unité, désigner les ports qu'il est important de garder entre nos mains, choisir les officiers qui commanderont ces places, les faire venir ici pour leur apprendre enfin que l'honneur d'un officier allemand est une chose qui existe et qu'ils doivent prendre pour terme de comparaison non pas les seize individus qui ont rendu l'une après l'autre, en 1806, les places prussiennes, mais uniquement celui qui a défendu sa place forte jusqu'au bout !

JODL. — La question se pose de savoir si le général Warlimont exposera verbalement ce qui était projeté. Il voulait s'y rendre[253] demain, parce qu'ils voulaient *là-bas* avoir quelqu'un de chez nous.

HITLER. — Je ne dirais que les deux ou trois choses qui n'ont rien à voir avec la grande affaire, et qui doivent être faites dans tous les cas. Nous ne devons pas faire à ces gens-là la moindre allusion, et, d'autre part, dans cette sacrée boutique, c'est une chose qu'on ne peut éviter. Celui-là ne vaut pas mieux que les autres. Quand je pense qu'il y a eu *là* pendant deux ans un individu[254] qui, durant ces deux ans, n'a rien fait d'autre que d'aider à saper le front intérieur allemand ! Et, de plus, tous les services stationnés à Paris dépendaient de ce monsieur ! C'est une cochonnerie ! Je ne voulais pas de lui, à l'époque, vous le savez. Une courte période aurait suffi : cet homme-là siégeant plus longtemps à la Commission d'armistice et M. Abetz à Paris comme représentant l'Allemagne — ces deux-là ensemble auraient, en quelques mois, complètement abandonné ce que nous avons conquis en six semaines de glorieuses victoires ; en quelques mois, tout cela aurait été effacé. C'était la meilleure façon qu'on puisse imaginer de se renvoyer la balle : l'un au sein de la Commission d'armistice et l'autre à Paris. C'est un homme totalement incapable, et, d'ailleurs, ses forfaits se sont vengés d'eux-mêmes. Nous trouverons quand même bien dans l'armée allemande, comme commandants de place, disons une trentaine d'officiers qui soient des héros ! Ce serait malheureux ! Seulement, pour cela, il ne faut pas que je commence par regarder leurs pattes d'épaules[255] ; c'est moi qui les leur accrocherai, je saurai le faire. Quand je pense que des gens de cet acabit ont obtenu des pattes d'épaules, que des gens de cet acabit sont devenus généraux, alors qu'ils méritaient en réalité d'être pendus la tête en bas, pourquoi ne nommerais-je pas un brave et valeureux officier du front qui n'a devant lui que des tâches limitées ? Il n'aura pas à se livrer à des opérations stratégiques ; je n'ai pas besoin d'un général qui me démontrera, sur une maquette ou sur un champ de manœuvres, qu'il a exercé je ne sais où un commandement glorieux. La façon, d'ailleurs, dont nos généraux d'armée opèrent sur le champ de manœuvres, je l'ai vu de mes yeux, j'ai vu a quel point c'est lamentable. En matière d'organisation, ils ont d'ailleurs montré de quoi ils sont capables, par exemple le général Beck[256], chef de l'état-major général, qui a voulu s'en mêler, cet homme-là n'a jamais fait dans sa vie que de s'occuper de petits plans mesquins et ridicules au possible : comment édifierai-je une armée qui, sans jamais émouvoir la bile d'un adversaire, serait à tout moment en état, chez nous, d'assumer le

pouvoir exécutif, sans toutefois s'en servir contre l'adversaire ? Ce n'est pas pour rien que cet homme-là avait fait un voyage à Paris. Il admirait Gamelin. Quand il est revenu, il en était littéralement coiffé. Je lui ai dit : « Je ne considère même pas Gamelin comme un rusé compère ; s'il avait été un génie, il ne se serait pas contenté de regarder pendant que je réarmais ! » Il est intéressant de lire les jugements portés par Gamelin et Beck : ces deux grands héros de l'humanité se rencontrent. Quand je compare, en revanche, un gueux comme Tito à un Gamelin ou à un Beck ! Mais des hommes de cet acabit, nous en avons aussi, et si je veux, *là*, défendre une place forte, il ne faut pas venir me dire : « Pas possible, mon Führer, l'ordre hiérarchique ! » Je m'en moque comme d'une guigne ! Ce qu'il faut là, ce sont des hommes courageux, prêts même, si c'est nécessaire, à mourir, et ces hommes, nous les avons. S'il n'y en avait plus au sein de la Wehrmacht — mais il y en a en tout cas au sein du peuple allemand —, cela prouverait seulement que la Wehrmacht aurait effectué un tri purement négatif. Mais ce n'est pas le cas ; ces hommes-là existent. J'ai à présent reçu des lettres et des adresses venant de généraux, etc., qui finissent à présent par sortir de leurs gonds et disent : « Nous avons depuis longtemps vu venir ça, il ne pouvait pas en être autrement ! » Par conséquent, ces hommes-là existent, et môme s'il faut encore sacrifier à la forme, on peut encore faire quelque chose : qu'on s'y mette, bon Dieu ! et qu'on fasse une promotion ! C'est ce que je vais faire en un clin d'œil, et ça n'a d'ailleurs aucune importance. Si un Napoléon a pu devenir Premier Consul à 27 ans, je ne vois pas pourquoi, chez nous, un homme de 30 ans ne pourrait pas être général de brigade ou de division, c'est absolument ridicule ! C'est une guerre révolutionnaire que nous faisons ! On a tout à fait raison de donner à Tito le titre de maréchal : un homme qui, avec rien, tient en haleine toute une force de guerre ennemie, de façon permanente, et arrive toujours à se rétablir, mérite le titre de maréchal beaucoup plus que plus d'un chez nous n'a mérité les titres de général d'armée ou de feld-maréchal, n'ayant pas été capable de manœuvrer habilement avec le meilleur instrument qu'il y ait jamais eu au monde. Un gars comme celui-là le mérite, et pourquoi n'en ferais-je pas autant chez nous pour de bons et courageux officiers ? Il faut seulement leur donner leur chance.

Néanmoins, à voir les choses dans leur ensemble, nous ne pouvons pas du jour au lendemain faire des préparatifs quelconques qui pourraient, dans

cinq, dix ou quinze jours entraîner la décision. Si les choses suivent la filière militaire normale, Jodl, rien ne sera fait. Si elles suivent la filière normale, tout se bornera à des conférences. Je viens de parler à quelqu'un qui a encore une fois examiné la position des Apennins. Il dit : « Si quelqu'un s'imagine que c'est là une position, il commet une erreur grossière : ce n'est pas une position du tout. » Voilà ce que dit un expert, qui est également officier, et qui a été là-bas : « Ce n'est pas une position du tout, c'est une erreur grossière. » Voyez-vous, on a toujours, sur une position fortifiée quelconque, un secteur de parade que l'on montre. Vous avez vous-même écrit un jour, Jodl, qu'une position n'est forte qu'autant qu'est fort son point le plus faible, parce que l'adversaire découvrira ce point le plus faible et que c'est sur ce point le plus faible, et non sur le point le plus fort, qu'il attaquera.

JODL. — Exemple : la ligne Siegfried ! Exemple : le mur de l'Atlantique !

HITLER. — Exemple : le mur de l'Atlantique ! On ne montre que les secteurs de parade. On a voulu faire la même chose avec moi. Si je m'étais laissé conduire le long de la ligne Siegfried, je n'aurais vu que les secteurs de parade : la section comprise entre Bingen et la forêt du Palatinat, le champ de manœuvres de Deux-Ponts, Sarrebruck, un ou deux autres endroits. J'ai refusé qu'on me conduise ; j'ai été partout, j'ai parcouru de bout en bout la ligne fortifiée et en ai examiné les points faibles. Arrive ce drôle[257] qui me dit : « Il n'y a ici que cinq emplacements de tir au kilomètre, parce que, de toute façon, le terrain ne se prête pas à l'attaque. » Je demande : « Comment ça, ne se prête pas à l'attaque ? » Alors, il me dit : « Impraticable pour les chars. » Mais « impraticable pour les chars », il ne pouvait pas en être question, absolument pas. Si je ne leur avais pas mis l'épée dans les reins, on n'aurait rien mis à ces endroits-là. Et l'on y a mis quelque chose, ensuite ! Eh bien ! *ici* aussi, il faut faire quelque chose. Je ne peux pas en laisser le soin au groupe d'armées, qui ne peut absolument pas le faire. Il a la cervelle farcie d'un tas d'autres questions, il ne peut rien faire du tout à cet égard. Donc, si nous nous en remettons au groupe d'armées, il ne se produira rien d'autre que ce à quoi nous assistons actuellement sur le front est. J'aurais dû, à l'époque, prendre Kitzinger : il s'était proposé, il ferait ça, il a le personnel nécessaire, il prendrait tout ça en main[258]. Mais l'armée a poussé les hauts cris : ça ne se peut pas, il n'y a

que les groupes d'armées qui puissent faire ça, il faut que les groupes d'armées soient les maîtres sur leurs arrières. Voilà ce qu'on a entendu, avec ce résultat que rien, absolument rien n'a été fait, qu'il n'a pas été donné un seul coup de pelle et que les positions qu'on prétendait exister entre Melitopol et Zaporoszje étaient imaginaires. Là, on m'a tout simplement menti et raconté des histoires ; il n'y avait rien. À l'automne de 1941, on a donné là-bas quelques coups de pioche, c'est un pur tour de passe-passe. J'ai quand même bien vu, dans l'ensemble, ce que ça donne en réalité : les gens ont eu un long temps pour fortifier au moins la Forêt-Noire. Eh bien ! vous savez vous-même — inutile que je le répète — ce qui a été fait dans la Forêt-Noire : rien, absolument rien ! Par conséquent, il faut placer *là* un petit état-major, et, en dernière analyse, faire venir Jacob et l'Organisation Todt ; Jacob et Dorsch. Ils mettront ensemble en place un petit état-major qui sera responsable de travaux de fortification solides et achevés, sans s'embarrasser de ce qui pourra arriver d'autre part. Au cas où nous ne pourrions pas achever des fortifications solides, *ceci* pourra tout au plus constituer une courte ligne de retardement. Une résistance sérieuse ne pourra être opposée qu'*ici* où nous avons soit la ligne Siegfried, soit tout au moins des conditions topographiques le permettant, et *là*, ce sont les Vosges, où l'on peut organiser une résistance.

JODL. — Mais aucune étude n'a encore été faite ; elle reste à faire.

HITLER. — Il faut la faire immédiatement, et en la poussant aussi loin que possible, en profondeur, de façon à avoir la possibilité de se replier sur une ligne principale, et, avant tout, de faire sauter les routes. *Là*, dans ce pays, il y a naturellement des choses à faire. Il ne faut pas qu'il y ait un pont qui ne soit prêt à sauter, pas un seul pont ! Que ce soit l'ennemi ou nous qui les fassions sauter, peu importe.

JODL. — Il y en a déjà beaucoup de démolis.

HITLER. — Il y en a déjà beaucoup de démolis, mais il faut démolir aussi tous ceux qui restent, jusqu'au dernier. Les voies ferrées devront être détruites. Ce sont là des instructions d'ordre général, tout cela doit être préparé. Naturellement, ce ne peut être fait par un état-major central : tous les organismes locaux seront tenus, en l'occurrence, de détruire complètement les voies ferrées. Il faut que tout cela soit préparé de telle façon que chaque ligne de chemin de fer soit anéantie, disons dans ses parties essentielles. On ne pourra pas anéantir toutes les lignes. Ce sera déjà

un problème que de se faire donner des arrache-rails mécaniques. À ce propos, une question : j'avais ordonné, en son temps, qu'on construise de ces arrache-rails, aussi bien pour les rails ordinaires que pour les traverses métalliques. En ce qui concerne ces dernières, on s'y est refusé ; je ne sais quel service a défendu que l'on continue la fabrication. On se demande comment un merdeux quelconque en arrive à se permettre ça ! Je donne à Speer l'ordre de construire des appareils, et un autre service arrive et décide purement et simplement : « Pas pour les traverses métalliques ! » Ce qui équivaut à me dire qu'à l'Ouest — il n'y a pour ainsi dire là que des traverses métalliques — il m'est impossible de procéder à une destruction quelconque. Mais ce n'est pas un problème : il n'y a qu'à passer commande tout de suite pour faire fabriquer les appareils.

Quant à la note sur la conduite des opérations, la première partie mérite une approbation complète, à condition qu'on lui[259] fasse comprendre que *ceci* doit être tenu à tout prix. S'il le perd, il ne pourra plus manœuvrer. L'essentiel est de lui ôter de la tête qu'il pourrait alors manœuvrer quand même. Les forces dont il dispose à cet effet sont naturellement ridicules.

JODL. — Il ne pense pas non plus à l'abandonner. Il est absolument résolu à le tenir.

HITLER. — Nous pourrons peut-être dès demain — réfléchissez-y — constituer un état-major composé de cerveaux aussi intelligents que fertiles en idées ; car si nous voulons réellement effectuer ce repli, il devra être accompli moins selon un plan établi, — car un plan établi ne donnera rien, l'ennemi étant en mesure de tout détruire selon le plan qu'il a lui-même établi — que d'une façon intelligente. Si ce n'est pas fait d'une façon intelligente, l'affaire est perdue, et on ne peut plus rien faire là contre. Ensuite, comme il a été dit, vient le deuxième point : il faut une bonne fois que j'aiguillonne la Luftwaffe pour qu'elle mette sur pied douze ou quinze groupes, de même que d'ailleurs, pour l'avenir immédiat, et d'une façon générale, je serais tenté de dire que le commandement doit s'exercer sans aucun formalisme et d'une manière élastique. On ne peut pas établir un plan de longue durée, étant donné qu'il peut être culbuté dans les prochains jours. Il suffit qu'une révolte éclate en Hongrie, ou quelque autre chose du même genre. Par conséquent, ce dont il faut s'assurer, il faut se l'assurer dès

maintenant. Aussi vais-je réfléchir à ce qu'on peut encore envoyer en Hongrie.

JODL. — Des formations ersatz, sauf les deux brigades.

HITLER. — Hé oui ! Qu'on les y fasse aller, qu'on ait au moins quelque chose dans ce pays.

FEGELEIN. — Il y a encore là-bas deux divisions de cavalerie[260] qui se renforcent constamment.

HITLER. — Quel air ont-elles ? De quoi se composent-elles ?

FEGELEIN. — Elles sont à trois régiments.

HITLER. — D'où sont les hommes ?

FEGELEIN. — Il y a des Allemands de race[261] et des Allemands du Reich.

HITLER. — Il y a des Allemands du Reich, quand même ?

FEGELEIN. — Parfaitement. L'une des deux divisions compte actuellement environ 60 % d'Allemands du Reich, l'autre division, composée de volontaires, compte également 30 % d'Allemands du Reich, tous les cadres, etc. Mais ce sont trois régiments de cavalerie aptes au combat, un régiment d'artillerie à trois batteries, deux lourdes et une légère, un bataillon du génie à deux compagnies, un détachement de transmission avec une compagnie radio, un détachement de reconnaissance avec une section de reconnaissance-auto équipée de Volkswagen.

HITLER. — Ces divisions sont-elles tant soit peu mobiles ?

FEGELEIN. — Parfaitement, pour trois escadrons. Elles ont en outre une section de canons d'assaut.

JODL. — Dans quelle mesure sont-elles prêtes à être employées ?

FEGELEIN. — D'une, on en a fait deux, de sorte qu'elles ne seront prêtes que le 1er octobre. Mais si nous avons *là-bas* une révolte, elles pourront être engagées immédiatement. Seulement, il faudra que l'une stimule l'autre pour l'amener à son niveau ; sinon, ça n'ira pas.

HITLER. — Et dans quelle mesure sont-elles encore actuellement mobiles ? Ne pourrait-on pas tout au moins…

FEGELEIN. — En Hongrie, c'est toujours possible, parce qu'elles peuvent toujours se rendre mobiles, au sens qu'on donne au mot dans ce pays.

HITLER. — Je me serais si volontiers rendu sur le front ouest ! Mais, avec la meilleure volonté, je ne le peux pas en ce moment. Avant huit jours au minimum, je ne pourrai pas monter en avion à cause de mes oreilles. Encore

est-ce douteux pour celle-ci, mais quand l'autre sera complètement guérie, je m'en fiche, je pourrai m'y risquer. Mais si je montais actuellement en avion, avec le fracas des moteurs et les différences de pression, ça pourrait éventuellement être catastrophique. Et qu'arriverait-il si j'attrapais soudain une mastoïdite ? Il faudrait me traiter. Le danger d'infection existe tant que la plaie reste ouverte. Cette affaire ne m'est pas passée devant le nez sans avoir aucun effet sur moi.

FEGELEIN. — Tout le monde en a éprouvé une petite commotion cérébrale.

HITLER. — Je tiens debout, naturellement, et je peux également parler un certain temps, mais, ensuite, tout à coup, je suis forcé de m'asseoir. Je ne me sentirais pas capable, aujourd'hui, de parler devant dix mille personnes. Un discours comme celui que j'ai prononcé récemment à l'Obersalzberg, je ne m'y hasarderais pas aujourd'hui, parce qu'il se pourrait, le cas échéant, que je sois pris d'un vertige et que je m'effondre. En marchant aussi, il peut survenir un moment où il faut que je rassemble toutes mes forces pour ne pas flancher. Mais naturellement, si tout vient à craquer, je ferai n'importe quoi, je m'en fiche, je monterai dans un avion monomoteur et prendrai à l'avant la place du pointeur pour me faire tuer rapidement. Je m'en fiche complètement. Naturellement, il vaudrait mieux que je sois rétabli.

Ce qu'il faut surtout, dans les prochains jours, c'est exercer le commandement d'une manière infiniment mobile. C'est pourquoi il me paraît quand même nécessaire que, puisque vous[262] n'allez pas voir le ministre des Affaires étrangères, le ministre des Affaires étrangères vienne plus souvent ici. Je serais très désireux de parler de tout cela avec lui-même, mais c'est trop loin pour moi, et je ne pourrais d'ailleurs lui dire que ce que vous lui diriez vous-même. Vous êtes vous aussi complètement démoli, bien sûr, mais, outre celle-là, je suis continuellement saisi de je ne sais combien d'affaires ayant trait à d'autres sujets qui sont eux aussi d'une importance vitale. Normalement, j'aurais dû garder le lit de dix à quinze jours, mais, au total, j'ai travaillé chaque jour au moins huit heures, et encore sans compter la lecture des dépêches, mais huit heures en tout cas passées à parcourir les mémorandums et autres choses. Par conséquent, dans mon état de santé actuel, je fais malgré tout encore à peu près le travail que font ces messieurs dans leurs bureaux si astreignants de Paris, etc. Seulement, si ce n'est pas nécessaire, je ne voudrais pas aller jusqu'à la limite où pourrait

éventuellement se situer le point de rupture, — et ce n'est pas nécessaire non plus. À part cela, il s'est produit chez moi le miracle que ce coup a presque fait disparaître ma maladie nerveuse. J'ai toujours un peu de tremblement dans la jambe gauche, quand les rapports journaliers se prolongent trop, mais, avant ça, cette jambe gauche tremblait quand j'étais couché. Maintenant, cela a presque disparu à la suite de ce coup ; mais je ne veux pas dire par là que ce soit le traitement indiqué !

*Le rapport du 31 août 1944 se tient alors que la situation s'est détériorée sur tous les fronts, les Soviétiques ayant atteint la Vistule, la Roumanie s'étant effondrée et les forces anglo-américaines déferlant sur toute la France.*

## Front ouest

HITLER. — Vous savez que le feld-maréchal Kluge s'est suicidé[263]. Il pesait sur lui des soupçons si lourds que, s'il ne s'était pas donné la mort, il aurait été immédiatement arrêté. Le procès devant le Tribunal du Peuple a été suspendu hier[264]. Ignorant ce suicide, le président s'est adressé au feld-maréchal (Kluge).

[…]

(Il y a lieu de penser que) l'affaire a raté par suite d'une attaque (de chasseurs-bombardiers ennemis). Il[265] avait renvoyé son officier de l'état-major général. Mais l'affaire, ensuite, n'a pas réussi. Des patrouilles anglo-américaines ont poussé des pointes, mais il semble que la liaison ne se soit pas faite. Il a également envoyé son fils dans la poche. Les Anglais ont annoncé qu'ils étaient en liaison avec un général allemand, et quant à l'officier, qui était sans doute l'agent de liaison, il est arrêté. On dit que, prisonnier des Anglais, il a fait l'objet d'un échange fictif. Mais c'est pour d'autres raisons qu'il a été mis en état d'arrestation. Tel était l'homme qui servait d'intermédiaire dans l'affaire, qui, dans l'esprit de ces gens-là, devait provoquer un tournant du sort, peut-être bien en capitulant devant les Anglais, et ensuite en se mettant avec les Anglais contre les Russes — une conception totalement imbécile. Surtout en abandonnant littéralement par trahison les régions allemandes de l'est ! Ils pensaient […] qu'il fallait (sacrifier) en tout état de cause jusqu'à la (Vistule), peut-être même jusqu'à l'Oder […] jusqu'à l'Elbe […].

[…]

Le 15 août a été le jour le plus dur de ma vie. C'est uniquement à un hasard qu'on doit que ce plan n'ait pu s'exécuter. Toutes les mesures du groupe d'armées ne peuvent d'ailleurs s'expliquer qu'en partant de cette hypothèse ; autrement, elles seraient absolument inexplicables. L'état-major de la 7e armée — il faut aussi que je vous le dise — n'est pas sûr. Vous ferez bien, général Krebs, d'y choisir les gens qui vous paraîtront mériter une confiance absolue et de formuler aussi les exigences nécessaires à l'épuration complète de cet état-major. Le fait est malheureusement que le feld-maréchal Rommel, grand chef plein d'allant tant qu'il remporte des succès, devient d'un pessimisme absolu en présence des moindres difficultés. Je me trouvais à l'époque devant la question très difficile de savoir si je devais sacrifier *là-bas*[266] l'état-major de Kesselring, ou[267] confier la tâche à Rommel. J'ai toujours reproché à (Kesselring, dans le passé, de voir les choses sous un jour trop) optimiste […].

[…]

avait si complètement perdu le contrôle de ses nerfs en Afrique du Nord, qu'après avoir abandonné El-Alamein, il s'était mis dans la tête une idée irréalisable. Il fallait qu'il s'arrête sur sa ligne avancée ; c'était la seule possibilité de tout sauver. Car la supériorité de l'adversaire, loin d'être compensée par le fait que Rommel entrait maintenant dans les vastes espaces du pays, s'en trouvait au contraire rendue précisément efficace ! Sur cette étroite position de soixante kilomètres de large, on pouvait éventuellement résister à une offensive. Si l'on se trouvait bousculé et qu'on ait perdu la couverture que constituait le chott sur la gauche, de constantes manœuvres d'enveloppement devenaient possibles, comme l'enseigne l'expérience de la guerre dans le désert, et alors ce n'était plus lui qui avait la faculté de manœuvrer, mais l'adversaire. Lorsque, dans la nuit — je ne l'ai malheureusement appris que le lendemain matin —, il me fut donné connaissance de cette décision, j'ai immédiatement ordonné de l'annuler. Par un malheureux concours de circonstances, la chose resta en panne ici et me fut transmise trop tard, et mon ordre d'annulation immédiate […].

[…]

et il a alors fait la pire chose qu'il puisse y avoir en pareil cas pour un soldat : il a cherché à se tirer d'affaire par d'autres moyens que des moyens militaires. D'ailleurs, en Italie déjà, à l'époque, il avait prédit l'effondrement comme tout proche. Jusqu'à présent l'effondrement ne s'est pas produit. Il a constamment été contredit par les événements, et ma décision de laisser là-bas le feld-maréchal Kesselring était justifiée, ayant vu en lui un homme incroyablement idéaliste en politique, mais aussi un optimiste en matière militaire, car je crois qu'en matière militaire on ne peut pas exercer un commandement si l'on est dépourvu d'optimisme. Je tiens Rommel, dans un cadre limité, pour un chef extraordinairement hardi et adroit. Je ne le tiens pas pour l'homme d'une épreuve de fond, et c'est aussi l'opinion de tous ces messieurs.

KEITEL. — Oui, c'est ce qui est apparu de plus en plus.

HITLER. — Aussi longtemps qu'une affaire (marche) bien, (il) emplit le ciel de ses cris d'allégresse. Quand les premières […].

[…]

se représenter la suite des événements. J'ai dit tout de suite : « Les choses ne sont pas encore mûres pour une décision politique. » J'ai dans ma vie, je crois, suffisamment prouvé que j'étais capable aussi de prendre des décisions politiques. Je n'ai besoin de dire à personne que je ne laisserais pas passer une occasion pareille. Mais, dans un moment de graves revers militaires, espérer qu'il va se produire un moment politique favorable pour entreprendre quelque chose, c'est naturellement naïf et enfantin. Ces moments-là peuvent se produire quand on a du succès. Que j'aie (tout fait) pour m'entendre avec les Anglais, je l'ai prouvé. Encore en 1940, après la campagne de France, j'ai tendu la main aux Anglais et renoncé à (tout). Je ne voulais rien leur enlever. (J'ai), le 1er septembre 1939 encore, fait aux Anglais, c'est-à-dire répété la proposition que Ribbentrop leur avait déjà transmise en 1936 : une proposition d'alliance dans laquelle l'Allemagne (garantissait) l'Empire (britannique) […].

[…]

garanti. Ce sont en première ligne Churchill et tout le clan de haine groupé autour de Vansittart qui ont été hostiles à toutes ces offres, car ils voulaient la guerre, et aujourd'hui ils ne peuvent plus reculer. Ils marchent d'un pas titubant vers leur propre perdition. Mais il viendra un moment où

la tension entre les Alliés deviendra si forte que la rupture se produira malgré tout. Au cours de l'histoire universelle, les coalitions ont toujours fait naufrage. Le tout est d'attendre le moment, si grave que soit la situation. Ma tâche est, surtout depuis 1941, de (ne) perdre la tête en aucun cas, mais quand il se produit un (écroulement) quelque part, de toujours (trouver) des ressources et des moyens de s'en tirer pour réparer l'affaire d'une façon ou d'une autre. Je puis (bien dire) qu'on ne peut pas imaginer crise plus grave que celle que nous avons déjà vécue cette (année) sur le front est. Quand le feld-maréchal Model est arrivé[268], le groupe d'armées du Centre n'était plus en fait qu'un trou. Il y avait plus de trous que de front, et puis, finalement, il y a eu plus de front que de (trous) […].

[…]

à dire que ces divisions étaient complètement dépourvues de mobilité, qu'elles n'avaient pas de matériel allemand, qu'elles étaient armées de Dieu sait quels fusils, que nous avons donné au front est toutes les divisions prêtes, qu'il n'y avait sur le front ouest que des divisions à l'instruction, que nous ne gardions les divisions blindées sur le front ouest que pour les recompléter et qu'une fois prêtes, nous les transportions sur le front est. Si j'avais eu sur le front ouest la (9e) et la 10e division blindée SS, cette his(toire) ne serait probablement pas arrivée. (Mais on) s'est abstenu de les faire venir, dans le désir qu'il faut bien qualifier de (criminel) de (pro)voquer ici un coup d'État, ces gens-là s'étant imaginé ou bien de se mettre avec (les Anglais) contre les Russes, ou bien — c'était la seconde tendance, la tendance Schulenburg — de pouvoir (marcher) avec les Russes contre les Anglais, ou bien — c'était la troisième tendance, et la plus bête — de jouer des deux l'un contre l'autre. Tout bonnement puéril. (L'avis) de tous les gens qui ont (vu) maintenant les coupables dans la (salle du) procès est que la chose impressionnante […].

[…]

poursuivre la lutte jusqu'à ce que soit donnée la possibilité d'une paix acceptable pour l'Allemagne et garantissant aussi l'existence des générations à venir. Alors, je conclurai cette paix. Car chacun peut bien penser que cette guerre n'a rien d'agréable pour moi. Depuis cinq ans, ici, je suis coupé du reste du monde ; je n'ai été dans aucun théâtre, je n'ai pas entendu un seul concert, je n'ai (vu) aucun film. Je ne vis que pour l'unique

tâche de (mener) ce combat, parce que je sais que s'il n'y a pas (derrière) un caractère et une volonté de fer, il ne pourra pas être gagné. Je (fais à) l'état-major général le reproche d'avoir amolli les officiers du front qui s'y sont (rendus) au lieu d'irradier toujours (cette) volonté de fer, ou bien d'avoir répandu (le pessimisme) quand des officiers (de l'état-major général) se sont rendus sur le front. Il est tragique d'entendre les jeunes officiers qui se voient en ce moment sur le point d'être condamnés déclarer devant le tribunal […].

[…]

(dans une) section de l'état-major général, dont le chef était tout à fait bien — c'était Gercke —, on n'a jusqu'à présent trouvé personne qui soit mêlé à cette affaire[269], tandis que dans les autres sections, major-général, section d'organisation, section armées étrangères, etc., cette infamie a été favorisée d'abord par les chefs. Ce qui se faisait là était dirigé contre moi. Si cela avait réussi, ç'aurait (abouti à) une catastrophe pour l'Allemagne. Le fait que ce n'ait pas réussi nous donne à présent la possi(bilité) de vider une bonne fois cet abcès. Mais le mal (que cela nous a causé) en politique extérieure, pour notre crédit auprès (des Roumains), auprès des Bulgares, auprès des Turcs, auprès des Finlandais, (auprès) de tous les autres neutres, etc., ce n'est pas (imaginable). Quant au mal que cela a causé au peuple allemand, les langues, naturellement, se sont à présent déliées, et l'on a vu apparaître (des choses) à faire dresser les cheveux sur la tête. Jusqu'ici, le peuple allemand (s'est) tu, mais, maintenant, tout le monde parle […].

[…]

avons vécu. Que nous ayons dû assister, au centre[270], à des choses effroyables, qui commencent seulement à s'éclairer petit à petit, à la honte de voir qu'il s'est trouvé des officiers allemands pour tenir des discours de l'autre côté, que des officiers et des généraux allemands capitulent, tout cela n'est pas encore comparable à ce qui s'est passé à l'Ouest. Ça, c'est la chose la plus inouïe qu'il y ait (jamais) eue. Vous, Westphal, je crois que vous allez trouver un (état-major) qui n'a à peu près subi aucune contamination. D'abord, le feld-maréchal von Rund-stedt (est) un homme absolument intègre et propre. (De plus), Blumentritt[271] est très bien et personnellement (propre ; je) crois seulement qu'il n'a pas l'expérience nécessaire pour diriger un tel (état-major) et qu'il est aussi profondément

affecté par toute cette (affaire). Mais il n'y a absolument (aucune charge) contre lui.

KEITEL. — Le seul de l'état-major qui y ait été mêlé est l'officier de place, le colonel Finckh, qui (avait été) embarqué dans l'affaire quelques semaines auparavant. C'était une (créature de Wagner)[272] […]

[…]

(HITLER). — […]

très estimé. Je l'ai personnellement promu à deux reprises, je lui ai conféré les plus hautes distinctions, je lui ai donné une grosse dotation pour lui permettre de se fixer, et j'ai ajouté un large supplément à son traitement de feld-maréchal[273]. C'est donc là, pour moi, la chose la plus amère et la plus décevante qu'il puisse y avoir. La façon dont il est entré là-dedans a peut-être bien été tragique, elle aussi. Peut-être s'y est-il laissé glisser — je l'ignore — et peut-être ensuite (n'a-t-il pas vu) de moyen de s'en sortir. Il a vu arrêter toute une bande (d'officiers), et il a redouté les dépo(sitions) qu'ils feraient. C'est sur son neveu que pèsent les charges les plus lourdes, et c'est lui qui a, dans sa dépo(sition devant le tribunal), révélé ça ; sur quoi le président Freisler — et il a eu (raison) — a immédiatement suspendu les débats pour (s'assurer) des faits et pour entendre le feld-maréchal. Mais il (n'était déjà) plus en vie. Freisler s'est dit, natur(ellement : « Il y a) une limite, et tou(te la confiance) dans les chefs de l'armée allemande s'écroule » […].

[…]

tenir. C'est comme un roman de Fenimore Cooper. Quand on voit ces gens-là, Stieff[274] et les autres, ils sont d'un niveau effroyable. J'ai, à l'époque, destitué le général Hœpner[275] non seulement parce qu'il n'avait pas obéi à un ordre, mais (parce que) c'était vraiment un homme sans envergure. Kluge lui-même[276] était d'avis qu'il fallait qu'il s'en aille. On voit aujourd'hui que j'avais raison. Aussi bien est-il apparu au cours du procès combien tous ceux qui étaient sur le banc (des accusés) étaient des (esprits) bornés. Les assesseurs se sont demandé comment ces (gens-là) avaient bien pu devenir officiers. Oui, comment l'ont-ils pu ? C'est que j'ai été obligé (de prendre) ce qui se trouvait, et j'ai essayé d'en tirer ce qu'on pouvait en tirer (de mieux). (L'état-major) dont vous allez prendre la direction, Krebs, est certainement (contaminé, il faut bien) s'en rendre

compte. Je ne puis (vous dire) qu'une chose : « (Veillez) à (nettoyer) le plus vite (possible) cette baraque et à […] au feld-maréchal Model la […].

[…]

Nous nous battrons, et même sur le Rhin si c'est nécessaire. C'est une chose absolument indifférente. Dans tous les cas, nous mènerons ce combat jusqu'à ce que, comme a dit le Grand Frédéric, un de nos maudits adversaires se lasse de le poursuivre, et jusqu'à ce que nous ob(tenions) une paix qui assure l'existence de la nation allemande pour les 50 (ou 100) prochaines années et qui, avant tout, (ne) flétrisse (pas) une seconde fois l'honneur allemand, comme cela (s'est passé) en 1918 ; car, cette fois, on ne pourrait plus (passer ça) sous silence. (Le destin) aurait pu aussi prendre un cours différent. Si j'avais été (tué), cela n'aurait fait, en ce qui me concerne personnellement, je peux (bien le dire), que me libérer de mes soucis, de mes (nuits) d'insomnie et (d'une) grave maladie nerveuse. Ça ne dure (qu'une fraction) de seconde, on est débarrassé et l'on a la tranquillité et le repos éternel. Je suis quand même (reconnaissant à la Providence) d'être (resté en vie), car je crois […].

[…]

Je ne voudrais pas non plus que le bruit s'en répande. Je ne voudrais même pas infliger à la Wehrmacht la honte de nous entretenir davantage de ce sujet. Si l'on apprenait que le feld-maréchal Kluge (se proposait) d'amener systématiquement toute l'armée du front ouest à capituler, et de passer lui-même à l'ennemi, cela ne provoquerait peut-être pas l'effondrement (moral) du peuple allemand, mais cela aboutirait en tout cas à (faire mépriser) l'armée. C'est pourquoi je voudrais (faire silence) là-dessus. Nous n'avons fait savoir qu'aux seuls généraux qu'il s'était (suicidé). Il s'est suicidé. Les (indications qu'on) a données auparavant étaient fausses. C'était […]. On a dit que précédemment déjà […], il avait eu une congestion cérébrale. En (réalité), il attendait la patrouille anglaise qui […]. Ils se sont manqués. Il a perdu son […] dans l'attaque des chasseurs-bombardiers. Il était donc (dans cette région-là), ne pouvait plus aller plus loin et s'en est (re)tourné […]

*Le document ci-dessous est la transcription d'une partie d'un discours prononcé par Hitler le 12 décembre 1944 en présence des généraux qui s'apprêtent à passer à l'offensive dans les Ardennes.*

HITLER. — Messieurs,

Un combat tel que la lutte où nous nous trouvons aujourd'hui et qui est mené avec un pareil acharnement sans bornes, a, cela va de soi, un autre but que par exemple les conflits du XVIIe ou du XVIIIe siècle, où il s'agissait peut-être de petits héritages ou de discussions entre dynasties princières. Peuples et nations ne se lancent pas, des années durant, dans une guerre décisive pour la vie ou la mort si l'on ne peut trouver, derrière un tel combat, des raisons plus profondes. Il est incontestable qu'en Europe centrale, la nation allemande, du point de vue numérique et du point de vue de la valeur, avait sans nul doute (acquis le droit de prétendre à) la direction du continent européen, mais que, du point de vue politique, et en particulier depuis la guerre de Trente Ans, elle n'a pas été en mesure de réaliser cette prétention, comme le but des traités de Munster et d'Osnabrück a été d'empêcher que la vieille prééminence du Reich allemand en Europe ne fût rétablie par l'unification de la nation allemande. C'est au morcellement politique de l'Allemagne, empêchant la force du peuple allemand de se regrouper, qu'il faut attribuer le fait que l'Empire britannique ait pu se constituer, que le continent américain soit devenu anglais au lieu d'être allemand et que la France, elle aussi, ait repris sur le continent sa position dominante, exactement comme il faut attribuer uniquement à cette impuissance politique de l'Allemagne le fait que […]. C'est pourquoi d'ailleurs ces deux États ont saisi chaque occasion d'opposer toute la résistance possible à une guérison de l'Allemagne, c'est-à-dire à un groupement allemand des divers États et souches ethniques, ou même à la construction d'un Reich allemand au sens unitaire. Les tentatives pour provoquer cette construction ne datent pas d'aujourd'hui. À peine l'Allemagne est-elle réduite en miettes que déjà, chez de nombreux souverains et dirigeants, princes aussi bien que chefs de guerre, hommes politiques, écrivains, artistes, économistes, etc., se ranime la conviction qu'il est nécessaire de relever un (Reich) commun (à tous les Allemands. Tous les efforts en vue de créer un Reich allemand uni ont été combattus) avec acharnement par ces adversaires. On a littéralement considéré la paix de Munster comme la Grande Charte de l'Europe. On expliqua que l'état de prétendu équilibre des forces qui en résultait, c'est-à-dire les forces tenues égales pour rendre impossible qu'une puissance puisse s'assurer encore la prédominance en Europe — et cette puissance ne pouvait être que

l’Allemagne —, répondait à un ordre plus ou moins divin et servait les règles d’un droit commun à tous les hommes, et que tenter de modifier cet état de choses était un crime contre les droits de l’homme, la liberté des peuples, plus tard la démocratie, la démocratie parlementaire, etc. Pures phrases ! Tout au fond, (il y avait par derrière le désir d’empêcher à tout prix l’unité allemande. On a reconnu) nettement, comme cette guerre le prouve une fois de plus, sur la base de l’histoire de la civilisation et de l’histoire générale de l’évolution de l’humanité, que la réunion d’une masse humaine de 85 millions d’êtres ayant une telle valeur aurait naturellement, par la force des choses, aussitôt résolu le problème de l’hégémonie européenne. On s’en est aperçu et l’on s’y est constamment opposé par tous les moyens. Bismarck a eu à en souffrir. Notamment quand on reconnut, après l’époque bismarckienne d’unification, que la puissance de l’idée unificatrice ne cessait de faire tache d’huile et que, par la force des choses, elle faisait malgré tout naître, en partie économiquement, en partie politiquement aussi, l’unité du Reich en marche, (on commença la politique d’encerclement de l’Allemagne, et la guerre contre l’Allemagne) fut envisagée et proclamée comme une espèce de guerre sainte, dont le père spirituel était au fond Churchill, la juiverie internationale, naturellement, étant derrière pour des raisons explicables.

Or, aujourd’hui, ce combat se livre, non pas comme on le dit parfois dans la presse, comme la continuation de la guerre mondiale 1914-1918, mais, en fait, comme la continuation des guerres de 1870-1871, 1864, 1866. Car, à la différence des guerres de libération, ces guerres-là, dites guerres d’unification, avaient en effet pour but de réunir la nation allemande. Qu’on y soit arrivé par étapes et qu’on n’ait pas pu parfaire l’œuvre dès le premier moment, cela provient tout simplement des nécessités imposées par la nature. Mais le but était clair. Le but, même si (chacun n’en) était pas conscient, ne pouvait être en définitive que l’union complète de tous les Allemands. Moi aussi, j’ai considéré ce but à atteindre comme une des tâches de mon existence. Et il faut aussi que ce but soit atteint, non pas en vertu d’une (théorie) ou d’une volonté politique que l’on peut renvoyer à plus tard, mais il faut que ce but soit atteint, tout simplement en vertu de cette constatation que, sinon, les besoins vitaux de ces millions d’Allemands ne pourront pas être satisfaits. Vivre sans espace vital n’est pas concevable. Or, l’espace vital ne peut être assuré qu’à condition qu’une

force politique correspondante soit mise en œuvre. À son tour, la mise en œuvre de la force politique est conditionnée par l'organisation du facteur d'où peut ou doit sortir la force politique. L'Allemagne ne peut réaliser sa revendication vitale en ce bas monde que si tous les Allemands, rassemblés au sein d'un État unitaire, (défendent cette revendication vitale. Cela est apparu d'une façon particulièrement nette aux yeux des autres lorsque, dans le national-socialisme), on a cru voir la possibilité d'unir, même idéologiquement, toutes les souches ethniques allemandes. De là aussi la lutte menée par tous les moyens contre cette Allemagne nationale-socialiste, dès la prise du pouvoir, et même avant, avec, de nouveau, l'appui de la juiverie internationale.

C'est ainsi qu'aujourd'hui, nous sommes engagés dans un combat qui devait forcément, inévitablement, venir tôt ou tard. La seule question qu'il y aurait lieu d'élucider serait de savoir si le moment a été bien choisi. J'ai déjà indiqué, hier, que la première objection — celle qui consiste à se demander si nous n'avons pas agi d'une façon trop préventive — doit être écartée sans autre forme de procès. Toutes les guerres victorieuses de l'humanité, Messieurs, ont été des guerres préventives. Quiconque s'aperçoit qu'une guerre est inévitable et qui ne (choisit) pas le moment (qu'il juge favorable) […]. La situation politique (varie constamment, et, quand on veut atteindre un but politique reconnu comme nécessaire, il n'y a pas de stabilité qui) puisse garantir de façon absolue que ce but sera atteint. Cela n'existe pas, politiquement pas, parce que, dans la vie des peuples, les sympathies ou les antipathies sont des notions infiniment variables. J'ai relu, cette année, un mémoire que j'avais rédigé en 1939, aussitôt après la campagne de Pologne. Je pourrais le faire imprimer aujourd'hui. Dans l'intervalle, je peux dire qu'il a été confirmé dans chacun de ses points non pas une, mais dix fois. Il tendait à démontrer que la situation politique, théoriquement favorable, de 1938-1939 ne devait pas forcément demeurer stable, mais qu'elle dépendait au contraire de nombreux facteurs qui pouvaient varier à tout moment. (Les choses sont telles) […] pour autant qu'on n'est pas convaincu qu'elles ont une durée d'existence déterminée, et que déjà la mort d'un seul homme peut entraîner après elle un renversement complet de la situation politique, que la chute d'un régime peut, dans certaines circonstances, retourner complètement la manière dont se présente un but politique. En d'autres termes, on ne peut pas dire que dans six, dix,

douze ou vingt ans, il se produira une situation qui sera nécessairement et spécialement favorable à la réalisation, disons d'une union ou d'un effort d'union reconnu comme politiquement nécessaire.

Mais à l'appui de ceci vient s'ajouter le facteur militaire. Il n'y a pas de minute où un armement puisse être considéré (comme définitif). Nous avons eu une fois la chance de pouvoir, grâce à un effort gigantesque, dû à l'absence d'armement antérieur — j'ai dépensé, à partir de ce moment-là jusqu'en 1939, 92 milliards de marks — obtenir une supériorité absolue dans la plupart des domaines de l'armement. Il était clair cependant que cette supériorité ne pouvait être que de caractère provisoire. Car à partir de l'instant où, pour ne citer qu'un exemple, nous mettions en service de nouveaux mortiers lourds de campagne, les autres pays étaient déjà, de leur côté, sur le point de passer à la fabrication de mortiers ayant une portée de 15 à 17 kilomètres. Les Russes avaient déjà un mortier-canon de 18 kilomètres de portée. Au moment même où nous introduisions un certain modèle de chars, les modèles de chars russes KW 1 et 2, et surtout le T 34, étaient déjà conçus et même en cours de fabrication. En d'autres termes : la guerre nous a déjà enseigné, au bout d'un à deux ans, que beaucoup des modèles que nous pouvions absolument présenter en exemple, lors de notre entrée en guerre, se trouvaient déjà dépassés dans les deux ans.

En temps de guerre, étant donné qu'on laisse complètement de côté toutes les conditions économiques normales, il est possible de rattraper ça. Mais, en temps de paix, on ne peut en aucun cas, année après année, rattraper et dépasser entièrement, du point de vue technique et d'un coup, ce que les autres ont fait dans tel ou tel domaine d'armement. Je ne parlerai pas, à cet égard, des leçons de l'expérience tactique, de l'instruction militaire, etc., ni non plus des qualités des chefs de guerre. Car aucune armée ne peut jurer qu'elle est actuellement la mieux instruite ou qu'elle possède les meilleurs chefs. Cela ne peut pratiquement se prouver que par la guerre. Avant, on ne peut pas l'affirmer. Et, à ce propos, on peut passer complètement sous silence la fortune des armes […]. Il était exclu qu'on puisse, dans cinq ou dix ans, avoir une telle supériorité technique. Au contraire, il ne pouvait y avoir d'instant plus favorable que celui de 1939. En outre, il était sûr qu'à l'heure où l'on votait en Angleterre, en 1936, un crédit de deux milliards de livres et où l'on instituait pratiquement le service militaire obligatoire, les tories, en liaison une fois de plus avec les bas-fonds juifs, seraient décidés à

reprendre en Angleterre leur vieille politique de bâillonnement de l'Allemagne, et que, par conséquent, le conflit pouvait tôt ou tard survenir.

Mais il y avait encore à envisager un autre facteur et, personnellement, c'est pour moi le facteur décisif. J'ai dû, dans ma vie, prendre des décisions très lourdes, infiniment lourdes. (De pareilles décisions ne peuvent être prises que par quelqu'un qui soit prêt, en renonçant à toute vie personnelle), à s'adonner et à se sacrifier à une seule et unique cause. J'ai eu la conviction qu'au cours des dix, vingt, trente, peut-être cinquante prochaines années, aucun homme en Allemagne ne viendrait qui ait plus d'autorité, plus de faculté d'agir sur la nation et plus d'esprit de décision et d'allant que moi. Je crois aussi que l'époque qui viendra après moi prouvera que j'ai vu juste.

C'est pourquoi aussi, personnellement, il m'a paru expédient, dans un âge le moins avancé possible, et en évaluant la situation, de provoquer les éclaircissements nécessaires non pas pour amener la guerre, mais pour amener la sécurité qui était nécessaire en cas que l'Allemagne fût attaquée. Cette sécurité consistait en ceci : 1° instituer immédiatement le service militaire obligatoire et réarmer complètement la nation ; 2° rétablir la souveraineté allemande, et pour cela occuper la Rhénanie, rétablir la souveraineté allemande à l'ouest, et aussi construire des fortifications ; 3° rattacher immédiatement l'Autriche, régler son compte à la Tchécoslovaquie, et enfin régler aussi le sien à la Pologne, afin de mettre d'une façon générale le territoire du Reich allemand en état de se défendre. Telles étaient les conditions du maintien de la paix pour l'avenir. Car une paix, elle aussi, ne peut être maintenue que si l'on est armé. Et il n'y a pas seulement un armement militaire ; il y a aussi, dirai-je, un armement territorial, qui en lui-même, étant donné l'infinie petitesse de notre espace vital, est très gênant et très difficile. Vous voyez bien que les bombardiers actuels, en à peine deux (heures de vol, arrivent d'Angleterre jusqu'au cœur de l'Allemagne) […]. Il venait encore s'ajouter d'autres problèmes : (l'impossibilité pour le peuple allemand) d'avoir une existence durable (sur un espace vital aussi resserré) ; l'impossibilité de nourrir le peuple allemand sans une base vitale suffisante. Enfin, bien entendu, il venait encore s'ajouter à cela des facteurs psychologiques, notamment la mobilisation des forces du peuple allemand. On ne peut pas soutirer comme n'importe quoi l'enthousiasme et l'acceptation des sacrifices, les mettre en bouteilles et les

conserver. Cela se produit une seule fois au cours d'une révolution, et ensuite ça passe petit à petit. La grisaille quotidienne et les commodités de la vie remettent les gens sous leur emprise et en refont de petits bourgeois mesquins. Ce que nous avons pu obtenir par une éducation nationale-socialiste, par cette formidable vague d'enthousiasme qui a déferlé sur notre peuple, (on n'avait pas le droit de le laisser passer) […].

Mais si (les circonstances étaient favorables), il y avait certaines conditions qui devaient être en tout cas remplies, comme le commandait le devoir : rétablissement de la souveraineté allemande, réarmement de la nation, rétablissement du service militaire obligatoire, et pour cela occuper la Rhénanie, libérer du traité de Versailles, du traité de Trianon, etc., les États conjoints, et créer une unité territoriale. Si cela devait conduire à la guerre, il fallait s'en accommoder. Car il vaut mieux s'en accommoder tout de suite, à un moment où nous étions armés comme jamais auparavant. (Sinon, il aurait) peut-être fallu s'en accommoder à un moment où nous aurions reperdu l'avantage de cet armement. Qu'on ne puisse pas éviter une guerre en ne frappant pas, c'est ce qu'a montré en définitive la guerre de 1914-1918. Car, à partir de l'année 1898-1899, où sont apparues les premières occasions vraiment favorables de provoquer un règlement de comptes, on a laissé passer toute une série d'années, toujours dans l'espoir qu'on sauvegarderait peut-être la paix, grâce à des concessions, ou bien dans l'idée qu'en temporisant, on arriverait peut-être à une situation encore meilleure au point de vue de l'armement, jusqu'au jour enfin où, en 1914, la guerre fut imposée au Reich allemand, en dépit de tous ses efforts de paix. Celui qui jette aujourd'hui un coup d'œil sur ce que souhaitait Moltke en 1876, 1877 et 1878, alors que Moltke voulait frapper encore une fois un coup rapide, un coup contre la France, pour étouffer encore une fois dans l'œuf cette France reprenant ses forces, et sur les arguments politiques invoqués contre ce projet, (celui-là verra clairement quelle erreur c'était de n'avoir pas cédé à Moltke à ce moment-là, mais) d'avoir au contraire, par suite de la situation parlementaire allemande et d'autres difficultés intérieures, renoncé à le suivre et d'avoir quand même, en fin de compte, glissé dans la guerre, et à un moment tout à fait défavorable.

Il est bien clair, Messieurs, qu'un tel règlement de comptes, étant une lutte historique mondiale, passe par des hauts et des bas. Celui qui s'imagine que les très grandes époques de l'histoire universelle n'ont été qu'une série de

succès n’a jamais rien compris à l’histoire ou ne l’a vraisemblablement pas bien lue, car il est clair au contraire que succès et échecs ont alterné. En définitive, la palme de la victoire est donnée à celui qui est non seulement le plus capable, mais aussi — et c’est cela que je voudrais mettre au premier plan — (le plus hardi). Les États qui se sont édifiés — qu’il s’agisse de l’Empire romain, qu’il s’agisse de l’Empire britannique ou qu’il s’agisse de la Prusse —, ont tous été créés par la ténacité, l’obstination et la persévérance, moins par le jaillissement d’un génie unique ou par un acte d’énergie unique, qui bouillonne et s’évanouit, que par l’opiniâtreté tenace qui permet, mieux que n’importe quoi, de surmonter toutes les crises. Rome ne serait pas concevable sans la deuxième guerre punique. L’Angleterre ne serait pas concevable sans les crises surmontées en Angleterre même. La Prusse ne serait pas concevable sans la guerre de Sept Ans. Et la grandeur des chefs aussi bien que des peuples eux-mêmes n’a pas été enfantée dans les périodes de bonheur, mais s’est toujours trouvée confirmée dans les périodes de malheur. Des peuples qui savent supporter le bonheur, il y en a partout. Les peuples qui ne faiblissent pas dans le malheur sont rares. Les peuples (de cette espèce), il y en a très peu. C’est à ce peu-là qu’au cours de l’histoire, a toujours été accordé le succès.

Il est par conséquent compréhensible qu’une lutte dans laquelle l’enjeu réel est de mettre en ligne un nouveau facteur mondial, lequel est absolument indispensable si l’Europe ne veut pas disparaître, ne se déroule pas, disons comme une lutte momentanée autour d’un mince litige, héritage ou quoi que ce soit d’autre, mais qu’il s’agit ici d’une guerre qui durera peut-être des années, avec des hauts et des bas, et dans laquelle sera à la fin vainqueur celui qui surmontera tout avec la plus tenace opiniâtreté. L’objection consistant à dire qu’il peut y avoir des moments où le matériel technique entraîne finalement la décision ne vaut absolument rien. Car, même en voyant les choses du point de vue technique, il ne s’agit pas là de supériorités existant d’un côté dès l’abord, mais (de supériorités qui existent tantôt d’un côté, tantôt de l’autre. Notre situation présente) est liée à un fléchissement passager de notre armement de guerre dans certains domaines techniques, non pas en ce qui concerne la quantité, mais en ce qui concerne la qualité, par suite de nouvelles inventions dont ont également bénéficié nos adversaires. Il me suffira d’indiquer qu’une seule invention, non point faite par les Anglais, mais qu’ils ont malheureusement mieux mise au point

que nous, à savoir l'invention d'une détection électrique, a pratiquement mis sous l'éteignoir, d'un seul coup, en l'espace de quelques mois, toute notre guerre sous-marine, qui était auparavant en plein essor, et que nous avons malheureusement perdu des points d'appui des plus précieux au moment où nous allions compenser les effets de ladite invention par la construction de nouveaux sous-marins, qui sont maintenant là et qui sortent en chaîne des chantiers, et dont j'espère néanmoins qu'ils seront engagés dans le courant de l'hiver et qu'ils pourront également amener un sensible retour de fortune sur mer. (La guerre est naturellement) une épreuve de résistance pour tous les participants. Plus la guerre se prolonge, et plus cette épreuve de résistance devient (dure). Cette épreuve de résistance, il faudra absolument la supporter aussi longtemps qu'existe un espoir quelconque de succès. À partir de l'instant où l'espoir de la victoire s'évanouit, les épreuves de résistance, la plupart du temps, ne sont plus supportées avec la force de volonté que met par exemple à combattre une place forte, tant qu'elle peut encore espérer qu'on viendra la dégager. C'est pourquoi il est important, de temps à autre, d'enlever à l'adversaire sa certitude du succès en lui faisant comprendre, par des chocs offensifs, qu'une réussite de ses projets est de prime abord impossible. Une défensive heureuse ne pourra jamais l'en convaincre autant que des offensives heureuses. Aussi ne peut-on point, à titre durable, ériger en principe que la défensive est l'élément qui pèse le plus dans la bataille. Il peut se faire […] profite aux autres. On ne doit pas oublier que le nombre total d'hommes engagés de notre côté est quand même aussi important que du côté de l'adversaire. Nous ne devons pas oublier qu'une partie des forces adverses est retenue en Extrême-Orient contre le Japon, face à un pays qui, sans la Chine, compte beaucoup plus de cent millions d'âmes et représente un précieux facteur au point de vue de l'armement technique.

Cependant, il faut bien se rendre compte que de trop longues périodes de fermeté purement défensive finissent par user et qu'en tout cas, il faut les faire alterner avec des coups de boutoir couronnés de succès. C'est pourquoi mon effort a tendu dès le début de la guerre, chaque fois qu'il a été possible, à mener les opérations de façon offensive et à ne pas se laisser enfermer dans une espèce de situation analogue à celle de la guerre 1914-1918. Si cette situation s'est malgré tout produite, cela est venu uniquement

de la défection d'alliés, défection qui a naturellement entraîné après elle des conséquences sur la conduite des opérations […].

Mais, dans les guerres, la décision définitive n'intervient que lorsque l'un ou l'autre reconnaît que la guerre comme telle ne peut plus être gagnée. Par conséquent, amener l'adversaire à reconnaître ça, c'est la tâche la plus importante. Ce qui l'amènera le plus rapidement à le reconnaître, c'est la destruction de sa force vitale, l'occupation de son territoire. Si l'on est soi-même contraint à la défensive, il faut à plus forte raison, de temps en temps, par des coups portés sans ménagement, faire comprendre à l'adversaire qu'il n'a malgré tout rien gagné et que la guerre, au contraire, se poursuit inébranlablement. Il est également important de renforcer encore ces facteurs psychologiques en ne laissant passer aucun instant (sans) faire comprendre à l'adversaire que, quoi qu'il fasse, il ne pourra jamais compter sur une capitulation, jamais, jamais. Voilà le point essentiel. Le moindre signe d'un (esprit capitulard quelconque conduit l'adversaire à voir s'accroître de nouveau ses espérances de victoire), à gonfler d'un nouvel espoir de larges masses devenues sans espoir et à leur faire penser qu'il vaut mieux de nouveau se soumettre à toutes les tribulations et à toutes les privations. D'où le danger de publier des écrits défaitistes, comme cela s'est produit en 1917, ou des documents comme nous en avons vu cette année, et qui, bien que connus de l'adversaire depuis des années, peuvent entretenir l'espoir qu'un miracle pourrait quand même se produire et que ce miracle retournerait brusquement et d'un seul coup la situation. L'adversaire doit savoir qu'il ne pourra en aucun cas obtenir la victoire. Si on le lui fait comprendre par l'attitude d'un peuple, d'une armée, et aussi, par-dessus le marché, par de lourds revers qui lui seront causés, alors, en fin de compte, viendra le jour où ses nerfs craqueront. Il arrivera ce que le Grand Frédéric, dans la septième année de sa guerre, (a pu considérer comme le plus grand succès de son existence). Qu'on ne vienne pas objecter après cela : « Oui, mais, alors (la situation était différente. » Elle n'était pas différente), Messieurs : à ce moment-là tous ses généraux, y compris son propre frère […] désespéraient presque de la possibilité d'une victoire. Ses préfets, ses ministres arrivant de Berlin sont venus en députation et l'ont prié de mettre immédiatement fin à la guerre, qui, disaient-ils, ne pouvait plus être gagnée. La fermeté d'un homme a permis que cette lutte soit menée jusqu'au bout et qu'à la fin, malgré tout, le miracle d'un retournement se soit produit. De

même, l'objection selon laquelle ce miracle n'aurait pas eu lieu si le trône de Russie n'était pas passé en d'autres mains est absolument sans valeur. Car si la capitulation était intervenue dans la cinquième année de la guerre, le fait que le trône soit passé en d'autres mains la septième année, donc deux ans plus tard, n'aurait eu aucune importance. Il faut attendre le moment.

Il y a encore autre chose à considérer, Messieurs. (Il n'y a jamais eu, au cours de l'histoire universelle), de coalitions qui, comme la coalition de nos adversaires, soit composée d'éléments aussi hétérogènes, et se proposant des buts si totalement divergents. Les adversaires que nous avons aujourd'hui représentent les tendances les plus extrêmes que l'on puisse actuellement imaginer sur terre : des États ultra-capitalistes d'un côté, des États ultra-marxistes de l'autre ; d'un côté un empire mondial en train de mourir, l'Empire britannique, de l'autre une colonie guettant l'héritage, les États-Unis. Ce sont des États dont les buts s'écartent dès maintenant jour après jour. Et celui qui, semblable dirai-je à une araignée sur sa toile, suit cette évolution, peut voir, heure par heure, ces divergences grandir de plus en plus. Si l'on frappe là-dessus quelques coups bien vigoureux, il peut arriver à chaque instant que ce front commun, artificiellement maintenu, s'écroule soudain dans un énorme coup de tonnerre. (Chacun des partenaires de cette coalition y est entré dans l'espoir) de pouvoir réaliser (ses buts politiques) […] de pouvoir berner les autres ou de pouvoir y gagner quelque chose : les États-Unis cherchant à hériter de l'Angleterre ; la Russie cherchant à acquérir les Balkans, à acquérir les Détroits, à acquérir le pétrole iranien, à acquérir l'Iran, à acquérir le golfe Persique ; l'Angleterre cherchant à maintenir ses positions, à renforcer sa position en Méditerranée. En d'autres termes, il arrivera un jour — et cela peut se produire à tout instant, car, de l'autre côté, ce sont aussi des mortels qui façonnent l'Histoire — où cette coalition se désagrégera, mais toujours à condition que cette lutte ne provoque en aucun cas une défaillance de la part de l'Allemagne.

Nous aussi, naturellement, nous avons eu dès le début de la guerre de grandes faiblesses, des faiblesses qui provenaient surtout de nos (alliés. Ce fut pour nous un grand facteur de faiblesse de n'avoir pas) pour alliés des pays très forts, (mais) seulement des pays faibles. En tout cas, cependant, ils ont pendant un certain temps fait leur devoir […] avec nous. Nous ne

devons pas nous plaindre et ne devons pas nous lamenter à ce sujet, mais nous devons nous montrer reconnaissants de ce que ces pays aient en tout cas, durant quelque temps, poursuivi leur objectif à nos côtés. Nous avons réussi, des années durant, à faire la guerre à la périphérie du Reich. À présent, nous nous trouvons en partie ramenés sur les frontières du Reich, et nous nous trouvons encore en partie loin des anciennes frontières du Reich. De toute manière, aujourd'hui comme hier, nous faisons la guerre dans une position qui nous donne toutes les chances de tenir jusqu'au bout et de résister jusqu'au bout, surtout à condition que nous fassions disparaître ce danger qui nous menace *ici* sur le front ouest.

Eh bien ! Messieurs, j'ai assumé sur d'autres fronts des sacrifices — qui n'auraient pas été nécessaires — pour créer *ici* les conditions permettant de repasser à l'offensive. Si je parle ici d'offensive, celui qui se trouve en pleine et dure bataille et qui souffre de la totale supériorité aérienne de l'adversaire se montrera peut-être quelque peu soucieux et commencera par dire : « Peut-on penser à une chose pareille ? » La situation, en 1939-1940, n'était pas non plus telle que chacun, à l'époque, fût convaincu que cette guerre pût trouver sa décision à l'ouest par le moyen d'une offensive. Au contraire, Messieurs ! Je n'ai pas rédigé de mémorandums là-dessus pour enfoncer des portes ouvertes, mais j'ai rédigé des mémorandums pour ouvrir des portes fermées. Il n'aurait pas été nécessaire, à l'époque, au cours d'innombrables conférences qui se succédaient sans arrêt, d'aider à imposer mon idée qu'il était nécessaire de mener une guerre offensive sur le front ouest […].

(Mener une guerre défensive, c'était) l'opinion officielle contre laquelle je m'élevai au cours de ces années-là. Une guerre offensive contre la Pologne, on l'admettait encore. Une guerre offensive contre la France et contre l'Angleterre, on considérait cela comme une folie, comme un crime, comme une utopie, comme une tentative sans espoir. Les événements ont prouvé le contraire. Nous ne pouvons pas, aujourd'hui, nous représenter où nous en serions venus, si nous n'avions pas alors réglé son compte à la France […].

On pourrait, il est vrai, objecter qu'entre 1940 et aujourd'hui, la différence (est à un certain égard) énorme : à cette époque, il y avait une armée ennemie dont nous n'avions pas encore fait l'épreuve, alors qu'il y a maintenant en guerre une armée ennemie qui nous est déjà connue. C'est exact, Messieurs. Mais, du point de vue des forces, il y a quand même peu

de choses changées, si je fais abstraction de l'arme aérienne, qui est d'ailleurs un facteur très décisif sur lequel je reviendrai. Du point de vue des forces : en 1940, sur le front ouest, nous avons mis en ligne pour l'offensive proprement dite une masse totale d'environ 100 divisions, 110 divisions, sur lesquelles environ 86 divisions en tout ont été engagées de façon offensive. Mais toutes n'étaient pas non plus des divisions de premier ordre ; une partie était improvisée, avait été constituée en quelques mois, et une partie seulement pouvait être vraiment considérée comme étant de premier ordre […].

(Pour l'offensive que nous allons déclencher, nous ne disposons pas uniquement non plus d'unités de premier ordre.) Mais, du côté adverse, il n'y a pas non plus que des unités (de premier ordre). Nous avons beaucoup de troupes qui se sont usées au combat ; l'adversaire aussi a beaucoup de troupes qui se sont usées au combat, et il a subi de lourdes et sanglantes pertes. Nous recevons à présent la première information officielle de source américaine, disant qu'ils ont perdu en à peine trois semaines 240.000 hommes. Ce sont là des chiffres absolument gigantesques, très supérieurs à ce que nous croyions nous-mêmes qu'ils pourraient perdre. Donc, l'adversaire, lui aussi, s'est usé au combat. Dans le domaine technique, nous sommes à peu près à égalité des deux côtés. Pour l'arme blindée, l'adversaire dispose peut-être de chars plus nombreux, mais nos plus récents modèles de chars sont meilleurs […].

[…]

*L'allocution qui suit date du 28 décembre 1944, au lendemain de l'échec des troupes allemandes dans les Ardennes. Hitler prépare une nouvelle offensive, cette fois dans le Haut-Rhin, le long de la frontière du Palatinat..*

HITLER. — Messieurs,

Je vous ai priés de venir ici avant une action dont l'heureuse réussite conditionne de nouveaux coups portés sur le front ouest. Je voudrais d'abord, très brièvement, projeter sur cette action isolée la lumière de sa véritable importance. Je désire la relier à l'ensemble de la situation dans laquelle nous nous trouvons et aux problèmes qui se posent à nous, qui doivent être tranchés et qui — que nous les résolvions d'une façon heureuse ou d'une façon malheureuse —, trouveront à coup sûr une solution ; dans le premier cas, pour notre avantage, dans l'autre cas, pour notre ruine.

La situation de l'Allemagne peut se décrire en très peu de phrases. Dans cette guerre, il ne s'agit pas de savoir, — il en était d'ailleurs déjà ainsi dans la guerre 1914-1918, — si l'Allemagne, en cas de victoire de nos adversaires, se verra accorder par bonté d'âme, sous une forme quelconque, le droit d'exister, mais il s'agit uniquement de savoir si l'Allemagne veut subsister ou si elle doit être anéantie. Ce dont cette guerre doit décider, ce n'est pas, comme peut-être au cours de précédentes guerres du XVII^e^ ou du XVIII^e^ siècle, une question d'organisation de l'État, une question de rattachement au Reich allemand, d'un peuple, d'une souche ethnique, ou d'un ancien État confédéré, mais c'est en définitive l'existence de notre substance nationale qui se décidera. Une victoire de nos adversaires doit fatalement bolcheviser l'Europe. Ce que signifie la bolchevisation de l'Allemagne, c'est ce que chacun doit avoir clairement devant les yeux, — et chacun, d'ailleurs, ne manquera pas de l'avoir. Il ne s'agit pas là, comme autrefois, d'une question de changement dans la forme de l'État ; il y en a eu à d'innombrables reprises dans la vie des peuples ; ils se produisent et disparaissent. Là, il s'agit bien plutôt de l'existence même de la substance. Or, la substance est ou bien maintenue ou bien détruite. Notre but est de la maintenir. La détruire fait, le cas échéant, disparaître pour toujours une race comme celle-ci.

Des guerres comme il s'en déroule actuellement portent en elles le caractère de conflits idéologiques et durent souvent fort longtemps. En tant que telles, elles ne sont pas comparables non plus aux guerres de l'époque frédéricienne. Il s'agissait alors, pour une nouvelle grande puissance dans le cadre du Reich allemand s'effritant petit à petit ou déjà tombé en poussière, de prendre son essor, et d'acquérir par son combat ce que j'appellerai un certificat de grande puissance européenne. Mais aujourd'hui, il ne s'agit pas pour l'Allemagne de commencer par attester sa valeur de grande puissance européenne — car son importance apparaît clairement à chacun, — mais il s'agit pour le Reich allemand de mener une guerre idéologique qui est une question de vie ou de mort, dont le succès stabilisera définitivement cette grande puissance qui existe déjà par le nombre et par la valeur, et dont la perte détruira et fera voler en éclats le peuple allemand. Des parties de notre sol seront évacuées. Vous avez entendu, il n'y a que peu de semaines, les déclarations et les propos de Churchill, qui, devant le Parlement anglais, a

déclaré que toute la Prusse orientale, des morceaux de la Poméranie et de la Haute-Silésie — et le cas échéant la Silésie tout entière — reviendraient à la Pologne, laquelle, en échange, rendrait quelque autre chose aux Russes ; les 7 ou 10 ou 11 millions d'Allemands devraient être envoyés ailleurs. Il espère de toute façon, au cours de la guerre, pouvoir supprimer encore par les bombardements aériens de 6 à 7 millions d'êtres, de sorte que ce transfert de population ne présenterait pas en soi de grosse difficulté. Telle est la déclaration que fait aujourd'hui froidement, devant un corps public, un homme d'État dirigeant. Autrefois, on aurait traité une chose pareille de thèse de propagande, de mensonge de propagande. Une (personnalité officielle) dit ici quelque chose qui ne correspond pas de loin à ce qui se passerait en réalité, parce que l'Angleterre n'est nullement en état, en cas d'effondrement de l'Allemagne, d'opposer sur un point quelconque une résistance sérieuse au bolchevisme. C'est de la pure théorie. En ces heures où M. Churchill quitte Athènes, où il vient de ramasser une veste ridicule alors qu'il n'est pas capable de s'opposer au bolchevisme même dans le cadre le plus restreint, c'est l'instant où cet homme-là veut faire croire qu'il est capable de pouvoir arrêter sur une frontière quelconque le bolchevisme en marche ! C'est une idée délirante et grotesque. L'Amérique n'en est pas capable, l'Angleterre n'en est pas capable. Le seul pays pour le destin duquel, en définitive, est menée cette guerre, c'est l'Allemagne, qui ou bien assure son salut ou bien, si elle perd cette guerre, sombrera.

Je voudrais tout de suite, Messieurs, apporter ici une remarque : si je parle ainsi, n'en tirez pas la conclusion que je songe le moins du monde que cette guerre puisse être perdue. L'idée de capitulation m'a toujours été inconnue tout au long de mon existence, et je suis un des hommes qui se sont élevés en partant de rien. Pour moi, par conséquent, la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui n'est pas nouvelle. La situation a été autrefois pour moi toute différente, bien pire. Je ne dis cela que pour vous faire mesurer pourquoi je poursuis mon dessein avec un tel fanatisme et pourquoi rien ne peut me faire fléchir. Je pourrais être bourrelé de soucis tant qu'on voudra, et même être ébranlé dans ma santé par les soucis, que cela ne changerait absolument rien à ma décision de combattre jusqu'à ce que, à la fin des fins, la balance penche quand même de notre côté.

Pour réfuter l'objection qui consiste à dire qu'en cette matière, il faut voir les choses froidement et du seul point de vue militaire, le mieux est de jeter

un regard très bref sur les grands événements de l'histoire universelle. Par exemple, à voir les choses froidement et du seul point de vue militaire, après la bataille de Cannes, tout le monde eût été persuadé que Rome était perdue. Abandonnée par tous ses amis, trahie par ses alliés, ayant perdu la dernière armée qui pouvait encore être mise en ligne, elle a quand même été sauvée à ce moment-là par la fermeté du Sénat, — non point par la fermeté du peuple romain lui-même, mais par la fermeté du Sénat, des dirigeants. Dans notre histoire d'Allemagne, nous avons un exemple analogue, qui ne se situe pas dans l'immensité du cadre mondial, mais qui n'en est pas moins infiniment décisif pour toute l'histoire de l'Allemagne, parce que, ultérieurement, la fondation du Reich a, elle aussi, été codéterminée par ce héros, n'a été rendue possible que par lui, par son action historique. Cet exemple, c'est la guerre de Sept Ans, dans la troisième année de laquelle déjà prédominait, dans d'innombrables rouages ayant un caractère militaire et politique, l'idée que la guerre ne pourrait jamais être gagnée. À vue humaine, elle paraissait d'ailleurs obligatoirement perdue ; car 3,7 millions de Prussiens s'opposaient à 52 millions d'Européens en chiffre rond. Malgré tout, cette guerre a été gagnée. Donc, dans des conflits d'une aussi immense portée, la force d'âme est effectivement un des facteurs essentiels. C'est elle qui arrive à toujours faire trouver de nouveaux moyens de se tirer d'affaire et à mobiliser de nouvelles possibilités. Surtout, il est essentiel de savoir, à ce propos, que l'adversaire, lui aussi, ne se compose que d'hommes, d'êtres de chair et de sang, qui ont des nerfs, et qui ne sont pas contraints de lutter pour leur existence de la même façon que nous y sommes contraints. C'est dire que cet adversaire n'a pas conscience, comme nous, qu'il y va d'exister ou de ne plus exister. Même si les Anglais perdaient cette guerre, ce ne serait pas pour eux tellement décisif, par rapport à ce que la guerre leur a déjà fait perdre. Les États-Unis ne perdraient ni leur qualité d'État ni leur substance nationale. Mais l'Allemagne elle, mène un combat dont l'enjeu est la vie ou la mort. Que le peuple allemand l'ait compris, c'est ce dont vous pourrez tous vous rendre compte. Vous n'avez qu'à regarder la jeunesse allemande d'aujourd'hui et à la comparer à la jeunesse allemande de la guerre de 1914-1918. Vous n'avez qu'à regarder les villes allemandes et à les comparer à l'attitude du peuple allemand en 1918. Aujourd'hui, le peuple allemand tout entier se dresse, inébranlable, et il continuera à se dresser inébranlablement. En 1918, le

peuple allemand a capitulé sans être dans une situation qui l'y contraignait. À présent, il a pris conscience du danger de la situation, et il a su comprendre les problèmes qui nous sont posés aujourd'hui. Voilà ce que je voulais très brièvement dire en guise d'introduction, pour passer maintenant tout de suite au domaine purement militaire.

Comment se présente la situation du point de vue militaire ? Quand on suit les grands conflits historiques au sein du monde qui nous est connu, on trouve très souvent des situations analogues à celle que nous connaissons aujourd'hui, et peut-être même bien pires. Car on ne doit pas oublier que nous défendons encore aujourd'hui un territoire national et un territoire annexe notablement plus étendu que n'a jamais été l'Allemagne, et, en second lieu, que nous disposons d'une armée qui, considérée en soi, reste aujourd'hui encore la plus forte qu'il y ait au monde. Si l'on veut avoir une vue de la situation d'ensemble, il faut se représenter une seule situation : prenez en effet isolément, considéré comme puissance mondiale, un seul des adversaires auxquels nous avons affaire : Russie, Angleterre ou Amérique. Il n'y a pas le moindre doute que nous viendrions à bout en un tournemain de chacun de ces États, s'il était seul. C'est en cela que réside la preuve de la force du peuple allemand, mais aussi de la force militaire allemande, laquelle, en définitive, est naturellement l'émanation de la force populaire, que l'on ne peut imaginer flottant dans le vide.

Militairement, ce qui est décisif, c'est que, à l'ouest, nous passions de cette défensive stérile à l'offensive. L'offensive seule est en mesure de faire effectivement reprendre une tournure heureuse à cette guerre sur le front ouest. Dans la défensive, au bout d'un temps prévisible, nous en arriverons forcément à une situation sans remède, dans la mesure précisément où l'adversaire réussira à amener de plus en plus de matériel. Il n'aura pas à faire pour cela d'aussi sanglants sacrifices — en tout cas dans une moins large mesure dans l'avenir que dans le présent — que l'on se l'imagine généralement. L'idée que l'offensive doit dans tous les cas être plus sanglante que la défensive est fausse. Nous nous en sommes en effet rendu compte de notre côté. Les combats les plus sanglants et ayant causé les plus lourdes pertes ont en tout cas, chez nous, toujours été des combats défensifs. Les combats offensifs ont toujours été relativement favorables pour nous, si l'on prend les pertes de l'ennemi et les nôtres, y compris le nombre des prisonniers. Et il en est déjà de même maintenant pour cette

offensive[277]. Si je considère le nombre total des divisions que l'adversaire y a jetées et ses pertes totales rien qu'en prisonniers — les pertes en prisonniers sont semblables aux pertes en tués : elles ne comptent plus[278] —, si j'y ajoute les pertes sanglantes qu'il a subies, si je fais le total de ses pertes en matériel et les compare aux nôtres, il n'y a pas de doute que la brève offensive que nous avons faite à présent ait eu pour premier résultat de provoquer une détente immédiate de la situation sur l'ensemble du front. Bien que, malheureusement, elle n'ait pas abouti au succès éclatant qu'on aurait pu en attendre, il s'est déjà produit une immense détente. L'adversaire s'est trouvé contraint, de son côté, de renoncer à tous ses plans d'attaque. Il a été contraint de regrouper complètement ses forces. Il a dû remettre dans la bataille des unités usées par le combat. Ses intentions de manœuvre ont été totalement bouleversées. D'énormes critiques se font jour dans son opinion publique. Le facteur psychologique joue contre lui. Il est obligé, dès à présent, de dire qu'on ne peut pas songer à provoquer la décision mettant fin à la guerre avant août, peut-être même avant la fin de l'année prochaine. Par conséquent, c'est un retournement complet de la situation, tel qu'assurément on ne le tenait pas pour possible il y a quinze jours. Voilà le résultat simple et net d'une bataille dans laquelle nous n'avons pas encore fait marcher à l'ennemi une grande partie de nos divisions ; au contraire, toute une partie de nos divisions blindées continue actuellement à faire retraite ou n'est engagée que depuis peu de jours.

À mon avis, une défensive deviendrait à la longue impossible à supporter pour nous. En effet, les pertes sanglantes que subit l'adversaire dans son offensive diminuent constamment, car le matériel engagé s'accroît constamment. L'adversaire finira bien par ne plus s'entêter à lancer aveuglément des hommes à l'assaut. Les critiques au sein de son opinion publique seront, d'une part, déterminantes. Mais, d'autre part, l'amélioration qui se manifeste actuellement petit à petit dans les arrivages de matériel de guerre et de munitions est naturellement décisive. Dans la mesure, en effet, où l'adversaire mettra ses ports en état et résoudra son problème de transports, il pourra amener ce matériel et ces munitions dans une plus large mesure, pour autant que ses stocks y suffiront. Il s'habituera à une tactique que nous avons déjà pratiquement appris à connaître devant Aix-la-Chapelle : déclencher un feu roulant sur une position, faire enfoncer

un à un les blockhaus par les chars, et ensuite, occuper au moyen d'éléments d'infanterie relativement peu nombreux un terrain complètement dévasté. Ses pertes en hommes ne seront pas aussi fortes qu'elles le seront à la longue chez nous. Pendant ce temps-là, il détruira lentement, mais sûrement, nos liaisons par chemin de fer et entravera de plus en plus, petit à petit, nos possibilités de transport. Nous l'obligeons moins à envoyer ses formations de bombardiers sur le champ de bataille que nous ne lui ouvrons les portes du sol allemand, avec, en retour, des répercussions sur le front, une diminution dans la fourniture des munitions, du carburant, des armes, de l'outillage, des véhicules automobiles, etc., toutes choses qui auront à leur tour des effets fâcheux sur la troupe. En d'autres termes : poursuivre la tactique actuelle ou antérieure qui nous était imposée par les circonstances — nous ne pouvions pas nous mettre en branle plus tôt — nous causerait sans doute des pertes extraordinairement lourdes et sanglantes, et, en revanche, diminuerait sans doute extraordinairement les pertes de l'ennemi.

C'est pourquoi, chaque fois que ce sera possible, nous renoncerons à cette tactique dès l'instant où nous croirons avoir des forces suffisantes pour passer à l'offensive. C'est possible en soi. Déjà, le premier acte de l'offensive sur le front ouest a eu pour résultat que l'Américain, tout compte fait, a dû ramener des autres fronts environ 50 % des effectifs, qu'il se trouve à présent extraordinairement affaibli dans ses autres formations d'attaque se trouvant au nord et au sud de la brèche ouverte[279], que les premières divisions anglaises arrivent et que lui-même y amène déjà une grande partie de ses forces blindées. Je crois qu'on a vu apparaître jusqu'ici huit ou neuf divisions blindées sur un total de quinze. Par conséquent, il se voit forcé de concentrer *là* ses forces. Dans le secteur aussi où nous allons maintenant attaquer, il y a déjà une extraordinaire diminution de densité. Il a retiré division sur division, de sorte que la plus grande diligence s'impose à nous, de façon à pouvoir anéantir encore un nombre important de divisions, peut-être seulement trois, peut-être quatre, cinq si nous avons de la chance, mais sûrement pas six.

Je voudrais souligner tout de suite que le but de toutes ces offensives qui vont se succéder coup sur coup — j'en prépare déjà en ce moment une troisième — est d'abord d'éliminer complètement les éléments américains

qui se trouvent au sud de l'endroit où a été ouverte la brèche, de les battre successivement, de les anéantir division par division. Nous verrons ensuite dans quelle mesure cette opération nous permettra de nous mettre en jonction directe avec la brèche elle-même. La brèche a pour tâche, avec les forces qui s'y trouvent, de retenir le plus de forces ennemies possible. La brèche se situe sur un point qui menace la vie de l'ennemi. Le franchissement de la Meuse entraînerait un danger formidable pour l'Américain et pour l'Anglais. Une avance sur Anvers serait catastrophique. Cette avance n'a pas réussi, mais une chose a réussi : les forces disponibles d'une manière ou d'une autre, et nécessaires pour endiguer le danger, ont été effectivement concentrées. C'est là le premier avantage positif. À présent, il s'agit en premier lieu d'anéantir, par une série de coups isolés, les forces se trouvant au sud de la ligne formée par la brèche.

En conséquence, la tâche assignée à la nouvelle offensive ne dépasse pas le cadre de ce qu'il est possible de faire au moyen de nos forces. Nous mettons en ligne huit divisions. À part une seule, qui arrive de Finlande, les sept autres sont naturellement usées par les combats et ont été en partie recomplétées. Mais l'adversaire qui s'oppose à nous avec cinq divisions, si tout va bien, peut-être avec quatre, peut-être même avec trois seulement, n'est pas frais lui non plus, est lui aussi usé par les combats, sauf une seule division qui se trouve directement au bord du Rhin, dont il faudra voir comment elle se comporte, et la 12$^{e}$ division blindée américaine, dont il n'est pas sûr qu'elle soit même engagée, et qui, dans tous les cas, est une formation encore récente qui n'a pas encore vu le feu. Mais, pour le reste, les autres unités de l'adversaire se sont, elles aussi, usées au combat. Nous arriverons certainement là à un rapport de forces que nous ne pourrions souhaiter meilleur.

Si cette opération réussit, elle aboutira à l'anéantissement d'une partie du groupe des divisions qui resteront encore en face de nous au sud de la brèche. L'opération suivante viendra tout de suite se rattacher à celle-là. Elle sera liée à un nouveau coup de boutoir. J'espère que, de cette façon, nous détruirons à l'ennemi, pour commencer, ces unités américaines qui se trouvent au sud. Après quoi nous poursuivrons l'attaque et nous verrons à la faire entrer dans le cadre de l'opération centrale proprement dite.

Cette seconde attaque a par conséquent un but très clair : anéantir les forces ennemies. Il ne s'agit pas là d'une question de prestige. Il ne s'agit pas de gagner du terrain. Il s'agit uniquement d'éliminer et d'anéantir les forces ennemies, où que nous les trouvions. Il ne s'agit pas non plus de libérer dès à présent, de cette façon, toute l'Alsace. Ce serait une très belle chose, d'un effet incommensurable sur le peuple allemand, d'un effet décisif sur le monde, énorme du point de vue psychologique, et d'un effet déprimant pour le peuple français. Mais ce n'est pas ce qui est important. Ce qui est le plus important, comme j'ai dit, c'est d'anéantir les effectifs humains.

Néanmoins, pour cette opération aussi, il sera nécessaire de se régler sur la notion de rapidité. Cela signifie qu'à mon avis, il faut, sans se détourner du but véritable ni de la direction dans laquelle on pousse, s'emparer au plus vite, avec la rapidité de l'éclair, de ce dont il est possible de s'emparer. Il arrive souvent qu'on ne puisse plus rattraper, en certains cas, au cours des semaines suivantes, ce qu'on pouvait encore faire dans les trois ou quatre heures précédentes, et dont on a manqué ou laissé passer l'occasion. Un détachement de reconnaissance et une petite unité motorisée, ou bien une brigade de canons d'assaut, ou bien une section de chars, sont, en certains cas, en mesure de faire en deux, trois ou quatre heures les 20 à 40 kilomètres décisifs que l'on ne peut bien souvent ensuite pas couvrir en six semaines de combats.

Nous venons malheureusement de le voir avec la première opération. Cette première opération était affectée d'une série de coefficients, les uns favorables, les autres en partie défavorables. Un coefficient favorable : c'est en somme la première fois que nous avons réussi à tenir secrète une opération, la première fois, je puis le dire, depuis l'automne 1939, depuis que nous sommes en guerre. Là aussi, il s'est passé un certain nombre de choses malencontreuses. Une fois, malgré tout, un officier porteur d'un ordre est allé en première ligne et s'est fait prendre. A-t-on trouvé cet ordre ? L'a-t-on exploité ? N'y a-t-on pas cru ? On ne peut plus le savoir aujourd'hui. Toujours est-il que l'ordre est tombé entre les mains de l'adversaire. Mais, Dieu merci, il n'avait pas produit d'effet. En tout cas, jusqu'à présent, aucun service ne nous a rendu compte de ce que l'ennemi se soit considéré comme alerté. Cela, c'était un coefficient favorable.

Le coefficient le plus favorable a été la prévision du temps par un jeune météorologue à qui les faits ont donné raison : un temps qui, deux, trois jours d'avance déjà, nous a permis de camoufler effectivement l'ultime dispositif d'attaque, qui n'était guère camouflable, de sorte que l'adversaire n'a pas pu avoir connaissance de ce qui se préparait. Le même prophète en météorologie, qui avait encore une fois prévu d'une façon absolument exacte le temps, a eu encore une fois raison. De plus, il y a eu carence totale de la reconnaissance aérienne ennemie, en partie à cause du temps, en partie par suite d'une présomption dont l'adversaire est certainement imbu. Ces gens-là n'ont pas jugé utile d'y aller voir. Ils ne croyaient pas non plus à une éventualité comme celle d'une nouvelle offensive de notre part. Peut-être aussi la conviction y a-t-elle contribué que j'étais déjà mort, ou en tout cas que je souffrais de quelque cancer, et que je ne pouvais plus ni vivre[280] ni boire, de sorte que ce danger lui aussi, se trouvait exclu en soi. Ils se sont exclusivement installés dans l'idée de leur propre offensive.

Au reste, un troisième facteur encore a joué, à savoir la conviction que nous n'aurions pas les forces nécessaires. Je puis vous dire tout de suite une chose, Messieurs, nos forces ne sont certes pas inépuisables. Ç'a été un risque énorme de mobiliser les forces nécessaires à cette offensive et aux suivantes, un risque, qui, naturellement, est lié d'autre part à d'autres risques très lourds. Si donc vous lisez aujourd'hui que les choses ne vont actuellement pas bien dans le secteur Sud du front Est, en Hongrie, vous saurez que nous ne pouvons naturellement pas être aussi forts partout. Nous avons perdu tant d'alliés ! Nous sommes malheureusement contraints de nous retirer sur une zone de barrage ou de clôture plus étroite, par suite de la trahison de nos chers alliés. Mais, malgré tout, il a été possible, dans l'ensemble et en gros, de tenir le front est. Nous arriverons aussi à arrêter l'ennemi au sud. Nous verrouillerons *ça*. Il a été malgré tout possible de lever de nombreuses divisions nouvelles, de leur donner des armes, de recompléter des divisions anciennes, de les réarmer, de recompléter des divisions blindées, de faire des économies d'essence, de remettre la Luftwaffe suffisamment en état pour qu'elle puisse de nouveau, de jour, effectuer une série de sorties — si le temps ne s'y oppose pas —, qu'elle puisse maintenant se manifester avec de nouveaux modèles d'avions qui peuvent enfin, même de jour, attaquer l'adversaire par-derrière, et contre

lesquels celui-ci n’est pour le moment en mesure de rien nous opposer. En d’autres termes, il nous a été possible de réunir assez de lance-engins d’artillerie, etc., de chars et aussi de divisions d’infanterie pour pouvoir rétablir l’équilibre des forces sur le front ouest. C’est en soi un miracle. Il y a fallu une application constante, un travail de plusieurs mois, une recherche en profondeur jusque dans le moindre détail. Il s’en faut de beaucoup que je sois satisfait. Il y a tous les jours quelque chose qui n’est pas encore terminé, qui n’est pas arrivé. Aujourd’hui même, j’ai de nouveau reçu la nouvelle désastreuse que les lance-grenades de 210 souhaités, pour lesquels je me démène comme un beau diable depuis des mois, ne pourront probablement pas encore nous parvenir. Mais j’espère qu’ils nous parviendront quand même. Il y a là une bataille continuelle à livrer à propos d’armes et d’hommes, de matériel et de carburant, et du diable sait quoi encore ! Naturellement, cela ne pourrait pas durer toujours. Il faut donc aussi que cette offensive soit véritablement couronnée de succès.

Si nous réussissons, tant bien que mal, sur le front ouest, à apurer de nouveau la situation — et cela doit être le but immuable —, alors, nous redresserons avant tout notre situation au point de vue du fer. Car nous avons besoin non seulement de la Sarre, mais surtout de la minette. C’est là une des conditions préalables. Plus notre situation devient critique sur le reste du territoire européen, plus ce bassin minier prend d’importance. C’est qu’on ne peut pas mener cette guerre de façon durable, ni subsister comme nation, si l’on ne dispose pas de certaines matières premières. Cela aussi est donc décisif. J’espère que la chose réussira au cours de cette opération.

L’adversaire, cependant, ne l’a pas crue possible. Il était fermement persuadé que nous étions au bout de notre latin. C’est un troisième point supplémentaire qui a permis à notre offensive de bien réussir au début.

Difficultés qui se sont manifestées par la suite : d’abord, des routes terriblement mauvaises ; en second lieu, durée plus longue que prévue pour réparer les ponts. C’est là qu’est apparu pour la première fois ce que signifient dix heures perdues. Dix heures perdues signifient dans certains cas, surtout pour une division blindée, une opération manquée. Celui qui n’arrive pas à passer en dix heures ne peut plus, dans certains cas, rattraper ce retard en huit jours. C’est pourquoi, ici, la rapidité est tout. Voilà un point.

Le second point était le suivant : par suite des ralentissements provoqués par le mauvais état des routes, par suite aussi de certains ponts détruits qui n'ont pu être réparés aussi vite qu'il aurait fallu, nous n'avons pas pu engager l'action avec la fluidité qui aurait été désirable, mais au contraire avec un énorme poids mort de matériel, et surtout de véhicules. Pourquoi avait-on emmené ces véhicules isolément ? Je l'ignore. On a été jusqu'à dire qu'on avait emmené les véhicules dans le dessein de (transporter des affaires), pour que chacun puisse emporter ce qui lui tomberait sous la main. Je ne sais rien de tout ça. Mais une chose est sûre : nous avons une dotation excessive en véhicules. À cet égard, nous devons prendre des leçons des Russes.

Il est tout de suite et avant tout apparu une chose : d'une façon générale, dans cette offensive, les divisions d'infanterie ont avancé tout aussi vite, et parfois plus vite, que les divisions blindées, bien que ces divisions d'infanterie fussent à pied. Je me rappelle à ce propos 1940, l'année où par exemple une division comme la 1re division de montagne, dont je m'inquiétais vraiment de savoir si elle arriverait à suivre, a tout à coup surgi avec la rapidité d'une belette. Elle s'est trouvée soudain sur l'Aisne presque aussi vite que nos unités blindées. Cette fois, toute une série de divisions d'infanterie se sont magnifiquement signalées *là*, dont certaines étaient de jeunes divisions, dont on peut vraiment dire qu'elles ont été gênées dans leur propre avance par les embouteillages provoqués sur les routes par les unités blindées. Elles auraient avancé plus vite si les routes n'avaient pas été barrées par les unités de chars. Donc, une chose est sûre : en théorie, naturellement, avec des unités entièrement motorisées — j'entends toujours dire qu'elles sont motorisées à 75, 80 ou 85 %, ce qui est déjà trop la plupart du temps, car alors tout le monde est déjà transporté — et dont chaque camion a 8 ou 10 hommes à bord, alors qu'autrefois on en mettait 30, — avec ces unités motorisées, dis-je, on peut naturellement faire 100, voire 150 kilomètres par jour si le terrain est dégagé. Mais je n'ai pas souvenir d'une seule offensive au cours de laquelle nous ayons couvert seulement 50 ou 60 kilomètres deux ou trois jours d'affilée — en général, la vitesse ne dépassait guère, en fin de compte, celle des unités d'infanterie. Elles[281] ne faisaient que des bonds de faible amplitude. Elles étaient capables de s'emparer rapidement de quelque chose, de même d'ailleurs

que les détachements de pointe des divisions d'infanterie, mais elles étaient ensuite obligées de reprendre le contact avec le gros. À partir de l'instant où la division motorisée ne peut plus se déplacer, l'excès de motorisation constitue un embarras. Si par exemple elle ne peut quitter la route et se trouve obligée d'avancer en gardant les intervalles prescrits pour parer aux attaques aériennes, cela signifie qu'en définitive, telle arme ou telle autre ne sera sûrement pas en place. C'est ou bien l'artillerie, ou bien l'infanterie, ou bien les unités motorisées qui ne seront pas arrivées. La plupart du temps, ce ne sont que de tout petits éléments de pointe qui ont réellement, en première ligne, soutenu le choc du combat. C'est ce qu'on vient de voir pour la bataille livrée par le groupe d'armées Model, et aussi, par exemple, pour la division « Leibstandarte » : en définitive, ce ne sont que les pointes qui se sont trouvées au combat. À la 12e division blindée SS, ce sont les pointes qui se sont trouvées au combat, alors qu'un énorme convoi sur route est bloqué et embouteillé à l'arrière. On ne peut ni avancer ni reculer. Finalement, l'essence elle-même n'arrive plus. C'est presque du sur place, et les moteurs tournent effectivement à l'arrêt. Pour éviter les dégâts causés par le gel, etc., on les fait tourner pendant la nuit, ce qui, en outre, réchauffe les hommes. Cela crée d'énormes besoins en essence. Les routes sont mauvaises partout, on ne peut rouler qu'en première […] n'en finit pas.

On ne peut vraiment apprendre que des Russes. Si je reçois aujourd'hui un rapport au sujet d'une route russe menant à un secteur du front où se trouvent 36 divisions d'infanterie et unités motorisées, tant de régiments de chars et tant d'autres unités, cela veut dire que 1.000 véhicules ont roulé l'autre nuit sur cette route, et 800 la nuit dernière et puis 1.200 et 300 véhicules. C'est alors l'alerte donnée sur l'ensemble du front est, et cela signifie que l'attaque va avoir lieu. Chez nous, une division blindée a 2.500, 3.000, 4.000, 4.500 véhicules automobiles et rend compte ensuite qu'elle n'en a que 60, 75 ou 80 % en état de marche. J'ai mis par hasard la main sur deux divisions de montagne dont l'une avait 1.800 camions, et l'autre 1.200. Et ce sont là des divisions de montagne ! Naturellement, elles vont être plumées, pour autant qu'elles ne se sont pas déjà plumées elles-mêmes. C'est là un processus qui ne serait pas tellement grave si l'on pouvait se permettre tout ce luxe et si l'on pouvait réellement manœuvrer sur un très grand espace libre. Mais alors qu'on est resserré et tassé sur un petit nombre

de routes, cette motorisation est parfois un malheur. C'est, avec d'autres, une des causes qui ont fait que l'aile droite a commencé par rester sur place ; mauvaises routes, obstacles de ponts qu'on ne pouvait réparer dans le peu de temps dont on disposait, et enfin, troisièmement, la difficulté de se retrouver dans cette masse de véhicules, et puis de nouveau la difficulté du ravitaillement en essence, qui ne peut pas être aujourd'hui assuré par la Luftwaffe, comme lors des offensives précédentes, et puis, naturellement, la menace du temps qui s'éclaircit. Il faut bien se rendre compte d'une chose : la Luftwaffe a fort bien travaillé en cette occasion ! Elle s'est assurément engagée au maximum et a fait tout ce qu'elle pouvait faire, étant donné le nombre de sorties et les appareils dont elle dispose encore aujourd'hui. Mais, malgré cela, il nous est impossible de protéger le ciel par beau temps de façon à empêcher (des chasseurs-bombardiers) de nous arriver dessus. Alors, des routes embouteillées à ce point deviennent une fosse commune de véhicules de toute sorte. Nous avons quand même eu une chance infinie : car lorsque le temps s'est mis au beau, le désembouteillage avait en général déjà pu s'effectuer.

Ce furent là, comme j'ai dit, les facteurs malheureux à côté des facteurs heureux. Malgré tout, la situation a presque paru, un instant, donner l'espoir qu'on pourrait percer. Je ne croyais pas, sur le moment, que l'ennemi se découvrirait de la sorte. Mais étant donné qu'il l'a fait, le moment est venu pour nous, à présent, d'en tirer les conséquences sur d'autres points du front. Et il faut qu'elles soient tirées rapidement. J'en arrive ainsi tout de suite à une chose très décisive : les objections qu'on peut faire à la poursuite de l'opération. La première objection est la vieille objection : nos forces ne sont pas encore suffisantes. À cela, on ne peut répondre que ceci : il faut saisir par les cheveux les situations uniques, même au risque de ne pas se trouver encore assez fort. Nous avons en effet mis à présent en ligne de très fortes unités. Si nous avions bénéficié de quelques circonstances concomitantes plus heureuses, des effectifs plus faibles auraient assurément obtenu un plus grand succès encore que les effectifs puissants privés d'heureuses circonstances concomitantes. Mais on ne peut mesurer les forces que de façon relative. L'adversaire, lui non plus, n'est pas recomplété à plein. L'adversaire aussi a des points faibles.

L'autre facteur, qui, comme on sait, intervient toujours, c'est qu'il a fallu ménager une assez longue pause pour permettre aux hommes de se reposer,

etc. Messieurs, là aussi, la rapidité est tout ! Si nous laissons l'adversaire reprendre ses esprits, nous aurons déjà, à mon avis, perdu la moitié des chances que nous avons. À cet égard, 1918 doit nous servir d'avertissement[282]. En 1918, les temps d'arrêt entre les diverses offensives ont été beaucoup trop longs. On a d'ailleurs expliqué pourquoi et comment. Mais il n'y a pas de doute que si la (deuxième) offensive sur le Chemin des Dames avait eu lieu (beaucoup plus tôt) après la première, le succès aurait été tout autre. La jonction avec l'aile du premier gros groupe d'attaque se serait certainement faite par Compiègne, et la situation aurait peut-être connu un tournant décisif. Peut-être serions-nous effectivement parvenus jusqu'à la mer. Par conséquent, les temps d'arrêt, naturellement, ne sont pas toujours souhaitables.

Il y a aussi, Messieurs, quelque chose qu'il me faut souligner. Cela fait maintenant onze ans que je fais ce métier, et je n'ai jamais encore, en ces onze ans, entendu quelqu'un me dire : « Nous sommes absolument prêts. » Durant ces onze ans, au contraire, il est toujours arrivé des rapports disant : « La marine demande d'urgence qu'on attende encore tant de temps, parce qu'il y a encore ceci et cela à faire, qui sera fait dans tel ou tel délai. » La fois suivante, quand la marine était prête, c'était de l'armée que venait la chose : « Il serait à tout jamais déplorable d'entreprendre cela tout de suite, l'armée étant précisément en train de mettre telle ou telle arme en service, et elle voudrait qu'on attende. » Quand l'armée était prête, la Luftwaffe se manifestait pour dire : « Il est absolument impossible d'entreprendre l'opération ; avant que le nouveau modèle d'avion soit en service, il est impossible de pouvoir attaquer ou s'exposer à un pareil danger. » Et quand enfin la Luftwaffe était prête, la marine revenait pour dire : « Les sous-marins que nous avions jusqu'à présent n'ont pas fait leurs preuves ; il faut mettre un nouveau modèle en service, et ce nouveau modèle ne sortira pas avant telle année. » Nous n'étions jamais prêts. La même chose vaut pour toute espèce d'offensive. L'exemple le plus tragique est peut-être l'automne 1939. Je voulais prendre l'offensive tout de suite sur le front ouest. On m'a dit : « Nous ne sommes pas prêts. » Ensuite, on m'a dit : « Pourquoi n'avons-nous pas attaqué ? Il suffisait d'en donner l'ordre. » J'ai dit alors, moi aussi, que c'était une faute. Il aurait simplement fallu déclarer : « L'attaque sur le front ouest aura lieu le 15 novembre au plus tard. Point

final, pas de discussion. » Alors, nous aurions attaqué. Je suis convaincu que nous aurions mis la France à genoux dès l'hiver et que nous aurions eu les mains complètement libres à l'Ouest.

En réalité, on n'est jamais prêt. C'est d'ailleurs bien évident. Et ce n'est même pas concevable dans notre état[283]. La grande question est toujours que, si l'on arrive théoriquement à être prêt, on n'a plus à sa disposition ce qui est prêt, parce qu'on l'a employé quelque part ailleurs. Les choses ne sont pas telles que nous puissions actuellement mettre des divisions en conserve. Tout cela est surveillé avec des yeux d'Argus. À peine, sur le front est, a-t-on quinze jours de tranquillité ou pas de gros combats qu'arrive déjà le commandant du groupe d'armées sur le front ouest, qui déclare : « Il y a encore des unités blindées disponibles sur le front est ; pourquoi ne nous les donne-t-on pas ? » Mais à peine règne-t-il un peu de calme sur le front ouest que son homologue sur le front est vient dire tout de suite : « Le front ouest est d'une tranquillité absolue ; nous pourrions quand même bien ramener sur le front est au moins quatre à six divisions blindées. » À peine ai-je n'importe où une division libre, que quelque autre état-major louche déjà sur elle. Vraiment, je suis déjà franchement heureux quand je peux avoir les divisions sous la main. Je vais faire maintenant exactement comme certains généraux ou chefs d'armée très malins qui ne retirent jamais de divisions, mais les laissent toujours en place, leur assignent de tout petits secteurs et disent : « Je n'ai pas de divisions à ma disposition ; tout ce que j'ai est sur le front. » Et moi, il faut que je me procure moi-même une division en allant l'arracher au forceps. Sinon, on n'en obtient pas.

Je dois dire par conséquent que, là encore, on ne dispose pas d'un temps illimité, car les événements marchent. Et si précisément je n'agis pas rapidement d'un côté, il se produira peut-être d'un autre, dans l'intervalle, une situation dans laquelle je me trouverai contraint de retirer des effectifs. Le temps n'aide que celui qui en profite.

Et puis il y a d'autres soucis, à cause du problème des munitions. Je suis convaincu que nous nous procurerons d'autant mieux les munitions nécessaires à cette offensive que l'offensive, comme le montre l'expérience, engloutit toujours absolument moins de munitions que la défensive ! Au reste, il faut ici que je souligne quelque chose. L'opinion générale est qu'au

point de vue munitions, nous ne pouvons pas maintenir (l'équilibre) avec nos adversaires. La plupart du temps, d'après les rapports fournis par les unités, nous avons toujours eu, même pour le front ouest, une consommation de munitions représentant à peu près […] des alliés. Sur le front est, cependant, nous avons une consommation de munitions presque 100 % supérieure à celle des Russes. Si donc vous entendez dire parfois que les Russes cognent sur nous avec des masses de munitions gigantesques, il est aujourd'hui établi que la consommation allemande de munitions sur le front Est est exactement de 100 % supérieure à la consommation russe de munitions. Et encore, je ne compte pas les munitions que nous abandonnons au cours des retraites et qu'on ne peut évaluer. Par conséquent, nous serons en mesure d'approvisionner cette offensive en munitions. C'est plutôt un problème de transport.

La question de l'essence nécessaire à cette opération est, elle aussi, réglée. Nous aurons toutes ces choses, il n'y a aucun doute. Ce qui est moins bon, c'est la situation en matière de transports. Mais la situation en matière de transports s'améliorera dans la mesure où chaque commandant d'unité, chaque chef de corps se posera consciencieusement la question : « Qu'est-ce qu'il me faut, et de quoi n'ai-je pas absolument besoin ? » Tout ce qu'on emporte avec soi et qui n'est pas absolument nécessaire constitue un embarras non seulement pour la troupe, mais aussi pour le ravitaillement, un embarras pour l'ensemble de la situation en carburant, et, par là, un embarras pour ces opérations qui vont avoir lieu. Je tiens en conséquence pour nécessaire que l'on se demande sans cesse, à cet égard, et de façon très rigoureuse : « De quoi n'ai-je pas absolument besoin ? » Ce n'est en aucune façon flétrir le caractère ou l'honneur d'une division blindée — qu'elle appartienne à l'armée ou aux Waffen SS, peu importe — si des bataillons, pour une fois, vont à pied. Car si, par suite d'un embouteillage, ils ne peuvent avancer, il faudra bien de toute façon qu'ils aillent à pied. Il faut qu'ils avancent en tout état de cause. Donc, si cette opération était dirigée contre le Sahara ou, si vous voulez, contre l'Asie centrale, je dirais : « Je comprends qu'on ne se sépare pas de ses véhicules motorisés. » Mais dans une opération qui, de toute manière, ne porte au maximum que sur (50 ou 60 km), on peut faire ça à pied. Après tout, l'infanterie est bien obligée de le faire, elle. Elle n'a jamais connu autre chose. C'est pourquoi elle considère cela comme son destin ou comme son devoir d'honneur, tandis que l'unité

motorisée ressent comme une espèce d'offense le fait qu'une fois par hasard, elle se trouve tout à coup obligée d'aller à pied.

Je crois que c'est là une des choses décisives pour la réussite de cette opération. Dans l'ensemble, le plan de la manœuvre est clair. Je suis absolument d'accord sur les mesures qui ont été prises. J'espère que nous réussirons à assurer, surtout à l'aile droite, une avance rapide, afin de nous ouvrir l'accès de Saverne, puis de foncer immédiatement dans la plaine rhénane et de liquider les divisions américaines. Le but doit être l'anéantissement de ces divisions américaines. J'espère alors que la situation en carburant, d'ici là, nous permettra de mettre un nouveau dispositif d'attaque en prenant une formation différente, et de porter un nouveau coup dont je me promets formellement qu'avec plus d'effectifs encore, il anéantira encore plus de divisions américaines. Car le chiffre de nos effectifs a de nouveau quelque peu augmenté. J'espère pouvoir appuyer alors cette prochaine offensive au moyen de […] divisions supplémentaires, parmi lesquelles une très bonne division de Finlande. Donc, à mes yeux, si nous ne sommes pas dès l'abord poursuivis par la malchance, l'affaire doit réussir.

Ce qui en dépend, je n'ai pas besoin de vous l'exposer une seconde fois. Le succès de la première opération en est lui aussi conditionné dans une large mesure. Car, à partir du moment où nous exécutons ces deux opérations A et B et où elles réussissent, la menace qui pèse sur notre flanc gauche se trouve automatiquement écartée. Nous livrerons alors *là* la troisième bataille et battrons les Américains à plate couture. Je suis absolument convaincu que nous pourrons ensuite nous tourner vers la gauche.

Notre but absolu doit être ici, sur le front ouest, d'apurer la situation au moyen de l'offensive. Ce doit être notre but fanatique. Si tel ou tel, peut-être, vient m'objecter en confidence : « Oui, mais est-ce que ça réussira ? », — Messieurs, la même objection m'a déjà été faite en 1939. Par écrit ou verbalement, on m'a dit, alors aussi : « Ça ne peut pas se faire, c'est impossible. » Durant l'hiver 1940 encore, on m'a dit : « Ça ne peut pas se faire ; pourquoi ne restons-nous pas sur la ligne Siegfried ? Nous avons construit la ligne Siegfried, laissons donc les autres se lancer dessus, et peut-être, alors, pourrons-nous attaquer après coup ; mais laissons-les d'abord venir, et nous pourrons peut-être ensuite nous lancer. Nous avons

d’admirables positions, et nous irions prendre un risque ! » Que serait-il advenu de nous, si nous n’avions pas attaqué à cette époque ? Eh bien ! aujourd’hui, c’est exactement la même chose. Le rapport des forces n’est pas pire aujourd’hui qu’il n’était en 1939 ou 1940. Au contraire, si nous arrivons, en deux coups, à anéantir ces deux groupes américains, le rapport des forces sera nettement et absolument déplacé en notre faveur. Je fais entrer en ligne de compte, à cet égard, qu’en définitive, le soldat allemand sait pourquoi il se bat.

La seule chose qui ne soit pas en notre faveur, c’est la situation aérienne. Mais c’est justement elle qui nous oblige à tout prix à profiter en ce moment du mauvais temps, de l’hiver. C’est justement la situation aérienne qui nous y oblige. Je ne peux pas attendre que le beau temps arrive. Moi aussi, j’aimerais mieux que nous puissions maintenir tant bien que mal la situation jusqu’au printemps ; je pourrais alors mettre sur pied 10, 15 ou 20 divisions de plus, et nous attaquerions au printemps. Mais, d’abord, l’adversaire, lui aussi, mettrait en ligne 15 ou 20 divisions nouvelles. En second lieu, j’ignore si, au printemps, je ne dominerai pas mieux l’espace aérien que maintenant. Mais si je ne le domine pas mieux, les conditions atmosphériques, au printemps, seront d’une façon décisive en faveur de l’adversaire, tandis qu’il y a quand même, actuellement, des semaines où tout au moins les tapis de bombes sur les rassemblements de troupes ne sont pas possibles. C’est déjà beaucoup.

Mais pour vous dire à quel point il est important de provoquer une décision, je ne soumettrai à vos réflexions qu’une chose : l’adversaire connaît à présent nos bombes volantes. Il les a naturellement entièrement reconstruites à l’heure actuelle. Nous le savons. Il en fabrique déjà. Il n’y a pas de doute qu’il ne puisse arriver, par un tir massif, à presque détruire la Ruhr, tout comme nous semons le trouble aujourd’hui, à l’aide de ces bombes volantes, dans les régions industrielles de l’Angleterre. Il n’y a pas de protection là contre. Nous non plus, nous ne serions pas en état de nous défendre par l’aviation de chasse. Je ne parlerai même pas des fusées lourdes : il n’existe aucune parade là contre. Tout, par conséquent, nous pousse à apurer cette situation avant que, chez l’ennemi aussi, les armes de grande puissance de ce genre soient entrées en service.

Le peuple allemand lui-même a poussé ces jours-ci un soupir de soulagement. Il faut éviter que ce soulagement ne se retransforme en

léthargie, — léthargie n'est pas le mot, c'est mélancolie qu'il faut dire. Le peuple a poussé un soupir de soulagement. Déjà, le simple fait de penser que nous reprenons l'offensive lui a donné un sentiment de joie. Et si cette offensive se poursuit, si les premiers vrais grands succès apparaissent, — et ils apparaîtront, car nous ne sommes pas dans une situation différente de celle des Russes en 1941 et 1942, quand eux aussi se trouvaient dans les plus défavorables conditions, quand, sur ce front très étendu où nous étions passés à la défensive, ils nous ont lentement fait reculer par des offensives lancées l'une après l'autre, — eh bien ! lorsque le peuple allemand verra comment les choses ont évolué, vous pouvez être persuadés que le peuple allemand fera tous les sacrifices humainement possibles. Chacun de nos appels au peuple allemand trouvera de l'écho. La nation ne reculera devant rien ; que je fasse une nouvelle collecte de cotonnades ou une collecte de quelque autre chose, ou bien qu'il nous faille des hommes, la jeunesse répondra avec enthousiasme. Mais le peuple allemand aussi réagira d'une façon absolument positive, comme je dois dire aussi que la nation allemande se comporte aussi bien qu'on peut s'y attendre. Aucun peuple ne peut se comporter mieux que notre peuple allemand. Des faits isolés regrettables sont certainement l'exception qui confirme la règle.

C'est pourquoi, en terminant, je me contenterai d'en appeler à vous pour que vous appuyiez cette opération de toute votre ardeur, de toute votre énergie et de toute votre force. C'est, parmi d'autres, une opération décisive. Sa réussite entraînera d'une façon absolument automatique la réussite de la seconde. La réussite de la seconde, qui suivra, entraînera automatiquement l'effondrement de toute la menace qui pèse sur la gauche de notre attaque. Nous aurons alors, en fait, fait complètement tomber des mains de l'adversaire une moitié du front ouest. Après, nous verrons. Car aux quelque quarante-cinq divisions allemandes qui vont prendre l'offensive, l'ennemi, je crois, ne pourra pas opposer une résistance durable. Et alors, malgré tout, nous maîtriserons le destin. Si la date a pu être fixée à la nuit de la Saint-Sylvestre, j'en suis tout spécialement reconnaissant à tous les services mêlés à cette opération, qui, d'abord, ont effectué le gigantesque travail de préparation, et, ensuite, ont accepté le gros risque d'en assumer la responsabilité. Que cela ait été possible constitue à mes yeux un bon signe. Toujours, pour nous, dans l'histoire d'Allemagne, la nuit de la Saint-Sylvestre a été d'un heureux présage en matière militaire. Chez

l’adversaire, cette nuit de la Saint-Sylvestre va jeter un trouble bien désagréable ; car leur grande fête est non pas Noël, mais le nouvel an. Et nous, nous ne pouvons pas mieux commencer l’année qu’en portant un pareil coup. Et si, pour le premier de l’an, l’Allemagne apprend que l’offensive allemande a repris sur un autre point et s’il en résulte un succès, le peuple allemand en conclura que la fin de l’année qui s’achève a été pitoyable, mais que l’année nouvelle a bien commencé. Je vous souhaite à tous, Messieurs, personnellement bonne chance.

Permettez-moi encore un mot, Messieurs. Le secret de celle opération est la condition de sa réussite. Qui ne doit pas forcément être mis au courant de cette affaire n’a besoin d’en rien savoir. Qui doit forcément être mis au courant de quelque chose dans cette affaire, ne doit apprendre que ce qu’il lui faut obligatoirement connaître. Qui doit obligatoirement être mis au courant de quelque chose dans cette affaire, ne doit pas l’apprendre plus tôt qu’il n’est nécessaire de le lui faire savoir. Voilà ce qui est décisif. Et nul de ceux qui savent quelque chose de cette affaire et qui pourraient éventuellement être faits prisonniers ne doit être envoyé dans les positions de première ligne. Voilà ce qui est décisif.

VON RUNDSTEDT. — Mon Führer, permettez-moi, au nom des chefs de corps rassemblés ici, de vous donner la ferme assurance que, de la part du commandement et de la troupe, tout, absolument tout sera fait pour aider au succès de cette offensive. Sur quels points portaient les fautes commises lors de la première offensive, nous le savons sans qu’on nous le dise. Nous en tirerons la leçon.

*Le rapport de mi-journée du 27 janvier 1945 traite de différents sujets : le rapatriement vers l’arrière d’officiers aviateurs alliés faits prisonniers afin de les soustraire aux Soviétiques, l’« armée Wlassov » en formation, les changements de commandement sur le front ouest et l’affectation des officiers de la zone des étapes, désormais sans emploi.*

## Différents sujets concernant le front est

GŒRING. — Il y a, près de Sagan, 10.000 officiers aviateurs prisonniers, dont la garde est confiée au commandant de l’armée de réserve. Il paraît que les moyens de surveillance et de transport font défaut. L’idée s’est fait jour d’abandonner ces prisonniers à leur allié soviétique, à qui l’on ferait ainsi présent de 10.000 aviateurs.

HITLER. — Pourquoi ne les a-t-on pas fait partir plus tôt ? C'est une négligence sans pareille.

GŒRING. — Cela regarde le commandant de l'armée de réserve. Nous n'avons rien à y voir. Je ne peux que mentionner les faits.

HITLER. — Il faut les faire partir, même s'ils doivent s'en aller en convoi à pied. On mettra des hommes du Volkssturm[284] pour les accompagner. Quiconque prendra la fuite sera fusillé. Il faut assurer ce départ par tous les moyens.

GŒRING. — C'est le camp de Sagan, ça représente 10.000 hommes.

*(Suit un rapport du général Guderian sur des mouvements de troupes. Après quoi, Gœring revient à la question.)*

GŒRING. — Combien faut-il de wagons à bestiaux pour 10.000 hommes ?

HITLER. — Si nous les transportons à la manière allemande, il nous faudra, pour 10.000 hommes, 20 trains au minimum. Si nous les transportons à la manière russe, il ne nous en faudra que 5, ou même 3.

GŒRING. — Il faut leur enlever leurs pantalons et leurs chaussures, afin qu'ils ne puissent pas s'évader s'il y a de la neige.

GUDERIAN. — Autre chose : Wlassov voulait apporter certains témoignages[285].

HITLER. — Wlassov, c'est zéro.

GŒRING. — Alors, il ne faut pas les laisser se promener en uniforme allemand. On voit partout des hommes jeunes. Ça ne fait qu'irriter les gens. Quand on veut mettre la main sur eux, ce sont des soldats de l'armée Wlassov.

HITLER. — Moi, j'étais opposé à ce qu'on les revête de notre uniforme. Mais qui était pour ? Notre chère armée, qui avait ses idées à elle.

GŒRING. — Pour l'instant, ils se promènent affublés comme ça.

HITLER. — Je ne peux pas leur donner une autre tenue ; nous n'avons pas d'uniformes. D'ailleurs, à l'époque, je voulais que tous les étrangers… mais M. von Seeckt[286] vendait chez nous des casques allemands aux Chinois. On n'a pas le sens de l'honneur. On revêt n'importe quel pauvre type de l'uniforme allemand. J'ai toujours été contre. J'étais opposé à ce qu'on colle des Cosaques sous l'uniforme allemand. Il fallait leur donner des uniformes de Cosaques, avec des insignes pour montrer qu'ils combattent avec nous. Cela a aussi beaucoup plus de couleur. Il ne viendrait pas à

l’esprit d’un Anglais d’habiller un Hindou en Anglais. Il n’y a que chez nous qu’on manque ainsi de vergogne, parce qu’on n’a pas de caractère. Sinon, on ne collerait pas des casques allemands sur des chefs étrangers. Les Anglais font sortir les Hindous en costume indigène.

GŒRING. — Oui, mais les gens de l’armée Wlassov sont certainement à ce point haïs de l’autre côté qu’ils seront châtiés s’ils sont faits prisonniers.

HITLER. — Ne dites pas ça : ils déserteront quand même.

GŒRING. — C’est la seule chose qu’ils sachent faire : déserter. Ils ne savent rien faire d’autre.

GUDERIAN. — La division qu’on est en train de mettre sur pied à Münsingen, faut-il en accélérer la formation ?

HITLER. — Oui, il faut faire en sorte qu’elle soit prête.

FEGELEIN. — Le Reichsführer voulait qu’on lui confie le commandement des deux divisions[287].

HITLER. — Wlassov ne désertera pas.

GŒRING. — Ils ne peuvent pas faire plus que déserter. Après, ça fera toujours ça de moins à nourrir.

FEGELEIN. — Les hommes ne déserteront pas non plus. Je les ai vus.

HITLER. — Ils ont un air extravagant. Nous avons vu ça en France : ils ont déserté.

FEGELEIN. — Les Russes les massacreront tous, car les Russes mettent également à mort les ouvriers russes qui ont travaillé chez nous. Nous en avons déjà les preuves. Ils les tuent tous.

HITLER. — Nous faisons exactement la même chose pour ceux qui ont travaillé à l’ouest. Les Alliés auront du mal à trouver un bourgmestre.

GŒRING. — Je ferais quand même monter en ligne les gens de Wlassov.

FEGELEIN. — Et les officiers du camp de Sagan ?

GŒRING. — Les dix mille prisonniers de Sagan, l’Obergruppenführer Jüttner sera chargé de leur transport.

HITLER. — Il faut que ce transport soit assuré par tous les moyens. Il faut y mettre des hommes du Volkssturm avec les gens les plus énergiques. Quiconque tentera de s’évader sera fusillé.

FEGELEIN. — Nous avons pour cela un homme qui assure la garde des camps de concentration. C’est le Gruppenführer Glück ; on le chargera de faire ça.

[…]

## Articulation du commandement sur le front ouest

JODL. — Maintenant, il y avait encore à traiter le problème de l'articulation du commandement sur le front ouest.

HITLER. — Oui, je voulais vous en parler, Gœring. Les gens qui causent avec Student[288] trouvent quand même qu'il est très fatigué.

GŒRING. — Il n'est pas nécessaire qu'il reste ; on ne le connaît pas, on ne connaît pas son invraisemblable lenteur d'élocution. On ne comprend pas ça. C'est le jugement que portent tous ceux qui lui parlent. Mais, si j'excepte Model, il est, de tous, aujourd'hui comme hier, un de ceux qui seraient les plus capables de tenir ferme sur ses positions, au cas où ça recommencerait à barder, j'en suis convaincu ; il est tellement lent ; les gens pensent qu'il a reçu un coup sur la tête parce qu'ils ne le connaissent pas. Mais moi je le prendrais avec joie.

HITLER. — Au moment des opérations d'Italie, il était déjà comme ça.

GŒRING. — Il parlait avec la même lenteur. Tout le monde le croyait idiot. Moi, je le prendrais volontiers, parce que je sais — ces messieurs en sont témoins — qu'on revient le chercher dans les moments critiques. Je le prendrais avec beaucoup de remerciements parce que j'ai besoin de lui, parce qu'il redonnera du caractère à son armée de parachutistes. Il dit : « Oui, le Führer m'a dit aussi… » Je le connais, les autres ne le connaissent pas. Je ne leur fais pas de reproches, car ils ne peuvent pas le juger différemment. Dernièrement, quelqu'un m'a demandé si c'était un idiot que j'avais là-haut. J'ai dit : « Non, il n'est pas idiot. Auparavant déjà, il parlait tout aussi lentement. Seulement, il a pris un coup sur la tête, et alors les gens s'imaginent que ça vient de là. Mais il était déjà comme ça avant. » Mais quand même, à chaque opération, il dit : « Le mieux est de rentrer droit dans l'ennemi. »

HITLER. — Il a fait les choses les plus extraordinaires.

GŒRING. — Je le prendrais volontiers, pour qu'on ne porte pas sur lui de jugements faux. Je sais qu'on viendra le chercher au moment critique. C'est l'homme des épreuves de fond. Pour le reste, ce n'est pas un grand génie, mais c'est un homme qui a du souffle, un homme loyal qui ne plie pas et

qui sait que ses troupes doivent tenir. Mais je suis volontiers prêt à le retirer, afin qu'on voie ensuite comment on tiendra lorsqu'il ne sera plus là.

HITLER. — Cela me ferait beaucoup de peine ; je ne sais pas quoi faire au juste. Est-ce que Blaskowitz a la même fermeté ?

GŒRING. — Non, il est beaucoup plus souple. Le petit orteil de Student vaut plus que toute la personne de Blaskowitz.

HITLER. — C'est précisément la question.

GŒRING. — Mais je le prendrais volontiers, car je sais qu'un moment critique viendra. On poussera ensuite les hauts cris et on retournera le chercher. Je me réjouis déjà en pensant à ce jour-là.

HITLER. — Moi, cela ne me réjouit pas d'y penser.

GŒRING. — Non, mais alors rendez-le-moi. Pourquoi irais-je exposer un homme aussi remarquable à ces ragots ? Vous le connaissez : il s'est toujours exprimé avec cette lenteur.

HITLER. — Quand j'ai, à l'époque, fait mon exposé sur l'affaire du front ouest, il a montré aussi la même lenteur. Mais, finalement, il a mené son affaire à bien. Ce fut aussi la même chose lors de l'opération entreprise pour libérer le Duce.

GŒRING. — Partout ailleurs aussi, en Italie, il a mené son affaire à bien.

HITLER. — Il a absolument apuré la situation en Italie.

GŒRING. — S'il y était resté, il n'y aurait pas eu de tête de pont. Mais j'ai un urgent besoin de lui, il aura à redonner du nerf à l'armée parachutiste et à mettre les divisions en état. Vous aurez alors un homme que vous pourrez toujours ensuite placer ailleurs, en cas de coup dur. Il ne fléchira pas et ne se laissera pas ébranler. Peut-être parlera-t-il encore plus lentement, c'est possible. Mais, en revanche, il n'en reculera aussi que plus lentement.

HITLER. — Il me rappelle mon Fehrs, mon nouveau valet de chambre, originaire du Holstein. Quand je lui dis quelque chose, il réfléchit longuement, il lui faut des minutes. C'est un bélier tout à fait obtus, qui fait admirablement ce qu'il a à faire, mais qui est terriblement lent.

GŒRING. — Et puis, Student est un homme qui a des idées ingénieuses. C'est incontestable. Il trouve de lui-même des astuces.

HITLER. — Mais on avait proposé de mettre Blaskowitz *là-haut* et de donner *ça* à Hausser, ou le contraire.

JODL. — De mettre Hausser *là-haut.*

GŒRING. — Mais c’est *ici* qu’Hausser est à présent familiarisé avec la situation.

JODL. — Ce sont plutôt les unités SS qui se trouvent *ici.*

HITLER. — C’est ce que j’allais dire ; c’est de la pure improvisation. Si je veux entreprendre cette affaire, j’aimerais bien avoir Hausser *ici.*

FEGELEIN. — Surtout parce qu’une pression constante est exercée par le Reichsführer, même si le Reichsführer ne peut plus se mêler de donner des ordres ; mais il fait constamment pression sur lui.

HITLER. — Pourquoi faire tant d’histoires ? Le Reichsführer, lui aussi, ne vit que pour cette affaire. Il me dit : « Mon Führer, si nous avons *ceci*, l’ennemi aura d’abord une importante voie de communication de moins, nous aurons, nous, une magnifique position de plus, et je puis garantir qu’il ne se passera rien à Brisach. » C’est en définitive de cela que dépend quand même toute la tête de pont[289] ; car bac par-ci, bac par-là, un pont vaut mieux.

JODL. — En tout cas, dès à présent, des difficultés résultent de la coupure. Maintenant, Hausser a prélevé tout ce qu’il pouvait prélever et l’a fait descendre de sorte que pour l’instant, on ne sait pas du tout comment tirer de *là* les unités rapides. Mais rien que pour cette raison, il est nécessaire de réunir *ça*[290] en une seule main ; car s’il y a un grand nombre d’états-majors, cela ne fera que créer des difficultés. En outre, il n’a pas d’état-major de major-général. Je proposerais qu’on laisse Hausser *ici* et qu’on lui donne la 1re armée en supplément. C’est ce que je considère comme la bonne solution.

HITLER. — Hausser est en effet un gros malin. Il fait l’impression d’une musaraigne.

JODL. — C’est un homme extrêmement sarcastique et drôle. Du moins l’était-il.

HITLER. — Il a un museau de renard.

GUDERIAN. — Il a beaucoup d’humour.

KEITEL. — Il a la répartie prompte.

HITLER. — Avec ses petits yeux rusés. Seulement, je ne sais pas s’il ne se ressent pas de sa dernière et grave blessure.

FEGELEIN. — Non, il ne s’en ressent pas ; on lui a fait passer des tests. Le Reichsführer a dit qu’il ne croyait pas entièrement à cette histoire. Il dit :

« S’il succède à un autre dans le commandement d’*en bas*, et qu’il fasse quelque chose de travers, on dira qu’il a la cervelle dérangée, et ce sera pour lui ce qu’il peut y avoir de plus désagréable. » Le Reichsführer est si fûté qu’il n’aurait pas suggéré cette solution s’il n’était pas sûr qu’elle réussisse ; parce qu’il se discréditerait lui-même, et le Reichsführer est très sensible à ça.

HITLER. — Nous le sommes tous.

FEGELEIN. — Oui, mais on ne cesse naturellement de critiquer le Reichsführer.

HITLER. — Quand quelque chose va de travers.

GŒRING. — Qu’il me soit permis seulement de demander que le remplacement de Student ne donne pas l’impression d’une carence de sa part ; car il n’a failli en rien, jamais, qu’il me soit permis d’en faire la constatation ; au contraire, ce qui était sa tâche, il l’a irréprochablement accompli, même quand il ne se passait pas grand-chose. Il a fait *là-bas* les inondations[291], etc. Je voudrais procéder de la façon suivante : comme j’ai un besoin urgent de lui pour l’armée parachutiste, je demande qu’il me soit affecté.

FEGELEIN. — Et puis, Hausser possède cette philosophie qui consiste à dire : « En tant que soldat, j’ai près de soixante-cinq ans. Tout ce que je peux accomplir de mieux est de me faire tuer bravement en première ligne, face à l’ennemi. »

HITLER. — Ce n’est pas du tout ce que je veux.

FEGELEIN. — Mais il y pousse.

HITLER. — Ce n’est nullement une philosophie.

GUDERIAN. — Je le connais très bien. Il ne fera pas nécessairement cela. Il aime la vie.

FEGELEIN. — Surtout, il s’expose jusqu’au bout, sans prendre aucun ménagement. Il passe à travers un tir d’artillerie, et, si ses aides de camp se sont jetés à plat ventre, il dit : « Pourquoi êtes-vous si impressionnables ? »

HITLER. — Moi aussi, je me jetterais à plat ventre. Je n’ai eu qu’un seul général qui ne se soit pas jeté à plat ventre. Mais il n’a pas entendu venir le coup.

JODL. — C’est quand même cette solution que je proposerais. Celle-là a quelques faiblesses. Christiansen n’est pas vraiment né non plus pour

commander une armée.

GŒRING. — Je le reconnais.

JODL. — Là-haut, c'est déjà un peu mince au point de vue commandement.

HITLER. — Alors, bon.

JODL. — Je crois que c'est ce qui est le plus indiqué. Et alors, le Reichsführer aura son état-major sur le front est.

GUDERIAN. — C'est particulièrement important ; car l'état-major actuel du Reichsführer est une lamentable improvisation, avec laquelle il ne peut arriver à rien. Le service des transmissions ne fonctionne pas ; c'est mauvais. Ça ne peut pas aller comme ça. Il faut y mettre le plus vite possible des gens.

KEITEL. — Entièrement taillés à sa mesure.

HITLER. — Eh bien ! nous allons faire ainsi. Hausser restera *ici*, et Blaskowitz *là*.

[…]

## Problèmes de personnel

BURGDORF. — Maintenant, il y a cette affaire des officiers, que j'ai déjà exposée, et sur laquelle le maréchal du Reich est revenu. Le maréchal du Reich estime qu'il vaut mieux laisser leur grade à ces gens-là et leur donner des postes subalternes, selon leurs capacités.

GŒRING. — J'ai mis par exemple un général comme commandant de compagnie dans un régiment parachutiste. Jusqu'à présent, la dégradation faisait partie de la punition, quand une faute avait été commise. Si, aujourd'hui, l'on donne son congé à quelqu'un en tout honneur et qu'on lui fasse reprendre du service, à cette seule différence qu'on lui donne un grade moins élevé, parce qu'il ne peut pas exercer un autre commandement, on ne peut pas l'incorporer avec des galons d'adjudant. Ce serait une rétrogradation. Je me demande qui, dans ces conditions, voudrait encore devenir officier. Même si l'emploi est honorable, il n'y aurait plus ni protection ni garantie.

HITLER. — Seulement, il vous est très difficile de faire, aujourd'hui, commander une compagnie par un général subordonné à un chef de bataillon qui sera peut-être un lieutenant.

GŒRING. — Dans le cas présent, ça marche à merveille. On ne peut quand même pas le rétrograder.

BURGDORF. — Puis-je dire comment les choses se passent la plupart du temps dans l'armée ? Nous avons maintenant plusieurs milliers d'officiers qui n'ont jamais été dans le service armé, ou qui y ont été pour la dernière fois au cours de la guerre 1914-1918. Depuis lors, ils ont servi dans les bureaux, les postes administratifs, ou bien ils ont été commandants de gares, de secteurs ferroviaires, quand le front était très loin en avant d'eux et qu'il fallait assurer la couverture de ces régions. Or, voilà que nous avons ces gens sur les bras. Le ministre Gœbbels a très justement demandé qu'ils ne soient pas licenciés du fait que nous ne pouvons pas les employer comme officiers, alors que tout le monde est appelé sous les drapeaux jusqu'à la classe 1886. Car si nous les renvoyons de l'armée active, de plus jeunes pourraient, le cas échéant, être renvoyés, étant encore bons pour le service armé, tandis que de plus âgés ont été incorporés tout bonnement comme simples soldats. Ce contre quoi s'est élevé M. le maréchal du Reich, ce n'est pas du tout qu'on les laisse dans le service actif. Il est clair que leur place est là. La question est seulement de savoir comment les employer.

GŒRING. — Pendant la guerre 1914-1918, les gens ont fait leur devoir comme officiers, et ils ont été licenciés ensuite.

BURGDORF. — Mais ceux-là ne sont pas exercés au maniement des armes. Nous avons un régiment d'officiers à l'instruction à Wildflecken. Les gens y sont répartis en trois catégories : ceux qui sont à licencier, parce qu'ils ne sont plus à la hauteur et qu'il vaut mieux placer dans le secteur économique — cela se fait selon des critères très stricts, — puis ceux qui peuvent être employés avec avantage dans la troupe, à un poste quelconque, et enfin ceux qui, tout au long de la guerre, n'ont fait que s'embusquer systématiquement. Nous en avons trouvé qui, en un an, avaient occupé quinze emplois différents, d'où il ressort qu'ils avaient été renvoyés de partout.

GŒRING. — Si vous avez un embusqué, faites-le passer en conseil de guerre et dépouillez-le de son grade. Mon avis est seulement qu'il est impossible, dans le métier militaire, — cela ne se fait nulle part au monde — qu'on retire son grade à quelqu'un qui a servi avec honneur et à qui l'on n'a rien à reprocher, uniquement parce qu'on l'emploie dans un poste subalterne.

HITLER. — C’est comme ça chez nous, mais non en Angleterre.

GŒRING. — Il reste toujours officier.

BURGDORF. — Un officier en retraite ne peut que recommencer par le commencement. Hewel a cité le cas d’un colonel qui a repris du service et qui a été descendu comme canonnier à bord d’un avion.

GŒRING. — Enquérez-vous de la façon dont il avait été licencié.

BURGDORF. — Il était tout à fait bien, disait Hewel.

HITLER. — En Angleterre, le grade est lié à la fonction.

GŒRING. — J’ai bien étudié la question. Quand un capitaine qui serait promu commandant dans dix ans se trouve du jour au lendemain appelé à un poste occupé par un commandant, il se trouve promu au choix. Et si on le retire de là pour le mettre à un poste affecté à un capitaine, il se trouve rétrogradé au rang de capitaine. Mais si, au cours de toute sa carrière, il est promu commandant au bout de dix ans, il devient alors commandant à titre définitif, quel que soit le poste qu’il occupe. L’observation ne vaut que lorsqu’un officier est promu autrement qu’à l’ancienneté.

HITLER. — Je voudrais maintenant qu’on m’explique exactement comment les choses se passent en Angleterre. Qui peut me dire ça ?

FEGELEIN. — Le général Christian est très au courant ; je lui ai parlé ; il a été aux États-Unis.

BURGDORF. — Il y aurait encore à décider si l’on va créer des écoles d’officiers, et, à ce propos, si l’on spécifiera qu’un lieutenant-colonel pourra éventuellement commander une escouade et un capitaine la section, les grades ne rimant alors plus à rien. Mais je mets en garde contre ce procédé, car j’ai vu les gens. Tout le prestige que conserve encore le corps des officiers peut s’en aller en fumée si tout un bataillon d’officiers déserte. Car ceux que j’ai vus déserteront.

GŒRING. — C’est exact. Mais comment voulez-vous que quelqu’un veuille devenir officier, s’il se dit : « Je peux à tout moment être rétrogradé sans avoir rien fait » ?

BURGDORF. — Dès l’instant où le Führer s’est mis à promouvoir des gens sans tenir compte de ce qu’ils étaient, mais en ne tenant compte que de leurs capacités, dès cet instant il devait logiquement arriver qu’on dise : « Tu n’as malheureusement pas la capacité pour ça » à ceux qui ne l’avaient pas.

KEITEL. — Mais ces gens-là sont des êtres entièrement différents. Ils ne se seraient même pas présentés si on leur avait dit ça. Ils auraient pris un autre

métier.

BURGDORF. — Il n’y a pas un officier, dans cette guerre, qui n’ait avancé de trois grades.

GŒRING. — Naturellement, il a avancé. Quand un officier a quitté le service en raison de son âge ou temporairement pour cause de maladie, — la maladie n’est pas en question…

HITLER. — Je crois, Gœring, qu’il s’agit en bref de ceci. Nous allons maintenant lessiver tout cet appareil bureaucratique qui est naturellement tellement pléthorique que la bureaucratie civile est par rapport à elle comme un lapin par rapport à un saurien, et cela est lié au fait que, dans l’armée, dès le début de la guerre, on incorpore automatiquement tous ceux qui ont déjà servi ou qui ont été portés sur les registres à un titre quelconque. Les voilà donc incorporés, et incorporés sur la base de leur grade antérieur. Et puis ils ont continué à recevoir de l’avancement. Et maintenant, ils ont vieilli, ils ne peuvent exercer un commandement qu’à certaines conditions. Ce sont en effet des officiers de la guerre 14-18, qui ont rang de général et ne sont pas en état de commander un bataillon. Il en résulterait alors que j’incorpore et laisse prendre du service dans tout le reste du pays à tous les gens qui ne sont que partiellement ou conditionnellement bons pour le service armé, et qui occupent dans le civil Dieu sait quelles situations, tandis qu’au même moment, je licencie et renvoie dans leurs foyers d’autres gens qui occupent des postes inutiles. Car je ne peux pas les employer. Je ne peux pas donner au général une division ou un régiment, parce qu’il ne s’en tirera pas. Je ne peux pas donner au colonel un bataillon, parce qu’il ne s’en tirera pas. Il a constamment reçu de l’avancement et n’est pas capable de commander une compagnie. C’est là le problème. Cela n’a rien à voir avec les moyens d’existence qu’il revendique. Mais au moment où je lève le Volkssturm et où j’incorpore Dieu sait quoi en abaissant l’âge de la conscription, je me mets à renvoyer dans leurs foyers des gens parfaitement bons pour le service armé, parce qu’ils occupent des postes qui, visiblement, n’ont pas besoin d’être occupés, qu’ils n’occupent d’ailleurs pas, parce que c’est inutile, et qu’ils croupissent au sein d’une bureaucratie que nous voulons au contraire aérer. Je renvoie donc des gens bons pour le service qui sont par eux-mêmes des soldats, et j’en incorpore d’autres, qui ne sont bons pour le service que conditionnellement et qui ne sont pas des soldats.

GŒRING. — C’est exact, cela ne doit pas être. Il faut leur donner le poste où ils peuvent travailler, mais avec leur grade.

HITLER. — Oui, mais je ne peux pas les employer avec leur grade.

GŒRING. — Pas avec leurs fonctions. Ils ont fait leur devoir dans la guerre 14-18, ils sont devenus officiers d’active.

HITLER. — Je vous accorde tout cela. Mais en voilà un qui est aujourd’hui, admettons, colonel, et à qui le fait de confier un régiment serait l’assassinat de trois mille hommes.

GŒRING. — Il n’y a pas besoin non plus de lui confier un régiment.

HITLER. — Si cela se trouve, il n’est peut-être même pas en mesure de commander une escouade ; alors, ça devient difficile.

GŒRING. — Eh bien ! il montera la garde. Je l’ai de moi-même proposé à des généraux. Je leur ai dit que je ne pouvais rien leur offrir d’autre.

HITLER. — Les généraux ont accepté ça ?

GŒRING. — Quelques-uns, oui, quelques autres non.

HITLER. — Et ces derniers ?

GŒRING. — Je vais maintenant les incorporer dans des conditions plus dures. Jusqu’ici, je leur avais laissé le choix et ne les avais pas incorporés.

HITLER. — Et que fera-t-il alors ?

GŒRING. — S’il n’y a pas moyen de faire autrement, il montera la garde.

HITLER. — Comme général ?

GŒRING. — Comme général.

HITLER. — Croyez-vous que cela soit plus profitable à la cause ?

GŒRING. — Ce général s’est vaillamment battu comme chef de bataillon pendant la guerre 14-18, a été mis à la retraite comme colonel, puis a été rappelé parce qu’on avait besoin de lui.

HITLER. — Pendant la guerre 14-18, on n’a pas mis à la retraite un chef de bataillon avec le grade de colonel.

GŒRING. — Avec le grade de lieutenant-colonel.

HITLER. — Celui qui commandait mon régiment était un commandant, il a été par la suite confirmé dans son grade, et c’est moi qui l’ai nommé colonel. Dans la guerre 14-18, il n’y avait pas d’avancement pour ces gens-là. C’était le pire système d’avancement qui soit.

GŒRING. — Quelques-uns recevaient de l’avancement. Mais celui-là a été confirmé dans son grade de lieutenant-colonel, a été incorporé comme lieutenant-colonel parce qu’on avait besoin de lui pour quelque histoire

bureaucratique, et il a de nouveau reçu de l'avancement. Jusqu'à présent, dans le corps des officiers, la rétrogradation était ce qu'il y avait de plus infamant — il n'y a pas de doute — et on ne la comprend pas chez nous.

HITLER. — Je suis également d'avis qu'il faut procéder selon un autre principe. Il faut procéder de telle sorte que le grade soit par principe identique à la fonction.

GŒRING. — C'est ça, je suis entièrement de votre avis. Il y a trois ans que je m'accroche à ça.

HITLER. — C'est comme cela que les choses se passent en principe chez les Anglais. Celui qui commande une division est général de division, celui qui commande un régiment est colonel, celui qui commande un bataillon est commandant. Quand il a commandé un régiment durant un certain temps, il rétrograde.

GŒRING. — Seul un salaud a pu supporter d'être rétrogradé. Si ce n'était pas un salaud, il s'est fait sauter la cervelle.

HITLER. — Ce n'est pas une rétrogradation.

GŒRING. — Pour celui qui était colonel, et qu'on incorpore comme sergent, c'est une rétrogradation. Quand il se trouve réduit à cet état, il peut…

HITLER. — Mais il ne sera pas touché à ses droits.

GŒRING. — Mes droits, je les jetterais aux pieds de celui qui me ferait ça, et je lui dirais : « Vous m'enlevez l'honneur. » Vous savez pourtant que jusqu'à présent, dans le corps des officiers, cela a été considéré comme la pire des hontes.

HITLER. — Il n'en est pas ainsi en réalité. C'est votre opinion. On a aussi considéré comme une honte quand je faisais une promotion soudaine. Pour le corps des officiers, on a considéré comme une honte que je nomme immédiatement colonel ce commandant Remer.

GŒRING. — Pour celui-là, sûrement pas.

BURGDORF. — Si je devais remplir, étant général, un emploi de commandant, j'aimerais mieux le faire en tenue de commandant, parce que, sinon, je serais constamment diffamé publiquement et que tout le monde le saurait.

GŒRING. — Vous dites ça parce que vous n'êtes pas dans cette situation-là. Eh bien ! faites-le donc. Ce serait un exemple éclatant !

BURGDORF. — Je me sens encore capable d'exercer un emploi correspondant à mon grade.

GŒRING. — Il faut changer tout ça radicalement. En l'occurrence, cela équivaut à une dégradation sans arrêt de justice.

HITLER. — Ce n'est pas une dégradation. L'intéressé n'est pas dégradé : on lui donne un rang qu'il est effectivement capable de tenir, et au-dessus duquel il s'était élevé sans être en mesure de tenir en même temps le nouveau rang qui lui est assigné. Si, aujourd'hui, j'incorpore comme simple soldat un directeur d'usine, ce serait donc aussi une dégradation ?

GŒRING. — Non, car il n'est pas officier d'active, il n'a pas choisi la profession d'officier.

HITLER. — Mais il a choisi une profession, et il doit être capable de l'exercer, ce n'est pas une dégradation.

GŒRING. — S'il n'est pas capable de l'exercer comme directeur général, on lui signifie son congé.

HITLER. — Alors, il ne peut plus être directeur général, mais peut-être simple directeur.

GŒRING. — Ou bien, peut-être, voyageur représentant de commerce ailleurs.

FEGELEIN. — Il en a toujours été ainsi pour les « Politische Leiter[292] ».

HITLER. — Mon point de vue, au fond, est que le principe anglais est meilleur, selon lequel celui qui commande une division est général de division, celui qui n'en commande pas une ne l'est pas, et si, un jour, un général de division vient à commander un régiment, il redevient colonel.

KEITEL. — Dans la Reichswehr, à l'époque, nous estimions que des généraux ne devaient jamais commander de régiments ni de bataillons, et nous avons en conséquence supprimé comme inappropriés les insignes de grades de l'ancienne armée. Nous disions simplement : « Nous ne portons pas d'uniforme, mais seulement des étoiles », afin qu'alors un général pût lui aussi commander un bataillon. Autrement, nous n'y serions pas arrivés.

GŒRING. — J'ai eu chez moi un général qui commandait une escouade.

HITLER. — Que portaient alors ces gens-là comme insignes ?

KEITEL. — Dans la Reichswehr, des étoiles seulement.

FEGELEIN. — Hausser a pris sa retraite comme général de division, et il a été chez nous Standartenführer[293].

HITLER. — Un exemple tout de suite. Je voudrais tout de suite demander quelque chose : combien de généraux ont pris leur retraite dans l'armée, qui ensuite sont entrés dans les Waffen SS et ont occupé des postes inférieurs ?

GŒRING. — Ils n'y étaient pas obligés.

HITLER. — Qu'est-ce que ça signifie : « obligés » ? Nous subissons aujourd'hui une nécessité. La question est celle-ci : je dois me mettre dans la peau d'un commandant de compagnie. Un commandant de compagnie a le grade de sous-lieutenant, et il est capable de commander une compagnie, mais il a un colonel qui, pour sa part, est absolument incapable de commander une compagnie, parce qu'il y a vingt-cinq ans qu'il ne l'a plus fait. Or, voilà le colonel incorporé dans la compagnie comme chef de section — peut-être même pas —, le voilà donc à ce poste dans son uniforme. Quelle arlequinade allons-nous avoir là ? Est-ce que le commandant de compagnie saluera le colonel ?

GŒRING. — C'est une question de principe, qui bouleverse complètement et met cul par-dessus tête tout ce qui existait auparavant, une conception qui n'avait jamais été pensable jusqu'alors. Je me borne à le faire remarquer.

HITLER. — Il en est ainsi dans le reste du monde, sous une forme ou sous une autre.

GŒRING. — Dans le reste du monde ? Non pas. En Angleterre, ça ne se passe jamais ainsi. C'est pourquoi j'ai proposé d'établir une distinction entre le grade et l'emploi.

KEITEL. — Dans le Volkssturm, jusqu'ici, il n'y a pas eu de difficulté.

GŒRING. — Là, non. Vous avez dit : dans la Reichswehr. Vous vouliez dire, par conséquent, qu'il était devenu habituel, dans la Reichswehr, qu'un général qui commandait un bataillon ne soit que commandant ?

KEITEL. — Parfaitement : il ne portait pas l'uniforme de général ; il avait le titre de chef de bataillon et non plus de commandant, de lieutenant-colonel ou de général.

GŒRING. — Il y a combien de temps de ça ?

KEITEL. — Cela s'est fait dans la Reichswehr, et puis on y a renoncé en se disant : « Comment peut-on faire une chose pareille ? C'est de la folie. » C'est moi qui ai dit : « Il n'y a pas de grades, ni sous-lieutenants, ni capitaines, ni commandants, ni lieutenants-colonels ; il n'y a que des chefs de section, des commandants de compagnie, des chefs de bataillon, des commandants de régiment. »

GŒRING. — Quand est-il arrivé qu'un général soit par exemple chef de section ?

KEITEL. — Je suis bien placé pour le savoir. J'étais chef du bureau d'organisation à l'état-major général de l'armée.

GŒRING. — De quelles années parlez-vous ?

KEITEL. — Des années 1925-1930. Les règles de mobilisation qui s'appliquaient à l'ensemble de la force armée étaient officiellement pratiquées et reconnues. Là, il n'y avait plus de rang, mais seulement des grades liés à l'emploi.

GŒRING. — C'est précisément ce que je demande depuis deux ans. Mais le cas ne s'est pas présenté qu'un général, étant général, devienne tout à coup sergent.

JODL. — Voici ce que je ferais : le lieutenant-colonel X sera appelé sous les drapeaux en qualité de chef de section.

HITLER. — Il n'est pas dégradé. C'est là une définition qui a été soudainement jetée dans ce débat. Mais son grade, en tant que tel, subsiste.

GŒRING. — Quelqu'un qui était général et qui est appelé sous les drapeaux en qualité de sergent se trouve dégradé, selon l'opinion qui a prévalu jusqu'à présent.

HITLER. — Je ne peux pas l'appeler sous les drapeaux en qualité de général.

GŒRING. — S'il est appelé sous les drapeaux en qualité de chef de section ou de commandant une escouade, c'est différent.

KEITEL. — Nous étions à l'époque dans une situation de contrainte et, étant donné le nombre gigantesque des officiers de la guerre 14-18, nous ne pouvions pas faire autrement.

JODL. — Ces cas extrêmes ne se présentent sans doute jamais.

BURGDORF. — Lorsque quelqu'un est mis à la tête d'une escouade, il faut qu'il n'ait plus aucune personnalité de chef.

GŒRING. — Comment voulez-vous effectuer le changement de grade ? Vous avez dit vous-même : en qualité d'adjudant ou de sergent.

BURGDORF. — Ce sont les nombreux capitaines et commandants qui m'arrêtent.

GŒRING. — Vous parliez de généraux. Mais ce n'est pas réjouissant non plus pour un colonel.

BURGDORF. — Un colonel aussi, je pourrai toujours l'employer comme officier. Mais la plupart de ces gens n'ont jamais été des soldats.

GŒRING. — C'est exact ; je suis tout à fait d'accord avec votre définition, si l'on prend la qualification de l'emploi.

HITLER. — Mais votre homme ne pourra pas non plus, dans ce cas, se promener en uniforme de général. Quelle sorte de compagnie aurez-vous, en effet, si chaque commandant de compagnie porte un uniforme de sous-lieutenant, alors que le chef de section portera un uniforme de général, pour prendre des cas extrêmes ? Je ne sais pas ce qui sera le plus dégradant. D'un autre côté, je ne peux pas confier au général une troupe correspondant à son rang, s'il n'est pas capable de la commander. Comment donnerais-je à ce général une division de jeunes volontaires, si cette division doit s'en trouver anéantie ? Il a peut-être été un mauvais commandant de compagnie pendant la guerre 14-18, tout le monde sachant qu'en temps de paix, normalement, il n'aurait pas été capable de commander une compagnie. Il lui aurait fallu suivre des cours, exactement comme aujourd'hui. Nous donnons de l'avancement à beaucoup, tout en nous rendant compte qu'en temps de paix, dans des circonstances normales, ils n'auraient pas les capacités requises.

JODL. — Ne pourrait-on pas dire : le colonel X est appelé sous les drapeaux en qualité de commandant d'une compagnie de Volkssturm, même si on le met ailleurs ?

BURGDORF. — Il sera affecté là d'un coefficient de valeur différent.

HITLER. — J'ai eu dans les S. A. et les SS des gens qui ont gravi difficilement les échelons. Dans l'armée, cela ne se sent pas. Imaginez dans les faits cette compagnie commandée par un sous-lieutenant capable qui a été promu sous-lieutenant, mais qui sait commander cette compagnie et s'y trouve obligé, et qui a dans son effectif deux ou trois lieutenants-colonels ou généraux en uniforme. Durant ce temps-là, à mon avis, le grade doit être absolument mis en sommeil. Il n'y a pas d'autre moyen.

GŒRING. — Laissez-lui son rang en dehors du service, et mettez-le en sommeil durant le service.

HITLER. — Il faut éviter une chose : c'est que ceux qui sont bons pour le service armé cessent d'aller au feu uniquement parce qu'ils ne sont pas capables de tenir un emploi, alors qu'un autre, qui ne sera bon pour le service que conditionnellement, sera contraint d'aller au feu. À l'heure

actuelle, il me faut tenir compte du facteur psychologique non seulement chez l'officier, mais aussi chez le peuple allemand. En définitive, ce n'est pas une honte du tout.

GŒRING. — Mais il faut l'expliquer et le faire comprendre.

JODL. — Il ne faut pas laisser naître le sentiment qu'on est rétrogradé sans s'être rendu coupable de rien.

BURGDORF. — On fera faire à ceux-là une période d'instruction de six semaines, pour montrer s'ils ont ou non quelque chose dans le ventre. Je les ai vus, et vous diriez tout de suite, monsieur le maréchal du Reich : « Ce type-là devrait dépouiller l'uniforme. » Si j'avais à effectuer des milliers de rétrogradations fondées sur des bases juridiques, je n'aurais pas le personnel nécessaire pour faire le travail.

GŒRING. — Je dirais tout de suite : « Ouste ! Décampez de la Wehrmacht et entrez dans le Volkssturm ! »

BURGDORF. — Il y a des vieux dans le Volkssturm. On verra arriver alors un homme de quarante-six ans, bon pour le service armé, qui a réussi à s'embusquer et qui était auparavant dans un poste à l'ouest.

GŒRING. — Eh bien ! Celui-là, vous pourrez le rétrograder.

HITLER. — Il ne sera pas capable non plus de commander une troupe. Il n'a jamais occupé de pareils emplois. Je ne peux pas lui confier la plus petite troupe.

GŒRING. — Alors, il faut aller chercher dans la troupe même une série de gens capables.

BURGDORF. — On a assez vite fait de les découvrir dans une unité combattante.

FEGELEIN. — C'est ce que faisait aussi le Reichsführer. À la 19e armée, il se bornait à dire : « Mon avis est que… », et l'affaire était réglée.

HITLER. — En fin de compte, le métier militaire est un métier de combattant. Ce doit être là le but.

GŒRING. — Il suffit de bien le faire comprendre en exposant le principe. Car il y a une façon de voir toute différente.

HITLER. — Ce n'est pas une rétrogradation ; le grade est simplement mis en sommeil pour la durée de l'affectation. Si l'homme est capable, il retrouvera son rang à bref délai. Cela lui est beaucoup plus facile qu'à un autre. Mais il faut trouver un moyen quelconque d'en sortir. Une chose doit

être évitée : c'est qu'on effectue une opération militaire de ratissage au peigne fin et que des gens enlevés aux bureaux militaires soient mis à ne rien faire dans le civil. Je ne peux pas les employer non plus au service du travail, étant donné que nous avons pour l'instant une surabondance de main-d'œuvre. Mais, même en faisant abstraction de ça, les gens ont raison de dire : « Celui-là est bon pour le service armé, celui-ci ne l'est pas, et c'est lui qu'on incorpore. »

BURGDORF. — Dans le régiment d'instruction pour officiers, le départ d'une section de lanceurs de grenades qui a été envoyée au Reichsführer en Forêt-Noire a opéré des miracles. Mais, à la base, cela a fait mauvais effet de voir un lieutenant-colonel et trois sous-lieutenants traîner des lance-grenades.

HITLER. — Cela, à mes yeux, est beaucoup plus infamant que l'autre procédé. L'autre procédé repose sur le fait que l'on donne à quelqu'un un poste correspondant à ses capacités et que je peux lui confier en toute sécurité. Dans l'autre cas, je le laisse se promener dans son uniforme et faire un travail qui est la besogne d'un simple deuxième classe ou d'un sous-officier.

GŒRING. — Dans ce cas, il faut immédiatement tirer les conséquences, bloquer l'avancement, etc.

BURGDORF. — Ne donner de l'avancement qu'à ceux qui exercent un commandement dans la troupe.

GŒRING. — Alors, il ne restera plus personne dans les états-majors.

BURGDORF. — Nous avons quand même bien des postes privilégiés.

KEITEL. — Nous avons des tâches que doivent effectuer ceux qui sont réellement proches du front. Avec des crétins, nous ne pouvons rien faire.

BURGDORF. — C'est encore bien pire de retirer ceux qui sont bons pour le service armé.

KEITEL. — Voulez-vous lire mon instruction sur les gens qu'on retire et qui sont bons pour le service armé ? Cela devient peu à peu insupportable.

GŒRING. — Je ne peux pas non plus laisser quelqu'un à l'état-major, s'il dit : « À l'état-major, je ne peux pas recevoir d'avancement ; il faut que je fasse mes preuves dans un commandement de troupe ; je ne resterai pas là, vous ne pouvez pas me demander ça ; aujourd'hui, je pourrais commander une compagnie ; vous m'avez fait quitter pendant un an, et je ne serais pas

capable à présent de commander une escouade, et pourtant il n’y a pas de ma faute. » Voilà ce que dit celui-là.

BURGDORF. — À ceux-là, nous donnerons de l’avancement. Nous prendrons des officiers-payeurs comme commandants de compagnie et comme chefs de bataillon dès qu’ils en seront capables.

HITLER. — Je tiens pour plus mauvais de former aujourd’hui ce qu’on appelle des bataillons d’officiers. Car si ceux-là flanchent, ça produira un très mauvais effet. Cela fera le tour des autres unités, et ils passeront alors pour des bataillons de discipline. Il me semblerait plus indiqué de les intégrer dans un corps de troupe. Car cela[294] serait un opprobre absolu.

GŒRING. — Dans le bataillon de lanceurs de grenades dont je parlais, un lieutenant-colonel, qui avait été chef de mon service de ravitaillement en Pologne, en France et en Russie, a été décoré, et il a reçu de ma main la croix de fer de 1re classe. Cet officier a été dénoncé par un de ses compatriotes du Haut-Danube pour avoir tenu de prétendus propos qu’il n’a jamais tenus, qui dataient d’avant l’Anschluss, et, là-dessus, on lui a enlevé son poste, on l’a fourré dans ce bataillon de lanceurs de grenades à Wildflecken, et voilà un homme irréprochablement bien, un lieutenant-colonel parfaitement capable et tout spécialement irréprochable, qui traîne des lance-grenades et qui m’écrit des lettres affreuses et vraiment émouvantes. Il dit : « Je suis déshonoré sans avoir commis de faute, sans enquête sérieuse ni examen *a posteriori* des faits, simplement à cause d’un sale individu qui m’a dénoncé, et je ne sais pas comment me tirer de là. » Je crois qu’il n’est pas encore réhabilité.

HITLER. — Il s’agit de cas dans lesquels il nous faut à présent liquider en partie les cinq sixièmes de notre administration. Il ne s’agit pas du tout de déshonorer. Il faut liquider en partie l’administration, et ces cinq sixièmes, on ne peut plus les laisser être soldats, parce qu’ils ne peuvent pas recevoir un commandement militaire correspondant à leur rang.

GUDERIAN. — Alors, il faut les mettre dans un autre emploi. Si un colonel ne peut être employé que comme chef de bataillon ou comme commandant de compagnie, il le sera, et, pour la durée de ce service, il enlèvera ses pattes d’épaules.

HITLER. — C’est précisément ce dont il s’agit.

GŒRING. — Mais il ne sera pas sous-officier.

GUDERIAN. — Non. Il restera colonel ou général, en conservant toute sa solde et tous ses avantages.

GŒRING. — Laissez donc la solde de côté.

FEGELEIN. — Au commando d'accompagnement, il y a pourtant beaucoup de Haupsturmführer[295] qui servent en qualité de sous-officiers à la division « Leibstandarte ». Cela n'a jamais provoqué aucune difficulté.

GŒRING. — La Waffen SS est une formation d'activé. Les autres ne sont pas d'activé. S'ils accomplissent là du service, ils servent comme ils servent comme réservistes. Ce peut être aussi bien un préfet qu'un caporal. C'est quelque chose de différent. Vous n'aurez maintenant plus personne qui restera dans un poste de commandement, parce qu'il dira : « Je cours ce risque. »

HITLER. — Ça ne se peut en aucun cas. *Primo* parce que je ne peux pas renvoyer ces gens-là dans leurs foyers. En même temps que j'incorpore des hommes qui ne sont que très conditionnellement aptes au service armé et dont l'âge va jusqu'à près de cinquante-six ans, je libérerais des hommes de quarante-cinq ans, bien qu'ils aient été constamment soldats ! Cela ne se peut pas. *Secundo*, il n'est pas possible qu'à des gens qui ne sont pas capables de commander une unité, j'en mette une de force entre les mains.

GŒRING. — Et *tertio*, je ne peux pas venir dire à des gens qui étaient capables de commander une unité, mais que j'en retire pour faire un travail d'état-major : « Du fait que vous avez été dans un état-major, vous ne recevrez pas le commandement d'une unité. »

HITLER. — S'ils sont capables d'exercer le commandement d'une unité, on le leur donnera.

GŒRING. — Non : ils en ont été capables autrefois.

HITLER. — Alors, ils le seront de nouveau à bref délai. Ils apprendront. Cela n'a rien de honteux. Moi aussi, il m'a fallu apprendre à être chancelier du Reich. J'avais été chef de parti, j'étais mon propre maître, et, comme chancelier, j'étais le subordonné du président du Reich. J'ai été quelque temps Regierungsrat au Brunswick.

GŒRING. — Mais pas en exercice.

HITLER. — Ne dites pas ça. J'ai rendu de grands services à cet État.

BURGDORF. — Nous leur faisons à tous suivre des cours, nous continuons leur instruction. En outre, nous ne cessons de demander aux autorités du

commandement supérieur de nous confier les intéressés pour deux mois, ce qui fait que l'intéressé revient et ne devient pas un étranger.

HITLER. — Le chef-né, apte à commander une troupe, je peux aujourd'hui aller le prendre dans n'importe quel état-major, — et quand je le ramène, je ne peux pas dire qu'il franchisse tout cela d'un seul bond. C'est une impossibilité. Car ils ont infiniment de choses à apprendre. Tous ceux qui exercent un commandement sur le front vous le diront. Mais, en peu de mois, il refera naturellement aussitôt la preuve de ses qualités de chef. Il aura alors de nouveau un poste correspondant à son rang, si toutefois il est un chef-né. Cela est très clair, ça n'est pas sorcier. Prenez aujourd'hui le chef-né, apte à commander une troupe, et, en très peu de temps, il sera à la place qui correspond à son rang.

## Encore le camp de Sagan

FEGELEIN. — Les 10.000 officiers et sous-officiers de Sagan, Anglais et Américains, partent dans deux heures en convoi. Il y a en outre 1.500 hommes qui étaient quelque part à proximité dans le Gouvernement général[296], mais qui se sont rendus à pied à Sagan. À ceux-là, comme on ne pouvait pas les transporter, on a offert de les laisser avec les Russes. Ils ont refusé et ont proposé de combattre avec nous.

HEWEL. — Ils voulaient avoir des fusils.

JODL. — Si nous arrivons à amener des Anglais et des Américains à se battre contre les Russes, ça ferait sensation.

HEWEL. — Mais le fait n'est pas encore confirmé.

HITLER. — Il y en a peut-être un qui a dit quelque chose de ce genre, et puis l'on généralise immédiatement. Je suis on ne peut plus méfiant.

FEGELEIN. — Si c'est possible, bon, nous pourrons le faire.

HITLER. — Mais pas parce qu'un seul aura parlé dans ce sens.

FEGELEIN. — Ces 1.500-là ont fait la route à pied, ils ne sont pas montés en camion, parce qu'ils avaient peur d'être conduits chez les Russes. C'est pourquoi ils ont préféré marcher, ayant vu les Russes fondre sur un convoi civil allemand. Cela leur a produit un tel effet qu'ils sont partis.

HEWEL. — On peut laisser sans crainte venir quelques officiers anglais.

JODL. — Ce pourraient être des spécialistes de l'aviation.

*Le rapport du 23 mars 1945 au soir est le dernier dont le procès-verbal a été conservé. Les Alliés franchissent alors le Rhin.*

## Front ouest

BHUDERMULLER. — *Ici*, dans le secteur au sud d'Arnheim, tirs d'artillerie comme la veille. La reconnaissance aérienne a dénombré sur *ce* point 1.375 véhicules motorisés, dont 233 chars. Dans *cet* autre secteur aussi, de fortes concentrations de véhicules motorisés ont été constatées. De part et d'autre de Rees, l'ennemi, selon les rapports reçus jusqu'à présent, a franchi le Rhin à l'effectif d'une compagnie, au moyen de chars amphibies. La 8e division de chasseurs parachutistes juge que la situation lui permettrait de régler cette affaire avec son régiment de réserve.

HITLER. — Non.

BRUDERMULLER. — Le groupe d'armées a cependant immédiatement prélevé à cet effet la 15e division d'infanterie motorisée, qui se rend sur les lieux pour régler cette affaire et rejeter l'ennemi à l'eau. La 116e division blindée, de son côté, monte dans le secteur de la 15e division d'infanterie motorisée. Forte activité d'avions de combat durant toute la journée, jusque loin dans l'arrière-pays. *Ici* également, très violents tirs d'artillerie depuis 17 heures, et activité particulièrement intense de l'aviation de chasse et de bombardement dans *ce* secteur-*ci*, de sorte que le commandant en chef sur le front ouest s'attend également à une attaque du côté de Wesel. En ce qui concerne la tête de pont, je vais exposer la situation sur *cette* petite carte. *Ici*, dans la partie nord, forts mouvements de motorisés. Ailleurs, sur le front est de ces deux corps d'armée, tirs d'artillerie seulement et activité de l'aviation de combat jusque dans l'arrière-pays. Entre autres, le P. C. du groupe d'armées B a été de nouveau attaqué. *Ici*, l'ennemi a poursuivi ses attaques en direction de l'est, réussissant à faire quelques percées assez profondes. *Là*, une ligne de barrage a été édifiée. Plus bas, *ici*, l'ennemi a pu être arrêté sur *cette* ligne. D'après un rapport non confirmé, 30 chars seraient entrés à Niederbieber. Pas de nouveau rapport sur l'occupation de Neuwied. Une contre-attaque d'un régiment de la 18e division d'infanterie de Volkssturm a été stoppée *ici* par un barrage de canons antichars. *Là*, à l'ouest de Mayence, on signale des projections de brouillard artificiel et un

trafic de véhicules. Le groupe d'armées B signale qu'il ne croit pas pouvoir pour l'instant, *ici*, dégager la 6e division de montagne SS Un bataillon est cependant tenu en alerte pour pouvoir à n'importe quel moment se rendre en peu de temps sur les lieux. Une reconnaissance de chasseurs signale *ici* la présence d'un pont[297].

HITLER. — Est-ce que toute la Luftwaffe est en ligne *ici*, pour au moins détruire ça ?

VON BELOW. — Des *Messerschmidt-262* et des *Arado-234* ont été engagés et en outre des chasseurs *Otto*[298], mais les chasseurs n'ont guère pu arriver *jusque-là*, parce qu'avant ils se sont trouvés mêlés à des combats aériens.

BRUDERMULLER. — La Luftwaffe demande à présent si l'effort principal doit porter *ici en haut*, près de Wesel, ou bien *ici*.

HITLER. — Il faut immédiatement le faire porter *ici, en bas*.

BRUDERMULLER. — Le général Jodl propose que l'effort principal continue à se faire *là*, étant donné d'abord que nous sommes beaucoup plus faibles sur terre que dans les airs et, de plus, si nous déplaçons les formations, on ne pourra effectuer de vols ni *ici* ni *là-bas*.

VON BELOW. — Il y a déjà eu aujourd'hui des vols effectués *ici*.

BRUDERMULLER. — Selon les derniers renseignements téléphoniques communiqués par le commandant en chef sur le front ouest, une contre-attaque en direction nord-sud a été déclenchée tard dans la soirée. Une attaque en direction ouest-est est projetée pour cette nuit. On ne sait pas encore si elle a déjà commencé. Le feld-maréchal Kesselring[299] a lui-même parcouru ce secteur. Le commandant en chef sur le front ouest a ordonné que l'on fasse sauter les ponts, depuis le cours inférieur du Main jusqu'à Höchst, que l'on procède à la mise à feu pour les ponts de Francfort et que les autres ponts du Main, en remontant jusqu'à Miltenberg, soient pourvus de charges explosives. Un officier supérieur du génie a été détaché ; il est responsable de la préparation technique de l'affaire.

HITLER. — Le mieux serait de voir si l'on ne pourrait pas obtenir quelques « Tigres de chasse ».

BRUDERMULLER. — Les « Tigres de chasse » du 653e détachement qui sont actuellement en état de service sont tellement occupés à combattre sur la rive gauche du Rhin qu'on ne peut pas les en retirer. Les chars qui ont été ramenés pour remise en état — il y en a 16 — seront, dès leur remise en

état, dirigés sur la tête de pont d'Oppenheim. Mais il n'est pas encore arrivé de rapport disant quand ils seraient prêts.

HITLER. — Alors, il faut immédiatement leur faire parvenir par avion les pièces de rechange nécessaires. Il faut en donner avis immédiatement, pour qu'on fasse parvenir ces pièces immédiatement. S'est-on déjà mis en liaison avec Saur ?

BRUDERMULLER. — Je vais en reparler immédiatement au général Thomale. Dans le secteur de Ludwigshafen, l'ennemi a pénétré jusqu'au centre de la ville. Les rapports signalent de durs combats de rues et aussi de lourdes pertes. On souligne particulièrement que le Kreisleiter[300] a remarquablement appuyé notre action. Dans le secteur de Ludwigshafen, il y a encore 70.000 civils qui constituent une gêne pour le combat. Le commandant en chef sur le front ouest a ordonné, puisqu'un commandement homogène n'est plus possible, et qu'en outre, à son avis, on ne gagnera pas beaucoup de temps si l'on continue à se battre *ici*, que le lieutenant-colonel Lœffler — c'est l'ancien commandant de la place de Coblence — passe de *ce* côté avec le reste de la garnison, parce qu'on a absolument besoin de lui dans la partie ouest de la ville pour diriger les combats.

HITLER. — Oui.

BRUDERMULLER. — Au cours de ces combats, 7 chars ont été détruits. On a fait sauter les bacs et les ponts près de Spire. *Là*, l'ennemi attaque par le nord sur Spire. *Ici*, des attaques également. L'ennemi a pris Bergzabern, pour ensuite pousser à l'ouest et avancer jusqu'à Herxheim.

HITLER. — D'après ce que racontent les Américains, il n'y a *là* pour ainsi dire pas de résistance. Ils annoncent 16.000, 7.000, 9.000 prisonniers par jour.

BRUDERMULLER. — Le gros de l'artillerie de la 16e division d'infanterie de Volkssturm est *là* ; mais, en ce qui concerne l'infanterie, rien n'est encore signalé. Le gros de l'artillerie de la 36e division d'infanterie de Volkssturm est *là* aussi, plus un bataillon ; il en manque encore un autre. Je rectifie : sur l'artillerie de la 16e, 12 pièces sont *là*. En ce qui concerne les divisions portées sur *cette* carte, on ne connaît pas encore leur position.

[…]

## Encore le front ouest

HITLER. — Quand les deux régiments de parachutistes venant d'Italie vont-ils monter *par ici ?*

BRUDERMULLEK. — Je ne peux pas le dire pour l'instant. Je vais me renseigner.

HITLER. — Kesselring réclame des unités puissantes. Nous avons perdu au moins 15 unités puissantes en nous retirant de la ligne Siegfried, sous prétexte que l'on est mieux à même de combattre en terrain dégagé. Vous voyez le résultat de toutes ces sornettes. Kesselring n'y est pour rien.

BURGDORF. — Non, il a maintenant fait tout ce qu'il pouvait.

HITLER. — Le pire, c'est cette seconde tête de pont *ici,* près d'Oppenheim. Est-ce qu'une brigade blindée de chez nous ou n'importe quoi d'autre se dirige encore *par là ?* Et les autres[301], est-ce qu'ils n'ont pas réussi à passer ?

VON BELOW. — 117 chasseurs ont été engagés pour attaquer à la bombe et avec leurs armes de bord. Une partie de ces formations n'a pu arriver jusqu'à la tête de pont, par suite des combats aériens livrés antérieurement. 9 avions sont portés manquants. Une partie d'entre eux est arrivée sur l'objectif.

HITLER. — Une partie ? Donc pas seulement le *Messerschmidt-262 ?*

VON BELOW. — Non, une partie aussi des autres chasseurs.

HITLER. — Ont-ils pu attaquer le pont ?

VON BELOW. — Nous n'avons pas encore reçu de rapport à ce propos.

HITLER. — Ce qui m'inquiète dans la Luftwaffe, ce sont ces chiffres d'appareils réputés perdus. On dit tout simplement qu'ils sont manquants. Au-dessus du territoire du Reich ? On ne peut pas concevoir qu'ils aient explosé en l'air et qu'on n'en retrouve rien. On devrait quand même obtenir des éclaircissements dans quelques jours. Machinchose a formulé aujourd'hui un certain soupçon, tout à fait indépendamment de moi, mais c'est également ma conviction, étant donné qu'ils ne rendent plus compte de rien à ce sujet et qu'ils observent un silence total.

## Situation aérienne

VON BELOW. — Les formations de quadrimoteurs américains ont attaqué aujourd'hui des installations ferroviaires dans la région Rhin-Münster-

Osnabruck, un autre groupe dans le secteur Bochum, Essen, Iserlohn, Hagen et Dinslaken. Les quadrimoteurs anglais ont également attaqué des installations ferroviaires dans la région de Bocholt, et une partie des appareils a fait des attaques sur Brème et sur le camp d'aviation de Quakenbrück. D'après les rapports reçus jusqu'à présent, *17 Messerschmidt-262* en tout ont été engagés. D'après les rapports reçus jusqu'à présent, 4 appareils ennemis en tout ont été descendus, sans pertes de notre côté.

HITLER. — Par *le Messerschmidt-262 ?*[302]

VON BELOW. — Par le *Messerschmidt-262 !*

HITLER. — Les autres[303] ne peuvent pas l'approcher ?

VON BELOW. — Non, les autres ne peuvent pas l'approcher. Au sud, attaque de 600 quadrimoteurs américains sur les usines de carburant synthétique de Schwarzheide et sur des objectifs industriels dans cette même région de Lusace. De plus, 200 avions sur les installations ferroviaires de Saint-Valentin et dans la région de Vienne. À l'est, des avions de combat se sont attaqués aux ponts. Trois coups au but sur le pont près de Lebus, et un sur le pont près de Gœritz. Ce soir, nous engagerons encore quelques *Junkers-88*, au nombre de 6. C'est tout pour l'essentiel.

## On revient au front ouest

HITLER. — Le plus gros danger, je le vois effectivement dans cette deuxième tête de pont, la tête de pont d'Oppenheim.

BURGDORF. — C'est aussi que l'ennemi a amené son matériel avec une telle rapidité !

HITLER. — Un pont de bateaux !

HEWEL. — Mais aussi le Rhin, en cet endroit, n'est pas tellement large.

HITLER. — Il a largement 250 mètres ! Il suffit que, sur un barrage du fleuve, un seul homme s'endorme, et il peut se produire une catastrophe épouvantable. La tête de pont de *là-haut* est probablement cause de ce que quelques unités d'*en bas*[304] aient pu s'échapper. Si elle n'avait pas existé et si l'adversaire avait tout de suite poussé en direction du sud le long du Rhin avec toutes ses forces, personne ne s'en serait sorti. À partir du moment où l'on se laisse débusquer d'une forteresse, c'est fini. Là, le commandement a

agi de façon lamentable. Il a insufflé dans la troupe, du haut en bas, l'idée que l'on se bat mieux en terrain dégagé qu'à l'intérieur d'une ligne fortifiée.

## Divers

BURGDORF. — M. le ministre du Reich Gœbbels demande l'autorisation de pouvoir faire transformer l'axe est-ouest de Berlin[305] en piste pour les avions. Il serait nécessaire à cet effet de supprimer les candélabres sur les côtés et de plus, de chaque côté, d'abattre les arbres du Tiergarten sur une largeur de 20 mètres. Il estime que ce serait une bonne chose, étant donné que cela permettrait par la suite d'élargir l'axe est-ouest.

HITLER. — Il peut le faire, mais je ne crois pas que ce soit nécessaire. 50 mètres de largeur doivent suffire.

ZANDER. — Il ne me reste plus à parler que des trois derniers messages-radio de Hanke[306].

*(Exposé de situation)*

HITLER. — Je voudrais avoir la totalité des derniers messages-radio.

ZANDER. — Ils sont dans le centre de repli du secrétariat du parti. Il faut que je les demande.

HITLER. — Réclamez-les immédiatement ! Il est arrivé un télégramme dans lequel il dit que l'ennemi utilise à présent des armes ultra-lourdes contre lesquelles ils n'ont pas de moyen de riposte. Là-dessus, on a demandé d'envoyer des SIG[307]. Mais, pour les SIG, on a tenu, comme toujours en pareil cas, de doctorales palabres. C'est le groupe d'armées qui doit les fournir, a-t-on dit. Mais moi, j'ai ordonné que cela se fasse ici, en partant du centre même, et j'ai immédiatement fait vérifier s'il y en avait en cet endroit. Buhle a alors fait l'étonné. En réalité, a-t-il dit, c'est le commandant en chef de l'armée de réserve qui devrait les fournir. Le groupe d'armées n'a pas de SIG Ça a duré une éternité. Après quoi on a prétendu qu'ils n'entraient pas dans les avions, puis qu'ils ne pouvaient y entrer qu'une fois démontés, puis qu'on ne pouvait pas atterrir. En fait, l'atterrissage les épouvante. À présent, on déclare que si l'on met les SIG dans les avions, on ne pourra plus y mettre de munitions. En réalité, il s'agit de six appareils, six planeurs de transport. Le reste est disponible pour les munitions. Mais Hanke est un spécialiste des chars ; il n'a aucune notion de

ces choses-là. S'ils ont vraiment besoin d'armes pour tirer de façon sûre sur l'*ennemi* et le faire déguerpir de certains blocs, il y a naturellement de meilleurs outils encore ; seulement, ceux-là, on ne peut pas les amener *là-bas*. Mais il n'y a pas d'arme plus efficace que le SIG qu'on puisse amener *là-bas*. Bien sûr, si l'on n'embarque dans l'avion que 18 coups pour l'approvisionner, c'est une cochonnerie. Avec 18 coups, on ne peut rien faire, bien que, naturellement, un SIG soit capable d'un seul coup de démolir une maison jusqu'à la cave.

BURGDORF. — Puis-je donner au D^r^ Gœbbels l'autorisation qu'il sollicite ?

HITLER. — Oui, mais je ne vois pas pourquoi il faudrait élargir. On n'atterrit quand même pas avec des *Goliaths*. L'avenue a 52 mètres de large.

VON BELOW. — Si, par la suite, le *Junkers-52* doit atterrir dans l'obscurité, ce sera difficile si les candélabres restent en place.

HITLER. — Les candélabres, soit ; mais déboiser sur 20 à 30 mètres sur la droite et la gauche du Tiergarten…

VON BELOW. — Ce n'est pas nécessaire.

HITLER. — On n'a pas besoin de plus de 50 mètres de largeur. D'ailleurs, cela ne servirait à rien, étant donné qu'on ne peut pas consolider le terrain à droite et à gauche. Ça ne rime absolument à rien.

JOHANNMEYER. — Il ne s'agit que des trottoirs et des accotements.

VON BELOW. — Moi non plus, je ne considère pas un déboisement sur 20 mètres comme nécessaire, mais pour l'enlèvement des candélabres, oui.

HITLER. — Il peut faire enlever les candélabres.

BURGDORF. — Je vais le lui transmettre.

HITLER. — Mais j'y pense : sur l'axe est-ouest, on pourrait faire aussi décoller des *Messerschmidt-162* et des *Messerschmidt-262*.

VON BELOW. — Eh oui, avec la longueur dont on dispose !

HEWEL. — Oui, mais pas avec la colonne de la Victoire.

BURGDORF. — Il faudrait la faire disparaître.

HITLER. — Il y a près de 3 kilomètres jusqu'à la colonne de la Victoire. C'est une longueur suffisante.

BURGDORF. — Lankeit a commandé jusqu'à présent la 12^e^ division. Il va maintenant se trouver libre. Alors, je voudrais proposer que nous le fassions

venir à la division « Hochund Deutschmeister ». Il a acquis une très bonne réputation à la 12e division. Il est originaire de Haute-Bavière.

HITLER. — À la 12e division sur le front ouest ?

BURGDORF. — Oui. Il était auparavant sur le front est et il connaît son affaire. Et puis, j'ai encore une question : que se propose-t-on de faire au sujet de la permission de Guderian ces jours-ci ?

HITLER. — Je voudrais enfin, une fois pour toutes, savoir quelle est l'opinion du médecin au sujet de Wenck. Je veux un avis formel dont le médecin répondra sur sa tête. « Il sera rétabli dans tel délai », un point, c'est tout. Ils ne cessent d'user de défaites comme : « Il pourra quitter l'hôpital tel jour », alors qu'ils paraissent ne pas savoir encore s'il faudra l'opérer.

BURGDORF. — Le médecin nous a dit qu'il jugeait nécessaire de le garder jusqu'au 15 avril, bien que Wenck ne cesse de le tarabuster.

VON BELOW. — Durant le temps où vous n'êtes pas à l'Obersalzberg, mon Führer, peut-on économiser le brouillard artificiel ? On en projette actuellement des nappes chaque fois qu'il arrive un avion, et cela entame très fortement les réserves du produit nécessaire.

HITLER. — Oui, mais alors, tout sera fichu, il faut bien s'en rendre compte. C'est une des dernières échappatoires que nous possédions. Il n'arrivera rien au Bunker[308], et il ne s'agit d'ailleurs pas de ma demeure ; mais l'ensemble des constructions sera fichu. Si, un jour, ici, Zossen[309] est démoli par les bombardements, où irons-nous ? Une grosse attaque sur Zossen, et Zossen est fichu. Une grande partie en est vraisemblablement déjà détruite.

BURGDORF. — Tout le monde y est en état de travailler. Les maisons sont toutes demeurées entières, et il y a suffisamment de baraquements. Mais si les baraquements sont détruits, la dernière possibilité disparaîtra.

HITLER. — J'ai en effet vu une des photos. C'était un mur de béton d'un mètre. C'est du béton de l'armée qu'ils avaient employé là, car une pareille bombe n'aurait jamais dû l'enfoncer, étant donné que c'était sous terre.

BURGDORF. — Je ne voudrais pas, y ayant été reçu, faire d'observations sur l'installation réalisée par la flotte aérienne ; mais si j'avais pu me douter qu'une chose pareille existât à proximité immédiate de Berlin, j'aurais dit que c'était un scandale. Car, en plus de vous, mon Führer, il y aurait place pour les deux états-majors[310]. Ils ont là près de Wannsee — c'est l'ancienne

école de protection aérienne — un Bunker protégé par 3 m 50 de béton armé, avec quatre étages dont un souterrain et trois en surface. J'ai vu ça par hasard.

HITLER. — On ne m'en a pas dit un mot jusqu'à ce jour.

VON BELOW. — C'est le Bunker de la flotte aérienne. Il y avait là, autrefois, l'école de protection aérienne, et le Bunker a été construit il y a environ deux ans par la flotte aérienne.

HITLER. — La vérité est que, naturellement, rien n'est absolument sûr ; mais, d'une façon générale, contre les bombes jusqu'à 1.000 kilos, les Bunkers d'ici[311] peuvent être généralement considérés comme sûrs. Ici, par conséquent, on peut à n'importe quel moment abriter une partie[312]. Je puis d'ailleurs mettre certains autres services à la porte. C'est une chose possible. On peut abriter là une partie. *Là-bas,* Zossen n'est pas sûr, non pas qu'il ne puisse être rendu sûr en soi, mais parce que ç'a été construit par l'armée, et non par une entreprise de travaux publics. Si ç'avait été construit par l'Organisation Todt et par une véritable entreprise de travaux publics, des murs de béton d'un mètre d'épaisseur auraient résisté suffisamment pour que tout au moins les installations souterraines n'aient pas été transpercées sans difficulté. Mais j'ai vu qu'une bombe avait pénétré par côté et avait immédiatement percé d'un mètre sous terre. Or, j'ai vu également l'armature : extérieurement, une armature comportant deux couches au maximum, et, à l'intérieur, une armature semblable de deux couches au maximum. C'est naturellement une plaisanterie. C'est seulement pour pouvoir dire qu'on a fait des constructions bétonnées. Les précédentes constructions faites par Speer ne sont pas, elles non plus, excellentes, il faut bien s'en rendre compte. Même les constructions d'ici sont simplement très massives, parce qu'elles ont au-dessus d'elles d'énormes bâtiments et que ces bâtiments offrent par eux-mêmes une protection formidable. Mais ils ne présentent pas une sécurité absolue. Les constructions faites par l'armée[313] sont toutes illusoires. Il faut le dire carrément. Ç'a été fait par des gens qui se sont abusés eux-mêmes. Si un véritable tapis de bombes dégringole là-dessus, toutes les maisons édifiées à Zossen seront balayées, toutes les constructions qui sont là, d'abord ce qui est en surface, de toute manière, mais également les deux abris souterrains. Eux aussi sont faibles. Or, la question est celle-ci : est-ce que l'ensemble

des services sera à même de travailler, si toutes les constructions en surface sont détruites ?

BURGDORF. — Oui, ils pourront travailler dans les abris souterrains.

HITLER. — Seront-ils suffisants pour tous les services ?

BURGDORF. — Oui, pour les services de l'état-major restreint qui y sont déjà installés.

DE MAIZIÈRE. — Dès à présent, de nombreux éléments travaillent dans les abris souterrains, pour autant que les installations en surface ne sont pas encore remises en état. Par exemple, le général Krebs, chef du bureau des opérations, y travaille. Pour les services qui sont actuellement là, ça peut donc aller, même si les constructions en surface sont détruites.

HITLER. — C'est une chose à laquelle il faut naturellement s'attendre. L'ennemi sera, bien entendu, informé de ce qui a été détruit. Mais ce que je crains, là encore, c'est que pour le déblaiement, on n'emploie sans doute, aussi généralement qu'à la Chancellerie du Reich, des ouvriers étrangers. Alors, l'ennemi sera encore informé quinze jours plus tôt, par ses filières, des dommages qui ont été causés.

VON BELOW. — Je vais vérifier ça.

HITLER. — Et puis l'attaque va se répéter, cela va de soi, et si elle se répète, il faudra quand même, un jour, qu'elle souffle toutes les constructions ; et encore j'admets qu'en ce qui concerne les abris souterrains, le second étage — le premier étage n'a qu'un plafond d'un mètre de béton, ce qui n'est rien du tout, et je ne sais même pas, car cela ne ressort pas du dessin, si les plafonds ont des poutrelles…

JOHANNMEYER. — Ils ont des poutrelles. Elles sont même en partie apparentes. Il m'est arrivé à moi-même de passer un mois dans ces abris.

BURGDORF. — On les voit comme ici[314], de là-haut déjà, quand on entre, courir le long du plafond.

HITLER. — Des poutrelles frontales ?

JOHANNMEYER. — Parfaitement.

HITLER. — Une épaisseur normale d'un mètre, une bombe de 1.000 kilos ne la traversera pas, mais elle éclatera après avoir pénétré de 50 à 60 centimètres et démolira tout par effet de brisance, de sorte que l'étage supérieur sera soufflé par une bombe de ce calibre.

BRUDERMULLER. — Les deux premiers bataillons des 6.000 parachutistes ont quitté aujourd'hui le secteur où ils étaient engagés et doivent être embarqués dans la région de Bozen. Mais, pour l'instant, la route du Brenner est encore en dérangement par suite des bombardements aériens. Il faut donc compter trois jours pour arriver dans le secteur de Bozen. Pour autant que circulent des colonnes de camions à vide — elles sont d'ailleurs très peu nombreuses, car, en ce moment, les tirs sont rares — on les utilisera. Mais le gros devra gagner à pied le secteur de Bozen.

HITLER. — Alors, ils ne seront pas à Bozen en trois jours. De *là-bas* à Bozen, il y a trois semaines de trajet, vingt jours ou quinze, au minimum dix.

BURGDORF. — Rien que de Trieste à Bozen, il y a déjà une journée de marche.

BRUDERMULLER. — Il est pour l'instant très difficile d'établir un horaire, et les colonnes à vide qui s'en retournent sont très peu nombreuses, étant donné qu'elles n'ont actuellement qu'à se rendre relativement (peu) en première ligne, car on y tire peu et l'on a besoin de relativement peu de ravitaillement.

BURGDORF. — Est-ce qu'on ne pourrait pas, tout au moins par fractions, faire prendre le train à ces gens-là ? Ils pourront toujours descendre et remonter. Il n'y a rien à décharger et à recharger, ce ne sont que des hommes avec leurs armes individuelles.

HITLER. — Il s'agit de tenir prêts dès maintenant les 7.000 hommes qui doivent venir s'ajouter à ces 6.000 hommes, de sorte que, dès qu'ils arriveront, ils puissent être amalgamés et que les 6.000 hommes, durant le trajet déjà, soient informés de ce dont il s'agit et qu'on puisse alors de but en blanc constituer avec ça des divisions. En tout cas, elles seront toujours utilisables à des buts de défense. Il faudra alors voir où on les enverra. Il est inutile d'en décider dès à présent. Il y a là deux unités qui peuvent venir. Quant aux deux autres unités, je ne sais pas encore, ce seront sans nul doute des unités territoriales, il faudra encore à cet égard improviser quelque chose.

BRUDERMULLER. — Il[315] va encore recevoir la division-fantôme « Danube ».

HITLER. — Elle ne sera pas suffisante à elle seule.

BRUDERMULLER. — Il pourra naturellement s'en servir pour regonfler d'autres divisions épuisées.

BURGDORF. — À ma connaissance, les XI$^{e}$, IX$^{e}$ et VII$^{e}$ régions militaires n'ont encore rien fourni, en tout cas pas comme les autres régions militaires, qui sont toutes entièrement vidées. Il devrait là y avoir encore quelque chose à faire, d'une façon ou d'une autre.

HITLER. — Voulez-vous tout de suite interroger encore une fois Jüttner à ce sujet ? Il faut que ce soit fait à tout prix.

BURGDORF. — Très bien. Je lui redirai qu'il faut que les XI$^{e}$, IX$^{e}$ et VII$^{e}$ régions militaires apportent d'une façon quelconque une contribution.

HITLER. — C'est qu'on ne sait pas tout ce qui reste encore à flâner dans les rues. J'entends parler maintenant pour la première fois, à ma grande surprise, d'une division ukrainienne SS qui se manifeste tout à coup. Je n'ai jamais entendu parler de cette division ukrainienne SS

GŒHLER. — Elle existe depuis très longtemps déjà.

HITLER. — Mais on n'en a jamais fait mention au rapport journalier. Vous souvenez-vous qu'on en ait parlé ?

GŒHLER. — Non, je ne m'en souviens pas.

HITLER. — On a pu m'en entretenir il y a très, très longtemps, je ne sais pas. Quel est l'effectif de cette division ukrainienne ?

GŒHLER. — Je vais m'en informer.

HITLER. — Ou bien c'est une unité sûre, ou bien ce n'est pas une unité sûre. Je ne peux pas mettre actuellement sur pied des unités en Allemagne, parce que je n'ai pas d'armes. Il serait idiot de ma part d'aller donner des armes à une division ukrainienne qui n'est pas sûre. J'aime mieux leur enlever leurs armes pour former une division allemande. Car je suppose qu'elle[316] sera excellemment armée, comme ne le sont probablement pas la plupart des divisions allemandes que nous formons aujourd'hui.

BURGDORF. — Il en est de même de la 20$^{e}$ division lettone. Elle s'est d'ailleurs tout de suite débandée, *là en bas*.

DE MAIZIÈRE. — La division lettone se bat actuellement *là-haut*, en Courlande, et même très bien. C'était la division estonienne qui était *là en bas*.

BURGDORF. — Oui, la division estonienne s'est volatilisée tout de suite. Il faut aussi comprendre ça du point de vue psychologique. C'est demander un peu trop à ces gens-là.

HITLER. — Pour quoi se battraient-ils donc encore ? On leur a fait quitter leur patrie.

BURGDORF. — Du moment que chez nous déjà, il y a une foule de gens pusillanimes, on ne peut guère demander à ceux-là de ne pas l'être.

HITLER. — Il faut maintenant voir très exactement ce que nous avons encore comme formations étrangères. La division « Wlassov », par exemple, ou bien vaut quelque chose, ou bien ne vaut rien. C'est l'un des deux. Si elle vaut quelque chose, il faut la considérer comme une division à part entière. Si elle ne vaut rien, ce serait une idiotie d'armer une division de 10.000 ou 11.000 hommes, alors que je ne peux pas former d'autres divisions allemandes, celles-là parce que je n'ai pas d'armes. Dans ces conditions, je préfère former une division allemande et lui donner un armement complet.

BORGMANN. — La légion hindoue !

HITLER. — La légion hindoue est une fumisterie. Il y a des Hindous qui ne tueraient pas un pou, ils se laisseraient plutôt dévorer. Ceux-là n'iront pas non plus à plus forte raison tuer des Anglais. Aller les mettre justement face à des Anglais, je tiens ça pour une mauvaise plaisanterie. Pourquoi les Hindous se battraient-ils chez nous plus courageusement que les Hindous se sont battus en Inde même sous le commandement de Chandra Bose ? Ils ont engagé des unités en Birmanie, sous le commandement de Chandra Bose, en vue de libérer l'Inde des Anglais. Elles se sont volatilisées. Pourquoi seraient-ils plus courageux chez nous ? Je crois que si l'on employait des Hindous pour tourner des moulins à prières ou quelque autre besogne de ce genre, ce seraient les soldats les plus infatigables du monde. Mais les engager dans une véritable et sanglante bataille, c'est ridicule. Quel est l'effectif de ces Hindous ? Et puis, d'ailleurs, ça ne rime à rien. Quand on a une surabondance d'armes, on peut se permettre ces plaisanteries pour des raisons de propagande. Mais quand on n'a pas une surabondance d'armes, ces plaisanteries de propagande ne sont pas admissibles. Au fait, qu'est-il advenu de cette division appelée division galicienne ? Est-ce la même que la division ukrainienne ?

BORGMANN. — Je ne saurais le dire.

HITLER. — On colporte constamment des histoires au sujet d'une division galicienne. Est-ce la même que la division ukrainienne ? Si elle est composée de Ruthènes autrichiens, on ne peut rien faire d'autre que lui retirer immédiatement ses armes. Les Ruthènes autrichiens étaient des pacifistes. C'étaient des agneaux, non des loups. Déjà, dans l'armée autrichienne, ils étaient pitoyables. Tout ça, d'ailleurs, c'est s'abuser soi-même. Est-ce que cette division ukrainienne est la même que celle appelée division galicienne ?

GŒHLER. — Non, la galicienne, c'est la 30e, l'ukrainienne est la 14e. La 30e est, je crois, en Slovaquie pour recompléter ses effectifs.

HITLER. — Où a-t-elle combattu ?

GŒHLER. — La galicienne, la 30e, a été à l'origine engagée dans le secteur de Tarnov, et n'a plus été engagée depuis.

DE MAIZIÈRE. — Cette division a été engagée dans les combats pour la possession de Lwow[317], dans le cadre de la 1re armée blindée. Elle a été, à ce moment-là, je crois, encerclée avec le XIIIe corps d'armée, auquel elle était rattachée, et il n'en est rentré qu'une partie. Depuis, autant que je sache, elle n'a plus été engagée.

HITLER. — Et elle est d'une façon permanente en train de se reconstituer ! Est-ce que celle-là aussi a des armes ?

GŒHLER. — Il faut que je vérifie.

HITLER. — Nous ne pouvons plus nous permettre ce genre de plaisanterie, alors que je ne peux pas équiper d'autres divisions, parce que je n'ai pas les armes nécessaires. C'est ridicule, voyons !

GŒHLER. — La division ukrainienne compte sur le papier 11.000 hommes, et elle en a 14.000 en réalité.

HITLER. — Comment se fait-il qu'elle en ait plus en réalité que sur le papier ?

GŒHLER. — On a probablement, au-delà de l'effectif théorique, un surnombre de recrues ukrainiennes qu'on a incorporées et amalgamées avec le reste.

HITLER. — Et l'armement ?

GŒHLER. — Elle a naguère remis à la 18e division SS une grande partie de ses armes.

HITLER. — Si elle est maintenant prête à être engagée, il semble donc qu'elle ait de nouveau des armes. Je ne veux pas dire qu'on ne puisse rien faire de ces étrangers. On peut en faire quelque chose. Mais il y faut du temps. Quand on a six ans ou dix ans devant soi, et qu'on tient en main les territoires eux-mêmes, comme la vieille monarchie[318], cela fait naturellement de bons soldats. Mais quand ils vous arrivent et que leurs territoires d'origine se trouvent quelque part de l'autre côté, pourquoi iraient-ils encore se battre ? Ils sont accessibles à n'importe quelle propagande. Je suppose qu'il reste en outre encore parmi eux de très forts éléments allemands.

*(Exposé de situation par le Sturmbannfhürer Gœhler.)*

GŒHLER. — Leur état de situation, pour les armes, est le suivant : 2.100 revolvers, 610 mitraillettes, 9.000 fusils, 70 fusils à lunette, 65 carabines automatiques modèle 43, 434 mitrailleuses d'infanterie, 96 mitrailleuses lourdes, 58 camions, 4 véhicules blindés pour le transport de l'infanterie…

HITLER. — Avec ça, on pourrait armer presque deux divisions.

GŒHLER. — … 22 lance-flammes, un canon antichar de moyen calibre, 11 canons antichars de 75, 17 canons légers d'infanterie, 3 canons lourds d'infanterie modèle 33, 9 canons de D. C. A. de 37, 37 mortiers légers de campagne, 6 mortiers lourds de campagne.

HITLER. — Il faut maintenant que je sache ce qu'elle[319] vaut. Je voudrais demain en parler au Reichsführer immédiatement. Il est de toute manière à Berlin. Il faut maintenant examiner en toute conscience ce qu'on peut attendre d'une pareille unité. Si l'on ne peut rien en attendre, ça n'a pas de sens. Nous ne pouvons pas nous permettre le luxe que j'aie de pareilles unités.

GŒHLER. — La légion hindoue a un effectif d'environ 2.300 hommes.

HITLER. — On leur ferait le plus grand plaisir si on leur disait : « Vous n'avez plus besoin de tirer un coup de feu. »

GŒHLER. — Ils ont 1.468 carabines, 550 revolvers, 420 mitraillettes, 200 mitrailleuses légères…

HITLER. — Voyez-moi ça ! Ils ont plus d'armes que d'hommes ! Beaucoup d'hommes ont deux armes !

GŒHLER. — … 24 mitrailleuses lourdes, 20 M.K.W.[320], 4 mortiers légers de campagne, 6 canons légers d'infanterie, 6 canons antichars — on ne dit

pas de quel calibre —, 700 chevaux, 81 véhicules automobiles, 61 voitures de tourisme, 5 motocyclettes, 12 tracteurs à chenilles, dont 11 en état de marche.

HITLER. — Qu'est-ce qu'on veut faire de la légion hindoue ?

GŒHLER. — Ça, je ne peux pas le dire. Il y a déjà assez longtemps qu'elle est au repos.

HITLER. — Mais elle n'a jamais combattu !

GŒHLER. — Non.

HITLER. — Pour moi, une unité qui est au repos est une unité qui a durement combattu et à laquelle on fait reprendre des forces. Vos unités reprennent constamment des forces et ne combattent jamais.

## On revient au front ouest

BRUDERMULLER. — Le groupe d'armées H rend compte qu'à 3 heures, l'ennemi est également passé à l'attaque à 1 km 500 au sud de Wesel et près de Mehrum. Aucune indication encore sur les forces de l'assaillant ni sur le déroulement de l'opération. C'était à prévoir. Depuis 17 heures, il y avait des tirs particulièrement violents aussi bien sur les premières lignes qu'assez loin dans l'arrière-pays.

HITLER. — Depuis 1 heure ?

BRUDERMULLER. — Non, la nouvelle est arrivée vers 3 heures au commandant en chef sur le front ouest. Il est maintenant 3 heures 30.

HITLER. — Mais *là*, il fallait s'y attendre.

BRUDERMULLER. — C'est bien *là* qu'on s'y attendait. Le commandement en chef sur le front ouest avait, ce soir déjà, fait passer un message disant qu'il s'attendait également à une attaque près de Wesel, étant donné que depuis 17 heures, aujourd'hui, un très violent feu d'artillerie était dirigé sur ce point et que l'activité des avions de combat et des avions d'observation d'artillerie était remarquablement intense.

HITLER. — Ce sont des parachutistes qui sont *là ?*

BRUDERMULLER. — C'est la 180e division qui est *là*. Mais elle est relativement forte.

HITLER. — Elle doit compter 8.000 hommes.

BRUDERMULLER. — Elle vient d'être recomplétée encore une fois. Leurs bataillons sont presque au complet.

*(Exposé de situation)*

Comme artillerie, elle a actuellement, au total, avec les batteries placées sous ses ordres, 22 batteries — il y a par conséquent 22 batteries dans le secteur — dont 8 batteries lourdes.

HITLER. — Ce sont *celles-là* qui sont placées sous ses ordres ?

BRUDERMULLER. — Les petits carrés en blanc sont les batteries placées sous ses ordres, et les petits carrés pleins sont ses batteries à elle.

BORGMANN. — Le général Thomale et le général Buhle signalent qu'il n'y a actuellement aucune unité qui puisse être détournée vers Oppenheim. Il y a seulement 8 chars « Tigres de chasse » au camp de Senne, dont la remise en état sera achevée aujourd'hui ou demain et qui pourront être engagés dans les prochains jours. Il viendra encore s'en ajouter deux autres dans les prochains jours, de sorte que la formation pourra être portée à 7. Tout le reste est déjà engagé et ne peut plus, pour l'instant, être tenu prêt.

HITLER. — Ils sont au camp de Senne ?

BORGMANN. — Oui.

HITLER. — Ils étaient destinés à intervenir contre la tête de pont, de *là-haut*.

BORGMANN. — Oui, pour Remagen, pour le 512e détachement.

HITLER. — Quand partiront-ils ?

BORGMANN. — Ils seront prêts soit demain, soit aujourd'hui. Ils pourront probablement se mettre en route demain soir.

HITLER. — Alors, réservons-les pour demain. Si seulement on savait si les 16 ou 17 autres qu'on a ramenés peuvent être remis en état, et pour quand ! Ce serait tout ce qu'il y a de plus important.

BORGMANN. — Je vais m'enquérir encore une fois, afin que le général Thomale puisse nous donner d'ici à demain midi ou après-midi des précisions claires sur ces 16 chars.

BRUDERMULLER. — J'ai déjà indiqué au général Thomale que tout devait être fait pour les mettre en état le plus rapidement possible, même s'il devait être nécessaire de transporter par avion des pièces de rechange, et aussi que, le cas échéant, si c'était nécessaire, on enverrait d'ici un officier-ingénieur familiarisé avec ce modèle de chars. Il[321] a en outre rendu compte qu'il avait relevé de leurs fonctions le chef du détachement, son adjoint et l'officier de renseignements, parce que les officiers qu'il a *là-bas* lui ont fait

savoir que ce sont des mollassons. Il mettra en route demain matin, par autos, le meilleur dont il dispose.

HITLER. — Le chef du détachement ne m'avait pas donné spécialement l'impression d'être un lion[322].

JOHANNMEYER. — Il est venu, à l'époque, à l'Adlerhorst[323].

BURGDORF. — Si jamais, sur la base des données que nous possédons, j'ai l'air de me mêler devant l'inspecteur général[324] des questions de commandement d'un détachement, ça fera une scène. Ce n'est pas possible. Ils se réservent tous leurs détachements spéciaux.

HITLER. — Il ne m'avait pas fait à ce moment-là l'impression d'un homme ayant beaucoup de cran. À vous, si ?

JOHANNMEYER. — Non, il ne m'avait pas fait très bonne impression. Il parlait beaucoup, mais, à mon avis, il n'y avait pas grand-chose derrière. À ce moment-là, le général Thomale faisait grand cas de lui.

HITLER. — Je ne sais pas trop.

JOHANNMEYER. — C'est un homme qui a été très grièvement blessé. Il a été blessé à huit reprises, je crois. Même physiquement, il n'était certainement plus à la hauteur.

HITLER. — J'en conviens. Mais ce n'est pas toujours une preuve.

BURGDORF. — Nous avons justement dans les chars beaucoup d'éléments jeunes et frais, parce qu'ils viennent tous des unités d'activé. Nous avons encore là une très bonne génération montante, bien meilleure que dans l'infanterie.

## Divers

Il est encore arrivé un message du Gauleiter Forster par téléscripteur[325].

*(Exposé de situation)*

Il s'agit de faire partir les 450 spécialistes du service de sécurité. Il y a en tout 12.000 hommes *là-haut*.

HITLER. — Ils disent qu'ils n'arriveront pas à se dégager. Mais si c'est une erreur du point de vue psychologique, il faut refuser.

BURGDORF. — Faut-il leur mander qu'ils doivent rester *là ?*

HITLER. — Mettez-vous immédiatement en liaison avec Kaltenbrunner. Kaltenbrunner a dit qu'il ne pouvait guère se passer d'eux. Mais il dit : « Si

leur départ est psychologiquement défavorable au maintien de la situation, il faut qu'ils restent. »

VON BELOW. — Puis-je encore une fois demander, au sujet des avions, si le *335* doit maintenant être construit avec les éléments prévus[326] ?

HITLER. — Oui.

VON BELOW. — Pour permettre de sortir ce modèle, Speer propose d'arrêter immédiatement la sortie du *109*, afin que tous ces ouvriers actuellement occupés à y travailler soient employés à cela[327], afin que tout cela cesse immédiatement.

HITLER. — Entendu.

VON BELOW. — Et le *190* sortira dans les quatre mois à venir.

HITLER. — Oui. Le *190* est meilleur que le *109 ?*

VON BELOW. — Oui, il est meilleur. Il a maintenant un meilleur moteur et, comme avion de combat, il est plus maniable que le *109*. Celui-là ne serait plus fabriqué, et il serait remplacé comme avion de combat par le *152*, qui ne doit nullement être utilisé comme chasseur.

HITLER. — Oui. Seulement, j'estime que pour combattre les attaques sans cesse croissantes des *Mosquitos*[328], qui nous émeuvent peu ici, parce que nous sommes dans des abris profonds, mais qui sont fort peu agréables pour la population, nous avons besoin d'appareils rapides possédant une supériorité absolue en vitesse et une grande sécurité leur permettant d'atterrir même si un moteur tombe en panne. Le bimoteur est meilleur que le monomoteur, ce n'est pas douteux. C'est le cas pour cet appareil[329], et je le préférerais quand même au chasseur *Tank*.

VON BELOW. — Le *Tank* ne doit au reste pas être engagé du tout sur le territoire du Reich, ni comme chasseur, mais uniquement comme avion de bataille.

HITLER. — Alors, il nous faut quand même un appareil, aussi longtemps que le *262* n'offre pas une sécurité absolue. Dans ces conditions, je considérerais ces trucs-là comme meilleurs.

VON BELOW. — Je me proposais ensuite de vous demander s'il ne pourrait pas se tenir chez vous une conférence de tous les gens qui s'occupent actuellement du *Messerschmidt-262*. Je suggérerais qu'on réunisse, peut-être au début de la semaine prochaine, le maréchal du Reich, le général Koller, Kammhuber, le général Peltz, qui dirige les sorties aériennes, et

aussi Speer, Saur, Degenkolb, Messerschmidt et Dorsch. Il y a là, malgré tout, des problèmes différents qui ne peuvent être réglés que par vous.

HITLER. — Ce que dit à présent Machin, je le répète sans cesse : il y a une telle disproportion entre la production et le nombre des avions engagés ! Cela n'existe dans aucun pays au monde, et n'existait pas non plus chez nous auparavant[330].

FIN

46. Sans doute la campagne de Russie. *(N. d. T.)*
47. Allusion aux événements du 6 février 1934.
48. Himmler.
49. De l'armée française désarmée et démobilisée.
50. Vraisemblablement dans le Caucase occidental.
51. Dans le Caucase central.
52. « Ils » se rapporte apparemment aux troupes allemandes. *(N. d. T.)*
53. Le secteur de la 1re armée blindée.
54. Dans le secteur où le groupe d'armées Hoth avait pris l'offensive destinée à dégager Stalingrad.
55. Russe. *(N. d. T.)*
56. L'offensive du groupe d'armées Hoth pour dégager Stalingrad.
57. Du groupe d'armées Hoth.
58. Les Russes. *(N. d. T.)*
59. Les renforts allemands. *(N. d. T.)*
60. Une des divisions italiennes.
61. Le front tenu par les Italiens sur le Don.
62. Le feld-maréchal commandant le groupe d'armées du Nord sur le front russe. *(N. d. T.)*
63. La 4e division d'infanterie de police blindée de Waffen SS.
64. Les divisions italiennes.
65. Une des divisions italiennes. *(N. d. T.)*
66. Chef d'état-major de la Luftwaffe. *(N. d. T.)*
67. Au début de l'offensive d'été de 1942.
68. C'est-à-dire à Stalingrad. *(N. d. T.)*
69. Stalingrad. *(N. d. T.)*
70. Sur le Don.
71. En arrière de la Grande Syrte.
72. Gœring. *(N. d. T.)*
73. Ramcke, commandant d'une division de parachutistes dans l'armée Rommel. *(N. d. T.)*
74. Rommel, vraisemblablement. *(N. d. T.)*
75. Toujours Rommel.
76. En Afrique du Nord.
77. Rommel.
78. C'est-à-dire qu'on y a fait un tri pour n'y laisser que les meilleurs éléments. *(N. d. T.)*
79. Celle de Montgomery, en Libye.
80. Sortes de péniches à fond plat. *(N. d. T.)*
81. La ligne départageant les sphères d'influence italienne et allemande en Croatie.
82. Par bataillon.
83. La 2e division blindée SS « Das Reich ».
84. Paulus et les généraux. *(N. d. T.)*
85. Un des officiers d'ordonnance de Hitler.
86. Paulus. *(N. d. T.)*
87. La Lubianka, prison de la Guépéou.
88. Une des plus hautes distinctions militaires. *(N. d. T.)*
89. Commandant le 4e corps d'armée.
90. Les divisions de la milice fasciste.
91. Mussolini. *(N. d. T.)*

92. Mussolini. *(N. d. T.)*
93. Un fils de l'ancien ministre des Affaires étrangères.
94. Villes de Thuringe. *(N. d. T.*)
95. Neurath ?
96. Les milieux économiques japonais ? *(N. d. T.)*
97. Les Japonais, en Sibérie. Le « leur » qui suit, dans la phrase d'Hewel, désigne les Russes. *(N. d. T.)*
98. Presqu'île à l'embouchure de la Vistule, près de Dantzig, où les Allemands soupçonnaient la Pologne d'avoir établi un dépôt de munitions. *(N. d. T.)*
99. Oshima, l'ambassadeur japonais à Berlin.
100. Pour les envoyer combattre les Allemands. *(N. d. T.)*
101. Général commandant la 6e armée italienne en Sicile.
102. Le prince Humbert d'Italie. *(N. d. T.)*
103. Roatta. *(N. d. T.)*
104. Feld-maréchal commandant en chef dans le secteur Italie-Méditerranée. *(N. d. T.)*
105. Mussolini *(N. d. T.)*
106. En Sicile. *(N. d. T.)*
107. En Sicile. *(N. d. T.)*
108. Sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères.
109. Il faut entendre dans ce passage qu'Hitler donne lecture de la dépêche relative à ce discours et s'interrompt, de temps à autre, pour faire une réflexion personnelle. *(N. d. T.)*
110. Apparemment, les travaux auxquels on procède sur les voies. *(N. d. T.)*
111. Löhr. *(N. d. T.)*
112. Le général von Rintelen, attaché militaire à Rome.
113. Hitler ne portait jamais de montre. *(N. d. T.)*
114. À l'époque de l'Anschluss.
115. En mai 1938.
116. Le prince Philippe de Hesse.
117. Un des chefs de l'armée Mihaïlowich commandant les groupes de Tchetniks au Monténégro.
118. Le roi Nicolas de Monténégro. *(N. d. T.)*
119. Chef d'état-major de la Honved hongroise.
120. Toujours le projet d'instruction générale. *(N. d. T.)*
121. Grand consortium chimique.
122. En poste au ministère des Affaires étrangères après avoir été le dernier ambassadeur allemand à Londres.
123. Officier de liaison du Haut-Commandement sur le front ouest auprès de la 4e armée italienne, stationnée dans le Midi de la France.
124. Le chef d'état-major du commandant en chef sur le théâtre sud. *(N. d. T.)*
125. Avion d'observation triplace très maniable.
126. Les Alliés. *(N. d. T.)*
127. En Sardaigne. Il s'agit de la brigade de choc « Reichsführer SS ».
128. La Corse.
129. En Sardaigne. *(N. d. T.)*
130. Entre la Corse et la Sardaigne. *(N. d. T.)*
131. Général Magli, commandant des forces italiennes en Corse.
132. Méthode standard de navigation des aviateurs allemands pour l'attaque des objectifs au sol.
133. Gœring. *(N. d. T.)*

134. Les aviateurs allemands. *(N. d. T.)*
135. Les populations anglaises. *(N. d. T.)*
136. Cette fois, il s'agit de sept avions allemands abattus ; « dans le Sud » signifie apparemment « en Italie ». *(N. d. T.)*
137. Ambassadeur du Reich à Rome, fils du feld-maréchal von Mackensen. *(N. d. T.)*
138. Hitler et Mussolini s'étaient rencontrés à Feltre le 19 juillet 1943.
139. Général Glaise von Horstenau, gouverneur de Croatie.
140. De Sicile.
141. Les Italiens. *(N. d. T.)*
142. Comme on dit : Machinchouette. *(N. d. T.)*
143. Il s'agit encore une fois des troupes à ramener de Sicile.
144. Vers la frontière franco-italienne des Alpes. *(N. d. T.)*
145. La 34e division blindée n'existait pas.
146. Dans le Midi de la France.
147. En Sicile. *(N. d. T.)*
148. Comme tête de pont, devant le détroit de Messine.
149. La division de la garde SS. *(N. d. T.)*
150. Badoglio. *(N. d. T.)*
151. Le ministre des Affaires étrangères du Reich, Ribbentrop. *(N. d. T.)*
152. Au Palais Chigi. *(N. d. T.)*
153. Il : Mackensen. *(N. d. T.)*
154. Badoglio, apparemment. *(N. d. T.)*
155. Nom de code pour les mouvements de troupes préparés en cas de défection italienne.
156. On doit comprendre : le commandant de cette unité. *(N. d. T.)*
157. Les Hongrois.
158. Soviétique, le 6 septembre 1942.
159. Avion quadrimoteur.
160. Pour prendre le commandement du secteur sud-est à la place de Rommel, qui devait lui-même relever le général Löhr.
161. Himmler. *(N. d. T.)*
162. Le détroit de Messine.
163. À leur point d'embarquement. *(N. d. T.)*
164. « Ce type-là », c'est Léopold III, demeuré sous la surveillance des Allemands au château de Lacken et dont une sœur avait épousé le prince héritier d'Italie, Humbert.
165. En Sicile.
166. Les Italiens. *(N. d. T.)*
167. Stationnée dans le Midi de la France.
168. Au commandant en chef sur le théâtre d'opérations sud, Kesselring. *(N. d. T.)*
169. Batteries renforcées à 6 pièces, batteries simples à 4 pièces.
170. Dœnitz.
171. Gare-frontière italienne avant Villach.
172. Avec les intrigues tendant à provoquer la défection de l'Italie. *(N. d. T.)*
173. Toujours lors de l'évacuation de la Sicile.
174. En arrière du rideau de troupes destiné à masquer le mouvement d'évacuation. *(N. d. T.)*
175. « Il » s'applique au feld-maréchal von Manstein.
176. Aux divisions SS qu'il avait été prévu de transférer en Italie.
177. En Italie. *(N. d. T.)*

178. À Philippe de Hesse. *(N. d. T.)*
179. Les proclamations du nouveau gouvernement italien. *(N. d. T.)*
180. Une troupe spéciale de l'Abwehr.
181. Fortifications italiennes édifiées sur les cols des Alpes.
182. Les défenseurs, la garnison. *(N. d. T.)*
183. Le char allemand le plus lourd, allant de 55 à 68 tonnes suivant les modèles.
184. Le grand spécialiste allemand des chars. Inspecteur général de l'arme blindée. *(N. d. T.)*
185. Kesselring ? *(N. d. T.)*
186. L'évacuation de la Sicile.
187. En Sardaigne.
188. Pour la haute Italie.
189. En France.
190. La 12e division blindée SS, en voie de formation.
191. Pour l'évacuation de la Sicile.
192. En Sicile. *(N. d. T.)*
193. Lapsus ou erreur d'audition.
194. Rommel ? *(N. d. T.)*
195. Douze à dix-huit trains par jour.
196. Hitler veut dire : Yougoslavie.
197. Le saillant d'Orel.
198. Dans le saillant d'Orel.
199. Il s'agit certainement de la 34e division d'infanterie, qui se trouvait au nord d'Orel.
200. Division blindée hors numérotage, constituée de troupes d'élite recrutées dans les diverses régions de l'Allemagne et d'où étaient détachés les éléments chargés de garder le QG du Führer.
201. Général commandant la 9e armée.
202. En Italie. *(N. d. T.)*
203. Il faut sans doute entendre : « De réserve d'armée. » *(N. d. T.)*
204. Il faut entendre que les travailleurs utilisés sont des Russes que l'on a enlevés à leurs champs, comme l'indique ce qui suit. *(N. d. T.)*
205. Un ingénieur russe qui a créé une milice destinée à combattre les bandes de partisans.
206. Le feld-maréchal von Manstein.
207. L'évacuation du saillant de Viasma, en février 1943.
208. L'armée aérienne ? *(N. d. T.)*
209. Sepp Dietrich, qui commandait la « Leibstandarte », connu pour vouloir accaparer tous les effectifs et toutes les armes.
210. L'aménagement de la position Hagen. *(N. d. T.)*
211. L'incident n'est compréhensible – sauf s'il a été voulu et provoqué avec une mauvaise foi flagrante – que si Hitler a confondu le mot *Dreck* (immondices, saletés, excréments) avec le mot *Treck* (charrois, convois), que von Kluge a employé un peu plus haut à propos de la nécessité d'assurer les communications. *(N. d. T.)*
212. Ce « il » et les suivants désignent apparemment von Kluge, et, il faut se représenter qu'en parlant de celui-ci et de ses besoins, Hitler s'adresse à Zeitzler. *(N. d. T.)*
213. Dans la tête de pont du Kouban.
214. Général von Kleist, commandant la 1re armée blindée.
215. Dans la tête de pont du Kouban. *(N. d. T.)*
216. D'après le contexte, « avaler » signifie « reprendre ». *(N. d. T.)*

217. Von Kluge. *(N. d. T.)*
218. Von Kluge. *(N. d. T.)*
219. En Méditerranée. *(N. d. T.)*
220. Le grand-amiral Dœnitz, commandant en chef des forces navales.
221. Le mot qui manque doit être « Italiens ».
222. L'Italie ? *(N. d. T.)*
223. Chantiers où se construisent les rampes de lancement des V1 en Hollande et dans le Nord de la France.
224. De canons de D. C. A. *(N. d. T.)*
225. Le général commandant les forces allemandes ? L'ennemi ? La première hypothèse paraît la plus probable. *(N. d. T.)*
226. Coup de main allié du 19 août 1942 sur Dieppe.
227. Ministre de l'Armement. *(N. d. T.)*
228. À l'ouest de Kiev.
229. Russes. *(N. d. T.)*
230. « Ils » désigne cette fois les Allemands : ce sont eux qui ont pu faire passer un train de permissionnaires, comme le montre la fin de la phrase. *(N. d. T.)*
231. Pour ramener le front en arrière.
232. « Rollbahn » : route de grand trafic pour les camions de ravitaillement, se situant en partie à l'est, en partie le long de la voie ferrée Leningrad-Moscou.
233. La position du lac Peipouss.
234. Himmler. *(N. d. T.)*
235. Près de Nevel.
236. Être mise en pièces ? *(N. d. T.)*
237. L'attentat du 20 juillet.
238. L'inspecteur du service des transmissions, le général Fallgiebel, et le major-général de l'armée, le général Wagner, faisaient partie du complot monté par Stauffenberg.
239. La phrase, déjà plus que boiteuse en elle-même, reste en l'air. *(N. d. T.)*
240. Sens obscur. Il faut sans doute comprendre : « parce que nous n'avons pas pu procéder partout à des raccourcissements du front. » *(N. d. T.)*
241. Hitler désigne sans doute à présent le Pas-de-Calais ; il passe au front ouest.
242. D'Italie.
243. C'est-à-dire : « dont la coordination ne serait, pas apparente pour les non-initiés. » *(N. d. T.)*
244. Une ligne Somme-Marne-Jura étudiée dès décembre 1943 sur l'ordre de Hitler.
245. C'est le mot à mot ; mais le sens est obscur. *(N. d. T.)*
246. Le commandant en chef sur le front ouest. *(N. d. T.)*
247. Mot à mot : « les facteurs politiques ». Hitler veut probablement parler des déportés. *(N. d. T.)*
248. Il semble qu'il faille comprendre : « qui font retraite. » Mais c'est une lapalissade. *(N. d. T.)*
249. Exactement : lieutenant-colonel von Hofacker, attaché à l'état-major du général Stülpnagel à Paris et cousin de Stauffenberg. Il faisait la liaison entre le groupe des conjurés parisiens et les organisateurs du complot à Berlin.
250. Hitler veut apparemment parler de la percée déjà réalisée à Avranches.
251. Sous-entendu : en cas de percée.
252. Dans le secteur d'Avranches, où l'on ne s'était pas encore rendu compte que les Américains avaient réussi une percée stratégique.
253. Au QG de von Kluge, en Normandie.
254. Le général von Stülpnagel, commandant en chef en France, exécuté après l'attentat du 20 juillet.
255. C'est-à-dire : le nombre de leurs galons. *(N. d. T.)*

256. Chef de l'état-major général depuis 1935, le général Beck avait donné sa démission en août 1938 pour devenir un membre actif des complots contre Hitler. Il se suicida après l'attentat manqué du 20 juillet 1944.
257. Hitler veut probablement parler de ce général Förster.
258. Le général Kitzinger, commandant de la Wehrmacht en Ukraine en 1941, qui vient de succéder à Stülpnagel comme commandant en chef en France.
259. Au commandant en chef sur le front ouest. *(N. d. T.)*
260. Deux divisions SS de cavalerie, la 8e et la 22e, créée avec des éléments de la 8e.
261. Les populations d'origine allemande vivant avant 1937 en dehors des frontières du Reich, notamment à l'Est et au Sud-Est de l'Europe. *(N. d. T.)*
262. Hitler s'adresse vraisemblablement à Sonnenleithner, l'adjoint de l'ambassadeur Hewel, représentant permanent du ministère des Affaires étrangères au QG du Führer.
263. Hitler s'adresse vraisemblablement à Sonnenleithner, l'adjoint de l'ambassadeur Hewel, représentant permanent du ministère des Affaires étrangères au QG du Führer.
264. Le procès au cours duquel Stülpnagel, commandant militaire en France, et cinq autres officiers d'état-major avaient été condamnés à mort.
265. Von Kluge. *(N. d. T.)*
266. Sur le théâtre d'opérations italien.
267. Il faut évidemment lire : « et ». *(N. d. T.)*
268. Model avait remplacé, le 28 juin 1944, le feld-maréchal Busch à la tête du groupe d'armées du Centre.
269. Le complot du 20 juillet.
270. Le groupe d'armées du centre sur le front est.
271. Le général qui avait été jusque-là chef d'état-major général sur le front ouest.
272. Le général Wagner est un membre de la conjuration du 20 juillet qui s'est suicidé deux jours après l'attentat manqué.
273. Il s'agit de von Kluge. *(N. d. T.)*
274. Ayant participé au complot contre Hitler, « le plus petit et le plus jeune des généraux de la Wehrmacht » avait été condamné à mort le 8 août 1944 et pendu deux heures plus tard.
275. Également condamné à mort le 8 août et exécuté le même jour. Le 8 janvier 1942, commandant en Russie la 4e armée blindée, il avait été cassé de son grade et exclu de l'armée sans droit à la retraite, pour avoir procédé de son propre chef à un repli et pour avoir critiqué en termes virulents la stratégie du Führer.
276. Kluge était à l'époque, et jusqu'en décembre 1941, commandant du groupe d'armées du centre, dont faisait partie la 4e armée blindée du général Hœpner.
277. L'offensive des Ardennes.
278. Hitler veut dire : ce sont des hommes qui n'entrent plus en ligne de compte. *(N. d. T.)*
279. Sous-entendu : dans les Ardennes…
280. Manger ? *(N. d. T.)*
281. Les divisions motorisées. *(N. d. T.)*
282. Il s'agit des offensives allemandes de 1918 près du Pas-de-Calais.
283. Le sens est : « Il n'est même pas concevable qu'on puisse l'être. » *(N. d. T.)*
284. C'est le nom des formations improvisées comprenant tous les hommes de 16 à 60 ans. L'ordre de cette levée en masse avait été signé par Hitler le 18 octobre 1944. *(N. d. T.)*
285. Le général russe Wlassov, défenseur de Kiev en 1941, est passé du côté allemand et parvient à lever deux divisions constituées de prisonniers soviétiques en Allemagne.

286. Le général von Seeckt, fondateur et commandant en chef de la Reichswehr de 1921 à 1933. *(N. d. T.)*
287. Les deux divisions levées par Wlassov, dont l'une était en voie de formation à Münsingen. (N. d. T.)
288. Commandant du groupe d'armées H. Remplacé par la suite par le général Blaskowitz.
289. La tête de pont de Colmar, dernière position tenue par les Allemands en Alsace sur la rive gauche du Rhin.
290. Le groupe d'armées G et le commandement en chef sur le Rhin supérieur.
291. L'inondation des Pays-Bas pour arrêter l'avance des Alliés.
292. Titre de tous les chargés de fonctions du parti national-socialiste (chefs de blocs, chefs de cellules, chefs de groupes locaux, chefs de districts, gauleiters) à la différence des gradés SS et des chargés de fonctions des diverses organisations nazies (front du travail, etc.). *(N. d. T.)*
293. Commandant d'une unité SS forte de 3 000 à 5 000 hommes. Équivalence : colonel. *(N. d. T.)*
294. C'est-à-dire, selon toute vraisemblance : « L'autre solution », celle qui consiste à former des bataillons d'officiers. *(N. d. T.)*
295. Grade correspondant dans les SS à un grade d'officier supérieur. *(N. d. T.)*
296. La Pologne occupée avait été transformée en gouvernement général par les Allemands. *(N. d. T.)*
297. Sur le Rhin, à l'intérieur de la tête de pont américaine d'Oppenheim.
298. Avions de chasse avec moteurs à pistons, contrairement aux avions à réaction.
299. Kesselring avait été nommé commandant en chef sur le front ouest le 11 mars à la place de Rundstedt.
300. Le délégué du parti dans la circonscription. *(N. d. T.)*
301. Les avions de chasse autres que ceux à réaction. *(N. d. T.)*
302. L'avion à réaction allemand. (N. d. T.)
303. Impossible de savoir s'il s'agit des avions allemands à pistons ou des avions alliés, *(N. d. T.)*
304. Dans le Palatinat.
305. La succession de grandes avenues en ligne droite partant de la porte de Brandebourg et traversant le Tiergarten, le bois de Boulogne berlinois. *(N. d. T.)*
306. Messages provenant de Breslau encerclée par les Russes.
307. Canons lourds d'infanterie (Schwere Infanteriegeschütze).
308. L'abri souterrain bétonné, analogue à celui de Berlin, où Hitler se tua le 30 avril. *(N. d. T.)*
309. Le quartier général du Haut-Commandement de l'armée à Zossen, près de Berlin. Ce QG avait été bombardé le 15 mars.
310. Celui de l'armée (O. K. H.) et celui de la Wehrmacht (O. K. W.) le premier n'ayant compétence que pour les forces terrestres, le second coiffant toutes les forces armées de l'Allemagne. *(N. d. T.)*
311. Les *Bunkers* installés sous la Chancellerie du Reich, à Berlin.
312. De l'état-major, sans doute. *(N. d. T.)*
313. À Zossen.
314. Dans la salle du rapport journalier. *(N. d. T.)*
315. « Il » désigne probablement Kesselring, commandant en chef sur le front ouest.
316. La division ukrainienne, comme le contexte le prouve. *(N. d. T.)*
317. En allemand : Lemberg *(N. d. T.)*
318. La monarchie austro-hongroise des Habsbourg. *(N. d. T.)*
319. Toujours la division ukrainienne. *(N. d. T.)*
320. Sigle d'une identification douteuse. Il pourrait s'agir de véhicules blindés motorisés pour le transport des munitions.
321. Le général Thomale, selon toute vraisemblance. *(N. d. T.)*

322. Il s’agit là de nouveau du 653e détachement de « Tigres de chasse ».
323. Le « nid d’aigle », QG de Hitler pendant l’offensive des Ardennes. Il se trouvait à Ziegenberg, près de Bad-Nauheim.
324. Le général Guderian, inspecteur général de l’arme blindée. Cinq jours plus tard, il était relevé de cette fonction, ainsi que de celle de chef de l’état-major général.
325. De Dantzig encerclé, qui allait tomber quelques jours plus tard entre les mains des Russes.
326. Le *Dornier-335* était un nouvel avion à usages multiples et ayant deux moteurs en tandem.
327. C’est-à-dire au *Dornier-335. (N. d. T.)*
328. Avions de chasse britanniques dont la vitesse de près de 700 km/h n’était atteinte par aucun chasseur allemand avant la sortie du *Messerschmidt-262* à réaction. En outre, les *Mosquitos*, étant construits en bois, étaient très difficiles à détecter par les appareils électriques.
329. Hitler reparle sans doute ici des *Dornier-335*, de même que quelques lignes plus bas, quand il dit : « ces trucs-là. »
330. Cette disproportion était toute naturelle : elle provenait des énormes pertes causées aux appareils par les bombardements aériens incessants, entre le moment où ils sortaient des ateliers et celui où ils étaient engagés pour la première fois en combat.


*Hitler parle à ses généraux*
*Hitler parle à ses généraux*

This file was downloaded from Z-Library project

*Your gateway to knowledge and culture. Accessible for everyone.*

z-library.sk z-lib.gs z-lib.fm go-to-library.sk

Official Telegram channel

Z-Access

https://wikipedia.org/wiki/Z-Library